

*VIRGINIE LINHART*

# VOLONTAIRES POUR L'USINE

Vies d'établis, 1967-1977

*ÉDITIONS DU SEUIL*

*27, rue Jacob, Paris VI<sup>e</sup>*

Virginie Linhart

# VOLONTAIRES POUR L'USINE

Vies d'établis 1967-1977



Seuil

*A Robert,*

*Pour Blaise et Pierre,  
chacun ses raisons*

ISBN 2-02-011178-0

© Éditions du Seuil, janvier 1994

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code pénal.

## Nouvelle mémoire

Tant d'histoires, de récits, de joies, de drames et de souvenirs s'entrecroisent que soudain un doute me saisit : dans quelle recherche me suis-je lancée ? De quoi voulais-je parler ? Je ne me souviens pas d'avoir été fascinée par Mai 68, dont on parlait peu à la maison, dont je ne connaissais en fait aucun des divertissants rebondissements avant de parcourir quelques ouvrages sur la question. Ainsi je ne savais rien des luttes de pouvoir et des conflits d'interprétation sur le mouvement étudiant qui divisèrent sévèrement nombre de ceux que j'ai rencontrés par la suite. De même, j'ignorais tout des itinéraires militants de l'époque et des organisations qui surent tenir le devant de la scène contestataire durant des années. Tardivement, j'avais découvert et pleuré sur *L'Etabli*, écrit par mon père, Robert Linhart, qui racontait son expérience d'intellectuel travaillant à la chaîne chez Citroën et tentant d'organiser politiquement les « masses ouvrières ».

Pour tout dire, je détestais cette période. Je lui en voulais personnellement, comme on en veut à un individu qui vous a fait du mal. Je ne souhaitais surtout pas savoir comment « ça » s'était passé, je détestais qu'on y fasse référence en ma présence, au nom d'un patronyme qui avait été un temps reconnu mais qui restait encore vide de sens pour moi. J'ai longtemps trouvé injuste, insupportable même, de ne pas avoir participé à ces périodes de faste, de n'en subir que les conséquences, croyais-je, un désenchantement cruel, morbide. Comment lut-

ter contre le silence, les questions sans réponses, la mémoire disparue ? Pendant des années, j'ai moi aussi fait la sourde et la muette pour accompagner celui qui était parti, certaine que l'oubli viendrait ainsi, que la guérison ne manquerait pas d'arriver, que la parole retrouverait ses droits et ses fonctions et qu'elle nous libérerait tous, en bloc, familialement, de cette histoire-là.

C'est de façon tout à fait inopinée que cette parole a surgi. Elle n'est pas venue de celui que j'ai attendu, pour ne pas dire traqué tout ce temps, mais par surprise, presque par hasard, au cours d'un dîner organisé par ma mère, réunissant quelques anciens établis, dont elle fit partie. L'intention n'était nullement de se remémorer les « années usines », comme pourraient le faire d'anciens camarades qui aiment à se rappeler les frasques passées et partagées. Pourtant, c'est à cette occasion que l'improbable s'est produit. Soudainement, et d'abord de façon anecdotique, chacun s'est souvenu de ce temps-là, avec moult descriptions, précisions et éclats de rire. Je me souviens que, passé le premier moment de stupéfaction, ce sont ces rires qui m'ont le plus sidérée. De cette époque je ne me représentais que souffrance, don de soi et désillusion cruelle ; s'ils ont bien sûr existé, les décennies passées ont laissé place à d'autres sentiments qu'il me devenait possible de partager. Pour la première fois, j'ai eu envie d'en entendre plus, j'ai même désiré tout comprendre. Partir à la recherche de ceux qui s'étaient établis me laissait entrevoir la possibilité d'une réconciliation avec un passé dont je ne connaissais que le pire.

Spontanément, l'idée est née d'aller écouter ceux qui accepteraient de parler ; c'est par la parole revenue que j'avais envie de trouver un sens à cette histoire qui m'était si proche, au sens familial du terme, et pourtant inconnue. Comprendre le mouvement d'établissement, sa logique, ses références, ses aspirations, au rythme des entretiens réalisés, des contacts noués en souvenir d'une période constitutive de références, de liens et d'amitiés. C'est bien sûr parce que je suis la « fille de mon père »,

fondateur du mouvement prochinois<sup>1</sup>, à l'origine du mouvement d'établissement lancé à l'automne 1967, lui-même établi comme ouvrier spécialisé à Citroën, que j'ai pu rencontrer tant de personnes. Cette légitimité qui m'a été d'emblée accordée, au nom de laquelle, le plus souvent, on a accepté de me raconter ce qui était rarement relaté, y compris aux amis les plus proches ou aux enfants, doit être questionnée. Même si j'apportais en échange ma propre souffrance, mes interrogations les plus personnelles, mon « héritage familial », l'accueil dont j'ai bénéficié dépassait sans aucun doute mon projet simplissime — restituer une parole disparue, une mémoire oubliée, pour donner un sens à un engagement qui paraît d'un autre temps au regard des préoccupations actuelles. Je me suis par conséquent interrogée sur la nature du lien entre tous ces gens qui, quelque vingt années plus tard, laisse intacte la possibilité d'échanges et de dialogues. Était-il possible d'en déduire un sens général du mouvement d'établissement ?

Je ne connais pas de réponses définitives à ces questions. Les récits recueillis mêlent de façon si inextricable ligne politique, convictions idéologiques, destins personnels et idéaux partagés qu'ils se rebellent d'eux-mêmes et par bonheur à l'analyse rationnelle. C'est pourquoi, avant de retracer une histoire de l'établissement à dessein partielle et partielle, comme on le verra, j'ai souhaité dire quelques mots de ce qu'a représenté pour moi la découverte d'une possible rencontre avec les anciens établis.

Au départ, un projet à quatre mains fut élaboré. Celles de ma mère s'ajoutèrent aux miennes pour le rédiger. A l'issue du dîner je la trouvais aussi enthousiaste que moi, surprise de ces récits qui laissaient percevoir une mémoire intacte du temps de l'établissement, sans doute soulagée d'en entendre à nouveau parler, comme s'il fallait vérifier que cela avait bien existé. J'irais interviewer, ensemble nous écrivions cette histoire des établis.

1. L'Union des jeunesses communistes marxistes-léninistes, dite UJC (ml).

Nous n'y sommes pas parvenues<sup>1</sup>. Inutile de s'appesantir sur les conflictuelles relations mère-fille, je crois avant tout que l'échec de notre tentative fut lié à des recherches d'ordres différents. Plus tard, j'ai constaté combien la tentation est grande chez nombre d'établis d'écrire leur histoire, cette histoire. Et combien cela reste difficile, au regard du poids considérable que gardent tous ces mots aujourd'hui, en dépit des années passées. C'est d'ailleurs au nom d'un toujours possible récit dont ils seraient les rédacteurs que certains établis rencontrés refusèrent par la suite de se voir publier.

La facilité avec laquelle les rendez-vous me furent accordés n'a pas manqué de me surprendre. Je suis très malhabile au téléphone, extrêmement bégayante et intimidée par cet appareil que je redoute toujours de décrocher. Je me présentais, commençais péniblement une explication sur mon désir de rencontrer d'anciens établis, les questionnements infinis enfouis depuis trop longtemps, exposais en deux mots le projet du livre, m'interrompais haletante pour m'entendre fixer une date et un lieu de rencontre. Ainsi aucun établi contacté n'a refusé de me rencontrer. Curiosité, intérêt pour ma démarche, émotion, espoir ou attrait devant — finalement. — une survivance du passé ? Je regrette beaucoup aujourd'hui de ne pas leur avoir posé la question du pourquoi de leur acceptation. Je ne l'ai pas fait par timidité. Moi-même empêtrée dans le difficile mélange entre ma fonction d'« enquêteuse » et une recherche personnelle que j'étais bien en peine de formuler clairement. J'expliquais que j'étais à l'âge où ils étaient partis en usine, que je ne savais rien de ces départs, qu'ils étaient terriblement étrangers à l'air du temps, qu'ils restaient pour ceux de ma génération, que cet exil intéressait, une énigme. J'éludais aussi les interrogations sur mon père, toujours tendres, sincères et chargées de messages d'amitié. La rencontre fut donc facile. Le plaidoyer pour des entretiens

1. Finalement, je l'interviewerai au titre de son expérience d'établissement, point à la ligne...

enregistrés bien plus ardu. Certains acceptèrent, promirent tout ce que je demandais (entretien, correction, publication) et ne donnèrent plus jamais de nouvelles à mes messages répétés, d'autres proposèrent d'être interviewés à « usage personnel », c'est-à-dire en refusant d'emblée toute utilisation directe de leurs déclarations, la grande majorité, cependant, me reçut longuement — nombre d'entretiens ont eu lieu en plusieurs fois —, toujours prête à discuter, à étayer mes hypothèses et, surtout, à raconter, raconter, raconter.

Là réside, je crois, une des clefs essentielles qui m'ont ouvert la voie : la possibilité de ressusciter un dialogue oublié. Était-il si important d'être la « fille de ses parents » pour y parvenir ? Certainement, le premier contact fut favorisé : chez moi, on connaissait ceux qui « y étaient allés ». Les références (au bon vieux temps, aux amitiés personnelles, à ceux que l'on imagine toujours du « bon côté de la barrière ») ont marché à plein, je rassurais de par mes origines familiales, comme le certificat, pour mes interlocuteurs, d'une « base » commune de dialogue. Cependant, en dépit de cet incontournable héritage, je tiens pour certain que le mobile de ces rencontres fut, de part et d'autre, la vitale nécessité d'en parler.

Mais l'établissement n'appartient pas à cette rubrique des souvenirs faciles à déterrer. Si j'en étais consciente pour l'avoir vécu, j'en ferais pourtant douloureusement l'expérience lorsque je recevrais les lettres, souvent très sévères, de ceux qui retirèrent leur entretien après en avoir reçu une version manuscrite. Il faut reconnaître que la retranscription de paroles enregistrées est, je l'ai découvert, souvent difficile à supporter par ceux qui en sont les tenants. La crainte de jeter une ombre sur ce mouvement, de ridiculiser — par des images d'Epinal ou des caricatures — l'abandon de situations privilégiées pour vivre auprès des exploités, fut le principal mobile des refus. Certains ne se sont nullement reconnus dans l'entretien que nous avons eu. Ils se sont sentis dépossédés, choqués par le parti pris subjectif

de l'interview, alors qu'ils étaient si soucieux de ne pas dénaturer l'aspect historique de l'expérience. Ma démarche leur est soudain apparue inintéressante, voire inconséquente. Si, sur le moment, ces refus me heurtèrent profondément, me renvoyant sans doute à cette crainte d'une histoire indicible dont je pensais être sortie à force de rencontres, de discussions, d'explications, les arguments de mes détracteurs m'ont finalement orientée vers une forme plus littéraire et épurée des entretiens. Par contre, j'ai absolument refusé l'argument d'objectivité, persuadée qu'il était possible de mettre en scène le narrateur sans pour autant s'échouer sur nombre d'écueils tant redoutés — le triomphalisme d'antan, la nostalgie mélancolique ou la plate succession des anecdotes. Enfin, j'ai compris combien la sortie du silence, si elle était envisageable, n'en restait pas moins douloureuse, sujette à caution et à interrogations multiples. Même s'il est difficile de se souvenir et de raconter, la parole est libératoire et procure du plaisir à l'évocation d'un « vécu » riche de significations politiques et personnelles. Les entretiens furent émouvants, drôles et si intenses qu'ils laissèrent le plus souvent l'interviewé et l'intervieweur « sur le carreau ». Leur lecture n'en fut pas moins pénible pour leurs auteurs, qui les corrigèrent, les annotèrent, les complétèrent en vue de cette publication, sans doute pour les mêmes raisons qui présidèrent aux refus de certains autres. Qu'ils soient remerciés : ce livre est aussi le leur, il leur est dédié.

## Une histoire de l'établissement ?

A la recherche d'une histoire de l'établissement, la diversité des itinéraires et des expériences fut la première des découvertes. A l'origine, ce mouvement, caractérisé par le départ en usine d'intellectuels, laissant derrière eux études, situations professionnelles et carrières enviables, ne semblait pourtant présenter aucune similitude avec certaines expériences individuelles, comme celle que vécut Simone Weil, professeur agrégé, qui, en 1934, choisissait de devenir « manoeuvre sur la machine<sup>1</sup> ». De même, il ne s'inspirait nullement des itinéraires des prêtres ouvriers français qui décidèrent, dès 1941, de s'embaucher dans les usines, élues lieux de pastorale<sup>2</sup>. Non. La « ligne de l'établissement » fut prônée par la direction d'une organisation pro-chinoise, l'UJC (ml), à l'automne 1967. Il devait s'agir d'un mouvement de masse, éminemment politique, qui jetterait sur le chemin de l'usine des milliers de militants prêts « à descendre de cheval pour cueillir les fleurs<sup>3</sup> ».

1. Simone Weil, *La Condition ouvrière*, Paris, Gallimard, 1951.

2. François Leprieur, *Quand Rome condamne*, Paris, Plon-Ed. du Cerf, 1989.

3. Cette métaphore, prêtée à Mao Tsé-toung, popularisée par les gardes rouges au cours de la Grande Révolution culturelle chinoise, désigne les trois attitudes possibles face à la révolution à mener : rester sur son cheval et regarder les fleurs, se baisser depuis son cheval pour mieux les contempler et, enfin, descendre de cheval pour les cueillir. On n'en trouve cependant aucune trace dans *Le Petit Livre rouge (citations du président Mao Tsé-toung)*, ni dans *La Grande Révolution culturelle prolétarienne (recueil de documents importants rassemblés ou rédigés par Lin Piao)*. Elle marqua cependant les établis, qui sont nombreux à la citer de façon approximative dans leurs entretiens.

Mais à la lecture des récits on apprend bientôt que ce mouvement, s'il a bien existé et bouleversé grand nombre d'itinéraires, n'est en rien uniforme. Si certains restent quelques semaines à l'usine, d'autres y passent des années, s'ils sont maoïstes, ils n'ont pas tous adhéré à la Gauche prolétarienne, qui, à la suite de l'UJC (ml), fit de l'établissement son credo politique, à partir d'une analyse cependant sensiblement différente. Où l'on découvre, surtout, que s'il a fait le désespoir de quelques-uns, il en a rendu d'autres formidablement heureux.

L'histoire — politique, sociologique, historique — de ces vies d'établis est encore mal connue<sup>1</sup>. Seule la littérature s'y est hasardée et les ouvrages autour de cette question se sont inspirés d'expériences autobiographiques<sup>2</sup>, comme s'il n'était pas possible — pas question ? — de généraliser cette histoire-là.

Il est exact que l'exercice peut s'avérer dangereux. Comment présenter l'interview d'Untel, qui, après le « temps de l'établissement », aurait eu le loisir de reprendre ses études ou, fort de son bagage universitaire, aurait trouvé à s'employer là où tout le destinait, au regard de tel autre entretien dont le protagoniste serait resté à l'usine ou ne serait jamais parvenu à retrouver une « place confortable » dans la société ? Comment alors éviter les jugements à l'emporte-pièce qui voudraient que le premier se soit « bien débrouillé », tandis que le second se serait « fait avoir » ? En recherchant une histoire plurielle, où chacune des expériences vécues s'impose comme une aventure individuelle très forte, si marquante qu'elle récuse les comparaisons *a posteriori*, dénuées, dans ce contexte, de toute signification. C'est le pari qui préside à la publication de ces dix-huit récits.

1. Une exception toutefois : la thèse de Marnix Dressen, *Les Etablis et la Machine à laver*. Analyse sociologique de l'histoire de l'établissement dans les usines Brandt. Laboratoire de sociologie du travail et des relations professionnelles, 1988.

2. Parmi lesquels : Nicolas Dubost, *Flins sans fin*, Paris, François Maspero, coll. « Lutttes sociales », 1979 ; Leslie Kaplan, *L'Excès-Usine*, Paris, Hachette-POL, 1982 ; Robert Linhart, *L'Etabli*, Paris, Ed. de Minuit, 1978 ; Daniel Rondeau, *L'Enthousiasme*, Paris, Quai Voltaire, 1988.

## Portraits de groupe

Quels sont ceux qui se sont déclarés prêts au grand départ ? Découvre-t-on une cohérence dans leur itinéraire qui expliquerait de façon pertinente l'adhésion à la « ligne de l'établissement » ? Bien sûr, on retrouve des clans, celui des normaliens, celui des élèves des classes préparatoires, liés à la très forte politisation de ces milieux à cette époque — l'UJC (ml) est ainsi née du cercle d'Ulm et ses militants seront les premiers établis —, mais qu'en déduire de plus ? Ce départ est aussi celui de lycéens, d'universitaires, de cinéastes, de provinciaux, comme en témoigne la diversité des itinéraires recueillis...

On lira les témoignages de treize anciens établis<sup>1</sup> qui se racontent à l'usine, premiers surpris de cette mémoire quasi intacte qui les projetait, le temps de l'entretien, tant d'années en arrière. Différents, lorsqu'ils sont partis, de par leur origine sociale et géographique, leur formation, leur parcours intellectuel, ils le sont toujours aujourd'hui. Pour s'établir, ils ont souvent dû rompre avec leurs attaches familiales, leur univers culturel, n'hésitant pas à aller s'installer dans des régions qui leur étaient inconnues. Qu'ils aient passé des années à la chaîne ou quelques mois, les souvenirs sont vifs, doux-amers, parfois violents. Ils sont un certain nombre à avoir connu la prison. La plupart ont repris des études par la suite, quelques-uns ont renoué avec le métier qu'ils exerçaient avant de devenir ouvriers, d'autres enfin ne se sont plus jamais préoccupés de tenir une place quelconque dans la vie professionnelle ou ne sont pas parvenus à renouer avec les exigences de la société contemporaine.

Des entretiens ont été réalisés avec cinq ouvriers<sup>2</sup>, ou fils d'ouvriers destinés à le devenir, qui ont rencontré les établis, ont milité à leurs côtés et se souviennent de ce qu'a signifié l'arrivée

1. Recueillis entre septembre 1989 et décembre 1990.

2. Rencontrés entre décembre 1989 et janvier 1991.

de ces « intellectuels » dans leur vie. Parfois, devenus cadres politiques de la Gauche prolétarienne, ils ont choisi « leur usine » pour y mener, « ouvriers-établis », un travail militant. Quatre d'entre eux ne travaillent plus à l'usine aujourd'hui.

Ces récits sont ceux des protagonistes d'une époque et d'une histoire, celle du maoïsme français. Il existait dans les années soixante-dix d'autres tendances gauchistes qui adoptèrent l'installation en usine, telles que le mouvement mao Vive la révolution ! (VLR). De même, des trotskistes partirent s'établir après les événements de Mai 68, quelques-uns sont toujours en usine aujourd'hui. Enfin, ils furent un certain nombre à être allés s'embaucher dans ces années-là sans appartenir à aucune organisation politique. A l'égard de l'impressionnante diversité de ces cas de figure et des tendances qui les composent — sans mentionner les destinées personnelles, qui jouent aussi un rôle dans ce type de décision — les itinéraires retracés pourraient donner l'illusion que seuls les militants de l'UJC (ml) et de la Gauche prolétarienne développèrent ces pratiques ouvriéristes. Il n'en est rien.

Si le mouvement de l'établissement a été appréhendé à travers ce prisme-ci, c'est d'abord en raison de la quête personnelle de l'auteur, liée à cette *histoire-là*. Il n'était pas question de rencontrer des représentants de chaque tendance de l'établissement. De même, il ne semblait pas souhaitable de s'entretenir avec des établis aujourd'hui encore en usine. Les questionnements qui sont à l'origine de ce travail avaient trait au départ, à l'exil, à la rupture et aux modes de sortie de cette expérience extrême. En outre, l'enquête a bien sûr répondu au principe de l'échantillonnage « boule de neige » (les rencontres ont été possibles grâce à des connaissances directes et des recommandations personnelles), qui permet de restituer une certaine cohérence entre les témoignages des uns et des autres et de bâtir un récit historique, sans lequel les entretiens seraient restés lettre morte pour l'enquêtrice néophyte. Ainsi « notre » histoire de l'établissement fut rédigée en fonction des entretiens accu-

mulés et s'est nourrie de la somme de ces récits. Certaines des citations sont tirées de témoignages, dont par la suite on nous a défendu la publication intégrale ; elles sont donc, comme de juste, anonymes mais toutes issues d'anciens établis de l'UJC (ml) et de la GP.

On l'aura compris, cet ouvrage n'a ni l'ambition de l'exhaustivité, ni celle de l'analyse globalisante. C'est au gré des amitiés nouées, des rencontres renouvelées, des souvenirs déterrés que cette recherche a pu aboutir, marquée par sa connaissance intime de certaines des figures de proue de cette période. Comme une vérification, si cela était encore nécessaire, que l'Histoire se construit aussi au travers des histoires d'amour, d'amitié, de filiation, de mémoire. Ainsi s'explique l'écrasante majorité d'entretiens réalisés auprès d'anciens militants de l'UJC (ml) et/ou de la Gauche prolétarienne : s'ils furent les premiers établis, ils partagèrent un idéal commun, qui, quelque vingt années plus tard, fait encore référence quels que soient les chemine-ments intellectuels et idéologiques effectués depuis.

En effet, la découverte d'une certaine unité de temps — l'époque de l'établissement, qui est celle des organisations qui en sont les initiatrices —, de vocabulaire, de références similaires, de souvenirs partagés, constitue la preuve de l'existence d'une histoire commune. Au-delà de l'extraordinaire variété des expériences, reflet de la diversité du monde ouvrier qui dément les analyses marxistes traditionnelles d'une classe ouvrière forcément révolutionnaire, apparaissent des convictions politiques, avec leurs organisations et leurs dirigeants, des combats et des victoires, des erreurs et des déchirures. C'est aussi de cette histoire-là qu'il s'agissait de rendre compte en restituant ces témoignages, que l'on a classés par ordre chronologique d'entrée à l'usine<sup>1</sup>. Une histoire qui s'étend de la fin des années

1. En effet, on verra combien les dates sont importantes, qui déterminent des pratiques militantes différentes selon les lignes d'établissement alors décidées.

soixante au milieu des années soixante-dix, de la rencontre du mouvement étudiant aux grèves ouvrières de Mai 68, de la révolution culturelle chinoise au militantisme gauchiste et à la tentation terroriste. Autant de scénarios possibles, du rejet à l'intégration, des rencontres aux désillusions, de situations décalées aux rôles inversés, où l'on voit l'établi persuadé de la nécessité d'«aller, comme tous les ouvriers de l'usine, au bal enfumé», en dépit de son asthme et du désir de s'enfermer avec ses livres de philosophie, où le rire gagne en les entendant se remémorer leur obsession de ne pas se différencier du monde ouvrier, s'habillant à la mode misérabiliste — ce qui ne manquait pas de provoquer les sarcasmes de leurs compagnons (« Tu devrais t'acheter quelques magazines de mode ! ») —, jetant *Le Monde*, avant de pénétrer dans l'usine, tandis que de nombreux ouvriers le déplaient pendant les pauses...

PREMIÈRE PARTIE

« Descendre de cheval  
pour cueillir les fleurs »

## L'aventure de l'établissement

Pour comprendre cette aventure, il faut en restituer les grandes lignes, les principales tendances, partiellement évoquées au gré des entretiens. Même s'il ne s'agit pas ici de l'histoire du militantisme maoïste ou de celle de ses principales organisations<sup>1</sup>, les grandes évolutions du mouvement prochinais en France seront retracées parce qu'il est à l'origine du départ des intellectuels en usine. Ainsi mettre en scène l'établissement, ses lieux, ses acteurs et ses motivations, c'est laisser percevoir en toile de fond des débats idéologiques, des lignes de fracture, des choix politiques et des consignes militantes. C'est expliquer comment est né un projet qui n'avait convaincu qu'une quarantaine de militants à la veille du mouvement de Mai 68 et en jeta plus d'un millier sur le chemin des usines à l'aube des années soixante-dix. C'est rappeler qu'il n'y a pas eu un mais différents types d'établissement. Enfin, c'est rechercher les raisons de cet exil dans le monde ouvrier, en évoquant les étapes qui présidèrent à ces départs.

### Le cercle d'Ulm

En janvier 1964, un groupe d'élèves de l'Ecole normale supérieure, militant à l'Union des étudiants communistes<sup>2</sup>, crée le

1. L'Union des jeunes communistes marxistes-léninistes (UJC [ml], dite aussi l'UJ), le Parti communiste marxiste léniniste français (PCMLF), la Gauche prolétarienne (GP).

2. UEC.

cercle d'Ulm. Ceux que l'on surnomme les « althussériens », en raison de l'influence des travaux de Louis Althusser, intellectuel du parti communiste, professeur de philosophie à Ulm, qui, en inscrivant Marx au programme des auteurs à étudier, s'est imposé comme le premier exégète de la pensée marxiste, sont porteurs d'une pratique théorique qui s'oppose rapidement à la diversité idéologique et culturelle caractérisant alors l'UEC<sup>1</sup>. Tandis que les « pro-Italiens » tentent d'obtenir la fin des interventions du PCF dans l'UEC et l'autonomie de l'organisation étudiante, les althussériens ont pour objectif d'organiser les étudiants sur la défense théorique du marxisme.

Au VIII<sup>e</sup> Congrès de l'UEC (4-7 mars 1965), à la surprise générale, comme le décrit l'un des témoins de cette histoire dans un livre de souvenirs<sup>2</sup>, se déroule l'acte fondateur de la future UJC (ml) : « Soudain, à mi-congrès, une voix curieuse s'éleva ; à la tribune, un jeune homme bien mis, Robert Linhart, parlait au nom du cercle d'Ulm : « Nous n'avons pas l'intention d'intervenir dans ce débat, d'apporter nous aussi notre petite pierre à la confusion générale. Le cercle d'Ulm estime, et ce congrès en est la preuve, que l'UEC actuelle est incapable de dire quoi que ce soit de sensé à propos de la ligne du Parti. [...] La position du cercle est tout à fait nette et responsable : pour anéantir le gauchisme, si gauchisme il y a, il n'est pas d'autre voie que de fournir à chaque militant de l'UEC les moyens théoriques de le combattre. Nous attendons donc de la prochaine direction qu'elle s'abstienne de porter la moindre appréciation sur la politique du Parti pour

1. A cette époque, en effet, l'organisation étudiante se caractérise davantage comme une mosaïque de tendances plutôt qu'un lieu de réflexion politique homogène ; s'y retrouvent les trotskistes (qui fonderont la Jeunesse communiste révolutionnaire, la JCR dirigée par Alain Krivine), la FGEL (Fédération des groupes d'études de lettres), animée par Marc Kravetz et Jean-Louis Péninou, les « pro-Italiens », défenseurs des thèses de Togliatti, s'opposant aux « pro-PCF », partisans du rétablissement de l'ordre au sein du mouvement des étudiants communistes. Enfin, un petit groupe ultra-minoritaire et « prochinois » s'était constitué autour de la revue *Révolution*.

2. Jean-Pierre Le Dantec, *Les Dangers du soleil*, Paris, Les Presses d'aujourd'hui, 1978, p. 61.

pouvoir entièrement se consacrer à la tâche qui aurait toujours dû être la sienne : faire de l'UEC une vaste école du communisme. Pour sa part le cercle d'Ulm, prenant acte du vide complet en matière de formation théorique a décidé la publication des *Cahiers marxistes-léninistes*<sup>1</sup>, qui seront à la disposition de tous les militants de l'UEC. » Christian Riss, poussant une énorme malle emplies du premier numéro des cahiers, passait déjà dans nos rangs. »

La citation-programme est empruntée à Lénine : « La pensée de Marx est toute-puissante parce qu'elle est vraie. » La formation théorique prônée par les marxistes-léninistes débute. Robert Linhart est élu au bureau national de l'UEC<sup>2</sup>, dont l'issue du congrès marque la reprise en main de l'appareil communiste sur l'organisation étudiante<sup>3</sup>.

Face aux exclusions, qui sanctionnent notamment le refus de cautionner le candidat unique de la gauche aux élections présidentielles de 1965, François Mitterrand, les althussériens démissionnent des organes dirigeants, sans toutefois quitter l'organisation étudiante. Les ulmards seront exclus après un an de lutte interne, tenants de la théorie marxiste-léniniste, opposés à ceux qu'ils dénoncent comme les « révisionnistes » du parti communiste<sup>4</sup>. Ils ont veillé à préparer leurs arrières : des cel-

1. Jacques-Alain Miller, Jean-Claude Milner, Jacques Rancière font partie des signataires de ce premier numéro.

2. « En instaurant dans l'UEC un climat de terrorisme intellectuel, suivi par la mise en place de structures de formation théorique sous leur responsabilité, ils comptaient bien faire d'une pierre deux coups : déconsidérer les gauchistes en mettant à nu leur éclectisme et liquider l'influence du PC en faisant la preuve de sa trahison des principes marxistes-léninistes. Condition nécessaire pour mettre en place l'ensemble du dispositif : être à la tête de l'UEC ». Ainsi Jean-Pierre Le Dantec détaille la stratégie du cercle d'Ulm, *Les Dangers du soleil*, op. cit., p. 65).

3. Sur l'ensemble des aventures de l'UEC, son autonomie de pensée et d'action et le laminage opéré par le PC : Hervé Hamon et Patrick Rotman, *Génération*, t. 1, *Les Années de rêve*, Paris, Ed. du Seuil, 1987.

4. Autrement dit, les dirigeants du comité central du PCF qui, à l'occasion du congrès d'Argenteuil (11-13 mars 1966), consacré aux « problèmes idéologiques et culturels », adoptent l'idée d'une ouverture du marxisme et d'un dialogue avec les divers tenants d'une idéologie progressiste (socialistes, chrétiens...) en vue d'une union de la gauche et d'une victoire électorale.

lules marxistes-léninistes clandestines ont été créées au sein de l'UEC. Une des premières militantes prochinoises à s'être établies en 1967 évoque ces stratagèmes idéologiques : « En 1965, on m'a fait adhérer à l'UEC, avec l'idée de s'opposer à la ligne officielle. Je savais que je n'allais pas devenir communiste, que notre pensée était différente, mais j'ignorais tout de la stratégie des chefs. Je me souviens que ça ne me gênait pas d'être l'objet d'une tactique politique. A aucun moment je ne me suis dit : "Tiens, il faudrait qu'ils m'expliquent leur plan..." Ce qui m'intéressait ? Le côté moral, la passion, le courage. J'étais davantage séduite par l'engagement que par le contenu du discours politique<sup>1</sup>. » Au début d'avril 1966, à l'occasion du IX<sup>e</sup> Congrès de l'UEC, les élèves d'Althusser sont sommés de quitter l'organisation communiste, non sans avoir proclamé leur orientation chinoise.

En août 1966, le comité central du parti communiste chinois annonce dans une décision en seize points la « Grande Révolution culturelle prolétarienne ». Pour les marxistes-léninistes français, il ne reste plus qu'à s'en faire les propagateurs.

### Création de l'Union de la jeunesse communiste marxiste-léniniste

Les 10 et 11 décembre 1966, rue d'Ulm, l'UJC (ml) est fondée par les exclus de l'UEC. Ils sont deux ou trois cents, dirigés par le chef de file du courant althussérien, Robert Linhart, prêts à accueillir tous les déçus de l'organisation étudiante communiste. *Garde rouge*, premier journal maoïste, fondé par Jean Jourdeuil en 1966, à la suite de son exclusion de l'UEC pour tendance chinoise, salue la création de l'UJC (ml) en ces termes : « Hermier, Catala et autres constituent le fonds à partir duquel vont progressivement et rapidement se détacher les 95 %

1. Jenny Chomienne.

des étudiants communistes à Paris, la majorité des étudiants en province, dont la lutte se développe, du fait de l'isolement soigneusement ménagé par les liquidateurs, selon un rythme moins égal<sup>1</sup>... » Et, de fait, nombre de militants prédestinés à l'UEC viennent rejoindre la nouvelle organisation, comme en témoigne une établie de la « première génération » : « Fille d'intellectuels communistes, pour moi c'était une évidence de m'inscrire au Parti. J'avais prévu de militer à l'UEC dès mon arrivée à la Sorbonne, à la rentrée 1966. A la première réunion à laquelle j'ai assisté, je me suis retrouvée avec tous les maos qui avaient emporté l'organisation, obligée d'écouter tous les discours de l'UJC (ml). Immédiatement, j'ai été frappée par leur façon de s'exprimer, d'argumenter, la rigueur de leur pensée. Ils étaient très forts du point de vue de l'esprit. Au nom de cette rigueur, j'ai voulu en savoir davantage. Ils avaient une manière d'aborder rationnellement tout ce dont me parlaient mes parents sur un mode sentimental. Pendant des mois, j'ai assisté à ces réunions complètement fascinée. Au printemps 1967, j'ai rejoint l'UJ avec le sentiment de réaliser là mon premier acte d'adulte : je me coupais de mes parents<sup>2</sup>. » De même, ceux qui entrent à l'École normale supérieure et souhaitent militer à l'UEC se font « cueillir » par la nouvelle organisation, qui séduit, par la rigueur intellectuelle dont elle fait preuve, et multiplie les activités théoriques. Les stages d'étude et de discussion se développent : le recrutement des militants, dans les classes supérieures des lycées, à l'Université, dans les grandes écoles, passe par un apprentissage livresque intense<sup>3</sup>. L'UJ se révèle élitiste : ses recrues doivent connaître leurs

1. Cité par H. Hamon et P. Rotman, *Génération*, t. 1, *op. cit.*

2. Danièle Léon.

3. Michel Winock dans sa *Chronique des années soixante*, Paris, Ed. du Seuil, 1987, p. 240, le rappelle en ces termes : « Les plus en vue dans les années 1966-1968 devinrent les "marxistes-léninistes". Peu nombreux jusqu'en première, ils constituaient des noyaux importants dans les terminales et les "prépas". Ils affichaient deux soucis : l'étude sérieuse des sources (Marx, mais davantage Lénine et Mao) et la volonté de soutenir concrètement la lutte des ouvriers. »

classiques, assister aux cours, étudier les textes fondateurs. Les candidats affluent mais l'organisation, partisane d'une « ligne de masse », se heurte à un paradoxe : elle attire les intellectuels, les élèves les plus brillants, les jeunes en rupture avec le sectarisme du parti communiste... Comment se faire connaître du peuple ?

### Le soutien au Vietnam en guerre

En février 1967, l'UJC (ml) fonde les premiers comités Vietnam de base<sup>1</sup>. Destinés à contrer le comité Vietnam national, créé par un certain nombre d'intellectuels, Jean-Paul Sartre en tête, auquel participent les trotskistes, ils s'opposent au Mouvement de la paix, animé par le parti communiste. Surtout, les CVB devront fournir l'instrument idéal d'un recrutement de masse, porte-parole de la politique de l'UJ dans les quartiers. Le soutien des CVB à la guerre populaire vietnamienne est absolu : « FLN vaincra<sup>2</sup> ! » Un nouveau style de travail politique émerge : l'implantation sur les places de marché, devant les entreprises de militants assidus qui distribuent leurs tracts, inventent des slogans, fabriquent de grands panneaux explicatifs et vendent *Le Courrier du Vietnam*, qui diffuse les nouvelles du front. Les CVB fonctionnent comme une école à élaborer et à tester de nouvelles pratiques. Un militantisme de quartier — essentiellement parisien — popularise les victoires des Vietnamiens sur les Américains. Nombreux seront les futurs établis qui s'initieront au militantisme au sein de ces comités et y feront leur apprentissage politique.

1. CVB.

2. « Je me souviens de la stupeur des ménagères que l'ennui, ou la foi, je ne sais, faisait adhérer, oh, de manière bien éphémère, aux CVB avant 1968, et à qui nous expliquions par le menu au tableau noir les détails de la bataille de Khe Sanh ou la résistance opposée à l'opération *Junction City*. Nous étions pleinement convaincus — et comment, d'ailleurs, ne pas l'être ? — de l'efficacité de la « guerre du peuple » (Antoine Liniers, « Objections contre une prise d'armes », publié dans *in François Furet, Antoine Liniers, Philippe Raynaud, Terrorisme et Démocratie*, Paris, Fayard, coll. « Fondations Saint-Simon », 1985).

L'originalité des comités réside dans cette action quotidienne menée dans les lieux publics ; plus fondamentalement, ils permettent de recruter de jeunes militants, qui ne se seraient jamais aventurés rue d'Ulm, et de tester la discipline des recrues de l'organisation. « Je crois que dans les CVB, il y a vraiment eu une rencontre entre les dirigeants de l'UJ et une masse de militants potentiels. Nous n'avions pas le sentiment d'appliquer une ligne qui venait d'en haut ; il existait quelques idées simples qui marchaient bien : faire du porte-à-porte pour se confronter à l'opinion des gens, se frotter çà et là avec les fachos, qui aimaient bien tenir le haut du pavé sur ces questions. Nous étions nombreux, probablement dirigés de main de maître par les marxistes-léninistes, mais ça ne se sentait pas trop<sup>1</sup> », se souvient l'un des premiers établis de la Gauche prolétarienne.

Le soutien au Vietnam en guerre n'offre pas seulement l'occasion d'une dénonciation des thèses pacifistes des communistes, il est prétexte à de violents affrontements physiques avec les militants d'extrême droite pro-Américains. Aux côtés de l'organisation de masse que constituent les CVB, des actions de commando sont organisées par les groupes de propagande et d'autodéfense<sup>2</sup>, leur service d'ordre. Dans ce contexte se déroule, le 28 avril 1968, l'attaque du 44, rue de Rennes, où se tient une exposition de soutien au régime de Saïgon. Au dire d'un de ses participants, l'expédition est un « chef-d'œuvre militaire » du genre : « Je débarque rue d'Ulm, on y préparait le 44 de la rue de Rennes. Il avait été décidé de faire leur fête aux fachos, qui n'arrêtaient pas de casser la gueule aux CVB à coups de barre de fer. On avait nos trajets, une bagnole passait, nous balançait casques et manches de pioche, on arrivait tous regroupés dans la foulée... Une opération de nettoyage par le vide : un, on pète la gueule à tous les fachos, deux, on fout en l'air l'exposition, trois, on pique la caisse. Repli impeccable, personne

1. Charles-Henri de Choiseul-Praslin.

2. Les GPA.

n'a été pris. J'étais bien content de ma journée ! » Les CVB publient un communiqué revendiquant la paternité de l'opération. Le mouvement Occident annonce des représailles terribles sur Nanterre, « fief de la chienlit<sup>2</sup> ».

La direction de l'UJ, forte de sa structure militaire, se propose pour organiser la défense de la faculté, façon de diffuser les principes de la « guerre du peuple », encore peu connus parmi les étudiants de Nanterre : « La situation, juste avant Mai 68, était hors du commun dans cette fac. Tu trouvais une bonne volonté étonnante de la part des étudiants : le problème, c'était l'encadrement ! On en prenait une cinquantaine, on leur expliquait ce qu'était l'usine, l'exploitation, on annonçait que la révolution était en marche, on leur passait nos tracts. C'était un peu ambigu parce qu'ils n'étaient pas marxistes-léninistes mais seulement un peu contestataires sur le Vietnam ! Lorsque les fachos ont menacé de s'en prendre à Nanterre, nos relations avec Cohn-Bendit, qui nous trouvait un peu directifs, se sont rétablies : nous étions les seuls à pouvoir organiser la défense militaire de cette fac. On a tout pris en main. On s'est mis d'accord avec les ouvriers du chantier de Nanterre pour qu'ils creusent une tranchée qui arrêterait les voitures et obligerait les fachos à venir à pied. Les gamins du bidonville étaient mobilisés pour apprendre aux étudiants à tirer à la fronde et au lance-pierres. Robert a expliqué notre plan devant un amphithéâtre, précisant au passage que les minettes n'allaient pas se coltiner avec les fachos mais qu'une pierre, habilement balancée d'un toit, avait une efficacité redoutable... Le soir se tenaient des ateliers de fabrication de fronde, les louloutes sacrifiaient leurs belles bottes en cuir à la cause, une vraie ruche<sup>3</sup>... »

1. Un ancien établi.

2. La nuit du 22 mars 1968, des étudiants de Nanterre, menés par Daniel Cohn-Bendit, ont occupé la tour administrative de la faculté pour protester contre l'arrestation de plusieurs de leurs camarades, membres des comités Vietnam, dans le cadre d'une « enquête concernant la sécurité publique ». Dès lors, la faculté de Nanterre s'impose comme le foyer de la contestation étudiante. L'agitation n'y connaît plus de répit : le Mouvement du 22-Mars est né.

3. Un ancien établi.

« La défense de Nanterre » apparaît comme un tournant dans l'histoire des CVB, qui passent de la « lutte anti-impérialiste », aux affrontements étudiants, puis à Mai 68. Cette évolution ne se fait pas sans cas de conscience, comme le souligne un militant CVB de la première heure : « C'est devenu un peu limite lorsque au début de 1968 les CVB ont servi de main-d'œuvre aux marxistes-léninistes. Je me souviens d'avoir été envoyé à Nanterre tendre une embuscade de masse aux fachos, avec l'intention de leur foutre une raclée monumentale... une action hyper-militarisée. Je n'étais pas très à l'aise à l'idée que les gens qui militaient dans les CVB n'avaient pas forcément envie de se transformer en commando de force. A Nanterre, avec ma barre de fer, j'attendais les fachos... Bien inspirés, ils ne sont pas venus<sup>1</sup>. »

### Lier la théorie à la pratique<sup>2</sup>

Parallèlement aux actions sur le terrain, l'organisation de l'UJC (ml) est ébranlée par deux types d'expériences menées par ses dirigeants au cours de l'été 1967, inspirées des mises en pratique de la Grande Révolution culturelle chinoise<sup>3</sup>. Concomitantes, elles aboutiront à la même conclusion à la rentrée 1967 : la nécessité de « descendre de cheval pour cueillir les fleurs »...

1. Charles-Henri de Choiseul-Praslin.

2. Le nécessaire lien entre la pratique et la théorie était résumé par cette assertion de Mao Tsé-toung : « Sans enquête, pas de droit à la parole » (« Préface et postface aux *Enquêtes à la campagne* », mars et avril 1941, *Œuvres choisies*, t. III).

3. « Nous devons partir de la situation réelle à l'intérieur et à l'extérieur du pays, de la province, du district et de l'arrondissement, en dégager, pour guider notre action, les lois qui sont propres à cette situation et non pas engendrées par notre imagination, c'est-à-dire trouver le lien interne des événements qui se déroulent autour de nous. Pour cela, nous devons, en comptant non sur nos idées subjectives, sur l'élan d'un instant, sur la connaissance livresque, mais sur les faits tels qu'ils existent objectivement, recueillir minutieusement les matériaux et, à la lumière des principes généraux du marxisme-léninisme, en tirer des conclusions justes » (« Réformons notre étude », mai 1941, *ibid.*, t. III).

Durant l'été 1967, des groupes de militants sont envoyés dans les provinces pour y étudier la «réalité concrète<sup>1</sup>», tandis qu'une délégation se rend en Chine, invitée à discuter de l'avenir du communisme international. Un membre de l'UJ récapitule en ces termes ce tournant idéologique fondamental pour l'avenir des militants prochinois : «Après deux années d'exposés sur *Le Capital*, de recherches théoriques, un gros travail sur le Vietnam, nous ne savions plus très bien ce que nous allions devenir : une organisation ? un parti ? Certains d'entre nous sont partis en Chine, d'autres allèrent enquêter sur la classe ouvrière et la paysannerie françaises. La ligne restait intellectuelle et théorique mais avec un aspect nouveau : pour connaître, il faut y aller<sup>2</sup>. »

De retour en France, les dirigeants de l'UJ sont convaincus de la nécessité de réformer radicalement l'organisation : «C'est en faisant la révolution qu'on apprend à la faire<sup>3</sup>. » Leur certitude rencontre celle de certains, partis dans les campagnes françaises, qui ont privilégié les contacts avec les habitants plutôt que l'étude théorique de la région d'enquête. L'une des premières à s'être prononcées en faveur de la « ligne de l'établissement » relate de quelle façon le départ en usine a pris figure d'évidence au cours de cet été 1967 : «Par hasard, j'ai lu dans un journal local que les ouvriers de Perrier-Vergèze, en grève, avaient été distribuer des tracts accompagnés de petites bouteilles de soda sur la place de Palavas-les-Flots. Je me suis arrangée pour rencontrer le dirigeant syndical CGT de l'usine, Jean Daumas. C'était la première fois que nous avions des contacts ouvriers en usine. C'est au cours de mes discussions avec cet homme que j'ai compris qu'il fallait connaître l'usine<sup>4</sup>. »

1. «L'enquête est comparable à une longue gestation, et la solution d'un problème au jour de la délivrance. Enquêter sur un problème, c'est le résoudre» («Contre le culte du livre», 1930, *Le Petit Livre rouge*, op. cit., p. 287).

2. Jenny Chomienne.

3. Selon la formule de Mao Tsé-toung citée par Jean-Pierre Le Dantec, *Les Dangers du soleil*, op. cit., p. 96.

4. Nicole Linhart.

La réunion de bilan de l'été 1967 est houleuse. Défenseurs du savoir théorique et partisans de l'abandon de la culture livresque s'affrontent dans l'incompréhension réciproque. La direction de l'UJ invente alors l'«établissement», l'installation de militants au cœur même des lieux de vie et de travail des masses, que certains appliquent avant que les conflits ne soient résolus au sein de l'organisation. Ainsi, parmi le groupe de Bretagne envoyé pour discuter avec les dockers, ils sont quelques-uns à s'être embauchés à la décharge des bateaux, persuadés que «pour parler des dockers, il faut le devenir». S'il faut gagner les ouvriers à l'idée de la révolution prolétarienne, ce ne sont sûrement pas des intellectuels d'avant-garde, officiant à la Sorbonne, qui peuvent s'en instituer les tenants ! Ce changement d'orientation se traduit par l'abandon du journal *Garde rouge* au profit d'une nouvelle publication : *Servir le peuple*. Les textes d'Althusser sont remplacés par la lecture du *Petit Livre rouge* de Mao Tsé-toung.

A l'automne 1967, la « ligne de l'établissement » est adoptée.

Pionniers, les premiers établis découvrent l'usine. L'organisation l'a bien précisé : il ne s'agit pas là de réforme individuelle, de sacrifice de sa personne, mais de la découverte d'un monde inconnu. Il faut s'instruire et instruire<sup>1</sup>. L'établissement se déroule de façon très pragmatique, dans les lieux où l'embauche est facile, ceux-là mêmes où l'on côtoie les femmes, les travailleurs immigrés et les jeunes prolétaires. Dans nombre

1. La ligne d'établissement telle qu'elle apparaît définie dans le bulletin intérieure de l'UJC (ml) est la suivante : «Nous devons éliminer tout mot d'ordre du type "Tous à la production" [...] Il ne faut pas dégénérer en une juxtaposition de cas de consciences individuels un mouvement politique, fondé sur les besoins concrets de la lutte des classes à l'heure actuelle et sur un point de vue d'ensemble [...] Notre mot d'ordre d'établissement ne part pas de la nécessité pour chacun de refondre sa conception du monde par le travail productif [...] Il doit être bien clair que ce qui est en question, fondamentalement, c'est de transformer la base de classe du mouvement marxiste-léniniste, c'est de mettre fin à un état d'isolement des masses» (*Bulletin intérieur de l'UJC [ml]*, n° 6, 17 décembre 1967, archives «Mémoires de 68», Bibliothèque de la documentation internationale contemporaine à Nanterre).

d'usines, les conditions de travail sont difficiles, la main-d'œuvre « tourne » sans cesse et les employeurs sont peu regardants sur les certificats de travail que s'inventent les établis. Les militants, normaliens, centraliens, élèves d'HEC, philosophes ou mathématiciens, se font fort de s'inventer des vies « à la Zola » qui tireraient presque des larmes au chef du personnel. Ils sont placés aux postes les plus bas.

La consigne politique de l'organisation est claire : elle recommande aux établis d'entrer à la CGT, où militent les éléments les plus révolutionnaires de la classe ouvrière. L'UJ est alors persuadée de la validité du slogan « CGT de lutte de classe », qui aurait été trahi par les dirigeants syndicaux « bureaucrates et révisionnistes ». Les établis, « syndicalistes prolétariens », ont pour objectif de radicaliser les revendications, de défendre ce syndicat au nom de son passé combattant<sup>1</sup>, jusqu'à une possible scission qui rallierait les travailleurs les plus combattifs. La tactique subtile ne diffère pas de celle, développée en d'autres temps et d'autres lieux, où l'on avait vu le cercle d'Ulm se faire le meilleur défenseur des dirigeants de l'UEC pour parvenir à emporter l'organisation étudiante ; cette fois, les établis devront se faire les garants des principes cégétistes afin d'isoler ceux qui empêchent le syndicat de renouer avec sa « pureté » révolutionnaire originelle.

Très vite, la prise de conscience de la diversité du monde ouvrier, selon les usines, les régions, pose problème aux établis, qui ont bien des difficultés à appliquer à la lettre les consignes de l'UJ. L'irréalisme du mot d'ordre « CGT de lutte de classe » apparaît flagrant à certains des premiers établis de 1967. Pour pratiquer l'entrisme à la CGT et y développer la contestation, encore faut-il qu'une présence syndicale soit effective !

1. La CGT est le seul syndicat aux origines prolétariennes clairement établies. L'UJ s'inspirait alors des thèses de Monmousseau, syndicaliste révolutionnaire qui émergea lors de la grève des cheminots de 1920. Il fonda la CGTU et fut membre de la direction du PCF, à qui il resta fidèle jusqu'à sa mort. Cependant, il lança en 1948 une campagne contre les « porte-serviettes ».

Ce n'est pas toujours le cas. Dans les petites entreprises, où les établis sont parvenus à se faire embaucher, la gestion relève parfois simplement du paternalisme et les ouvriers, sans qualifications, sont peu enclins à la revendication. Quelquefois, les situations sont même inversées. Le syndicat employeur est honni des travailleurs, comme aux NMPP, où les ouvriers anticégétistes accrochent sur le panneau syndical une photo du dirigeant de la CGT, Lancry, à la chasse en compagnie de Robert Hersant.

Les premiers candidats au départ n'ont pas obéi à un ordre, ils ont adhéré à une conviction : la fusion avec la classe ouvrière est impensable si l'on persiste dans des études qui n'ont pour objectif que de s'assurer une carrière professionnelle brillante. Les établis laissent derrière eux des parents affolés, éplorés, qui, parfois, menacent en désespoir de cause, et en pure perte : « Je te déshérite ! » Quand on est dans le courant de l'Histoire, fort de ses acquis théoriques, qu'on s'est recréé une nouvelle famille, l'UJ, être déshérité, c'est partir davantage encore à l'aventure... Nombre d'entre eux seront par la suite dénoncés par le parti communiste et la CGT sur le thème : « Ces gauchistes qui viennent de l'aristocratie... »

La dimension aventureuse de l'expérience inédite proposée aux militants est incontestablement à l'origine de nombre de départs. Ils sont beaucoup en ces années 1967-1968 à subir leur sort étudiantin avec le sentiment de passer à côté du monde. Sitôt lancée, l'idée de l'établissement est adoptée par certains d'entre eux : non seulement elle justifie d'abandonner des études dont l'inanité les désespère, mais encore elle ouvre la voie à de nouveaux horizons. « A vingt-trois ans, je suivais des études de philosophie à Censier, je n'étais pas très brillante, je m'ennuyais terriblement. J'étais prête à tout pour échapper à cette fac qui sentait la poussière. Dès qu'a été lancée l'idée de départ en usine, j'ai su que c'était pour moi, je l'ai complètement intégrée. Comme si je n'attendais que cela, j'ai immédiatement été partante, non seulement j'arrêtais mes études, mais je partais à la découverte d'autre chose, dans un autre

monde<sup>1</sup>. » Cependant, si la majorité des établis s'embauchent dans l'enthousiasme, d'autres sont simplement convaincus qu'il n'y a pas d'autre choix, comme le décrit cette militante de l'UJ, partie en usine à la rentrée 1967 : « J'avais depuis longtemps le sentiment redoutable de la toute-puissance des idées : tout pourrait toujours se dire ou s'expliquer. J'avais peur d'être isolée des autres, de passer à côté de la réalité. Le militantisme, puis l'établissement ont répondu en partie à cette inquiétude : La "vraie vie" doit être ailleurs<sup>2</sup>. »

Les débuts à l'usine de ces « ouvriers intellectuels » sont ardu. Bardés de convictions idéologiques, le choc est d'abord physique pour les établis ; tous, ils ont craint de ne pas y arriver. Soucieux de ne pas être démasqués, ils s'accrochent à la chaîne, confortés dans leur pensée : l'usine est bien le baignoire qu'ils imaginaient, semblable aux descriptions de Marx... Il leur faut d'abord, à tout prix, être reconnus pour ces compétences-là : les ouvriers n'apprécient guère d'être retardés dans leur rythme de travail par un « bloqueur de chaîne » ; le pire serait bien sûr de s'entendre dire par un contremaître qu'ils ne sont « pas faits pour ce métier-là » : « Ma première tentative d'établissement, c'était à Paris, dans le XX<sup>e</sup> arrondissement, l'usine fabriquait des plats en étain. Pour être embauchée, j'ai raconté une histoire maintes fois répétée par la suite : j'avais vécu avec un homme, il m'avait abandonnée, il fallait que je gagne ma vie. Je ne suis restée qu'une journée dans cette usine mais il m'en reste un souvenir très vif. Toute la journée, j'ai nettoyé de grandes plaques d'étain avec un produit à base d'alcool. Je suis naturellement très maladroite, rapidement j'ai eu les mains en sang. Le contremaître m'a gentiment conseillé de changer de métier : "Ce n'est pas pour vous", a-t-il ajouté. J'étais virée. Je suis sortie de l'usine en pleurant, désespérée de ne pas être reconnue pour ces

1. Une ancienne établie.

2. Jenny Chomienne.

compétences-là<sup>1</sup> », se souvient une établie à la recherche d'une usine en 1967.

L'apprentissage du travail manuel d'abord, la familiarité progressive avec les travailleurs ensuite. Les établis écoutent beaucoup, restent souvent discrets, respectueux des consignes de l'UJC (ml) : ils ne sont qu'une étincelle, la classe ouvrière étant par nature révolutionnaire, il suffira de mettre en évidence quelques-uns des mécanismes de blocage pour qu'elle s'embrace et se prenne en main elle-même. Pour certains, « ça » fonctionne, qui préparent des mois durant par un labeur de fourmi à la maoïste « leur grève », rencontrent un écho favorable à leurs propos ; pour d'autres, les déconvenues sont sévères. Ils ne comprennent pas le patois dans lequel s'expriment les ouvriers, se heurtent au racisme quotidien, qui s'exerce à l'encontre des travailleurs immigrés occupant les places les plus subalternes, ou sont repérés par la CGT, qui n'entend pas renoncer aussi facilement à son monopole contestataire et organisateur. Ainsi, selon les personnalités, les lieux de l'établissement, les ouvriers qui y travaillent, l'usine fascine ou écoëure. La ligne de l'UJ n'y est pas remise en cause pour autant : si ça ne marche pas là, il faudra aller ailleurs, à la recherche de classes ouvrières plus combattives. Les établis ne sont pas prêts au renoncement, à l'abandon de l'usine. Le retour à leur vie antérieure n'est pas de mise, d'ailleurs ils ne confient presque jamais à leurs collègues de travail leur passé d'intellectuels. Ils y sont, ils y resteront !

## Mai 68

Tout à la découverte du monde ouvrier, dispersés aux quatre coins de France, les établis ne voient pas Mai 68 arriver. Absorbés par l'organisation de la masse ouvrière, ils ne quittent pas leur usine lorsque éclatent les premières manifestations étu-

1. Une ancienne établie.

diantes à Paris. « Durant toute cette époque, je n'ai pas mis les pieds à Paris, trop occupé par mon usine occupée... Il faut dire aussi que toutes ces histoires du mouvement étudiant, ces problèmes de mixité à Nanterre pour que les filles puissent aller chez les garçons, selon moi c'était de la merde : la petite bourgeoisie et ses problèmes. Ce n'est que lorsque les étudiants ont commencé à aller vers les ouvriers que je les ai réintégrés à mes discours », explique un militant de l'UJ, alors manœuvre dans une usine des Vosges<sup>1</sup>.

Les établis ne ressentent que mépris et indifférence à l'égard des étudiants. Ceux-ci, tabassés par les forces de l'ordre dans des affrontements chaque jour plus violents, s'attirent de la part de leurs ex-pairs une ironie sarcastique que résume, de façon laconique, un militant de l'UJ, installé depuis plusieurs mois comme docker en Bretagne : « En 1968, si ce n'est l'état de ma voiture que j'avais laissée rue Gay-Lussac et que j'ai récupérée trois semaines plus tard, les pavés étant passés par là, je n'ai absolument rien compris ! A Ulm, c'était la panique complète : "Qui sont ces cons qui manifestent dans Paris sans nous demander l'autorisation ?" Nous croisions dans les couloirs quelques ombres qui ressemblaient à des camarades et filaient en courant lorsque nous arrivions. Un jour, j'ai vu arriver des étudiants qui sortaient des barricades la gueule en sang ; je les regardai avec une certaine sympathie, tout en me disant : "Qu'est-ce qu'ils sont cons ! Ils feraient mieux d'aller se battre pour autre chose !" Je n'ai rien vu<sup>2</sup>... »

Le point de vue des pionniers de l'établissement rejoint l'analyse de la direction de l'UJC (ml), Robert Linhart en tête, qui condamne le « mouvement petit-bourgeois étudiant » et ordonne à ses militants de ne pas y participer. Il est hors de question de s'enfermer dans le « ghetto universitaire », seule la mobilisation de la classe ouvrière a un sens. La perception du

1. Un ancien établi.

2. Un ancien établi.

phénomène étudiant n'est contestée que par de très rares établis, témoins de l'intérêt des ouvriers pour les événements qui se déroulent au quartier Latin. Ils ne seront pas entendus, ainsi que le souligne une établie : « Un jour, j'ai réussi à me libérer de mon boulot pour assister à une réunion à Ulm. J'ai dit que même si le mouvement étudiant qui se battait au quartier Latin était "loin des masses", il n'en attirait pas moins nombre d'ouvriers qui venaient lui prêter main-forte dans les bagarres... Tous les matins, dans ma boîte, je voyais revenir les mecs fatigués avec des pansements sur la tête. J'ai été virée de la réunion<sup>1</sup>. » Bon gré mal gré, les membres de l'UJ restent les spectateurs des manifestations et des bagarres qui engendreront la grève générale : « Nous étions préparés à vivre passionnément l'amplification des combats au quartier Latin comme un "complot-social-démocrate-(orchestré-par-les-trotskistes)-destiné-à-déposséder-la-classe-ouvrière-de-sa-direction-légitime-sur-la-lutte-des-classes-au-profit-de-la-petite-bourgeoisie". Ce qui ne signifie pas que nous n'ayons pas été troublés — voire ahuris — lorsque cette thèse fut exprimée par Robert dans toute sa rigueur. Reste que j'y ai cru, que nous y avons cru pendant quelques jours parce que tout un versant de notre théorie portait en elle cette interprétation<sup>2</sup>. » A la théorie se mêle un sentiment de supériorité : l'organisation est au cœur de l'Histoire, les établis en sont les acteurs, quel intérêt peuvent avoir ces étudiants qui se révoltent dans les quartiers bourgeois ? Ces événements sont forcément anecdotiques : ils n'ont pas été prévus, voulus, déclenchés par les dirigeants de l'UJ... Les militants ont pour consigne de se rendre aux usines pour y porter la parole révolutionnaire mais interdiction formelle de se mêler à la rue.

La nuit des barricades du 10 mai est suivie par la gigantesque manifestation du 13, à l'appel des organisations syndicales. Le lendemain, la grève générale débute, les occupations

1. Nicole Linhart.

2. Jean-Pierre Le Dantec, *Les Dangers du soleil*, op. cit., p. 112-113.

d'usine se multiplient. Libérés, les membres de l'UJ peuvent enfin prendre part à la révolte. Pour les établis commence un moment de « pur bonheur », où ils assistent à la concrétisation de leurs rêves les plus fous. Ils ne quittent plus leur usine occupée, y passant les nuits pour organiser la défense des bâtiments, vivent chaque minute intensément, découvrent le courage, l'inventivité, la fraternité des ouvriers en grève. Les militants des comités Vietnam de base, constitués en Mouvement de soutien aux luttes du peuple<sup>1</sup>, multiplient la propagande aux portes des usines, soutiennent les travailleurs en compagnie des lycéens et des étudiants. Lancés à corps perdu dans le mouvement ouvrier, ils défendent les derniers bastions, refusant la reprise du travail à la suite des accords de Grenelle, signés le 27 mai 1968, par le gouvernement Pompidou et les syndicats, CGT comprise.

C'est dans ce contexte de « résistance prolétarienne » que de violents incidents éclatent entre ouvriers et forces de l'ordre. Ils seront à l'origine d'un mythe qui prendra tout son sens quelques mois plus tard pour nombre de membres de l'UJ confrontés à la dissolution de l'organisation : la résistance ouvrière. Deux usines en sont les symboles — Renault-Flins, Sochaux-Peugeot —, qui ne se sont pas rendues aux appels des syndicats à remettre les chaînes en marche. Le 6 juin, Renault-Flins est reprise par un millier de CRS et de gendarmes mobiles ; dès le

1. « A l'automne 1967, tous les camarades issus des facs, tous les camarades étudiants ont créé ce qu'on a appelé, à l'époque, un Mouvement de soutien aux luttes du peuple. Dès qu'il y avait un mouvement de grève quelque part, ils fondaient, ils allaient aux portes des usines, etc. De ce point de vue, on savait aller à une porte de boîte. Pour nous, Mai 68 n'était pas la découverte de la porte d'usine. Ce qui nous a permis, à nous, de comprendre un certain nombre de choses, mais un certain nombre de choses dans les boîtes. Vis-à-vis du mouvement étudiant on était très profondément méprisant. Franchement méprisant. On avait un point de vue prolétarien très, très étroit. On disait : les étudiants, s'ils ne vont pas à la porte des boîtes, ils n'ont pas d'avenir, ou leur avenir c'est la bourgeoisie. Ce qui fait que la première semaine de mai a été l'épreuve de vérité » (interview de Pierre Victor [pseudonyme de Benny Lévy], dirigeant politique de la Gauche prolétarienne, in Michèle Manceaux, *Les Maos en France*, Paris, Gallimard, 1972, p. 188).

lendemain, de nombreux militants affluent à Flins pour témoigner leur soutien aux ouvriers. Dans un contexte de violence exacerbée par le long face-à-face entre forces de l'ordre et manifestants, le 10 juin 1968, le lycéen militant Gilles Tautin, photographe pour l'UJ, poursuivi par la police, se jette dans la Seine. Il s'y noie. A Sochaux-Peugeot, la reprise de l'usine s'accompagne d'affrontements d'une rare violence. Deux ouvriers, Pierre Beylot et Henri Blanchet, y trouvent la mort. Dans la région, la légende veut que des cadavres de CRS aient été retrouvés flottant dans des cuves d'acide.

Le 12 juin, la dissolution de onze organisations gauchistes, dont l'UJC (ml) et le Mouvement du 22-Mars, est prononcée par le ministre de l'Intérieur, Raymond Marcellin. Les « élections de la peur » des 23 et 30 juin 1968, permettent aux candidats gaullistes, rassemblés dans l'Union pour la défense de la République, d'obtenir la majorité absolue à l'Assemblée nationale.

Au cours de l'été, le patronat reprend les choses en main : la majorité des établis sont licenciés de leurs usines.

### Dissolution et liquidation

Pour l'UJC (ml), l'heure est au bilan, après la dissolution officielle. Une partie des militants marxistes-léninistes est envoyée dans les campagnes, pour recueillir des informations sur l'impact de Mai 68 et continuer la propagande révolutionnaire. De petites « longues marches<sup>1</sup> » sont organisées, pour tous ceux qui se refusent à la tentation des vacances estivales, une fois l'ardeur révolutionnaire retombée. Il s'agit aussi de

1. Evidente référence à la « Longue Marche » de 10 000 kilomètres des communistes chinois, décidée le 16 octobre 1934, qui leur a fait franchir douze provinces chinoises, combattant le Kuomintang et se ralliant la paysannerie chinoise. Un beau récit sur cette épopée : Edgar Snow, *Etoile rouge sur la Chine*, Paris, Stock, 1964.

comprendre le sentiment des paysans, qui, sauf exceptions, dans quelques usines où ils sont allés approvisionner les ouvriers en grève, n'ont pas soutenu le mouvement des étudiants et des travailleurs. Les autres assistent, ou participent, aux critiques violentes qui scindent l'organisation en deux dès l'été. Appelé « mouvement de liquidation<sup>1</sup> », par la poignée de militants — extrêmement minoritaires — décidés à défendre les acquis, même entachés d'erreurs, de la période précédente et à rejeter la thèse du « reflux révolutionnaire » qui règne en cet après-Mai, il va vider l'organisation de la majorité de ses militants. A la révolte des militants à l'égard des dirigeants, Robert Linhart le premier, dont l'inafaillibilité a gravement été mise en cause au regard de la perception du mouvement étudiant, s'ajoute une analyse politique expliquant l'échec de la révolution du printemps par l'absence d'un parti révolutionnaire qui aurait permis au mouvement de masse du mois de mai de s'emparer du pouvoir. Défenseur de cette orientation, le parti communiste marxiste-léniniste français<sup>2</sup>, parti prochinois, s'impose comme le principal pôle d'attraction des « liquidos ». Peu actif en Mai 68, il verra ses effectifs se gonfler rapidement des déçus de l'UJC (ml), qui le quitteront par la suite pour fonder des groupes maoïstes autonomes (la Parole au peuple, Vive la révolution !). Certains, parmi la masse des orphelins de l'UJ, n'en abandonneront pas pour autant la ligne de l'établissement : s'établir à nouveau, c'est justement faire état de sa fidélité au maoïsme, c'est surtout prouver qu'ils ne sont pas ces renégats-là. Dans cette atmosphère de scission, les condamnations sont extrêmes, les anathèmes incendiaires, les déchirements personnels nombreux. Les règlements de comptes le disputent aux rancœurs intimes : sus aux intellectuels bourgeois qui ont édicté la conduite à suivre, dans

1. Curieusement, l'expression « liquidation » n'est pas spécifiquement maoïste. Elle est empruntée à la langue de Lénine...

2. Le PCMLF fondé, par le mouvement communiste français en 1967 ; ce parti prochinois était le rival de l'UJC (ml), principalement parce qu'il avait été officiellement reconnu par les autorités chinoises.

l'erreur et la fausse interprétation ! Ce qui a manqué à l'UJ, dénoncent les détracteurs, c'est une véritable assise ouvrière.

### Création de la Gauche prolétarienne

Septembre 1968 voit l'éclatement de l'UJ, au cours de deux journées hystériques et douloureuses. « Au terme de discussions épuisantes où j'eus souvent le sentiment de perdre la boule, un petit groupe se dégagea, soudé autour d'une idéologie pratique, "contre la liquidation, pour la voie de Sochaux et de Flins" et théorique "contre le deuxième étapisme<sup>1</sup>, pour le maoïsme, troisième étape du marxisme"<sup>2</sup>. »

L'édifice politique fondé par Robert Linhart trois années auparavant n'est plus. L'écrasante majorité des deux à trois mille militants que regroupaient l'UJ et le Mouvement de soutien aux luttes du peuple s'est opposée aux positions adoptées par le petit nombre qui fonde la Gauche prolétarienne. Ultraminoritaire dans ses analyses de l'après-68, niant le reflux et défendant au contraire l'idée du début de la révolte ouvrière, une nouvelle organisation voit le jour à l'automne 1968. Elle regroupe autour de son dirigeant, Benny Lévy, ancien responsable de l'activité théorique de l'UJ et successeur de Robert Linhart, lorsque celui-ci, en plein milieu de la tourmente étudiante, s'est soudainement éclipsé, malade et à bout de forces, le cœur de l'organisation dissoute (Christian Riss, Jean-Pierre Le Dantec, Olivier Rolin, Robert Linhart)<sup>3</sup>. Soit une qua-

1. Dans l'introduction de Lin Piao au *Petit Livre rouge*, la pensée de Mao Tsé-toung est définie comme « troisième étape du marxisme » (après Marx et Lénine), qui n'est pas exempte de contradictions avec l'étape précédente, le « deuxième étapisme » prôné par Lénine. La rupture avec le deuxième étapisme signifie donc la reconnaissance de la nouveauté radicale du maoïsme : les masses ne sont pas seulement les agents de l'Histoire, elles sont les créatrices de la pensée sur l'Histoire. Les intellectuels doivent donc apprendre auprès des masses la vérité.

2. Jean-Pierre Le Dantec, *Les Dangers du soleil*, op. cit., p. 139.

3. « Il est indéniable que, d'avoir été ainsi minoritaires, les fondateurs, qui se trouvèrent aussi être, pendant les cinq ans d'existence de ce mouvement, ses dirigeants,

rantaine de personnes au plus. En dépit de l'extrême minceur de ses effectifs, la Gauche prolétarienne a un journal, *La Cause du peuple*, dont le titre a été pris au quotidien que diffusait le Mouvement de soutien aux luttes du peuple durant Mai. En novembre 1968, le premier numéro paraît ; Jean-Pierre Le Dantec en est le directeur.

Quelques mois plus tard, l'organisation se renforce de l'arrivée d'un groupe, encore plus dérisoire en termes numériques, mais symboliquement important, issu du courant du 22-Mars. Mené par Alain Geismar et Serge July, il rejoint les analyses de la GP, convaincu que les événements de Mai ne sont que les prémices d'une révolte ouvrière qui cherche à s'exprimer. Le petit groupe vient de rédiger un ouvrage qui détaille sa position quant à l'évidence de l'avenir révolutionnaire de la France<sup>1</sup>. Le ridicule du renfort numérique est pallié par la légitimité inespérée qu'il procure à l'organisation naissante : Alain Geismar fut l'un des principaux animateurs du mouvement étudiant ; il lave pour ainsi dire l'organisation de ses péchés originels.

Ceux qui adhèrent à la GP sont animés de la conviction que l'étincelle peut se rallumer. Continuer de militer, c'est renouer avec ces moments d'intensité que constitua le mouvement de Mai, les faire perdurer à tout prix. Certains se sont personnellement opposés à la condamnation de l'UJC (ml), comme ce militant : « Ma première histoire, je l'ai vécue avec une fille que j'ai rencontrée dans l'organisation, à l'époque de la dissolution : nous étions du même côté, ce qui rapproche énormément ! On s'est mis ensemble, on est entrés à la GP, puis on est partis

éprouvèrent et gardèrent une sorte d'orgueil, l'assurance qu'on peut avoir raison dans l'opposition et l'adversité » (Antoine Liniers, « Objections contre une prise d'armes », art. cité, p. 152).

1. « Mai en France, c'est le début d'une lutte de classe prolongée. Voici les premiers jours de la guerre populaire contre les expropriateurs, les premiers jours de la guerre civile » (Alain Geismar, Serge July, Eryln Morane, *Vers la guerre civile*, Paris, Editions et Publications premières, 1969. Sous le pseudonyme d'Eryln Morane, on trouvait Herta Alvarez et Evelyne July).

s'établir à Nantes<sup>1</sup>. » D'autres sont restés en dehors des débats meurtriers de l'été et n'en comprennent pas la nature : « La crise de l'UJ battait son plein. Je ne ressentais aucun esprit critique à l'égard de l'organisation, j'avais vécu des expériences magnifiques tant sur le plan militant que sur le plan personnel. Quand, parmi la débandade, certains se sont réunis, je me suis jointe à eux. Rester avec la GP, c'était se donner la possibilité d'une continuation<sup>2</sup>. »

Les futurs militants de la GP sont persuadés que tout reste à faire. Le souvenir des ouvriers qui ont déchiré leur carte de la CGT et du PC en apprenant que le syndicat avait voté la reprise du travail, notamment dans les usines de Flins et de Sochaux, qui ont pris valeur de symbole pour l'organisation, dicte la ligne politique : il faut « partir de la réalité ». De quelle façon ? En prenant le chemin de l'établissement. Il faut se mêler aux masses et être prêt à combattre : « Le pouvoir est au bout du fusil<sup>3</sup> », a dit Mao Tsé-toung.

### Les luttes anti-autoritaires

L'événement de l'année 1969 est sans aucun doute le mouvement de la jeunesse, baptisé par la GP « révolte anti-autoritaire », qui vise à bloquer l'ensemble du système scolaire. Les lycées, notamment les plus prestigieux de la capitale mais aussi en province, sont les lieux d'une contestation violente des élèves, qui remettent en question le contenu de l'enseignement, le fonctionnement disciplinaire, l'esprit mandarin des professeurs. L'ancien noyau lycéen de l'UJ, qui s'était opposé à sa dissolution, animé par Christian Jambet et Guy Lardreau, participe pleinement à cette révolte, comme l'explique l'un des chefs de

1. Jean-Paul Cruse.

2. Danièle Léon.

3. « Problèmes de la guerre et de la stratégie », 6 novembre 1938, *Œuvres choisies*, op. cit., t. II.

file des lycéens : « Il s'agissait d'occuper les locaux assez longtemps pour gagner à nos discours les professeurs et terroriser les autres. Nous décrétions l'administration dissoute. Les conseils de classe ne pouvaient plus se tenir, les conseils de discipline étaient empêchés. Les cours cessaient. Ainsi, libres de toute attache et de toute perspective universitaire, les lycéens révoltés — de première, terminale et classes préparatoires — se mobilisaient aux portes des usines. Progressivement, ils tournaient le dos à leur destin. Nous les convertissions à l'idée d'une vie nouvelle, au destin d'ouvriers... L'enthousiasme un peu anarchique, très gai et inventif, qui les rendait assez forts pour achever de détruire ce que Mai aurait laissé d'apparence et de respectabilité aux études, les jetait frénétiquement dans le mode de vie le plus dur. Je me rappelle les "longues marches" de l'hiver : des dizaines de lycéens partaient au plus froid et au plus pénible. A leur retour, ils ne se contentaient pas d'appuyer les détachements de militants aux portes des usines, ils créaient des zones de propagande active, capables de couvrir Massy, Gennevilliers ou le XV<sup>e</sup> arrondissement de milliers d'affiches en quelques nuits<sup>1</sup>. »

La direction de la GP vient de trouver comment fonder son mouvement de masse autonome : ce sera en s'appuyant sur la révolte de cette jeunesse lycéenne que l'on enverra dans les usines. En avril 1969, le numéro 1 des *Cahiers de la Gauche prolétarienne* est publié ; son titre résume cette étape fondamentale : « De la révolte anti-autoritaire à la révolution prolétarienne. » Il faut changer de terrain, l'issue de la révolte de la jeunesse n'est pas dans les lycées mais dans les usines. Nombre de cadres de l'organisation se souviennent des longues discussions avec les parents de jeunes lycéens, pourtant le plus souvent progressistes et impressionnés par ces intellectuels qui avaient tout abandonné pour militer, affolés de voir leur progéniture renoncer à un avenir au nom de la prochaine révolution.

1. Christian Jambet.

Les lycéens sont déjà loin, dans les campagnes, aux portes des usines ou même établis dès que les dernières consignes de la GP ont été connues. Ils s'inspirent des thèmes développés au cours de la révolte anti-autoritaire. L'invention de Louis-le-Grand, le « ralbol », devient dans les usines le moteur de la lutte « antichefs » : la hiérarchie dans l'usine, les cadences infernales, la répression politique sont combattues sous toutes leurs formes à l'aide de tracts incendiaires, de panneaux dénonciateurs, de menaces physiques et de sabotages des machines.

De façon étonnamment rapide, l'organisation s'est étoffée. Partie de quelques très maigres troupes restées fidèles à un idéal d'engagement, elle recrute sans difficulté parmi les lycéens et nombre d'étudiants désireux de passer de l'effervescence universitaire à la véritable agitation politique. Surtout, la GP sort vite de son anonymat, auquel la destinait son statut de groupe crépusculaire. En juin 1969, une opération de grande envergure est organisée à Flins. La date choisie est celle de l'anniversaire de la mort de Gilles Tautin. Lycéens et militants sont recrutés pour participer à cette action d'éclat contre la maîtrise de l'usine Renault.

A la rentrée 1969, les nouvelles orientations de l'organisation sont clairement définies. Un texte, paru dans le numéro 2 des *Cahiers de la Gauche prolétarienne*, dit « texte d'octobre », propose un bilan des expériences menées dans les usines ces derniers mois. La nécessité de luttes violentes y est mise en avant, au moyen d'un important mouvement de masse en direction des usines, caractérisé par le mot d'ordre : « Se jeter dans le monde. » Cette fois, les lycéens et les étudiants anti-autoritaires seront systématiquement envoyés s'établir dans les usines, s'installer dans les bidonvilles et les banlieues ouvrières, d'où ils organiseront la « résistance ».

Un voyage en Chine à l'automne 1969 d'un membre du comité exécutif de la GP, Christian Jambet, concourt à la radicale affirmation d'un mode de vie maoïste qui remporte l'adhésion des lycéens : le mélange sera détonant : « J'avais rapporté de Chine

le sentiment très "lin-piaöiste" de la violence nécessaire. Ou plutôt, j'attribuais à Lin Piao les dernières lueurs de la révolte authentique des gardes rouges. Je ne voyais pas en Chine la répression des étudiants par l'armée ou la rééducation des rebelles révolutionnaires par les comités de triple alliance (ouvriers, paysans, soldats), alors qu'on me faisait assister, à Pékin et à Shanghai, à d'interminables réunions de critiques et d'autocritiques. Le résultat en serait l'envoi à la campagne de rebelles, en fait déportés. Ce que je voyais ou voulais voir, c'était l'autre aspect de la situation : un parti communiste et un Etat chinois à peu près détruits, refondus dans le "feu de la lutte contre le révisionnisme", la ferveur intacte pour Mao, la Révolution culturelle à son zénith. Tout ne parlait que de changer l'homme en ce qu'il a de plus profond, de créer un homme nouveau, libre des chaînes anciennes du pouvoir qui oppose possédés et possesseurs, du savoir qui oppose l'intelligence au peuple. Je revins de Chine avec cette lueur dans l'âme : il fallait accélérer en France la fusion de la rébellion intellectuelle et de la rébellion populaire, des lycéens errants et des jeunes immigrés des banlieues, puis aller dans les usines punir les responsables et les agents de la répression. Nous étions très sensibles à des formes vives de l'injustice : les accidents du travail jamais reconnus, la misère des foyers immigrés, la boue et les baraques des bidonvilles qui faisaient comme des favelas à la porte des quartiers pour nouveaux riches. A cela les lycéens ripostaient encore plus vivement que les autres unités maoïstes, par des attentats, des incendies, des actions de partisans, où ils éprouvaient avec joie leur mobilité insaisissable et leur goût pour une violence réparatrice et menaçante<sup>1</sup>. »

L'envoi massif de lycéens dans les usines ne se déroule pas sans tensions au sein de l'organisation. Ainsi Christian Jambet, qui a pourtant fourni des armes idéologiques à ces départs, s'oppose à ces vagues massives d'exil : « Le débat autour de la

question de l'établissement a été acharné. Pour ma part, je pensais qu'il fallait maintenir une présence dans les lycées, qu'il y avait beaucoup à inventer et à faire dans ce type de soulèvements. Mais il a été décidé que les groupes de lycéens anti-autoritaires partiraient vers les "régions-usines", endroits considérés comme les lieux des explosions imminentes. Ils devaient préparer ces explosions futures ! La décision a entraîné de petites "longues marches" de quinze jours, trois semaines dans des régions dures à vivre — le Nord, le Pas-de-Calais, l'Est lorrain, Sochaux... —, qui seraient suivies d'embauches dans ces régions<sup>1</sup>. »

### Prolétarianisation, militarisation

Les nouveaux membres de la Gauche prolétarienne se retrouvent sur l'idée de l'établissement ; Robert Linhart, « l'ancien chef », est déjà parti, encore meurtri des divisions de l'été. Il applique à lui-même ce qu'il prônait à ses militants : le départ en usine. « Me voici donc à l'usine. "Etabli". L'embauche a été plus facile que je ne l'avais pensé [...]. Je répondis brièvement aux questions, taciturne et inquiet. Ma piètre mine ne devait pas détonner dans l'allure générale du lot des nouveaux embauchés. Elle n'était pas de composition : le laminage des convulsions de l'après-Mai 68 — un été de déchirements et de querelles — était encore inscrit sur mes traits, comme d'autres, parmi mes compagnons, portaient la marque visible de la dureté de leurs conditions de vie<sup>2</sup>. »

Cependant, c'est un établissement d'un type nouveau qui est à l'ordre du jour. Un certain nombre de références et de vocables marquent une rupture par rapport aux consignes antérieures. « Je reste très, très sensible au fait que des gens qui étaient

1. *Ibid.*

1. *Ibid.*

2. Robert Linhart, *L'Etabli*, *op. cit.*, p. 15-16.

les plus brillants de leur génération — mathématiciens ou philosophes — aient décidé, à un moment où cela cassait leur carrière intellectuelle, de devenir OS dans un département de montage mécanique de Renault-Billancourt. Cet événement me parle encore — et il existe peu de faits de la langue politique qui ne me soient devenus lettre morte —, l'idée, grande, de l'établissement, élaborée au retour de Chine, pendant la Révolution culturelle. La preuve de la force de cette idée est qu'elle a pu s'investir dans un tout autre discours politique, celui de la GP, avec la même portée<sup>1</sup>. »

L'établissement militant de l'UJ est remplacé par un établissement idéologique prônant le « détachement de partisans », qui, par des actions exemplaires, montreront la voie aux masses ouvrières et se feront les interprètes de la révolte populaire. Deux idées symétriques sont à l'œuvre dans la notion de l'établissement : la nécessité d'abandon du statut d'intellectuel, à laquelle renvoie la certitude que seules les masses sont porteuses de la vérité. Cette ligne sera à l'origine de véritables vagues successives de « déménagements » de lycéens, d'étudiants, d'intellectuels en zones ouvrières. L'ampleur du mouvement d'établissement suscité par la GP sera sans commune mesure avec celui qu'avait lancé l'UJ<sup>2</sup>.

Pourtant, en ce début d'année 1969, il ne reste plus guère d'établis. Ceux-ci, après avoir vécu la retombée du mouvement ouvrier, sont souvent retournés à l'étude livresque et théorique, un temps séduits par les thèses du PCMLF<sup>3</sup>. Les établis de la GP sont donc le plus souvent des novices en la matière.

1. Benny Lévy, *Les Nuits magnétiques*, émission de Laure Adler, France-Culture, 1985.

2. D'une petite centaine au temps de l'UJ à quelques milliers avec la GP.

3. A l'automne 1969, cependant, sera créée une nouvelle organisation révolutionnaire, Vive la révolution ! (VLR), autour de Roland Castro et de Tiennot Grumbach, rassemblant une « quarantaine de copains », dont la majorité venus de l'UJC (ml) ou du Mouvement du 22-Mars. Maoïste, VLR verra également un certain nombre de ses militants s'établir en usine. Mais cela ne s'accompagnera pas de tous les concepts que la Gauche prolétarienne assortira à sa ligne d'établissement (prolétarianisme, militarisation). Les deux principales tendances du maoïsme français ne se rejoindront jamais en raison de cette divergence fondamentale.

A l'encontre des pionniers de l'avant-68, ils vont, suivant les consignes de la direction, « choisir » leurs usines, rejoignant les groupes d'ouvriers sympathisants qui existent, à n'en pas douter, dans les usines bastions de la révolte de 68. Les usines phares ont pour noms : Sochaux-Peugeot, Renault-Billancourt, Flins, les Chantiers de Saint-Nazaire, Citroën, Nantes-Batignolles, La Sollac, en Lorraine... C'est dans ces usines que les militants maoïstes devront rallier les éléments révolutionnaires et préparer d'un commun accord l'insurrection finale. Il n'est plus question de militer au sein de la CGT, traîtresse au mouvement ouvrier au moment des accords de Grenelle, le slogan « CGT de lutte de classe » est abandonné ; ce ne sont pas les ouvriers syndicalisés qui intéressent ces nouveaux établis mais tous ceux qui se sont révoltés lorsque la reprise du travail a été décidée, souvent les plus jeunes, souvent les travailleurs immigrés. Il s'agit de constituer une force ouvrière autonome. L'organisation ignore encore sous quelle forme, cela dépendra des événements révolutionnaires qui ne manqueront pas de se produire.

Les établis mettent un point d'honneur à travailler dans ces usines mythiques. Cela prendra le temps qu'il faudra. La tactique est simple : il faut passer quelque temps dans une boîte sans enjeu politique, où l'entretien d'embauche ne posera pas de problèmes, la direction du personnel se montrant peu suspicieuse. Ainsi, outre l'apprentissage de l'habileté manuelle, se fabriquent les certificats de travail qui permettront d'entrer dans les usines prioritaires. Si ça ne marche pas dans la première, la deuxième de la liste sera prise d'assaut. Un établi de 1970 insiste sur l'importance du lieu d'embauche : « Le mot d'ordre de la GP pour tous les copains qui voulaient s'établir était : priorité à Sochaux, La Sollac et Flins. Je ne suis pas parvenu à me faire embaucher à La Sollac. Pour Sochaux, je me suis mieux préparé : j'ai coupé mes cheveux, j'ai emprunté un costard ; j'ai été pris<sup>1</sup>. »

1. Yves Cohen.

Le rêve absolu de l'établi reste l'entrée à Renault-Billancourt, symbole de l'histoire ouvrière française. Lorsqu'il est pris, c'est le ravissement, comme en témoigne un établi qui passe plus d'une année dans de petites usines avant d'accéder à la forteresse ouvrière : « Je suis non seulement embauché, mais en plus sur l'une des chaînes les plus dures, la mécanique de l'île Seguin ! A cette époque, quinze mille personnes travaillaient en deux équipes. A six heures quarante du matin, cinq mille personnes entrent en même temps que toi. Tu te dis : "Putain ! C'est la prise du palais d'Hiver ! Je n'en pouvais plus !..." » L'organisation y déploiera une stratégie quasi militaire d'implantation, dont la chaîne de l'île Seguin sera le joyau.

L'établissement s'impose cette fois progressivement comme le moteur d'un mouvement de réforme chez les maoïstes. La prolétarianisation devient le mot d'ordre de la GP. Si elle est adoptée avec une grande facilité par certains, qui ne possèdent qu'un matelas, une paire de draps et ne « voient pas le décor », tout à leur découverte de l'usine, elle en fait souffrir d'autres, qui supportent mal les pressions continues qu'elle génère parmi les militants : « La femme avec qui je vivais avait plus intériorisé que moi les exigences du militantisme. Cela a donné une rigueur à notre mode de vie, une surenchère entre nous sur la prolétarianisation : qui ferait le plus d'efforts pour vivre dans l'humilité ? J'ai vu notre couple éclater en un après-midi. Elle m'a quitté pour un camarade héroïque qui avait arrêté ses études avant le bac... J'ai vécu l'effondrement de cet amour comme l'impossibilité d'être digne de la prolétarianisation<sup>2</sup> », se rappelle un ancien dirigeant lycéen envoyé s'établir dans le Nord par la GP.

La volonté de se conformer au plus près au mode de vie ouvrier tend à régenter la vie privée des militants et ne leur épargne aucun commentaire de la part de leurs dirigeants ou de leurs camarades. Quelques-uns se marient parce que « cela choque

1. Un ancien établi.  
2. Christian Jambet.

les ouvriers » de voir des couples vivre ensemble en dehors des conventions matrimoniales. Le mimétisme ambiant et bien-pensant est de rigueur, ils sont rares à s'y être soustraits, à l'image de cet établi GP, licencié de Renault-Flins à la suite d'une bagarre avec la police : « Viré de l'usine, je me suis retrouvé à militer aux portes. J'y ai rencontré une dame qui m'a beaucoup plu, elle était entraînée dans un bar mais vraiment extraordinaire. Elle militait avec nous à Renault. Ma relation avec elle m'a valu un certain nombre de remontrances, de remarques désagréables de la part de "camarades". Cela ne m'impressionnait pas. Je plaignais plutôt ces malheureux qui n'avaient rien compris à 68, à son côté libération des mœurs. J'étais un provocateur tranquille, un vieux de la GP, je connaissais tous les chefs ; les gens autoritaires ne me faisaient aucun effet. J'en avais trop côtoyé dans ma famille, avec laquelle j'avais rompu précisément pour ces raisons. Je n'étais pas là pour subir un nouvel autoritarisme, même accompagné d'un brio intellectuel et de capacités d'analyse<sup>1</sup>. »

L'austérité maximale, la renonciation à tout confort matériel, la négligence vestimentaire, autant de choix volontaires qui ne manquent pas d'étonner les ouvriers, même ceux qui sympathisent avec ces militants, qu'ils surnomment entre eux les « curés rouges » : « Les maos s'habillaient non seulement comme des prolos, mais comme la vieille génération de prolos : le style Gabin des années cinquante, alors que les jeunes mecs à l'usine portaient déjà des boucles d'oreilles et des cheveux longs. Le pire, c'étaient les filles de l'organisation : elles masquaient complètement leurs charmes. Il n'y en avait pas une qu'on ait envie de draguer ! Je me souviens d'une militante, qu'on devinait jolie, mais qui était très masculine. Je la revois, vendant *La Cause du peuple*, avec sa gauloise à la bouche — ils fumaient tous des goldos ces militants —, et un bout de sparadrap sur ses lunettes cassées : en trois ans, elle

1. Charles-Henri de Choiseul-Praslin.

ne les a jamais fait réparer ! » commente un ouvrier sympathisant de la GP qui a connu les établis de Sochaux.

La permanente remise en question des comportements privés — certains couples en viennent à considérer leurs attaches comme une entrave à l'activisme militant —, la rupture complète avec toutes les activités intellectuelles les plus familières — la lecture, le cinéma, les longues discussions philosophiques<sup>2</sup>... — s'accompagnent d'une activité politique maximale. Les établis travaillent en usine, distribuent des tracts à leur sortie, organisent des réunions le soir, des actions à mener dans la région. Cet activisme suscite parfois une ironie amusée de la part des ouvriers, se souvient une jeune établie du Nord : « On avait lancé dans une usine de textile un travail de porte étonnant : on interviewait les ouvriers sur leurs conditions de vie, on rédigeait les tracts pendant la nuit à partir de ce qu'ils nous avaient dit, puis on revenait les leur distribuer aux portes le lendemain matin. Il me reste en mémoire la réflexion d'un ouvrier éberlué de nous retrouver là : "Mais vous avez dormi ici ?"<sup>3</sup> » Si l'épuisement physique est durement ressenti par la grande majorité d'entre eux, ils sont moins nombreux à avoir osé faire état d'une solitude liée à un mode de vie qui ne laissait guère de place aux sentiments amoureux : « A la suite d'une échauffourée avec des flics sur le marché de Roubaix où nous vendions *La Cause du peuple*, j'ai passé quelque temps en prison. A l'époque, je vivais avec un jeune immigré que j'avais connu en usine. Lorsqu'il a appris que j'avais été arrêtée, je crois qu'il a vraiment eu très peur : je ne l'ai jamais revu. Je garde le souvenir d'une solitude très grande parce que les copains, finalement, on ne les

1. Guy Paillot.

2. « Nous désirions de toutes nos forces nous baigner dans l'idiotie et geler complètement notre esprit trop familier des gymnastiques intellectuelles, pour que, enfin purifiés, il nous soit donné d'atteindre la transparence du monde. Nous ne lisions plus rien ; ou plutôt si, nous lisions toujours le même livre, le même journal, les mêmes phrases sentencieuses, les mêmes histoires édifiantes » (Jean-Pierre Le Dantec, *Les Dangers du soleil*, op. cit., p. 163).

3. Une ancienne établie.

voyait que dans les réunions. Alors, quand j'avais un amoureux, je me sentais un peu moins seule<sup>1</sup>. »

Le thème de la prolétarianisation se renforce souvent d'un discours sur la nécessaire transformation idéologique des intellectuels. Des campagnes de critiques sont régulièrement orchestrées. Il n'est pas surprenant de voir l'ouvrier d'une unité s'instituer représentant de l'« idéologie prolétarienne », juge censeur qui évalue et condamne l'attitude d'un militant. Pour cette établie de Sochaux-Peugeot, ces pratiques sont à l'origine de son retour vers la capitale : « L'atmosphère au sein du groupe militant de Montbéliard devenait tendue. On faisait beaucoup de réunions d'autocritiques très dures. Un jour, un jeune ouvrier de l'organisation, qui avait cessé de travailler en usine pour militer à plein temps, s'est lancé dans une grande tirade contre mon comportement, jugé trop autoritaire. Je ne comprenais pas ce qu'on me reprochait, j'avais mené à bien toute mon histoire, j'avais l'initiative parce que je sentais les choses. Le reste du groupe l'a approuvé<sup>2</sup>. »

Dans ces régions militantes, l'ouvrier est non seulement celui qui a le bon mode de vie — ou ce qu'on croit en percevoir —, mais encore celui qui dit vrai. Aveuglés, certains sont prêts à suivre n'importe quelle action, y compris les plus hasardeuses, comme ce jeune militant, établi à l'âge de dix-huit ans à Sochaux, qui fêtera sa vingtième année en prison : « Pour les coups, j'étais en quelque sorte a-critique, prenant systématiquement le parti des ouvriers et des plus anciens établis contre celui des intellectuels. Ils avaient forcément raison : ils avaient la ligne juste. Partant de ce principe, j'ai participé à bon nombre d'actions qui ont lamentablement échoué<sup>3</sup> ! »

L'engagement militant n'est pas exempt de violence. Celle-ci se justifie au nom de la « guerre des classes ». Si un contremaître

1. Une ancienne établie.

2. Danièle Léon.

3. Yves Cohen.

est répressif avec les travailleurs, il est d'usage de lui jeter un pot de peinture (jaune) sur la tête. Il est logique d'attaquer les locaux d'un grand journal qui aurait critiqué une grève, important de mener des représailles envers tous ceux qui oppriment la classe ouvrière, normal de séquestrer les patrons : « J'avais adhéré à la GP sur la mise en pratique d'actions précises, violentes, revendicatrices. Je n'étais pas entré au comité Vietnam de base pour "blablater" sur la guerre mais pour aller casser des ambassades et me battre contre les pro-Américains. Si j'étais parti en usine, c'était pour faire un travail politique qui consistait, entre autres, à trouver un certain nombre de mecs décidés à entreprendre un certain type de choses. Je les ai trouvés parce que travaillaient dans les usines des ouvriers durs, plus ou moins politisés, mais très révoltés. Je retrouvais une certaine communauté de vues entre des étudiants déclassés et des ouvriers qui en voulaient ; la violence estompait ce qui était étranger aux uns et aux autres<sup>1</sup> », explique un établi militant à l'UJ, puis à la GP.

La violence est révolutionnaire, il faut donc être violent. Bien des militants n'hésitent pas à s'affronter durement avec la police. Ils sont rejoints par des « prolos sympathisants », qui ne ressentent aucune difficulté à exprimer leur révolte d'une façon spontanément violente, comme cet ouvrier devenu établi par militantisme : « On ne discutait plus des textes de Lénine et de Mao mais de nos bilans de luttes. Je commençais à mieux saisir ma révolte, à l'analyser, à réfléchir sur mes origines, surtout au travers des actions violentes que la GP organisait et auxquelles je participais. C'était la guerre, la mise en œuvre d'une pratique où le mot "révolution" prenait enfin un sens ; je savais qui étaient mes ennemis et pourquoi<sup>2</sup>. » La nécessaire violence, la systématisation des actions, la militarisation ne sont pourtant pas du goût de tous les établis. Ils sont nombreux à s'imaginer

1. Jean-Paul Cruse.

2. Jean-Claude Poirson.

à vie à l'usine, prêts à favoriser chaque mouvement de révolte des ouvriers. Pas question cependant de faire un coup d'éclat individuel, pour être licencié quelques jours seulement après leur entrée dans une usine dont ils ont préparé l'embauche si minutieusement. Ainsi certains font état des conflits entre les impératifs militants de la GP, basés sur le mode de l'immédiateté, et leur vision de l'établissement, fondée sur le long terme : « Rapidement, je suis entré en conflit avec l'unité gépiste de Gennevilliers, dont le dirigeant estimait que je traînais un peu pour mettre l'usine en grève. En 1970, dans la région parisienne, le militantisme nécessitait un physique approprié, on se bagarrait avec les flics, on s'entraînait au karaté, on fonçait au premier rang des manifs : les "durs" faisaient la loi. Moi, j'avais l'allure d'un garçon doux et romantique, il m'était difficile de sauter sur la table et d'appeler à l'insurrection à peine arrivé. Tout le monde se serait mis à rigoler ! »

### Actions de partisans

La rencontre tant espérée avec des ouvriers, la plupart jeunes ou immigrés, ne tarde pas à se concrétiser. Le mouvement de Mai y est pour beaucoup. Des noyaux ouvriers y ont puisé une confiance renouvelée dans leur force revendicatrice. Surtout, les événements ont entamé le monopole de la CGT et du PC quant à la contestation des travailleurs : ils sont un certain nombre à ne pas avoir pardonné à leurs leaders la reprise du travail et à avoir déchiré leur carte. Ils se montrent réceptifs à d'autres formes de contestation, attirés par des courants politiques plus gauchistes. Les plus révoltés d'entre eux ne sont pas prêts d'oublier la trahison de Waldeck Rochet<sup>2</sup>, il est temps d'« aller voir ailleurs » : « Moi, ils m'ont cueilli tout petit. J'étais

1. Serge Guillemin.

2. Secrétaire général du PCF en 1968.

à l'école quand Mai 68 s'est déroulé. En septembre, je suis entré à l'usine, j'avais seize ans. Mon chemin normal, c'était l'usine et le PC, parce qu'il n'y avait que ça pour canaliser la révolte, j'ai rencontré les établis, c'était sympa<sup>1</sup>», se souvient un jeune ouvrier dont l'usine fut un haut lieu de l'établissement.

Certainement, il y a un avant et un après-Mai. Le souvenir de la révolte du printemps facilite les contacts, favorise les discussions, la diffusion de journaux révolutionnaires au sein de l'usine.

Les établis « cachés » d'avant 68, qui dissimulaient leurs origines et leurs convictions, se sentent plus à l'aise dans l'ambiance générale de contestation qui caractérise certaines des usines phares du mouvement ouvrier : « J'avais un copain à l'atelier de soudure qui garait sa voiture à la porte de l'atelier plutôt que de la laisser au parking à l'autre bout de l'usine. Il ne travaillait jamais en bleu mais en costard cravate. Le chef l'engueulait, il lui rétorquait qu'aucun règlement ne précisait la tenue de travail. Il soudait ainsi, très chic, avec sur son casque l'inscription "Ni Dieu ni maître" à l'avant, "Ni contremaître" à l'arrière ! Il s'était arrangé une caisse remplie de chiffons dans laquelle il s'installait ; il fermait le couvercle et dormait à poings fermés tandis que le chef le cherchait partout<sup>2</sup>... », raconte avec jubilation cet établi parti parmi les premiers en 1967 et retourné en usine après la révolte étudiante. Il est désormais facile de prendre part aux discussions, où l'on se répète que « le PC n'est plus ce qu'il était ». Certains, démasqués par le patronat ou dénoncés par la CGT, se voient défendus par les ouvriers, comme cette établie de Sochaux, surnommée par ses compagnons de chaîne « la mao du montage châssis » : « Les syndicats ont dit : "Toi tu es étudiante, tu n'as pas ta place à l'usine." Alors les ouvriers ont protesté : "On le sait, on s'en fiche, elle est avec nous."<sup>3</sup> »

1. Gérard.

2. Un ancien établi.

3. Danièle Léon.

Le plus souvent, la « révélation », prudemment énoncée par les établis, ne choque pas les ouvriers, séduits par ces itinéraires insoupçonnés. Elle renforce parfois leur détermination à se battre auprès de ces drôles de militants. Le concept d'exemplarité développé par la GP fonctionne : « Je m'étais inscrit en formation professionnelle de chaudronnerie, pour apprendre un métier plutôt que de rester à vie manœuvre dans une usine. Quinze jours avant les examens, j'ai été renvoyé. Immédiatement, les six cents jeunes qui étaient en cours avec moi se sont mis en grève pour exiger ma réintégration. Une manifestation s'est déroulée devant le bureau du directeur. Celui-ci est sorti, brandissant l'annuaire des anciens élèves d'HEC : "Le mec pour qui vous vous battez est un futur patron : son nom est inscrit dans l'annuaire !" J'étais atterré, persuadé que c'était la fin de tout. Au contraire, ils ont trouvé formidable que je sois ici avec eux, justement après avoir fait ces études-là. Ils ont continué la grève jusqu'à ce que j'obtienne le droit de passer mon diplôme ; ça a marché, j'ai pu devenir chaudronnier<sup>1</sup> », explique un établi parti en usine en janvier 1968 sur le mot d'ordre de l'UJ et resté ouvrier jusqu'à la dissolution de la GP.

Si la majorité des ouvriers sympathisants ne participent que de façon ponctuelle aux actions menées en usine, ils sont souvent prêts à esquisser des gestes de solidarité en faveur des militants. Les propos des établis séduisent de jeunes travailleurs qui haïssent la chaîne, obligés d'y travailler pour survivre : « L'idée des maos de rendre plus vivables les lieux de travail était totalement nouvelle pour moi. Je détestais trop l'usine pour l'imaginer autrement. En plus, c'était dit par des gens qui y allaient eux-mêmes à l'intérieur. Les maos me plaisaient par ce qu'ils disaient dans l'urgence du "maintenant ou jamais". La liberté, ça devenait concret, c'était par exemple changer les rapports à l'usine<sup>2</sup> », se souvient un ouvrier de Renault-Billancourt devenu militant de la GP après avoir rencontré les maoïstes.

1. Un ancien établi.

2. Claude Lucas.

La définition précise des objectifs de la Gauche prolétarienne, dès la rentrée 1969, permet de multiplier rapidement les actions et les combats militants<sup>1</sup>, parmi lesquels quelques-uns vont beaucoup compter dans l'essor et la popularité de l'organisation. Ainsi la campagne pour le métro gratuit (février 1970), à l'initiative du groupe de Renault-Billancourt, visant à protester contre une forte hausse du tarif des tickets de transport. Les maos ouvrent la voie, permettant le passage sans payer de centaines d'OS de l'île Seguin qui prennent le métro à la sortie du travail, tandis qu'une équipe de « partisans » déroben plusieurs centaines de billets de première classe, qu'ils distribuent gratuitement aux voyageurs de la gare Saint-Lazare. De même pour un célèbre raid (mai 1970) organisé chez Fauchon, le magasin d'alimentation de luxe. Les produits dérobés (caviar, truffes, foie gras...) seront distribués aux immigrés d'un bidonville. Le procès de Frédérique Delange, arrêtée à l'occasion de cette « opération Robin des Bois », passionne les médias. Le journal *Le Monde* crée une rubrique « Agitation ».

Un établi, embauché dans une usine de la côte d'Azur, décrit cette ambiance qui rend possible le travail militant : « C'est l'après-68, tout le monde parle politique. Même quand il n'y a aucun mao dans la boîte, les prolos menacent les chefs : "Si tu fais chier, on appelle les maos !" "Les maos, ils vont t'arranger la cravate !" On jouait à ça, aux prolos qui vont faire appel aux maos si le chef abuse. La presse parlait beaucoup de nous en ce temps-là, elle relatait nos "exploits" et ça faisait rire les ouvriers. Je ne suis pas certain qu'ils nous prenaient vraiment au sérieux mais ils y voyaient la survivance d'une agitation, les dernières lueurs d'une petite flamme anti-autoritaire. Je ne crois pas qu'ils auraient adhéré à un parti qui prônait ce type d'actions mais ils appréciaient les petites interventions guerrières d'irrespect relatées dans *La Cause du peuple*. Un chef qui s'était pris

1. Voir l'interview de Pierre Victor (pseudonyme de Benny Lévy), dirigeant de la GP, in Michèle Manceaux, *Les Maos en France*, op. cit., p. 204-206.

un pot de peinture sur la tête, ça les amusait. Toujours est-il que parmi les prolos les plus révoltés, ceux qui n'ont pas avalé la reprise du travail et méprisent la CGT d'avoir été lamentable, il y a une écoute favorable à nos faits et paroles. Cette ambiance, encore vivace en 1969-1970, va disparaître au fur et à mesure du temps qui passe<sup>1</sup>. »

En attendant, les coups d'éclat de la GP entraînent une certaine prolétarianisation, en termes de recrutement, de l'organisation : de jeunes ouvriers, français ou immigrés, rejoignent les maoïstes<sup>2</sup>. Les plus motivés sont cadres de l'organisation, devenus des « ouvriers-établis<sup>3</sup> », ils se lient intimement aux militants dans un rapport compliqué d'admiration et de fascination réciproques. Un ouvrier-établi développe en ces termes toute la contradiction de ce statut étrange : « Mon implication dans la GP était totale. D'un côté, je croyais que la politique, c'était nous, ouvriers, qui la définissions — j'étais cadre au comité national —, de l'autre, j'avais une perception des intellectuels comme appartenant à un monde que je ne pourrais jamais approcher. J'étais en même temps attiré et bloqué dans ma tête. Avoir une relation avec une étudiante du mouvement me semblait impossible. Quand je l'ai eue, cette histoire, je n'y croyais pas, je me disais : "C'est pas croyable qu'une étudiante se mette avec un mec comme moi, qui sait lire et écrire, d'accord, mais qui peut faire des milliers de fautes dans un texte." Au

1. Yves Devilliers.

2. La GP n'a jamais su ou voulu savoir le nombre de ses militants. Il n'existait ni carte ni cotisations. Le problème n'était pas de se compter mais d'être rejoint par la masse des autres. « A la question touchant notre nombre, nous avons pris l'habitude de répondre : plusieurs millions. Et cette boutade n'exprimait qu'accessoirement la mégalomanie propre à tout groupe militant. Il s'agissait plutôt de marquer que ce que nous étions importait peu », in Antoine Liniers, « Objections contre une prise d'armes », art. cité, p. 156.

3. Cette appellation paradoxale désigne les ouvriers qui ont rejoint la GP et ont choisi de militer à l'usine, de la même façon que les établis. Tout comme ces derniers, les ouvriers-établis choisissaient leur lieu d'embauche et y organisaient des actions politiques, alors que les ouvriers sympathisants maoïstes militaient sans se référer à la ligne de l'établissement.

début de l'organisation, quand je prenais la parole, je ne disais que des conneries. Je m'en rendais compte en voyant la tête que faisaient les copains ! Je venais de très bas, presque du lumpen prolétariat, j'avais évité de justesse d'être un voyou. *La Cause du Peuple*, j'avais toujours un numéro de retard, il fallait lire pas mal<sup>1</sup>... »

La jeunesse de nombreux établis facilite les contacts avec les ouvriers du même âge et les travailleurs immigrés. Ils vivent dans les foyers des usines, ne s'imaginant plus un autre destin que celui du travail à la chaîne, refusant de s'interroger sur leur avenir : ils ont vingt ans, ils ont le temps : « J'étais bien à l'usine ; je n'y étais pas parti pour oublier ma condition d'intellectuel mais pour faire se rencontrer des gens d'origines différentes. Je voulais travailler de l'intérieur et surtout ne pas brûler tous mes vaisseaux, sitôt arrivé. J'étais dans le long terme, je me voyais passer ma vie à Sochaux puisque la guerre civile en partirait<sup>2</sup> », dit cet établi entré en usine à la sortie du baccalauréat. Pour certains, la rencontre simple et évidente se produit, laissant des souvenirs qui n'appartiennent presque plus à l'ordre du politique, comme ceux qu'évoque un ouvrier sympathisant maoïste : « J'avais un copain, fils d'ambassadeur, avec un look pas possible, cuir-barbe-cheveux longs. Il était toujours le bienvenu chez moi. Mon père me disait : "Ton pote Henri, dis-lui de venir dîner..." Ils parlaient de la terre ensemble. Et ce fils de super-bourgeois n'arrêtait pas de me dire : "Tu peux pas savoir le plaisir que j'ai à venir chez tes parents..." Pourtant, on bouffait dans une cuisine minuscule<sup>3</sup> ! » Pour d'autres, elle se révèle plus ardue, voire douloureuse, quand les différences de classes se font par trop sentir. « L'usine ne m'effrayait pas ; pour elle, j'avais changé ma vie, abandonné des choses auxquelles je tenais, je m'étais plié à des horaires... Cependant, je n'avais

1. Jean-Claude Poirson.

2. Yves Cohen.

3. Guy Paillot.

pas adopté un mode de vie ouvrier. J'avais du mal à copiner avec les travailleurs. En 1968, quand j'allais aux portes des usines occupées, j'étais toujours plein d'admiration pour ces lycéens qui engageaient le dialogue avec les grévistes. Moi, j'avais des difficultés à prendre la parole, je me sentais davantage voyeur qu'acteur. Même établis, nous partagions peu avec les ouvriers, excepté les heures de travail ; bien sûr, nous tentions de les rencontrer au café, on jouait un peu au billard le samedi avec eux, mais nous n'étions pas très à l'aise ; la majorité d'entre nous n'étaient pas d'origine ouvrière<sup>1</sup> », souligne un établi de la GP embauché à l'usine Valentine de Gennevilliers en 1969.

Ainsi la recherche d'ouvriers dits « avancés », disponibles pour mener à bien les luttes exemplaires, point de départ d'une insurrection finale, ne va pas sans surprises et désillusions. Un établi proche des maoïstes sans adhérer à la GP, resté sept ans en usine, décrit l'une de ses rencontres désenchantées : « Le gars avec qui je bossais, Mouloud, était très combatif, avec un vrai discours sur la lutte des classes. J'ai tout de suite pensé que ce serait l'un des éléments révolutionnaires sur lesquels j'allais appuyer mon action. Il rêvait de se marier. Durant des années il avait économisé afin de s'acheter un logement. Il m'avait demandé de l'accompagner visiter des appartements. Moi qui n'ai jamais possédé de logement, que ça a toujours fait chier, j'ai joué le jeu... Une fois qu'il a acheté le truc, il s'est marié avec une petite jeune venue exprès d'Algérie. Il la trouvait si jolie qu'il l'a enfermée, lui interdisant de sortir. Elle s'est enfuie et a demandé le divorce. Il est devenu fou, persuadé que son appartement était truffé de micros, pleurant toute la journée sur sa machine. Il a dû s'arrêter de bosser. J'avais vraiment eu du flair<sup>2</sup>... »

L'établissement, s'il ne remet pas en cause l'engagement politique, révèle un monde ouvrier très éloigné du mythe du prolé-

1. Jacques Kebadian.

2. Jean-Pierre Thorn.

tariat révolutionnaire, qui suscite chez les établis des interrogations plus personnelles : « Je me disais qu'il faudrait beaucoup de temps. Je découvrais que c'était très dur de faire prendre conscience aux ouvriers de ce qui se passait, qu'ils étaient très différents les uns des autres. De plus, je pensais qu'il fallait passer autant de temps à nous transformer qu'à les faire bouger ; or je me rendais compte que je ne me transformais pas rapidement. Le paradoxe était que je ne trouvais pas le sujet idéal, le modèle ouvrier auquel me conformer. Il n'y avait pas un type d'ouvrier incarnant toutes les valeurs morales de la classe ouvrière. La création du parti, je la voyais sur le long terme, je me pensais partie pour dix ou quinze ans<sup>1</sup> », précise une établie maoïste qui, après avoir été à l'UJ, avait choisi de s'embaucher en usine sans participer à la GP.

Avec le temps, ils sont nombreux à faire état de la distance de fait qui persistait entre eux et les ouvriers, comme une tentative d'explication de cette révolution jamais aboutie : « Il existait un conflit très fort, qu'on a compris plus tard, entre notre mode d'action militant et le mode de vie des ouvriers, qui s'endettaient à vie pour posséder pavillon et bagnole. Nous, on avait de vieilles mobylettes et des caisses pourries. Alors on leur empruntait leurs voitures pour faire les quatre cents coups, le collage des affiches, le transport des gens recherchés, la livraison des journaux. Quand on leur ramenait plus ou moins cabossées, ça se passait mal<sup>2</sup> ! » se souvient un leader de la GP en charge de l'action militante dans la région nantaise.

La CGT et le PC ont conscience de la concurrence dangereuse de ces maos qui prônent la constitution d'organisations de masse autonomes, initiatrices d'actions directes et locales, qui s'intéressent à la population immigrée, dont les représentants traditionnels de la population ouvrière ont alors peu cure,

1. Jenny Chomienne.

2. Jean-Paul Cruse.

et favorisent toutes les expressions de révolte<sup>1</sup>. Ils n'ont de cesse qu'ils ne soient dénoncés et renvoyés, n'hésitant pas à en venir aux mains avec ces ouvriers pas comme les autres, comme le rappelle un établi de Billancourt : « Lorsque j'ai été embauché à Renault, il existait déjà un petit groupe d'établis et d'ouvriers qui avaient mené une lutte proche de celle de Citroën-Choisy contre la récupération des heures de travail de la grève de Mai 68. J'avais du mal à supporter leur dogmatisme, mais je leur reconnaissais le courage de s'être installés là, face à la puissance CGT-PC de Billancourt, très violente à l'époque<sup>2</sup>. » Traités de « spontanéistes » pour leur volonté de s'imprégner du désir des masses avant d'agir, les militants de la GP héritent aussi du quolibet « maos-spontex », inventé par les trotskistes, qui affirment leur scepticisme quant à ces manières de faire de la politique.

### Travail à l'usine

L'apprentissage de la vie ouvrière est aussi celui du travail manuel. Les descriptions souvent fantaisistes et généralement incompréhensibles que donnent les établis de leur activité à l'usine peuvent-elles être interprétées comme un effet de l'oubli ? Elles semblent le plus souvent liées à l'état d'esprit des militants, peu disposés aux tâches physiques. Ils sont nombreux à souligner leurs difficultés dans ce domaine et la crainte de ne pas y parvenir. Le plus surprenant fut d'en entendre beaucoup vanter le métier d'ouvrier. A travers l'établissement, les intellectuels découvrent avec étonnement et bonheur qu'ils sont aussi capables de produire de leurs mains, ainsi que le décrit un établi qui obtiendra un CAP de soudure et deviendra ouvrier professionnel

1. Le récit de Jacques Frémontier, *Renault : la Forteresse ouvrière*, Paris, Fayard, 1971, donne un aperçu de la haine que suscitaient les gauchistes, militants en milieu ouvrier, auprès des organisations communistes et cégétistes.

2. Jacques Theureau.

pendant ses années d'établissement : « L'exercice, la force, l'habileté sont des choses qui me plaisent. La production aide à passer le temps et on apprend beaucoup. J'ai découvert le côté équilibrant de l'activité manuelle. Une fois que tu l'as pratiquée, c'est une force extraordinaire. La vie, c'est aussi bien fabriquer des choses que les penser, c'est autant écrire que visser<sup>1</sup>. »

L'usine fascine, enchante ; certains évoquent l'intérêt des objets qui s'y fabriquent, d'autres le plaisir esthétique d'y travailler, impressionnés par l'immensité, la cohue, les éléments d'une ambiance si caractéristique, qu'ils ne retrouveront nulle part ailleurs, à la façon de cette établie de Sochaux-Peugeot : « Le châssis, c'est la carrosserie, je crois. Il me semble que c'était là qu'on réunissait le haut et le bas de la voiture... Je ne suis pas très technicienne ! J'étais en bout de chaîne, au contrôle ; là où les voitures sont déjà sur les roues avant les finitions. J'entrais dans la voiture, je regardais si tout fonctionnait, s'il n'y avait pas des bulles de peinture, des bosses ; il fallait faire très vite. L'atelier était mixte, les femmes contrôlaient, les hommes finissaient. C'était très bruyant à cause des visseuses à air comprimé ; mon cœur flancherait si j'entendais à nouveau ce bruit. J'aimais cet univers de la métallurgie, ce monde du travail sur le métal<sup>2</sup>. »

Parfois, l'usine est un refuge pour donner un sens à un militantisme tous azimuts, dont les effets se font désirer. L'établi a un statut valorisé au sein du monde militant. Lorsqu'on est à l'intérieur, on méprise un peu ceux qui sont restés aux portes, en marge de « la réalité » : « A la rentrée 1970, Peugeot m'a licencié. J'ai vécu ce renvoi comme une grosse baffé. Cette usine, c'était un mythe, j'étais fier d'y travailler. A Paris, quand j'arrivais dans une réunion, on me présentait comme "Jean-Claude de Sochaux" ; il existait dans l'organisation une telle admiration pour les gens de Sochaux que ton ego en prenait un coup.

1. Un ancien établi.

2. Danièle Léon.

J'étais mal de ne plus être dans l'usine "moteur de l'Histoire". Je me répétais la phrase de Mao qu'on citait alors beaucoup ; elle disait à peu près ceci : "Il ne s'agit pas de parcourir une plaine avec son cheval, il faut aussi mettre le pied à terre." Moi, j'étais devenu un militant professionnel, trop pressé de lancer des luttes pour vraiment parvenir à m'enraciner dans une boîte<sup>1</sup> », décrit un ouvrier-établi de la GP. Cependant, les usines d'établissement ne sont pas toujours celles dont partiront les soulèvements révolutionnaires. Certains s'embauchent « comme de vrais ouvriers », bien que le travail politique s'y révèle impossible. D'autres, parce qu'ils sont devenus ouvriers et qu'il faut bien gagner sa vie entre deux usines mythiques, dont ils se font trop vite licencié. Ils sont plusieurs à décider d'apprendre jusqu'au bout le métier d'ouvrier, entreprenant des formations techniques qui leur permettent d'accéder à l'aristocratie manuelle et aux fabrications les plus complexes échappant à la routine de la production, façon aussi de s'affirmer une fois pour toutes ouvriers... La qualification procure la reconnaissance, des camarades militants mais aussi des ouvriers, elle rend moins difficile, ou du moins envisageable, la perspective de l'usine à vie.

Néanmoins, les souvenirs d'extrême fatigue, de mortel ennui sont restés dans toutes les mémoires. La nécessité de tenir physiquement est sans doute l'une des plus grandes difficultés des établis, qui ajoutent au travail en usine les tâches du militantisme : « C'était grisant, je vivais un rêve d'adolescent, refusant la vraie vie. Je me pensais ouvrier syndicaliste pur et dur, *ad vitam aeternam*. Je suis passé à côté de mes enfants, que je n'ai pas vus grandir. Je vivais pour l'usine. Mon seul problème était la fatigue, terrible, écrasante, surtout après les réunions politiques du soir<sup>2</sup> », explique cet établi resté sept ans chez Alstom, à Gennevilliers. La dureté de l'univers productif

1. Jean-Claude Poirson.

2. Jean-Pierre Thorn.

n'épuise pas seulement les établis, elle rend difficile l'activité militante auprès des ouvriers harassés par le travail à la chaîne, note un ouvrier-établi à Sochaux : « Chaque fois que l'on prenait la parole à Peugeot, il y avait énormément de monde : cinq mille personnes passaient à une porte de l'usine. C'était étonnant parce que les ouvriers s'arrêtaient, écoutaient mais n'intervenaient jamais. On ne savait pas si ce qu'on disait était bien ou non, juste ou faux. La raison en est probablement la chape de plomb qui s'abat sur toi quand tu as terminé ta journée. Tu prends le bus et tu t'endors<sup>1</sup>. »

Progressivement, les établis découvrent l'usine, se lient avec les ouvriers, prennent de l'assurance quant à leurs capacités manuelles. Comme leurs camarades, parfois davantage, ils envoient balader les petits chefs et les structures traditionnelles de représentation politique. Devenus familiers de cet univers, ils n'ont de cesse qu'ils n'aient dénoncé les conditions de travail ou l'insuffisance des paies. Parfois, leur ténacité se trouve récompensée : la grève tant attendue éclate. Ils en deviennent logiquement les leaders naturels, soutenus par les plus révoltés, suivis par les autres. Les mouvements hors syndicats affolent les directions, qui n'ont plus aucun moyen de contrôle sur les grévistes ; le plus souvent, elles cèdent sur les revendications, non sans avoir repéré le fauteur de trouble, licencié dès la reprise du travail. Pour les établis, la suite des événements prend l'allure d'un cas de conscience douloureux. Il n'est pas rare que les ouvriers, outrés par ces façons de faire patronales et exercés à la contestation, se remettent aussitôt en grève, à la grande joie et au complet désarroi des militants défendus. Les arrêts de travail coûtent cher à ceux qui les pratiquent, l'ambiguïté de la position d'établi devient cruelle : doit-on jouer au prolétaire, sans ressources, injustement mis à la porte et défendu par ses camarades ? « L'atelier a continué à faire grève pendant deux jours ; les gens se refusaient à me lâcher moralement, par fidélité

pour le mouvement. On était partis dans une telle équipée que c'était à la vie, à la mort. Quand je suis parti, ils m'ont traité de con. Je pense qu'ils étaient soulagés de reprendre le travail... Moi aussi, d'ailleurs. Je m'étais retrouvé en même temps l'organisateur et le mobile de la lutte. Incapable d'assumer cette situation, je devenais fou<sup>1</sup>... », se souvient un établi qui s'est retrouvé dans la position difficile d'assumer une grève en son nom, visant à sa réintégration dans l'usine.

### Organisation de la Nouvelle Résistance

« *La Cause du peuple* était un tout petit journal si on le compare à ce qu'on a coutume d'appeler la "grande presse". Mensuel tiré à dix mille exemplaires, ses moyens étaient dérisoires : pas de local, pas de téléphone, pas de machine à écrire, pas de permanents. Rien. Tout à faire soi-même. Le dénuement total. Le journal pauvre par excellence, ce dont nous étions très fiers. Pourtant, je suis sûr que *La CDP* fût un grand journal : *primo*, parce que en un an il passa de l'anonymat total à la célébrité la plus éclatante ; *secundo*, parce qu'il sut inventer une écriture, le "style *CDP*"<sup>2</sup>. »

Instrument de propagande pour les militants maoïstes, enjeu majeur pour les établis qui mesurent la popularité de leur discours à l'aune des exemplaires vendus aux ouvriers dans l'enceinte de l'usine, *La Cause du peuple* joua un rôle déterminant dans l'histoire de la Gauche prolétarienne. Le comité de rédaction était peu nombreux, clandestin, et se réunissait hebdomadairement. Deux des membres représentaient la direction de l'organisation, Benny Lévy, le dirigeant, et Roger, un militant ouvrier. Parmi les autres, Guy Lardreau<sup>3</sup>, Jean-Claude

1. Un ancien établi.

2. Jean-Pierre Le Dantec, *Les Dangers du soleil*, op. cit., p. 169.

3. Guy Lardreau publiera en 1973 *Le Singe d'or*, au Mercure de France, un ouvrage très significatif de ce que les « têtes pensantes » de la Gauche prolétarienne estimaient juste. Ainsi : « Pour nous, les choses étaient devenues très simples ; nous n'étions plus

1. Jean-Claude Poirson.

Milner, Nicole Lardreau, Gilles Susong, Michel Le Bris et Jean-Pierre Le Dantec, directeur du journal, étaient chargés de sa rédaction et de sa fabrication. Le « style CDP » est caractéristique à deux titres au moins : l'expression directe et la brutalité des propos. Les articles étaient rédigés à partir des menus faits et gestes du monde ouvrier relatés par les militants des différentes unités de la GP : paroles révolutionnaires prononcées par quelques ouvriers d'une usine reculée des Vosges, mouvement de révolte dans un atelier pour dénoncer les conditions de travail, descente dans les bureaux de la direction pour protester contre une paie insuffisante... Le journal défend, dénonce, réclame, dans un langage parlé qui se veut au plus près de celui des travailleurs, soucieux des formules les plus frappantes — dont la célèbre : « Quand c'est insupportable, on ne supporte plus ! » —, des formules imagées qu'accompagnent des caricatures explicites, où l'on voit, par exemple, un ouvrier grand et fort tenir dans son poing un patron minuscule et gesticulant.

Le style volontiers outrancier des articles devait donner toute la mesure de la révolte ouvrière, il en exprimait l'issue fatale : la guerre civile et la « Nouvelle Résistance ». « Ce journal avait pour vocation non pas d'être, selon l'idée classique, un organisateur collectif léniniste, mais d'essayer d'être l'écho, une sorte de haut-parleur de la colère, des révoltes de l'ensemble de la société. [...] Son style tendait à reproduire la parole de colère à l'état brut. La matière nous arrivait des unités de base, transmise par le dirigeant principal, Benny Lévy. Après discussion, la petite équipe de rédacteurs intellectuels écrivait les éditoriaux qui illustraient notre stratégie, tout à fait maoïste, de guerre prolongée. Nous étions dans une étape de guerre culturelle, et non de guerre pratique, nous saisissant de tous les actes de révolte annonçant déjà un renversement possible de l'ordre du social.

du tout malins, d'autres que nous avaient reçu la pensée en dépôt. » Avec Christian Jambet, il rédigera ensuite *L'Ange*, Grasset, 1976, tentative philosophico-historique érudite d'appréhender l'expérience du mouvement gauchiste.

L'exemple type était les séquestrations patronales pendant les grèves. La forme devait trancher sur le style policé que l'on trouvait dans la presse réputée ouvrière. On écrivait : « Sale classe de patrons, on te séquestre à Cholet, à Châteaubriant, à Caen ! L'année prochaine, patron, on te pendra à la porte de ton usine ! Et on a raison ! »<sup>1</sup> »

Les appels à la violence, les communiqués de victoire des partisans sur le patronat ne tardèrent pas à susciter une réaction du ministre de l'Intérieur, Raymond Marcellin. Des numéros de *La CDP* furent d'abord saisis, un meeting organisé « Pour une nouvelle résistance ! » interdit, puis, face à l'escalade de violence verbale qui dénonce la répression du pouvoir en place, Jean-Pierre Le Dantec, professeur à l'école d'architecture des Beaux-Arts, directeur du journal de la Gauche prolétarienne, est arrêté, en mars 1970. Michel Le Bris lui succède ; le journal est mensuel, ce n'est qu'un mois plus tard qu'il rejoint ce dernier à la prison de la Santé.

Pour la Gauche prolétarienne, le dilemme est cruel : comment continuer la lutte en empêchant l'arrestation tour à tour de l'ensemble de ses responsables ? La réponse a la simplicité de l'évidence : en désignant comme directeur de *La Cause du peuple* une personnalité que le pouvoir n'oserait arrêter. Le nom de Jean-Paul Sartre est lancé ; celui-ci, en acceptant de devenir le directeur d'un journal interdit, le 27 avril 1970<sup>2</sup>, s'imposera

1. Jean-Pierre Le Dantec, *Les Nuits magnétiques*, émission citée, 1985.

2. Dans une lettre remise aux journaux, Jean-Paul Sartre annonce et justifie la charge qu'il accepte d'assumer : « [...] On vise à refuser le statut politique à la Gauche prolétarienne et à traiter ses militants comme des droits-communs. En prenant les fonctions de directeur-responsable, j'affirme ma solidarité avec tous les actes qui, comme ceux qui ont été incriminés, traduiront la violence qui existe aujourd'hui réellement dans les masses, pour en souligner le caractère révolutionnaire. S'il plaît au gouvernement de me déférer à la justice, il ne pourra empêcher mon procès d'être politique. » Le numéro de *La Cause du peuple* qui fait suite au communiqué comporte un rectificatif de taille : au lieu de « j'affirme ma solidarité avec tous les actes », il fallait lire « avec tous les articles », in Hervé Hamon et Patrick Rotman, *Génération*, op. cit., t. II, *Les Années de poudre*, Paris, Ed. du Seuil, 1988, p. 169.

comme la figure emblématique d'une période où l'on voit l'émergence d'un « front démocratique », ou Secours rouge, destiné à mobiliser l'ensemble des sympathisants de gauche contre la répression du mouvement gauchiste, parmi lesquels un grand nombre d'intellectuels (Simone de Beauvoir en tête) et de personnalités artistiques (Jean-Luc Godard, Marie-France Pisier, Delphine Seyrig...).

Le même mois, le garde des Sceaux, René Pleven, dépose un projet visant à engager la responsabilité des organisateurs lorsque des actions violentes se produisent, mais également en cas de rassemblement qui se terminerait par des incidents, sans que l'ordre de dispersion ait été donné. Le pouvoir politique a décidé de réprimer les dirigeants des organisations gauchistes et non plus d'anonymes militants pris en flagrant délit. La loi « anticasseurs » est adoptée à l'Assemblée nationale par 386 suffrages contre 94, le 29 avril 1970. La chasse aux gauchistes débute ; cette fois, la répression policière et judiciaire est bien réelle, ils seront nombreux à être arrêtés, jugés et emprisonnés.

Le 27 mai 1970 s'ouvre le procès de Jean-Pierre Le Dantec et de Michel Le Bris, ex-directeurs de *La Cause du peuple*<sup>1</sup> ; pour l'avenir de la Gauche prolétarienne, le plus important est ce qui se passe non à l'intérieur du tribunal correctionnel mais dans les rues de Paris, où quelques dizaines de militants maoïstes, qui s'apprêtaient à témoigner en désespoir de cause de la répression dont ils sont les victimes, sont rejoints par des centaines de jeunes, étudiants et ouvriers, au cri de : « Libérez Le Dantec ! »

Devant le Conseil des ministres, qui s'est tenu dans la matinée du 27 mai, le ministre de l'Intérieur a demandé et obtenu du gouvernement qu'il prononce la dissolution immédiate de la Gauche prolétarienne. Alain Geismar, un des symboles du mouvement étudiant de Mai, unique figure médiatique de l'organisation maoïste, plonge dans la clandestinité. La Nouvelle

Résistance populaire<sup>1</sup>, dirigée par Olivier Rolin, responsable des actions violentes et risquées de la GP, est créée ; aile militaire clandestine de l'organisation, elle a pour objectif non pas d'organiser la « lutte armée », mais plutôt de former des experts capables de fournir aux luttes ouvrières éventuelles les moyens stratégiques de s'organiser. Progressivement, la NRP sera chargée de l'ensemble des opérations de commando de la Gauche prolétarienne dissoute, tout en excluant *a priori* toute issue mortelle<sup>2</sup>.

Le 5 juin, Jean-Paul Sartre fonde l'Association des amis de *La Cause du peuple*, animée par Simone de Beauvoir et Michel Leiris, parmi lesquels on compte Alexandre Astruc, Jean-Louis Bory, Cavanna, Marguerite Duras, Samy Frey, Jean-Luc Godard, Jean Rouch, Delphine Seyrig... et annonce son intention d'aller lui-même vendre dans les rues le journal, en compagnie de certains de ses compagnons, si les saisies des publications persistent dans les kiosques<sup>3</sup>. Quelques jours plus tard, au lendemain de l'arrestation d'Alain Geismar, le 26 juin, il mettra sa menace à exécution, en compagnie d'une dizaine de vendeurs à la criée de renommée intellectuelle ou artistique nationale (Jean-Edern Hallier, Simone de Beauvoir, Patrice Chéreau...). Conduits au commissariat pour « vérification d'identité », ils seront relâchés quelques heures plus tard<sup>4</sup>. Le Secours rouge

1. NRP.

2. Antoine Liniers, « Objections contre une prise d'armes », art. cité, p. 183-184.

3. En effet, au cours du procès des directeurs de *La Cause du peuple*, les juges ne se sont pas prononcés pour l'interdiction formelle du journal ; si celui-ci reste en principe légal, sa diffusion est rendue difficile par l'interdiction qui frappe la Gauche prolétarienne. Par conséquent, tout diffuseur pouvait être taxé de l'intention de reconstituer l'organisation dissoute.

4. « Sartre prenant la direction de *La CDP*, ne se faisant pas arrêter, puis diffusant *La CDP* sur les boulevards, alors que les diffuseurs se faisaient arrêter et récoltaient des mois de prison, tout ça n'est pas « utiliser Sartre comme vedette ou comme gadget », c'est Sartre exploitant au maximum une contradiction propre au pouvoir qui prétendait respecter la loi quand il réprimait les gauchistes. Par ses interventions, Sartre montrait clairement que le respect de la loi par le pouvoir était relatif, limité. Dans la mesure où le pouvoir ne s'attaquait pas à Sartre, le pouvoir marquait par là, que la répression n'était pas égale pour tous et permettait de comprendre que la

1. Respectivement condamnés à un an et huit mois de prison ferme.

(en référence à l'association d'entraide créée avant la guerre lors de la montée du fascisme), « association démocratique légalement déclarée indépendante de toute organisation et ouverte à tous », s'organise. Il assure la « défense politique et juridique des victimes de la répression », dénonçant les conditions d'emprisonnement des militants, soutenant les prisonniers politiques en grève de la faim<sup>1</sup>, faisant connaître d'autres formes d'injustice comme les expulsions de travailleurs immigrés. Intellectuels de multiples tendances et personnalités historiques de la Résistance s'y pressent.

L'organisation est certes dissoute mais jamais elle n'a tant fait la une des journaux. Bénéficiant du soutien des personnalités les plus reconnues du monde intellectuel<sup>2</sup>, elle assiste à la reprise de ses thèmes privilégiés, dont celui de la Nouvelle Résistance, qui rencontre un écho certain dans la sphère de l'intelligentsia politique. Les militants maoïstes galvanisés mettent sur pied « l'été chaud » — « Pas de vacances pour les riches, des vacances pour les pauvres ! », selon quelques principes simples que rappelle l'un de ses organisateurs : « On s'inspirait de tout ce qui se passait. Entre La Baule et Saint-Nazaire, la guerre de classes dure depuis toujours. Il y avait une tradition ancienne des ouvriers des chantiers navals consistant à “descendre à La Baule” quand ils se mettent en grève, envahir les cafés et partir sans payer en roulant des mécaniques... Nous, on avait repris l'idée et on était allés bomber sur les boîtes de nuit, le casino et les remblais : “La Baule, porcherie des rupins, les travailleurs te vomissent...” Je vivais ces actions dans une dimension morale — animé de l'idée de justice —, politique — nous participions à la création d'une nouvelle force prolétarienne — et

répression qui s'abattait sur les maos pouvait être, elle aussi, illégale » (Interview de Pierre Victor, in Michèle Manceaux, *Les Maos en France, op. cit.*, p. 210.

1. Au bout de trois semaines de jeûne, les militants maoïstes obtiendront une modification du régime de leur détention.

2. Parmi lesquelles celle, essentielle, de Michel Foucault.

ludique. Nous étions fiers, nous pensions aux Tupamaros<sup>1</sup>, à Arsène Lupin, le côté “on frappe un grand coup et on disparaît”. C'était drôle, excitant, brutal, mais pas inconscient. Généralement, nous n'avions pas d'armes, on se limitait au cassage de gueule et à la mise à feu des locaux. De même, les risques qu'on courait restaient limités ; se prendre un bon coup sur la tête, ce qui nous est arrivé à tous, passer quelque temps en prison, ce qui était courant ; par la suite, quelques-uns d'entre nous sont morts, mais le risque restait marginal<sup>2</sup> ». Cependant, cette campagne idéologique restera circonscrite à certaines régions françaises et n'aura pas les retombées espérées auprès de la masse populaire.

Des stages d'été sont proposés aux troupes, visant à les préparer à une mobilisation maximale lors du procès d'Alain Geismar qui se tiendra à la rentrée, autour du slogan : « Nous sommes tous des Geismar ! » inspiré du célèbre : « Nous sommes tous des juifs allemands » scandés en 1968 par les étudiants à la suite de l'expulsion de Daniel Cohn-Bendit du territoire français. Le 20 octobre 1970, la personnalité la plus célèbre de la Gauche prolétarienne comparait en correctionnelle pour avoir appelé à la manifestation du 27 mai, qui ne fut pas exempte de violences : dix-huit mois de prison ferme. Quelques semaines plus tard, il est cette fois traduit devant la Cour de sûreté de l'Etat, accusé de « reconstitution de ligue dissoute » et condamné à deux ans de prison — peine qui ne se confond pas avec la précédente —, une lourde amende et la suspension de ses droits civiques et familiaux.

Pour le mouvement maoïste, la dissolution de l'organisation a sonné l'heure de la création de nouveaux instruments révolu-

1. Groupe de révolutionnaires uruguayens des années soixante, dont la subversion, aussi ingénieuse qu'illégaliste resta, pour un temps, en dehors des pratiques meurtrières. En choisissant de s'appeler les Tupamaros, ils rendaient un double hommage : à Tupac Amaru, descendant d'empereur inca, décapité pour avoir résisté à la conquête espagnole, et à l'un de ses héritiers du même nom qui, au XVII<sup>e</sup> siècle, fut écartelé pour avoir pris la tête d'une insurrection contre les Espagnols.

2. Jean-Paul Cruse.

tionnaires autour d'un concept politique novateur : l'autonomie. Dans quelques usines investies par les établis naissent des comités de lutte d'usine<sup>1</sup>. Les revendications des paysans les plus radicaux trouveront leur mode d'expression au travers des groupes Paysans en lutte. Le mouvement de la jeunesse (dit Mouvement du 27-Mai) devrait se concrétiser autour de la mobilisation en faveur de l'accusé Alain Geismar. Quant au front démocratique, il se réalise dans les structures qu'il vient de créer, auxquelles s'ajoutera un journal, fondé en janvier 1971, *J'accuse*. Il réunit d'anciens militants de la Gauche prolétarienne et des membres de l'Association des amis de *La Cause du Peuple*, qui continue parallèlement ses publications. « Je suis resté profondément et constamment fidèle à Mai 68. J'ai travaillé avec les maoïstes et, quand on me demandait pourquoi, je disais que je ne savais pas. Il me semblait qu'il y avait quelque chose en eux qui correspondait dans leur manière de dire, de faire, à cette espèce d'autodépassement que je prévoyais en Mai<sup>2</sup>. » Enfin, dans l'esprit des dirigeants de la Gauche prolétarienne, la Nouvelle Résistance populaire constituera le « bras armé » de cette mobilisation disparate. L'ensemble de ces instruments sont dits autonomes ; en principe, la Gauche prolétarienne, structure floue et organisation centralisée<sup>3</sup> par excellence, n'existe plus. Cependant, ses fondateurs, toujours rassemblés dans un

comité exécutif, n'en abandonnent pas pour autant deux de leurs certitudes principales : le rôle dirigeant de la classe ouvrière, qui, cette fois, n'est plus exploitée mais opprimée (ainsi n'est nullement remise en cause, entre autres, la lutte « anti-petits chefs »), et l'importance d'une organisation révolutionnaire, appelée « collectif de militants », destinée à recueillir et à diffuser l'ensemble des initiatives appartenant au registre révolutionnaire émanant des usines comme des facultés.

### Violences

La Nouvelle Résistance populaire, « organisation partisane secrète », créée par le comité exécutif de la Gauche prolétarienne et définie par Benny Lévy comme devant assurer les « tâches de guérilla » organise son premier coup d'éclat durant l'automne 1970 : l'enlèvement du député Michel de Grailly, relâché quelques heures plus tard. Il s'agit de protester contre le procès Geismar en dénonçant l'iniquité de la justice, qui punit si lourdement les militants maoïstes, alors que les responsables du scandale de la construction d'abattoirs géants à La Villette, extrêmement coûteux et déclarés inutiles dès la fin de leur réalisation, ne sont pas inquiétés. Michel de Grailly est le président de la société mixte qui a géré l'ensemble de l'opération. La NRP publie un communiqué qui revendique l'arrestation du député.

Là où ils existent, les comités de lutte développent des formes d'action de plus en plus radicales au sein des entreprises : des campagnes de dénonciation systématique sont organisées contre les « petits chefs » jugés trop autoritaires, qui sont souvent agressés physiquement par les militants. Ici ou là, des sabotages sont pratiqués, des saccages de bureaux défraient la chronique, les affrontements physiques avec les militants du PC et de la CGT deviennent monnaie courante : « Les actions dites de partisans avaient toujours une cible précise, étaient toujours un acte de justice : à l'égard d'un petit chef coupable d'une atti-

1. Regroupement d'ouvriers révolutionnaires en dehors des syndicats.

2. Maurice Clavel, *Les Nuits magnétiques*, émission citée, 1985.

3. L'ambiguïté de la question est évoquée par Antoine Liniers qui observe le paradoxe entre l'ensemble flou que constituèrent la GP, puis l'ex-GP, et la nature du commandement. Il souligne qu'aucune procédure ordinaire ou extraordinaire, même de type centraliste (démocratique), n'existait pour le renouveler, le mettre en difficulté, le renverser. « Naturellement, si une crise grave se produisait et se répercutait au sein du comité national, les dirigeants étaient intellectuellement sommés d'en tenir compte, et d'ailleurs généralement nous le faisons. Pour autant, ils n'étaient *tenus* de le faire par aucune loi écrite ni par aucun dispositif organisationnel. Il n'existait, je le répète, aucun moyen autre que l'insurrection pour déboulonner la direction [...] Cette *oligarchie* enregistrait ou non des impulsions venues de la base, déclenchait ou non des «révolutions culturelles» dans le corps du mouvement, décidait ou non de modifier, sans règle, sa composition : de rejeter tel ou tel membre, d'appeler tel ou tel autre à faire partie de son sein » (« Objections contre une prise d'armes », art. cité, p. 213-214.

tude criminelle ou d'un accident de travail, qui ne vient pas, bien sûr, de la fatalité mais d'une faute commise par l'entreprise. L'acte avait toujours une valeur symbolique, la violence n'était pas là pour elle-même, cela nous a évité le terrorisme<sup>1</sup>», explique un établi, fondateur de la GP. Le patronat des usines les plus secouées par la contestation engage des « milices anti-maoïstes », chargées d'empêcher les militants d'approcher les grilles d'entrée, patrouillant dans l'enceinte et parmi les ateliers pour éviter tout débordement.

La réplique ne se fait pas attendre : des « groupes ouvriers antiflics » sont constitués. Sans nul doute, c'est à Renault-Billancourt, où un mouvement d'occupation a éclaté au printemps 1971, où un comité de lutte de jeunes ouvriers s'est créé, que la tension est la plus forte, ainsi qu'en témoigne un établi de l'usine : « On préparait en même temps des actions qui permettaient de se libérer au sein de l'usine — Pierrot<sup>2</sup>, qui était le premier à déconner, y participait en faisant tout craquer dans la boîte — et des éléments annonceurs de la guerre civile. J'ai un souvenir terrible du petit chef Robert, la tête en sang dans le caniveau<sup>3</sup>, et nous, distribuant des tracts aux ouvriers qui passaient à côté<sup>4</sup>... » En raison de la puissance du syndicat CGT, qui obtient plus de 60 % des voix lors des élections professionnelles, mais également de la quasi-obsession que la forteresse ouvrière constitue pour les dirigeants de la Gauche prolétarienne, les coups d'éclat se multiplient aux portes ou au sein de l'usine — ainsi Jean-Paul Sartre y pénètre clandestinement, pour attirer l'attention des ouvriers de Billancourt sur des militants établis qui viennent d'être licenciés et ont entrepris une grève de la faim !

1. Christian Jambet.

2. Pierre Overney, jeune ouvrier militant maoïste proche de la GP, assassiné quelques mois plus tard aux portes de Renault-Billancourt par un vigile de l'usine (cf. *infra*).

3. En janvier 1971, le chef d'équipe Robert est attaqué à la porte de l'usine à coups de chaîne de vélo ; un tract est diffusé : « Robert la grosse gueule a payé », signé du « groupe ouvrier anti-flics du cinquième étage » (cf. Hervé Hamon et Patrick Rotman, *Génération*, t. 2 : *Les Années de poudre*, op. cit.).

4. Jacques Theureau.

C'est dans ce contexte de tension extrême qu'une distribution de tracts, appelant à une manifestation en souvenir du dixième anniversaire des morts de Charonne et dénonçant les crimes racistes, est organisée par l'ex-GP. L'opération sera difficile, le « détachement » chargé de la distribution devra franchir les grilles de Renault, pourtant étroitement surveillées par les vigiles, en usant de la force si cela s'avère nécessaire. Ce ne seront d'ailleurs que les prémices aux violences du soir qui ne manqueront pas d'éclater au cours de la manifestation ; à cet effet, la GP a fabriqué en grande quantité des cocktails Molotov. Le 25 février 1972, au cours de la distribution de tracts, un jeune ouvrier de vingt-trois ans, militant maoïste, Pierre Overney, est assassiné aux portes de Renault-Billancourt par Jean-Antoine Tramoni, un vigile de l'usine, d'un coup de pistolet à bout portant : « J'ai commencé à décrocher après la mort de Pierre Overney. Il avait été mon témoin de mariage. Ensemble, on avait fait Citroën, Renault, Château-Thierry : on ne se quittait pas. Nous étions en train de faire une distribution de tracts. Nous appelions à une manifestation contre le racisme, en souvenir des dix ans des morts de Charonne. C'était une action agressive puisqu'il avait été décidé que nous entrerions dans l'enceinte de l'usine, défiant la CGT et les gardiens qui empêchaient nos diffusions. Pour les vigiles, c'était intolérable. Tramoni s'est approché et a menacé. Pierrot, toujours dans l'insouciance, lui a crié : « Vas-y, tire ! » et l'autre a tiré », raconte un ouvrier militant de la GP à Billancourt.

La mort tragique de Pierre Overney fait date dans l'histoire de l'ex-GP. Elle marque le premier coup d'arrêt d'un mouvement de mobilisation où l'on voyait les maoïstes soutenus dans leurs actions par un nombre non négligeable d'ouvriers. Plus profondément, elle les divise sur l'attitude à adopter : alors que les dirigeants de l'organisation imposent l'absence de toute riposte, de nombreux militants ne peuvent supporter cette idée. Ils ont perdu l'un des leurs, il faut qu'il soit vengé. Pourtant, ils obéiront aux ordres et se rendront les mains vides à la mani-

festation du soir, au cours de laquelle ils seront sévèrement bastonnés par les forces de l'ordre. A l'incompréhension à l'égard de cette « modération » s'ajoutera alors la rancœur vis-à-vis de ces chefs qui les ont envoyés au « casse-pipe », comme l'explique cet ouvrier de la GP : « Juste avant la manifestation, une réunion s'est tenue à Ulm. Les grands cadres de la Gauche prolétarienne, qui n'avaient rien vu, qui nous attendaient dans le troquet d'à côté pendant la distribution, ont exigé qu'on vide nos cocktails Molotov dans le caniveau : on avait un mort sur les bras et ils ne voulaient pas de bagarre... Ils m'ont traité de sauvage, de brute, j'étais fou de rage et totalement écoeuré. On s'est rendu à la manifestation sans rien, « pacifiquement », ç'a été extrêmement violent : les voltigeurs étaient là, il y a eu plusieurs blessés graves et je ne sais combien d'arrestations, dont une majorité d'immigrés. On est sortis en morceaux<sup>1</sup>. »

Quelques jours après l'enterrement de Pierre Overney, la Nouvelle Résistance populaire enlève, le 8 mars 1972, un cadre de la Régie à Billancourt, Robert Nogrette. Il sera libéré quarante-huit heures plus tard. Aucun mal ne lui a été fait, les armes des ravisseurs n'étaient pas chargées<sup>2</sup>; ces derniers ont même scrupuleusement respecté le régime sans sel que le détenu devait suivre pour raisons de santé. Le Groupe Pierre-Overney explique que son action est destinée à « soutenir la lutte des travailleurs contre les licenciements et l'injustice, pour le droit de vivre ». « Notre rôle est simple : montrer au peuple qu'il n'est pas de terreur qui ne puisse être combattue », souligne le communiqué. La violence est restée contrôlée, fidèle au principe de retenue qui guide les faits et gestes de l'ex-GP qui souhaite, dit-elle, ne pas dépasser la « ligne de masse » au nom du bien-fondé des

1. André Radondy.

2. Il avait été décidé que les membres de la NRP n'auraient jamais d'armes chargées pour réaliser leurs actions, afin d'éviter qu'un moment d'affolement ne les conduise à transgresser l'interdit de la mort donnée. Cet axiome impliquait également qu'au cas où ils auraient été pris pour cible par les forces de l'ordre, ils n'auraient pu se défendre.

décisions prises par l'organisation. En d'autres termes et une fois encore, il s'agit pour l'organisation de rappeler que si elle est prête à la guerre civile, l'initiative en revient au peuple ouvrier dans son ensemble. A cet égard, Antoine Liniers, dirigeant de la NRP et responsable de l'enlèvement de Nogrette, dans une interview donnée à *La Cause du peuple-J'accuse* le 25 mars 1972<sup>1</sup>, espère ne laisser subsister aucun doute quant à la portée de cette action et à la volonté de ne pas succomber à la possible tentation terroriste<sup>2</sup>. A la question sur les buts de l'opération il est répondu : « [...] Il n'était pas question pour nous d'exécuter notre prisonnier. Ce n'est pas en effet à une organisation de décider de franchir ce pas. Ce pas ne sera franchi que lorsque l'opinion populaire le décidera massivement. La majorité du peuple, et non pas des fractions du peuple, comme c'est le cas aujourd'hui ; c'est vrai que nos frères immigrés, qui risquent l'assassinat par des bandes racistes, estiment qu'il faut répondre aux balles par des balles. Mais ils doivent comprendre que pour en arriver là, il faudra que tout le peuple soit convaincu de la nécessité de l'autodéfense armée... » En réponse à une question sur les « bons traitements » prodigués au prisonnier, il est précisé : « [...] Pour l'instant et pour longtemps encore, nous ne faisons pas la guerre pour détruire physiquement l'ennemi, mais pour saper ses forces politiques, pour renforcer politiquement le camp du peuple ; cela veut dire, en règle générale, qu'il ne peut pas y avoir d'égalité entre les coups que nous porte l'ennemi et ceux que nous lui portons. [...] C'est pour nous une certitude, pas une croyance, une certitude rationnelle : les idées justes, la justice se trouvent dans les masses.

1. Cité par Antoine Liniers, « Objections contre une prise d'armes », art. cité, p. 175-176.

2. Cet entretien permet également d'écartier toute filiation éventuelle entre la NRP et les Noyaux armés pour l'autonomie prolétarienne, qui, cinq ans plus tard, exécutèrent l'assassin de Pierre Overney, Jean-Antoine Tramoni, présentant leur acte comme la conclusion logique du cri poussé par des milliers de manifestants à l'enterrement du jeune ouvrier : « Nous vengerons Pierre Overney ! » On y lit notamment que toute idée de vengeance est à exclure dans la mise en pratique d'une « politique juste ».

[...] Mais nous n'étions pas un mouvement de masse ; nous étions quelques militants d'une organisation qui essaie d'agir, conformément à la volonté des masses, c'est vrai, mais qui n'est tout de même qu'une organisation. Alors là, nous n'avons pas du tout les mêmes droits, nous ne pouvons pas dire que nécessairement nous "voyons juste". Nous n'avons pas à improviser des sévices, des brimades, au contraire, nous devons donner l'image de ce que fera le peuple plus tard, lorsqu'il aura le pouvoir. [...] Alors je crois que c'était juste, nous avons décidé d'être "humains" et de commencer à essayer de le rééduquer. »

Les militants ouvriers maoïstes accueillent fort mal, pour la plupart, l'annonce de la libération si rapide de Nogrette ; nombre d'entre eux s'affirment partisans de ripostes plus sévères et s'estiment trahis par les dirigeants de l'organisation, comme cet ouvrier-établi de la GP alors emprisonné : « En prison, j'étais hors circuit, je ne comprenais plus très bien ce qui se passait. Puis il y a eu la mort d'Overney. Dans tous nos discours, on disait : "On ne tirera jamais les premiers." Or l'ennemi avait tiré le premier, il avait tué l'un des nôtres. Pour moi, il était clair que les actions de partisans allaient déboucher sur mort d'homme. Je m'y préparais, je pensais même qu'on allait nous libérer. J'étais très content quand la NRP est intervenue, mais quand ils ont relâché Nogrette je n'ai pas bien compris<sup>1</sup>. » En revanche, certains militants intellectuels de l'organisation ressentent un fort malaise face à ce coup d'éclat. Ce glissement vers des actions proches du terrorisme<sup>2</sup> ne ressemble nullement à ce qu'ils avaient imaginé. Inquiets, ils sont comme figés dans l'attente de la suite des événements ; quelques-uns, très peu encore, décident de prendre leurs distances à l'égard de l'organisation. Les premiers départs, les premières critiques explicites

1. Jean-Claude Poirson.

2. Cependant, il n'y aura pas de terrorisme d'extrême gauche en France dans les années soixante-dix, contrairement à ce qui s'est passé en Italie et en Allemagne ; les raisons qu'en donnent les anciens de la GP sont explicitées dans le texte de l'ancien dirigeant de la NRP, Antoine Liniers, « Objections contre une prise d'armes », art. cité.

de l'action des maos<sup>1</sup> posent de multiples questions — la fidélité, l'engagement éternel, la mort possible au bout du chemin —, auxquelles, pour ne pas « trahir », on donne de fausses réponses : il faut donc persister à tout prix, tenir les usines quoi qu'il arrive, comme l'explique ce militant de la GP : « En prison, j'avais intériorisé la mort d'Overney : il y avait un aspect exceptionnel, superflu dans cet acte. Quelque chose en trop, un excès de malheur, une malchance. Une part de malheur et le dérapage. Je prends cela comme l'élément d'un tout et je continue. J'en payerai l'addition plus tard<sup>2</sup>. »

Ils sont cependant nombreux à se refuser à une remise en question de fond sur la nature du combat engagé, tout en percevant les signes annonciateurs de contradictions douloureuses, comme l'exprime ce militant resté établi de 1968 à 1973 : « En 1972, ça commençait à se gâter. Avec la mort de Pierre Overney, les tribunaux populaires<sup>3</sup>, les coups de la NRP, les actions vio-

1. La plus marquante fut sans conteste celle rédigée par Nicolas Boulte, intellectuel devenu OS, tant par nécessité matérielle que par conviction idéologique, qui ne fut pas mao mais participa activement au comité de lutte révolutionnaire de Billancourt, à l'occasion du mouvement d'occupation de mai 1971. Il rédigea une critique détaillée sur l'inanité des directives politiques de la GP dans cette usine. Titré *Tentative de bilan du comité de lutte Renault*, rendu public sous le pseudonyme de Baruch Zorobabel, ce texte lui valut la menace de se faire « barrâminer » par les militants de l'organisation. L'année suivante, il se suicidait.

2. Un ancien établi.

3. Au moment (décembre 1970) où comparaissent en procès des dirigeants GP de la région Nord, accusés d'avoir provoqué l'incendie des locaux administratifs des Houillères d'Hénin-Liétard, à la suite à la mort de dix-huit mineurs, le Secours rouge et les militants de la région organisèrent un contre-tribunal à Lens, présidé par Jean-Paul Sartre et Eugénie Camphin, figure de la Résistance française, où témoignèrent travailleurs et techniciens des mines, prouvant que la mort de leurs camarades trouvait des fondements réels dans l'insécurité des conditions de travail aux Houillères, au nom du profit. A l'automne 1971, un militant, Moussa Fofana, est convaincu de trahison ; espion ou provocateur, il jouit d'un grand prestige au sein de l'organisation. La NRP, après s'être assurée de sa dangerosité en lui faisant approuver un « faux rapport d'orientation » recommandant le passage à la lutte armée, le convoque à une prétendue réunion clandestine et lui annonce son arrestation et sa condamnation à mort avec sursis décidées par la « justice populaire ». L'objectif était d'infliger à l'homme une frayeur qui le dissuaderait à jamais de réapparaître parmi les maoïstes, comme le raconte Olivier Rolin (in Hervé Hamon et Patrick Rotman, *Génération*,

lentes se multipliaient. Je n'étais pas contre jusqu'au jour où l'on est venu me demander en catastrophe de participer à l'enlèvement d'un général. Je suis parti pour Paris faire les repérages, j'avais une pétoche bleue. Au cours de l'action, je devais porter une mitrailleuse, aujourd'hui je ne saurais plus dire si elle était chargée. Ce qui est certain, c'est que je n'en avais jamais tenu une dans les mains. J'ai le sentiment que la peur était proportionnelle à l'intensité des convictions. Quelque temps auparavant, lorsque j'étais à fond dans le mouvement, des mecs d'extrême droite étaient arrivés alors que je collais des affiches dans une fac. L'un d'eux a sorti un pistolet de sa poche et m'a mis en joue. Je me souviens de lui avoir dit de tirer, je n'avais pas peur d'être tué, persuadé d'être dans le sens de l'Histoire parce que maoïste. Par contre, quand on m'a proposé cet enlèvement, je ne devais plus être si convaincu du sens de l'Histoire, si j'en juge par ma terreur... Heureusement, l'opération a été annulée<sup>1</sup>. »

## La fin

Les années 1972-1973 marquent la fin du mouvement maoïste dirigé par l'ex-GP en raison d'une série d'événements qui expliquent, d'une part, les départs nombreux de fondateurs historiques de l'organisation, d'autre part, une divergence de plus en plus grande entre ces dirigeants et la base ouvrière à majorité immigrée, pour converger finalement vers une autodissolution prônée par Alain Geismar et Benny Lévy.

L'aventure du journal *J'accuse* participe à n'en pas douter au premier constat de la faillite des idées maoïstes. Le projet

t. 2 : *Les Années de poudre*, op. cit., p. 435-437. L'épisode, décrit avec force détails dans *La Cause du peuple* choquera nombre de militants.

1. Un ancien établi.

original<sup>1</sup>, proposé par Serge July, consiste en la réunion d'une partie de l'intelligentsia qui participe au Secours rouge, les « démocrates révolutionnaires » (Jean-Luc Godard, Gérard Fromanger, Michèle Manceaux...), et quelques membres de l'ex-GP (André Glucksmann, Christian Jambet, Michel Le Bris, Robert Linhart...), en vue de la constitution d'un journal politique autonome, assuré d'une large diffusion, d'une totale indépendance d'esprit et du respect de l'« expression directe » née des reportages réalisés. Le journal paraît en février 1971. Sa liberté de ton, la qualité de ses reportages<sup>2</sup>, le sérieux des informations apportées — ce qui le distinguait de *La Cause du peuple*, dont le souci premier n'était pas l'établissement des faits — et des numéros spéciaux<sup>3</sup> qui connurent une large diffusion participèrent rapidement à son succès, parallèlement à une éclipse de l'ancienne publication.

A sa création, les rédacteurs du journal *J'accuse*, issus de la GP, avaient exigé une complète autonomie d'action vis-à-vis de la direction politique maoïste. A la rentrée 1971, cette autonomie disparaîtra dans des combats idéologiques, dont le numéro coordonné par André Glucksmann sur la révolte violemment réprimée des prisonniers en grande majorité noirs d'Attica sera le prétexte. Pour la direction, il était inconcevable que la rentrée du journal ne soit pas consacrée à la reprise du combat prolétarien français. Dès lors, le journal *J'accuse* perdit tout de l'originalité et de l'indépendance qui avaient fait son succès, comme le symbolise la fusion des deux rédactions sous le titre *La Cause du peuple-J'accuse*.

Ce n'est cependant que quelques mois plus tard que nombre

1. Souvent cité comme l'ancêtre de *Libération*.

2. Et pour cause ! Les rédacteurs en furent Simone de Beauvoir, Michel Foucault, Claude Mauriac, André Glucksmann...

3. Un numéro sur « l'affaire Jaubert », journaliste du *Nouvel Observateur* qui, ayant assisté à une interpellation brutale d'Antillais, s'interposa et se retrouva tabassé par les forces de l'ordre ; deux autres sur le mouvement d'occupation des usines mené par des OS au printemps 1971

de ses rédacteurs voient éclater définitivement leur rêve d'un « grand journal révolutionnaire et populaire », à l'occasion de l'affaire de Bruay-en-Artois, en avril 1972. La fille d'un mineur est assassinée, un notaire est interpellé. *La Cause du Peuple-J'accuse* consacre plusieurs pages à l'événement, affirmant sa conviction quant à la culpabilité du notaire et appelant à son lynchage, sous le titre : « Et maintenant ils massacrent nos enfants ! », complété du chapeau suivant : « Le crime de Bruay : il n'y a qu'un bourgeois pour avoir fait ça. C'est la conviction des ouvriers de Bruay, qui font leur enquête et surveillent la bourgeoisie pour que la vérité éclate. » Aux yeux des fondateurs originels du journal, ce numéro et les suivants, qui enfoncent le clou sur le dossier Bruay, marquent un point de non-retour. La cause est entendue : il n'en existe plus. Pour eux, c'est fini. L'aventure politique prend fin au moment même où la grève et l'occupation de l'usine du Joint français, à Saint-Brieuc, ont donné lieu à un article de ces mêmes fondateurs sous le titre : « La majorité, c'est nous. »

L'attentat aux jeux Olympiques de Munich, cette même année 1972, où des civils juifs pris en otages sont tués par un commando palestinien, ébranle davantage encore l'organisation. Celle-ci s'est toujours faite jusqu'alors le soutien de la cause palestinienne, ce qui lui a valu de rallier à son mouvement nombre de jeunes immigrés arabes ; mais cette fois, au-delà de la revendication jugée légitime du droit du peuple palestinien à un Etat, ce sont des pratiques terroristes qui sont en cause. Le communiqué de la NRP, qui condamne la prise d'otages de Munich, marque un tournant décisif dans l'histoire de l'ex-GP, à deux titres : le refus du terrorisme quels qu'en soient les mobiles, la rupture avec la base ouvrière de l'organisation, majoritairement arabe ou issue des banlieues, acquise au combat palestinien et à ses modes d'action.

Le dernier mais non le moindre des événements qui vont hâter l'autodissolution de l'ex-organisation maoïste survient à Besançon. Au printemps 1973, l'usine d'horlogerie Lip se met en grève.

Depuis deux mois, son P-DG, M. Saintesprit, a démissionné, mais le groupe suisse dont dépend l'entreprise ne l'a toujours pas remplacé. Le 12 juin 1973, le comité d'entreprise se réunit, cadres et travailleurs doivent y apprendre l'avenir de l'usine. Le verdict tombe : le paiement des salaires comme celui des congés payés ne seront pas assurés, le dépôt de bilan est plus que probable, à moins qu'un demi-millier des salariés ne soient licenciés. Aussitôt, les administrateurs sont séquestrés, les ouvriers fouillent les locaux de la direction, y découvrant une multitude de renseignements sur la gestion hasardeuse de l'entreprise. Au matin, les otages sont libérés mais l'occupation de l'usine est décidée. Un commando spécial ouvre le coffre de Lip, où vingt-cinq mille montres sont prêtes à la vente. Quelques jours plus tard, l'assemblée générale des grévistes décide d'utiliser les fournitures disponibles pour assurer un salaire de survie aux travailleurs : « Produire pour le compte des ouvriers, pas pour le compte des patrons. » L'usine se passera de dirigeant. Un militant de la GP, qui s'établira par la suite chez Lip, souligne le caractère fondamental de l'événement pour les dirigeants et certains des militants maoïstes : « Benny se rend avec d'autres camarades à Besançon, il en revient sidéré. A son retour, chacun comprend qu'il a vu quelque chose qui l'a profondément ébranlé et qui aboutira à la fin de la Gauche prolétarienne<sup>1</sup>. »

Lip symbolise l'échec de la stratégie de l'organisation, tournée vers les plus défavorisés, les plus révoltés. Elle met en pratique l'illégalité de masse (récupération et protection des stocks de montres), prônée par la GP, mais *a contrario* de toutes ses analyses et de toutes ses attentes. La violence est ainsi honnie par les ouvriers, qui n'en développent pas moins un discours idéologique révolutionnaire : « C'est possible, on fabrique, on vend. » Pourtant, Lip n'est en rien le bastion ouvrier tant convoité par les maoïstes, sa population est fortement syndicalisée et les ouvriers sont en grande majorité français et quali-

1. Dominique Bondu.

fiés, comme le dit ce témoin de la remise en question de l'ex-GP au regard de ce qui se passe dans l'usine de Palente : « Pour quoi les Lip, issus d'une CFDT liée au PSU, héritière de valeurs chrétiennes, baignés d'une pensée beaucoup plus démocratique que la nôtre, touchant des Français de "pure souche", avaient-ils trouvé la voie ? » Enfin et surtout, Lip n'était pas une usine d'établissement, les ouvriers ont imaginé et agi en dehors de la sphère d'intervention de la Gauche prolétarienne, ils n'ont pas eu besoin de l'organisation pour mettre en œuvre la première paie sauvage de l'histoire du mouvement ouvrier, en août 1973, et ajouter sur l'immense banderole suspendue à l'entrée de l'entreprise, comme une évidence : « C'est possible, on fabrique, on vend, on se paie ! »

*La Cause du peuple* y consacre sa première page, rendant un vibrant hommage aux Lip, qui tranche sur le ton généralement peu amène de la rédaction. Le journal *Libération*, tout juste créé, publie ses numéros sur place. Benny Lévy et Alain Geismar comptent parmi les premiers spectateurs fascinés par l'aventure des Lip. Cet événement sanctionne de façon irrémédiable le discours de l'ex-GP ; davantage encore, il remet fondamentalement en cause la raison d'être de l'organisation. La réussite des Lip apparaît comme le révélateur d'une inadéquation d'analyse, d'une inspiration tarie ; la stratégie politique développée échoue à l'épreuve des faits : ce n'est pas là où les maos militaient et s'étaient établis que la révolte ouvrière s'est manifestée de la façon la plus concrète et la plus originale. En septembre 1973, le dernier numéro de *La Cause du peuple* relatant l'aventure des Lip paraît. A l'automne 1973, les dirigeants annoncent l'autodissolution d'une organisation qui n'a plus d'existence égale depuis trois ans déjà. Si leur analyse est partagée par les membres fondateurs du mouvement, conscients de l'inanité d'une organisation qui ne participe plus à l'histoire du monde ouvrier, soucieux d'éviter toute pérennité qui ne signi-

1. *Ibid.*

fierait désormais plus qu'un affrontement explicite avec le pouvoir politique, la base militante se sent trahie. Ces derniers temps, l'organisation a de plus en plus recruté en marge, parmi les plus révoltés et les plus violents, qu'ils soient chômeurs, jeunes en rupture scolaire, familiale et sociale, travailleurs immigrés ou français exaspérés par le système. Peu ou pas formés aux analyses théoriques qui ont mené à la création de l'organisation, ils ne sont pas disposés à renoncer à tout espoir d'action et de changement. La direction explique sa volonté de dispersion par le souci de ne pas être à l'écart des masses ; or celles-ci n'ont pas eu besoin de l'organisation pour se révolter contre l'ordre établi. La base maoïste peut légitimement rétorquer qu'elle fait partie des masses. En son sein, ils seront nombreux à sombrer un temps dans le désespoir que procure le sentiment d'avoir été abandonné.

## Vies d'établis

S'il est une question difficile à résoudre lorsqu'on est établi, c'est celle de l'identité. Le mouvement d'établissement ne saurait se réduire à une tactique de pénétration du monde ouvrier. Il est parti d'un constat sévère sur la posture de l'intellectuel, celui qui tient de longs discours, n'hésite pas à gesticuler quand force fait loi et consacre ses soirées à refaire le monde, selon la formule consacrée de Lénine. Ceux qui sont allés en usine avaient le projet de donner leur vie à la révolution, mais ils furent guidés par une réflexion radicale sur la nécessité d'abandonner le statut d'intellectuel. Un texte cité par Antoine Liniers<sup>1</sup>, datant d'après la dissolution définitive de l'organisation, rédigé par certains militants soucieux de mieux comprendre leur histoire, donne la mesure de ce mouvement : « Cette crise du livre à l'origine de notre jeunesse, c'est-à-dire de notre volonté d'action dans les années soixante, cette crise du livre plonge au cœur de la modernité de l'Occident. Depuis la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, on n'arrête pas de faire des livres pour en finir avec l'idée du livre. On n'arrête pas de brûler le livre dans le livre. On fait un holocauste avec les mots. Le surréalisme, qui a eu, comme vous le savez, une grande importance par rapport à 68 et par rapport à la GP, le surréalisme a été la tentative la plus spectaculaire du brûler le livre dans le livre. Dans ce contexte devenu insupportable, nous avons dit non, non à la tentation

1. « Objections contre une prise d'armes », art. cité, p. 163 et 164.

de l'irresponsabilité. Autrement dit : s'il faut en finir avec le livre, faisons-le pour de bon. Voilà ce que nous avons pensé. Ce que nous appelions la "Longue Marche", qu'aujourd'hui j'aimerais mieux appeler : l'"exode des intellectuels". Sortir de la clôture : on ne pouvait plus supporter cette figure de l'intellectuel qui rôdait autour du livre, de la philosophie pour l'achever, de la métaphysique pour en finir, de l'Occident pour le déconstruire. Cette idée de sortir, d'en sortir et de sortir, mais au sens le plus fort, comme l'Exode justement, comme la sortie d'Égypte, c'est ce qui a été à l'origine d'une prodigieuse torsion de l'intellectuel en France : l'établissement. »

A la crise de l'intellectuel s'ajoute l'idée messianique d'un nouvel apprentissage auprès du prolétariat. Ce sont les masses qui possèdent le savoir, c'est auprès d'elles qu'il faut apprendre. L'abandon de la posture d'intellectuel consacre la fin de sa fonction de porte-parole dans l'humilité la plus totale, puisqu'il se place en position d'élève. La dimension morale n'était pas exempte d'une telle attitude, au nom de laquelle on trouvait la générosité, le courage, la notion de risque, l'idée fondamentale de passer à l'acte ou, plus précisément, de tirer les conséquences de ses pensées. Cette rigueur éthique accompagne l'ensemble de la période de l'établissement, jusqu'à la dissolution de l'organisation qui le mit en pratique, ainsi que le décrit un militant de la GP qui assista aux débats qui présidèrent à la dispersion des maos : « Lorsqu'on a compris que la question posée était celle de la structuration de la société française, on s'est demandé si c'était cette orientation qui nous intéressait dans la politique. Pour la plupart d'entre nous, la réponse était négative. Se réduire à la politique, c'était entrer au parti socialiste. Ce qui nous avait intéressés, c'était le mouvement des idées, les dimensions métaphysiques de nos actes, quelque chose de paroxystique qui était en nous !... » Cette teneur métaphysique de l'expérience vécue explique sans aucun doute

1. Un ancien établi.

que nombre de dirigeants de l'organisation s'intéressèrent par la suite de très près à l'étude des textes sacrés.

L'établi n'est pas seulement un intellectuel en rupture avec ses prérogatives, il est aussi quelqu'un qui se fait passer pour ce qu'il n'est pas : un ouvrier. Il faut donc jouer le jeu, à l'embauche devant le chef du personnel, à la chaîne en sachant ne pas « couler le rythme », lors des grèves ; les interrogations identitaires deviennent alors multiples et restent le plus souvent sans réponses : « Quand tu arrives au bureau d'embauche de l'usine, la première fois, tu te poses la question de ton identité parce qu'on te la demande. Et la torsion que tu fais sur toi-même est représentative de l'image que tu te fais du prolétariat : ce n'est pas triste ! Est-ce que tu vas jouer au con ? Est-ce que tu vas te faire passer pour un abruti<sup>1</sup> ? » questionne un établi. Au cœur de ces itinéraires tourmentés, les contradictions apparaissent insolubles, comme le souligne cet autre établi : « Peut-on s'établir chez Renault lorsqu'on est ingénieur ? Les ingénieurs sont les pontes de l'usine ; un ingénieur qui devient ouvrier, c'est trop violent pour être compris<sup>2</sup>. »

Il faut insister ici sur la contradiction entre l'absence d'un modèle de l'établissement et une pratique morale et idéologique commune, engageant profondément les protagonistes, qui arrêtent leurs études, brisent les liens familiaux, s'exilent vers les lieux les plus austères, s'accommodant des conditions de vie les plus rudes. Parce qu'elle engage totalement, la pratique de l'établissement diffère selon les individus ; elle est ainsi perçue comme une « longue marche vers la prise du pouvoir », la « nécessité d'une lutte immédiate », le « projet d'une implantation prolongée », ou encore la « présence d'ouvriers qui assureraient le relais »... Même si les idées générales de la Gauche prolétarienne se retrouvent dans la majorité des entretiens — actions de résistance et d'exemplarité, actes de sabotage et de

représailles, soutien de tous les mouvements de revendication —, les récits des établis sont profondément personnels, témoignant des difficultés concrètes de mise en pratique de cet idéal collectif. La fin du militantisme a souvent correspondu à une rupture radicale avec tout ce qui avait à voir avec l'histoire politique, y compris les relations personnelles et amoureuses. Les années les plus douloureuses commencent après la dissolution finale, comme le laissent deviner les propos d'un établi de l'UJ passé « naturellement » à la GP : « J'ai découvert que l'activisme de la GP faisait de nous des gens très durs dans les relations affectives, que l'amour n'existait pas... Brutalement, tout m'a sauté à la figure, je ne m'en suis pas remis. Les années d'engagement ont été un paradis à côté de la souffrance que j'ai ressentie par la suite. Depuis 1973, je suis en état de crise, je n'ai plus rien à quoi m'accrocher, je ne suis bon que lorsque je peux m'investir à fond. Depuis que j'ai abandonné, je me laisse vivre. J'ai vécu un moment de ma vie où tout s'emboîtait, s'articulait bien. En même temps, je suis effrayé du prix à payer pour cette cohérence : l'aveuglement, les actions les plus folles. J'ai à la fois le regret de ce type de situations et une peur terrible à l'idée d'y être à nouveau confronté<sup>1</sup>. »

1. Un ancien établi.

2. Jacques Theureau.

1. Un ancien établi.

DEUXIÈME PARTIE

Des départs et des rencontres

Débutée sur le mode oral, la reconstitution de cette « nouvelle mémoire » exigeait de passer par la rédaction d'une *certaine* histoire de l'établissement, celle de ceux que j'interviewais, qui a trouvé son fil conducteur au gré des rencontres et des propos accumulés. Il n'en reste pas moins qu'une telle tentative ne suffisait pas à la restitution d'une parole oubliée, voire disparue. En outre, la somme des entretiens réalisés ne pouvait se fondre dans une saga-fleuve de l'établissement, quand bien même elle aurait été rendue vivante par un savant dosage entre l'écrit et les citations orales. S'il était souhaitable de rappeler les événements, les épisodes et les organisations qui ont conduit à l'exil de certains, en s'aidant de ce qu'ils en disaient, on ne pouvait envisager de substituer l'écrit à la parole en ce qui concernait l'expérience à proprement parler. C'est sur la question de l'expérience que se fonde une histoire orale, basée sur la mémoire, donc sélective, et simultanément si personnelle qu'elle laisse en définitive fort peu de place à l'émergence d'une entité collective que l'on regrouperait sous le terme générique de « partis en usine ».

Les treize départs en usine sont classés par ordre chronologique, ils s'échelonnent de 1967, date des premiers établissements, à 1973, année de l'autodissolution définitive de la Gauche prolétarienne. De fait, ils évoquent d'abord les départs selon la « ligne » de l'UJ, puis selon celle définie par la GP. Ce sont trois récits de femmes qui ouvrent cette série, elles furent parmi les

pionnières de l'établissement, militantes à l'UJ avant de passer, ou non, à la GP. Dix récits d'hommes les suivent, établis de l'UJ et de la GP, puis établis plus tardifs des années soixante-dix, convaincus par les thèses de cette dernière organisation ou proches des idéaux maoïstes.

Alors que ceux qui partirent dès la première ligne d'établissement lancée sont en majorité des étudiants issus des grandes écoles ou s'y préparant (classes préparatoires à l'École normale supérieure, Centrale, Sciences-po...), la seconde génération d'établis est d'une grande diversité, mêlant de plus jeunes gens qui n'ont pas, ou à peine, entamé des études supérieures et les abandonnent pour rejoindre le monde ouvrier et des professionnels, déjà dans le monde du travail, qui rompent avec leur univers pour se consacrer au militantisme en usine. Alors que les plus jeunes ne se posent pas la question de la durée de l'établissement, qu'ils imaginent volontiers éternel, les autres évoquent davantage la question de l'entrée en usine sur le mode de la nécessité de l'action.

Ensuite viennent cinq récits de rencontres d'ouvriers avec les établis. Ce sont de très jeunes travailleurs qui ont connu les militants et ont été séduits par les pratiques et les discours des maoïstes. Ils racontent la manière dont la venue de ces intellectuels a bouleversé leurs conceptions et souvent leur trajectoire, qui les destinait à l'usine à vie.

*Des départs*

Jenny Chomienne,  
magistrat

Le départ en usine de cette fille de psychanalyste qui se prépare à entrer à l'École normale supérieure est lié à une certitude : la vérité est ailleurs. La rencontre des fondateurs de l'UJC (ml) l'entraîne de l'Union des étudiants communistes au mouvement prochinois. Lorsque l'organisation maoïste adopte l'idée de l'établissement à l'automne 1967, elle rejoint son compagnon, déjà établi docker en Bretagne depuis l'été. Elle se fait embaucher dans une usine de traitement du poisson. A la rentrée 1968, la dissolution de l'UJC (ml) et les affrontements qui déchirent militants et dirigeants de l'organisation la renforcent dans son constat de la faillite des idées. Elle refuse d'adhérer à la Gauche prolétarienne et part s'établir avec son ami à Saint-Chamond. Ensemble, ils fondent La Parole au peuple, groupuscule maoïste partisan de la ligne d'établissement.

*J'étais heureuse de vivre dans une ville ouvrière, d'être dans une vraie usine. On habitait en HLM, sans chauffage dans la chambre. Je m'habillais mal, j'étais moche, je mangeais des bonbons toute la journée, j'avais mal aux dents. L'usine, c'était dur, mais au moins on avait les week-ends pour nous. L'horreur, c'est l'usine plus le militantisme organisationnel. Nous, contrairement à la Gauche prolétarienne, on n'était pas pressés, on pouvait aller au bal le samedi soir. A Saint-Chamond, j'avais vingt-trois ans, je travaillais, j'apprenais à jouer au tarot, j'écoutais des disques de Johnny. On faisait des parties de bérét*

*tous les dimanches avec les ouvriers ; on allait se baigner ensemble dans la Loire le samedi lorsqu'il faisait beau. C'est là que j'ai eue la vie la plus normale.*

J'avais depuis longtemps le sentiment redoutable de la toute-puissance des idées : tout pourrait toujours se dire ou s'expliquer. J'avais peur d'être isolée des autres, de passer à côté de la réalité. Entre 1963 et 1966, j'ai fait hypokhâgne et khâgne sans m'investir ; les connaissances, les systèmes philosophiques m'étaient extérieurs.

Le militantisme puis l'établissement ont répondu en partie à cette inquiétude : la « vraie vie » doit être ailleurs. Des événements graves avaient eu lieu en Algérie, des ouvriers travaillaient aux portes de Paris et les usines paraissaient aussi lointaines, inabordables que l'Algérie ou le Vietnam. En 1965, j'ai rencontré de jeunes garçons d'Ulm qui étudiaient le marxisme avec Althusser ; j'ai trouvé en eux des guides rassurants par leurs certitudes, inquiétants par leurs exigences, ils m'apprenaient à faire « table rase ». J'ai évolué, comme naturellement, d'Althusser à Mao, de l'Union des étudiants communistes à la fondation de l'UJC (ml).

Pendant presque deux ans, notre activité a surtout consisté en cours de formation et en comités de soutien au Vietnam. En nos rangs, quelques critiques fusaient sur « l'intellectualisme du groupe d'Ulm » : le culte de la théorie, prétendaient certains, qui permettait à Althusser de ne pas quitter le PC et à notre groupe de se maintenir en attente, sans véritable projet politique... J'étais troublée par cette critique, comme par le mystère qui entourait la personne d'Althusser, que je n'ai jamais rencontré, mais il m'était pénible de remettre en cause les dirigeants de l'UJ qui m'avaient formée.

Au cours de l'été 1967, une partie de l'organisation est allée en Chine, tandis que l'autre partait enquêter sur la classe ouvrière et la paysannerie françaises. Si la ligne restait théorique, il y avait cependant l'idée qu'il fallait voir sur place comment les

choses se passaient. Très vite, quelques-uns ont pensé que, pour parler des dockers, il fallait devenir docker, qu'il n'était pas possible de simplement les interviewer.

Ces idées et les conclusions de ceux qui revenaient de Chine convergeaient. La décision de l'établissement a été adoptée dans l'excitation générale, sur le thème : « descendre de cheval et aller parmi les fleurs ».

Je suis partie m'établir sans enthousiasme, avec le sentiment que je n'avais pas le choix : c'était la seule chose à faire pour trouver le « vrai ». En octobre 1967, je suis arrivée à Concarneau, rejoignant mon ami installé là depuis un mois. J'ai immédiatement trouvé du travail dans une usine qui mettait le poisson en conserve. Les femmes venaient à la conserverie en coiffe et parlaient breton entre elles ; ça ne me facilitait pas la vie.

Au départ, les questions que nous nous posions étaient simples : serions-nous capables de nous intégrer parmi les ouvriers, de leur parler, de comprendre ce qu'ils voulaient ? Hormis l'idée d'« aller parmi les fleurs », nous ignorions s'il fallait militer au sein de la CGT ou constituer des groupes autonomes. Nous voulions connaître et nous faire reconnaître.

Les problèmes auxquels nous étions confrontés étaient extrêmement concrets. Pour moi, il s'agissait de ne pas me casser la figure sur le sol glissant, recouvert d'eau, de sel, d'écailles. Je devais aussi tenter de ne pas ralentir la chaîne, ne pas confondre les poissons, dont on me disait les noms avec un accent breton incompréhensible. Je ne voulais pas être montrée du doigt comme celle qui ne savait pas travailler.

Cet univers clos me mettait mal à l'aise ; en dépit de ma volonté de m'intégrer, je vivais tout en état d'observation permanente. Le soleil se levait sur le port, les ouvrières vêtues de noir, portant la coiffe, se pressaient aux portes. Je trouvais ce spectacle très beau et j'avais honte de le penser. Je découvrais l'établissement comme une situation romanesque, loin de la réalité, au moment même où je souhaitais m'en approcher. Dans cette usine, je faisais fort peu de propagande, me limitant à quel-

ques remarques sur l'exploitation, avec le sentiment de vivre quelque chose d'indicible. Je ne savais vraiment pas où j'allais...

Quand l'UJ a commencé à prôner l'entrisme à la CGT avec la création de groupes contestataires, j'ignorais même s'il y avait un délégué CGT dans mon usine ! Je me demandais s'il n'allait pas falloir que je crée un syndicat CGT pour me faire élire déléguée, puis me critiquer... L'ambiance était paternaliste ; le patron, très craint, appelait les ouvrières par leurs prénoms. Le chômage à temps partiel commençait et les femmes étaient terrifiées par une éventuelle fermeture de l'usine. J'avais le sentiment d'un bastion imprenable. Mon « discours » — quand j'arrivais à me faire comprendre des Bretonnes — évoquait la dureté des conditions de travail, le froid de canard qu'il faisait dans l'usine, le chômage partiel qui diminuait encore les paies misérables. Tout ce que je disais était exact mais il y avait là quelque chose d'éternel, bien symbolisé par la coiffe de ces ouvrières, qui ne laissait pas espérer de grands bouleversements. Ces femmes se faisaient du souci pour moi parce que je n'étais pas mariée, elles pensaient que j'étais folle d'amour pour avoir quitté Paris et être venue m'installer dans une région aussi perdue et sans travail. Comme je n'avais pas réussi à me faire épouser, j'allais me retrouver au chômage, plaquée, avec un moutard sur le dos. C'était leur façon à elles d'être solidaires, comme de me passer une paire de sabots parce que je glissais trop. Finalement, l'usine a fermé.

Je pensais qu'il fallait mener une vie très dure. Je craignais tant qu'on me remarque que j'en remettais sur le mode misérabiliste. Mon ami avait loué un appartement typique de ce qui m'aurait plu quelques mois auparavant, un atelier d'artiste, beau sans être luxueux, qui donnait sur le port et les bateaux. Dès mon arrivée à Concarneau, j'avais souhaité déménager. Contrairement à lui, doué pour les tâches manuelles, j'avais peur que l'on me perçoive comme différente. Je ne voulais pas que les gens se posent des questions à mon sujet. Je sentais le danger que les rapports s'inversent. Il ne fallait pas que l'on intéresse

davantage les ouvriers qu'ils ne nous intéressaient. Les films qu'on appréciait, la musique qu'on écoutait étaient autant de points d'interrogation pour les jeunes ouvriers que nous fréquentions. J'étais obsédée par cette idée que nous devions nous effacer, que nous, les intellectuels, prenions toute la place. Moi qui suis plutôt bavarde, je restais souvent silencieuse à l'usine.

Nous n'avions aucun projet politique, sans doute n'en avions-nous jamais eu. L'établissement en usine, les efforts que nous avions faits pour nous intégrer avaient éludé cette question les premiers mois. Elle revenait en force lorsque nous reprenions contact avec les militants de l'UJ, qui attendaient de nous une orientation, un article pour le journal. Je me rendais compte soudain que je n'avais rien à dire, je ne voyais pas le lien entre cette demande et ma vie, pas plus qu'entre la conserverie et l'organisation, qu'entre Concarneau et le lycée.

Je ne me sentais pourtant pas capable d'assumer un isolement total. Nous étions en contact avec d'autres établis qui s'inquiétaient : « Si nous sommes là, c'est quand même pour faire quelque chose ! »

Mai 68 arriva.

Nous étions alors à Rennes. Le mouvement était en pleine effervescence, nous aussi. Nous ne savions encore rien de la consigne de l'organisation qui considérait le mouvement étudiant comme une manifestation de la petite-bourgeoisie. Je passais mon temps aux portes des usines bretonnes et normandes à convaincre les ouvriers de la CFDT qu'il fallait devenir maoïste, ceux de la CGT qu'il fallait la quitter. Nous étions violemment attaqués par les cégétistes et le parti communiste, ce qui nous confortait dans le sentiment d'une continuité politique.

A la fin du mois de mai, je retourne à Paris pour découvrir la crise terrible, liée à la condamnation du mouvement étudiant, qui déchire l'UJ et qui conduira à la dissolution de l'organisation. Pour moi, c'est un nouveau constat de la faillite des idées, de cette citation de Lénine reproduite sur les publications de l'UJ : « La pensée de Marx est toute-puissante parce qu'elle est vraie... »

Je n'eus dès lors que méfiance à l'égard des idées qui allaient prendre corps dans la Gauche prolétarienne. Cela m'apparaissait comme une nouvelle pirouette d'intellectuels jaloux de leur pouvoir. J'étais convaincue que seule une organisation réellement ouvrière saurait nous guider.

Nous avons passé une année de grand flottement. Nous étions envahis d'un sentiment d'impuissance totale. Nous ne nous sentions intégrés ni à la classe ouvrière ni à une organisation. Nos anciens amis nous « condamnaient à mort » en tant que « liquidateurs » alors que nous restions maos et militants. Jamais je n'ai pensé tout arrêter, reprendre mes études, trouver un travail ou faire des enfants... J'ai recherché en toute hâte un lieu où m'établir.

En septembre 1968, nous sommes partis rejoindre une amie, dont le père était ouvrier à Saint-Chamond et qui avait décidé d'abandonner ses études pour s'établir dans cette ville. Il était d'autant plus important de ne pas renier nos idéaux sur la classe ouvrière que la GP nous traitait de renégats. Ce mot faisait écho en moi, en raison moins d'une coupable infidélité à une organisation que d'une possible infidélité à mon engagement. Je ne me posais jamais la question de la durée de l'établissement parce que me demander : « Resterai-je toujours ? » pouvait vouloir dire : « Un jour, je partirai. » En même temps, cette pensée restait très présente sous la forme : « Il ne faut jamais se renier ! Je dois tenir face au découragement, à la fatigue, aux pièces à faire, à la chaîne qui va trop vite ! » Moi qui aime me lever tard, j'étais debout à six heures, j'avais froid aux pieds, je supportais mal la discipline, mais je voulais tenir le coup, absolument.

J'ai été embauchée dans une usine sous-traitante de Citroën, à Saint-Etienne. L'ambiance de cette région ressemblait à du Zola, avec une très grande pauvreté et la « vraie » classe ouvrière. En Bretagne, les femmes qui travaillaient à la conserverie étaient souvent à temps partiel, en plus d'autres activités ; de même, les dockers étaient pour la plupart des ouvriers occasionnels.

Leur vie ne s'organisait pas autour de la production industrielle.

A Saint-Chamond, on vivait sur le modèle ouvrier du XIX<sup>e</sup> siècle. La sirène de l'usine réveillait toute la ville à six heures du matin tant elle hurlait ! A cette heure-ci les rues étaient pleines de monde, tandis que deux heures plus tard c'était le désert. Dans cette vallée ouvrière, les habitations étaient noires de suie et je me souviens de m'être demandé où résidaient les bourgeois de la ville : je ne voyais aucun beau quartier.

A l'usine Jacquemard, où je travaillais, nous étions en majorité des femmes, ouvrières spécialisées, entourées de quelques cadres, de contremaîtres et de régleurs. Je devais souder quatre mille pièces par jour. Nous n'avions d'assuré que le SMIG et il fallait dépasser les trois mille cinq cents freins soudés pour améliorer le salaire. Celles d'entre nous qui n'atteignaient pas un tel chiffre étaient considérées par les anciennes comme des incapables. Je ramassais donc les pièces que je devais assembler, j'appuyais de chaque main sur les commandes de ma machine qui descendait sur le métal et le soudait en dégageant une forte chaleur, puis je pressais à nouveau sur les commandes pour faire remonter la machine et jeter le frein brûlant sur un tapis roulant qui le menait vers une autre ouvrière. Je ne sais plus exactement ce qu'elle devait faire à son tour, je ne me suis jamais vraiment intéressée à ce qu'il convient d'appeler le processus de production. C'était un travail difficile mais moins qu'à Concarneau ; ici, je parvenais à compenser ma maladresse par la rapidité.

Les femmes travaillaient sur les machines et avaient des immigrants « à leur service ». Ils se faisaient injurier s'ils n'apportaient pas les pièces assez vite ou s'ils en oubliaient : ça faisait baisser nos cadences ! Je n'ai pas eu de difficultés à m'intégrer parmi elles, on s'ennuyait tant qu'on s'amusait de tout. On se racontait notre vie, la sexualité, les hommes. Je les trouvais lucides. Elles ne se payaient pas de mots, elles disaient : « On passe toutes à la casserole », et je pensais que c'était dur mais que la réalité crue était dure.

Pourtant, ces femmes ne correspondaient pas à l'idéal qui sous-tendait notre engagement politique. Entre elles la rivalité était terrible, bien pire que chez les Bretonnes. Elles s'observaient, se cherchaient des noises : « Pourquoi la Josette, elle repart aux toilettes ? Et pourquoi l'autre elle parle au régleur ? » A l'égard des immigrés, leur mépris était total, elles les appelaient « les Indiens » et, dès qu'ils approchaient, elles se mettaient à chanter : « Aïe, aïe, aïe, il y a des Indiens partout ! »

Mais elles me plaisaient par leur courage à la tâche, leur dureté. Si une ouvrière avait une aventure avec un régleur, il leur apparaissait évident que c'était par intérêt, tandis que j'imaginai une belle histoire d'amour. Leur cynisme anéantissait en permanence les mythes de mon enfance et ceux du militantisme. J'en éprouvais une certaine satisfaction ; je les aimais parce qu'à elles « on ne la faisait pas ».

Dans le même temps où j'étais si soucieuse de vérité, je me trouvais dans une situation complètement fautive. Pour ne pas révéler mon établissement, je racontais aux ouvrières une histoire qui n'était pas la mienne. Si je leur avais dit la vérité, je ne leur aurais pas été nécessairement plus étrangère.

Je vivais un décalage similaire entre ce que je prétendais faire en tant que dirigeante de notre organisation locale et ce que je faisais réellement. Après un bref passage au PCMLF, nous avions créé *La Parole au peuple*. La ligne politique n'était plus l'entrisme à la CGT ou la formation politique d'ouvriers communistes, mais la découverte d'une force nouvelle dans la classe ouvrière, constituée de femmes, d'immigrés, de jeunes en rupture avec les syndicats traditionnels. Il ne s'agissait plus de former des ouvriers au marxisme-léninisme, qui connaîtraient par cœur *Le Petit Livre rouge*. Lorsque dans une usine éclatait une grève, dénonçant le ras-le-bol des cadences et de l'autoritarisme des chefs, cela témoignait de notre activité. Notre but était peut-être plus modeste mais le décalage n'en était pas moins grand entre les propos que je tenais à l'extérieur et ce que je faisais à l'usine. En deux ans, j'ai passé mon temps à papoter

avec les ouvrières et à m'accrocher à la fabrication des pièces ; si avec les femmes je me sentais à peu près « des leurs », je craignais toujours qu'un régleur ne s'aperçoive de ma maladresse. S'il y avait une idée de révolte, je faisais tout pour qu'elle soit stimulée mais j'avais cependant l'impression d'en tirer plus de profit personnel que de profit au nom de la révolution. Je pensais qu'il faudrait beaucoup de temps, qu'il était très difficile de faire prendre conscience aux ouvriers de leur unité.

Je me disais qu'il fallait passer autant de temps à nous transformer qu'à les faire bouger et je me rendais compte que je ne me transformais pas rapidement. La création du parti ouvrier, je la voyais sur le long terme, j'étais partie pour dix ou quinze ans. Paradoxalement, je ne trouvais pas le modèle ouvrier auquel me conformer. Je ne rencontrais pas d'ouvrier incarnant ce que nous appelions les « valeurs morales de la classe ouvrière ».

Je ne suis jamais parvenue à adopter des vues d'ensemble, j'ai toujours accordé de l'importance aux détails. Je prêtais attention aux gens, à ma machine, à l'ambiance qui régnait dans la partie de ma chaîne. Pourtant, la pensée marxiste est tout sauf une pensée de détail... et j'y restais fidèle ! Lorsque nous organisions des ouvriers que nous finissions par séduire, que ce soit par notre attention aux détails de leur vie ou par nos grèves, c'étaient quand même les idées générales du marxisme que nous leur transmettions ! Nous ne leur disions pas : « Ce qu'on aime bien, c'est l'ambiance de l'usine à tel moment... » Si j'arrive à évoquer ces paradoxes, je suis incapable d'expliquer comment tout cela a fusionné en moi.

Je garde le souvenir de relations très fortes avec certains ouvriers de notre groupe qui, eux, connaissaient notre itinéraire. Des échanges que je n'avais jamais connus jusqu'alors et que je ne connaîtrais plus par la suite. Notre histoire était aussi passionnante pour ces ouvriers que la leur l'était pour nous.

Les intellectuels qui allaient à la rencontre de la classe ouvrière voulaient perdre le pouvoir mais créaient pourtant des rapports de dépendance et de fascination très forts. Nous transmettions

un discours qui prétendait être le leur, mais en plus nous avions un passé différent. Il existait un appétit énorme de leur part à connaître ce que nous avons vécu avant de vivre auprès d'eux.

Il me semble que nous étions aussi idéalisés que nous idéalisions Lénine ou Mao. Cela expliquait notre souci de ne pas les décevoir, alors que les relations très proches que nous entretenions avec certains ouvriers faisaient inévitablement apparaître nos défauts. Affectivement, il était insupportable de se trouver en permanence dans cette position du chef qui pouvait ne pas être à la hauteur. Nous nous sentions prisonniers, d'autant que notre but explicite était de remettre les rênes dans les mains des ouvriers : nous devons former ceux à l'école de qui nous devons nous mettre ! Au bout d'un certain temps, cette contradiction est devenue explosive, il devenait impossible de distinguer les critiques politiques des griefs personnels. A la même époque, les organisations maoïstes étaient en crise, les militants étaient recherchés par la police, les journaux interdits. Les ouvriers perdaient confiance en nous.

J'ai été licenciée de Jacquemard deux ans après y être entrée, par suite d'une action de militants de la Gauche prolétarienne, récemment établis, qui avaient jeté un pot de peinture à la tête d'une ouvrière de l'usine. C'était un personnage curieux, déséquilibré, qui avait trente ans d'ancienneté et se conduisait de façon sadique avec les jeunes. Lorsque les femmes ne faisaient pas leurs pièces, on les menaçait : « Si tu continues, on va t'envoyer faire des plateaux de plaquettes avec la Ginette. » Pour les militants, il s'agissait donc d'une alliée objective de la maîtrise. Mais les femmes de l'usine ont mal vécu cette action, elles se sont alors senties coupables de l'agressivité qu'elles avaient coutume de lui manifester. La direction n'avait jamais fait d'enquête sur moi ; même si je parlais politique, je n'étais pas un élément très perturbateur. A la suite de cet incident, elle s'est renseignée et j'ai été licenciée pour motif économique. En dépit des marques d'affection que les ouvrières m'ont prodiguées, j'ai tout de suite compris qu'elles ne débrayeraient pas pour moi.

Je n'étais pas dans une de ces usines où les « forces nouvelles » s'embrasent pour une injustice ou par colère.

J'ai eu le sentiment douloureux qu'il fallait soulever des montagnes et que je n'y arrivais pas.

J'ai retrouvé un emploi assez vite dans une autre usine mais j'étais repérée : ils ne m'ont pas gardée. J'ai pu ensuite passer quelque temps dans une usine où l'on fabriquait des pantalons d'homme, jusqu'à ce qu'on s'aperçoive de nouveau que j'étais, puis je n'ai plus trouvé de travail du tout. Pour prouver que « je ne m'en sortirais pas toujours », j'ai demandé un poste d'inspectrice, j'ai enseigné quelque temps dans la région. C'était assez insupportable. Nous avons fait un voyage en Chine, il m'en reste l'impression d'un grand malaise. Finalement, nous sommes retournés vivre à Paris. Quelque temps plus tard, j'ai passé le concours de la magistrature.

Nicole Linhart,  
chercheur en médecine

Issue d'un milieu populaire du XX<sup>e</sup> arrondissement, elle prépare son diplôme de pharmacie et découvre la politique en fréquentant la rue d'Ulm. Durant l'été 1967, elle participe aux enquêtes théoriques dans le Languedoc, avec un groupe militant de l'UJC (ml). Elle en revient convaincue de la nécessité de s'établir et s'embauche à l'automne de la même année dans l'usine de charcuterie Géo du Kremlin-Bicêtre. Licenciée, elle entre aux NMPP en mars 1968. Lorsque débute le mouvement de Mai, elle témoigne de l'intérêt des travailleurs pour la contestation estudiantine. Puis, très vite, les presses se mettent en grève. Elle part alors militer aux portes de l'usine Citroën-Javel occupée et ne se réembauchera plus.

*Ils m'ont d'abord mise à la chaîne... une chaîne absolument écoeurante, où l'on remplissait des boîtes de conserve de choucroute et de cochonneries de ce genre. Je mettais des saucisses dans une bouillie de haricots, sans doute un cassoulet. C'était ignoble. Heureusement, deux jours après, ils me changeaient de poste.*

Mon père possédait un atelier de cartonnerie, ma mère y était première ouvrière, il gagnait donc relativement bien sa vie. Il jouait aux courses, buvait énormément, parlait de façon assez crue. Nous vivions dans un univers sans culture. J'ai tout fait pour sortir de ce milieu : j'ai suivi des études, je suis partie très

jeune de chez moi, j'ai changé ma façon de parler, je ne supportais pas d'avoir l'accent du XX<sup>e</sup> arrondissement. J'ai découvert la politique en fréquentant la rue d'Ulm, l'École normale supérieure. J'ai rencontré Robert Linhart et j'ai continué ma transformation, cette fois dans l'intellectualisme.

L'été 1967, je suis descendue dans le Languedoc, avec un groupe de l'UJC (ml), pour mener une enquête sur la paysannerie. Nous allions interroger des paysans sympathiques sur les problèmes de la vigne et des pommes. Le soir, nous nous plongeons dans l'étude de Marx et de *La Rente foncière*.

Par hasard, j'ai lu dans un journal local que les ouvriers de Perrier-Vergèze, en grève, avaient été distribuer des tracts accompagnés de petites bouteilles de soda sur la plage de Palavas-les-Flots. Je me suis arrangée pour rencontrer le dirigeant syndical CGT de l'usine, Jean Daumas. En évitant de lui dire que j'étais mao, je lui ai proposé de rédiger un article pour notre journal, *Garde rouge*. Lorsque je lui ai apporté un numéro, il m'en a commandé huit cents exemplaires et en a affiché un sur le panneau syndical. J'étais surprise qu'il ne soit pas choqué par notre maoïsme et notre opposition au parti communiste. En fait, il se trouvait lui-même en conflit avec sa fédération, qui jugeait ses prises de position trop dures ; il se définissait comme pro-Albanais.

C'était la première fois que nous avions des contacts ouvriers en usine. Dans nos textes, Perrier sera appelé « l'usine numéro 1 ». En réalité, ce sera sans doute la seule usine avec 80 % de syndiqués CGT et un dirigeant opposé à la ligne officielle de sa confédération ! C'est au cours de mes discussions avec cet homme que j'ai compris qu'il fallait connaître l'usine. Pas seulement en jouant aux boules avec les ouvriers ou en buvant l'apéro, mais en partant y travailler. J'en ai parlé à Robert, qui, dès son retour de Chine, était venu nous retrouver, moi et notre fille, dans le Midi. Cette analyse rejoignait ses convictions, fortement influencées par les idées de la Révolution culturelle.

A Paris, à la rentrée, la réunion de bilan des enquêtes a été houleuse. Les anathèmes fusaient et ceux qui ne voulaient pas partir en usine étaient conspués. Le groupe de Bretagne s'était déjà embauché et avait hâte d'y retourner. Au terme des débats, la ligne de l'établissement l'a emporté. J'aurais aimé retourner dans le Midi mais l'embauche chez Perrier était difficile. Je n'ai trouvé du travail que dans une petite usine des environs qui traitait les pommes. J'ai refusé. Je ne voulais pas m'établir pour aller en usine mais pour y faire du travail politique.

J'ai été embauchée chez Géo, l'usine de charcuterie du Kremlin-Bicêtre. Sur les mille cinq cents ouvriers qui y travaillaient, un tiers changeait chaque année. J'ai quand même dû me bagarrer pour être recrutée ; je n'avais pas de certificat de travail et l'on me jugeait trop fluette. Il a fallu que je passe des tests physiques, j'en ai sans doute fait un peu trop puisque je me suis retrouvée aux postes les plus durs. Après deux jours de chaîne, j'ai été affectée au service des commandes, dans le sous-sol de l'usine. C'était une sorte d'immense supermarché, exclusivement fourni de produits Géo. Avec un caddie et une liste de commandes — cinq kilogs de langue, dix boîtes de corned-beef, huit jambons —, on partait se servir, peser nos marchandises, pataugeant dans le sel, avant de passer devant les contremaîtresses, qui vérifiaient les contenus. Puis nous repartions pour un tour. Nous étions une douzaine de femmes à pousser les caddies, toutes des matrones qui s'étonnaient qu'on ait mis une « petite » comme moi à ce poste-là. Des travailleurs immigrés étaient chargés de remplir les rayons que nous vidions. Lorsque l'un d'entre eux n'avait pas rempli à temps le coin des saucisses ou des jambons, il se faisait injurier par les ouvrières parce qu'il faisait « tomber leur temps ». La tension régnait entre les immigrés et les femmes, c'étaient « leurs esclaves », elles les appelaient tous Mohamed.

Nos courses débutaient à six heures trente du matin, nous prenions un Viandox à neuf heures pour nous réchauffer et terminions généralement nos fiches aux alentours de quinze heures.

La sortie était à dix-sept heures. Les premières qui finissaient avaient droit à des commandes supplémentaires payées au bonus. Cependant, la plupart du temps, une fois le lieu balayé et lavé, nous restions inactives. Cela n'empêchait pas les ouvrières de foncer comme des folles chaque jour, dans l'espoir de ce supplément de commandes. Il était hors de question pour moi de courir autant pour gagner trois sous de plus. Pourtant, je me suis rapidement rendu compte qu'il fallait au moins faire semblant si je ne voulais pas être repérée. Je me suis donc mise aussi à courir, davantage d'ailleurs pour lutter contre le froid de ce sous-sol glacial, ouvert sur la cour où les charcutiers égorgeaient les cochons. Par contre, je me refusais à engueuler les immigrés qui n'avaient pas rempli le casier à jambons à temps...

J'ai vécu l'usine comme un mensonge intégral. J'avais le sentiment d'être déguisée. La première fois que j'ai pénétré dans cette enceinte, j'ai pris peur. Sans doute, je craignais d'être démasquée, mais surtout j'étais terrifiée par cette laideur et cette tristesse. Moi-même, j'étais laide et mal fagotée, vêtue de noir pour me fondre, croyais-je, parmi celles avec qui j'allais travailler. En réalité, les ouvrières étaient coquettes et ne cessaient de parler des toilettes et des dessous qu'elles allaient s'acheter. Elles se moquaient gentiment de moi, me montrant des magazines de mode et me conseillant sur mon allure vestimentaire pour « garder mon mari ». Elles m'avaient surnommée « Nana », me trouvant une ressemblance avec Nana Mouskouri, à cause de mes longs cheveux noirs et de mes grandes lunettes carrées, que je ne quittais jamais à l'époque. Comment auraient-elles pu s'imaginer que je vivais dans un grand appartement agréable, que mon mari adorait m'acheter de jolies robes, pour lesquelles je troquais mes habits d'ouvrière sitôt rentrée à la maison ?

Ma difficulté principale venait du fait que je ne parvenais strictement pas à parler avec elles, encore moins à parler comme elles. Elles lisaient des romans-photos, ne s'intéressaient qu'aux mecs, à la baise de la veille et aux recettes de cuisine du soir.

Je retombais dans cet univers familial que je m'étais acharnée à quitter, je retrouvais les mêmes tics de langage, les mêmes sujets de conversation. Non seulement je n'arrivais pas à communiquer avec les ouvrières, mais encore je ne le souhaitais pas. Je pensais que j'étais mal tombée parmi ces ouvrières grivoises et racistes. J'inventais des prétextes, je sautais les repas pour ne plus entendre leurs conversations et ne pas y prendre part. Le seul sujet possible d'entente était les enfants ; je brodais sur le thème de ma fille, que j'allais chercher à la crèche dès la sortie de l'usine. Cela m'attirait leur sympathie, cela faisait passer le temps, mais ça n'arrangeait pas mes affaires ! Je ne parvenais pas à comprendre comment ces gens pouvaient supporter l'usine, rire et parler comme si de rien n'était dans cet endroit de grisaille et d'ennui. Pour cesser de regarder ma montre à tout instant, j'avais fini par me raconter des histoires en permanence. Je ne revivais qu'une fois passé la porte minuscule de l'usine, creusée dans un mur immense, à la vue du soleil, des passants, de la rue.

J'étais considérablement déçue : mes compagnes de travail étaient bien éloignées des syndicalistes révolutionnaires de Perrier. Pour autant, je n'aurais jamais remis en question l'idée de l'établissement, je pensais que j'étais mal tombée, qu'il fallait chercher une autre usine ; je ne pouvais rester dans un endroit où il ne se passait rien... Si ça ne marchait pas là, j'irais ailleurs provoquer des actions.

J'étais à la recherche d'événements, de mobilisations éventuelles. Je recherchais le maillon faible, la façon d'intéresser les femmes à ce qui me préoccupait. Je l'ai trouvée grâce à cette histoire de prime sur les commandes supplémentaires. Feuille de paie à l'appui, j'ai pu leur démontrer, en écrivant un petit calcul sur ma main, l'extrême modicité de ce supplément qui les faisait cavalier et se disputer à longueur de journée. Pour une fois, elles étaient unies dans la découverte : on les bernait ! Les copains à l'extérieur ont distribué sur ce thème un tract qui a bien marché ; pendant une semaine, les ouvrières ont un peu

ralenti leur cadence. Malheureusement, la contremaîtresse, aimablement avertie par l'une d'entre elles de ma petite démonstration, est venue me proposer de « monter dans les bureaux » : un travail plus en fonction de mes aptitudes ! J'entends encore les ouvrières s'exclamer : « Oh, Nana, c'est génial ! », tandis que je refusais sous prétexte de « rester avec les copines »...

Alertée par cette histoire, la CGT de l'usine m'a contactée. Je découvrais son existence ! Constituée d'un groupe d'ouvriers spécialisés, elle avait mené dix ans auparavant une grève qui s'était mal terminée ; depuis, elle se terrait. Ces militants n'avaient jamais vu à Géo, « foi d'ouvriers », une femme un peu politisée. Tout émus, ils me prodiguaient leurs conseils : je ne me faisais pas remarquer pendant un an, puis je me faisais élire sur leur liste syndicale... Cette fois, j'étais tombée sur des ouvriers politisés mais tout nous opposait : la lutte contre les primes, la primauté de l'action immédiate, l'unité des femmes et des immigrés... Je n'étais pas venue m'établir pour m'infiltrer dans une organisation syndicale et mener des actions à sa place ! J'étais à la recherche d'ouvriers que je gagnerais à la cause maoïste et à l'antirévisionnisme.

Mon refus de monter dans les bureaux m'avait rendue populaire auprès des ouvrières. J'étais aussi au mieux avec les immigrés, qui organisaient la fauche systématique des produits et distribuaient ce qui leur tombait dans les mains. Je mangeais tout ce qu'ils me proposaient, y déchiffrant de la révolte contre le processus de production. En dépit de ce travail de force et de cet univers oppressant, j'ai quitté l'usine avec trois kilos supplémentaires, dégoûtée à vie de toute charcuterie. Cependant, l'histoire du bonus m'a très vite fait renvoyer. La direction avait fait une enquête et découvert mon mari normalien et mes diplômes de pharmacie... Cet établissement avait été bref et j'étais bien heureuse de quitter Géo ! Par la suite, cette usine sera l'une des premières occupées...

Mon second établissement a été très différent. Nous connaissons un groupe d'ouvriers qui travaillaient dans les imprime-

ries, qui avaient milité dans les comités Vietnam de base avant d'adhérer à l'UJC (ml). Ils demandaient que des intellectuels s'établissent dans la presse, se sachant trop repérés comme gauchistes. L'embauche était difficile, puisque pratiquée par la CGT, mais à deux on a passé l'épreuve. C'était en mars 1968. J'étais une sorte d'intérimaire, « travailleuse volante », remplaçant les absents ou renforçant les équipes. La CGT me téléphonait mes horaires et je circulais en Solex, du *Figaro* à l'*Herald Tribune*, à toute heure du jour et de la nuit, pour plier les journaux ou glisser les bandeaux des abonnés. Je me souviens avoir rencontré une ouvrière âgée, ou vieillie par le travail, qui circulait à vélo dans Paris, intérimaire depuis dix ans ! Elle avait sa carte du Parti et me racontait avec tristesse et naïveté que le lieu de travail le plus difficile était *L'Humanité* ! J'étais triste d'abandonner cette petite dame et son vélo à leur exploitation quotidienne : elle n'appartenait pas à la catégorie des « ouvriers actifs », utiles à notre organisation...

Les horaires mis à part, qui rendaient la vie quotidienne infernale, ce travail n'était pas épuisant. Personne ne nous poussait sur les chaînes, il était toujours possible de trouver un moment pour lire le journal qui sortait des presses. Les ouvriers, très politisés, discutaient de tout et parcouraient tous les journaux qui leur passaient entre les mains. Ils étaient spontanément opposés à la CGT, assimilée au patronat, puisque le syndicat embauchait et débauchait dans les presses. L'ambiance était formidable mais l'action extrêmement ardue à organiser : jamais je ne retrouvais mes contacts de la veille ! Je suis cependant parvenue à sortir une petite feuille de chou maoïste, en collaboration avec certains ouvriers, qui dénonçait l'inanité du slogan « CGT de lutte de classe ».

Lorsque Mai 68 est arrivé, les mecs ne parlaient plus que de ça et suivaient tous les événements à la lettre. Ils participaient aux manifs et revenaient épuisés, quelques pansements sur le visage. Je me suis fait virer d'une réunion à Ulm où j'étais intervenue pour expliquer que les ouvriers, aussi, se battaient au quartier Latin... Ensuite, on s'est tous arrêtés de travailler.

Je suis partie militer aux portes de l'usine Citroën-Javel occupée et je ne me suis jamais réembauchée. Je ne ressentais aucune culpabilité par rapport à la classe ouvrière, je ne ressentais pas un désir de réforme individuelle. Je m'engueulais largement avec le groupe de jeunes ouvriers, sympathisants maos, qui organisaient l'autodéfense de l'usine en grève, lorsqu'ils tenaient des propos réactionnaires, en particulier sur les femmes. Je ne pouvais laisser dire n'importe quoi. Sans doute en raison de mes origines sociales, je ne trouvais aucun exotisme à me plonger dans le milieu ouvrier. La seule chose qui m'intéressait, c'était de trouver des ouvriers pour assurer le relais politique. Je ne voulais surtout pas me mettre à leur place.

Danièle Léon,  
secrétaire

Fille d'intellectuels communistes, elle entre à l'UJC (ml) en 1966, fascinée par la rigueur intellectuelle de ses dirigeants. Elle s'ennuie en « psycho » à la Sorbonne et adhère à la ligne d'établissement tout juste évoquée. En janvier 1968, elle s'embauche à Issy-les-Moulineaux et passera le mois de mai dans son usine occupée. Licenciée à la fin de l'été, le temps d'adhérer à la Gauche prolétarienne, elle part pour Sochaux s'établir chez Peugeot. La découverte du féminisme l'entraîne vers une progressive remise en cause des analyses maoïstes. Elle quitte l'organisation et vit en communauté durant plusieurs années.

*Après la nuit des barricades, il y a eu cette manifestation du 13 mai 1968, à l'appel de toutes les organisations syndicales. J'entendais les filles avec qui je travaillais : "Ça pourrait être nos enfants, faut y aller !", alors que je pensais : "Qu'est-ce qu'on en a à faire de ces étudiants ? L'important, c'est ce qui se passe dans les usines..." J'étais stupéfaite que les ouvriers prennent fait et cause pour eux. Le cortège partait devant mon usine, je n'avais pas encore décidé d'y participer ; les filles m'ont prise par la main pour que je les accompagne. La situation était complètement inversée. Quelques jours auparavant, je proposais de faire un tract dans l'espoir d'éveiller leur esprit revendicatif ; soudainement, c'étaient elles qui voyaient un peu plus loin que le bout de leur nez et qui avaient envie de défendre les autres.*

Je suis fille d'intellectuels communistes. Dans ma jeunesse, j'avais assimilé l'idéal communiste sur le plan humain — les hommes sont égaux — et sur le plan pratique — l'URSS était la référence. Je connaissais bien ce pays : mon père était le correspondant permanent de *L'Humanité* à Moscou. Pour moi, c'était une évidence de s'inscrire au PC. J'avais prévu de militer à l'Union des étudiants communistes dès mon arrivée à la Sorbonne, à la rentrée 1966. Lors de la première réunion de l'UEC, je me suis retrouvée avec tous les maos, qui avaient emporté l'organisation, obligée d'écouter le discours de l'UJC (ml). Immédiatement, j'ai été frappée par leur façon de s'exprimer, d'argumenter, par la rigueur de leur pensée. Des gens très forts du point de vue de l'esprit. Au nom de cette rigueur, j'ai voulu en savoir davantage. Ils avaient une manière d'aborder rationnellement tout ce dont me parlaient mes parents sur un mode sentimental. Pendant des mois j'ai assisté à ces réunions, complètement torturée par ce qui s'y disait. De retour à la maison, je réveillais ma mère, l'accusant de m'avoir menti, remettant sur le tapis tous les thèmes abordés par les maos. Finalement, j'ai rejoint l'UJ au printemps 1967, avec le sentiment de réaliser là mon premier acte d'adulte ; je me coupais de mes parents.

J'ai appris à militer dans le comité Vietnam de base du XX<sup>e</sup> arrondissement, où j'habitais. Je vendais *Le Courrier du Vietnam*, découvrant le militantisme de rue. J'inventais des slogans que je criais très fort dans les oreilles des passants qui faisaient leur marché ; j'avais à cœur de ne pas réciter de leçon. C'était notre politique, à l'UJ, d'inventer nous-mêmes les mots d'ordre, d'écrire des panneaux qui soient le plus frappants possible. C'est dans le CVB de mon quartier que j'ai rencontré Jean-Claude, le futur père de mon fils, Fabien. En m'installant avec lui, je rompais pour la seconde fois avec mes parents.

L'été 1967 est arrivé, je n'accrochais pas à mes études. Je m'étais inscrite en psycho-philosophie, espérant y trouver des répon-

ses à nombre de mes interrogations — l'intelligence est-elle innée ? Je me retrouvais à des cours qui ne racontaient rien, où il ne se passait rien. Je n'ai pas été aux examens de fin de première année : je pensais que ça n'avait pas de sens d'avoir des résultats sur un an d'études qui n'étaient pas dignes de ce nom.

L'idée de l'établissement a commencé à se faire entendre à l'automne 1967. J'ignore d'où elle est venue mais je sais qu'elle a immédiatement fait tilt à mes oreilles ; je trouvais naturel de ne pas considérer comme un privilège le fait d'être une intellectuelle, donc d'étudier. L'inanité de mes études me faisait ressentir une impression de vide terrible. Toutes les réflexions qui me venaient tombaient à plat dans le milieu étudiant ; les échanges universitaires ne me semblaient pas correspondre à la réalité. Je cherchais la porte de sortie, convaincue que ce n'était pas parce que tout m'avait conduite là qu'il fallait forcément y rester. J'ai commencé à rassembler l'ensemble des documents que je pouvais trouver pour justifier le fait que les intellectuels partent en usine, y compris historiquement. J'ai rédigé un long papier de dix pages dactylographiées, expliquant pourquoi j'allais partir m'établir.

Ma première embauche date de janvier 1968. Je suis entrée à la SEV Marchal d'Issy-les-Moulineaux, qui fabriquait des essuie-glaces, des accessoires pour automobiles... Pour être prise, il était nécessaire de se rabaisser au maximum devant l'employeur, d'adopter une attitude servile. J'ai commencé à travailler sur une petite chaîne, avec une dizaine d'autres femmes, à la fabrication des essuie-glaces ; il fallait assembler les différents morceaux. Une petite pompe nous servait à piocher de la graisse, dont on enduisait chacune des pièces, avant de les monter. C'était particulièrement dégoûtant, on s'en mettait plein les doigts. Ma première difficulté fut la longueur des journées, ces huit heures qui n'en finissaient pas.

J'apprenais à écouter les conversations des femmes, à me mettre au diapason de leurs préoccupations. Je découvrais que pour les entendre, elles, il fallait d'abord que je me taise, moi. Je

me suis rendu compte que, dans toutes les situations, j'avais envie de faire des phrases, d'émettre des idées qui n'étaient pas forcément liées au moment présent. La possibilité d'être découverte en tant qu'étudiante m'insupportait plus que tout, je craignais toujours que l'on me dise : « Mais, de quoi tu causes ? » Alors je parlais des choses de façon très simple, pour que les mots restent toujours accolés à une expérience concrète.

Peu à peu, j'ai acquis davantage d'audace. Je questionnais les filles : « Vous ne trouvez pas que ce n'est pas possible, des conditions de travail pareilles ? ça va trop vite, on se salit les doigts... » Je leur ai proposé de faire un tract pour oser dire que ce n'était pas l'idéal, cette vie qu'on menait ; j'écrivais sous leur dictée, pendant qu'on assemblait les pièces.

Mai 68 est arrivé. Le monde étudiant était déjà loin après ces quelques mois passés à l'usine. Après la manifestation du 13 mai, Renault s'est mis en grève ; le 15 ou le 16, l'occupation de notre usine était décidée. Au départ, j'étais assez réticente : je désapprouvais que ce soit par solidarité envers les étudiants. Puis je me suis lancée à fond dans le mouvement. Naturellement, j'avais un rôle un peu dirigeant, non pas dans le sens hiérarchique, mais du point de vue des discussions, de l'audace des idées, de l'organisation effective de l'occupation, avec les veillées sur le toit de l'usine pour contrer les attaques. Une vraie petite guerre de l'intérieur, qui a duré six semaines... J'étais d'autant plus à l'aise dans cette atmosphère qu'à l'époque les ouvriers « s'intellectualisaient », on se rencontrait à mi-chemin de nos trajets respectifs. Les jeunes de l'usine allaient sur les barricades et à la Sorbonne. Moi, je refusais de sortir. Par la suite j'ai beaucoup regretté d'avoir loupé ça.

On a occupé de mi-mai à fin juin, l'une des plus longues occupations, comme Renault. Nous étions incroyables, dans une atmosphère de fraternité, de rigolade très forte. On écoutait tous ensemble la radio et on rêvait d'un monde meilleur. Je ne dormais quasiment jamais, sans ressentir de fatigue. C'est là que j'ai appris à jouer à la belote. C'était une découverte pour moi,

que le temps ne soit pas forcément utilisé à emmagasiner du savoir. Ensuite, on a passé un mois de juillet tristounet à travailler et, en août, la direction a annoncé quarante licenciements, dont le mien.

La crise de l'UJ battait son plein, l'organisation était accusée de ne pas avoir compris le mouvement de Mai. Je ne ressentais aucun esprit critique, j'avais vécu des expériences magnifiques, tant sur le plan militant que sur le plan personnel. Quand, parmi la débandade, certains se sont réunis, je me suis jointe à eux. Rester avec les gens de la Gauche prolétarienne, c'était se donner la possibilité d'une continuation.

Très vite, j'ai décidé de partir pour Sochaux. J'avais appris qu'il y avait eu deux morts en 1968 et de grands combats. Je me disais : « C'est un endroit pour moi qui aime le monde et l'agitation. » J'étais devenue ouvrière, il était hors de question de remettre en cause ce choix de vie. Avec mon ami, nous sommes arrivés chez Peugeot pour être embauchés. Il a été pris avant moi. Je trouvais très dur d'attendre là-bas, de ne pas être acceptée alors que j'avais tout misé sur cette embauche. Je ne savais pas quoi faire de ma peau.

Finalement, j'y suis entrée, en février ou en mars 1969. J'étais dans l'atelier de montage châssis avec deux mille autres ouvriers, parmi les quarante mille que comptait l'usine. J'adorais le bruit, les odeurs, je voulais être confrontée à la matière. Ce n'était pas suffisant de rencontrer les ouvriers au café, il fallait être avec eux sur la chaîne, les voir, les entendre.

Les premiers temps, chez Peugeot, j'ai fait la même chose que dans l'usine précédente : je suis restée silencieuse. Six mois plus tard, j'ai senti que je commençais à retrouver mes affaires, à reprendre des initiatives, à renouer avec le militantisme. Je parlais avec les gens des conditions de travail, je racontais la Révolution culturelle ; très vite, j'ai distribué des badges de Mao.

Des grèves se sont déclenchées en octobre 1969. Comme en 1968, j'ai senti un lien instinctif avec les ouvriers, qui faisait

que je les comprenais au point de pouvoir parler pour eux. Je suis devenue leur « voix ». On dénonçait les conditions de travail, alors que les syndicats tenaient un discours complètement démobilisateur, revendiquaient sur les salaires pour noyer le poisson. Bien sûr, j'ai rapidement été repérée par les organisations syndicales, qui dénonçaient le fait que je sois une étudiante parisienne ; les ouvriers rétorquaient qu'ils s'en fichaient, que j'étais avec eux. Je vivais des jours inouïs, la continuation de Mai 68 dans un même climat de découverte.

La direction a fait une enquête et m'a convoquée au bureau. Une lettre de licenciement m'y attendait, recensant tous mes faits et gestes de ces derniers mois : « Tel jour, vous avez remis ce livre à telle personne, vous avez fait ce discours là... » ; l'ensemble constituait une faute lourde — incitation à la révolte —, j'étais licenciée sur-le-champ. Je suis retournée à mon atelier, passant de chaîne en chaîne pour montrer la lettre. Je trouvais le licenciement injustifié, je demandais aux ouvriers ce qu'ils penseraient si je ne tenais pas compte de cet avis, en continuant à travailler comme si de rien n'était.

Le lendemain, j'ai rédigé un tract sur ce thème : « L'opinion d'un homme fort de son bon droit doit pouvoir triompher d'une machine administrative. » Déguisée d'une cape et d'un foulard pour pénétrer dans l'usine, j'ai tout enlevé dans mon atelier et je me suis mise à mon poste de travail. Le chef est arrivé aussitôt : « Vous n'avez plus le droit de travailler ici. » J'ai dit : « Bon, alors je fais autre chose », et j'ai commencé à parcourir l'atelier, distribuant le tract et racontant mon histoire. Je m'arrêtais à tous les postes de travail, donnais un coup de main, bavardais. J'en ai gardé un souvenir surréaliste, une ambiance de fête intégrale. Un groupe de gardiens est arrivé pour m'embarquer ; les ouvriers sont immédiatement sortis de leur chaîne, s'interposant entre les surveillants et moi. Je me rappelle cette phrase extraordinaire qu'ils ont prononcée : « Si vous touchez à un seul de ses cheveux, on arrête tout. » Un huissier m'a apporté dans l'atelier une lettre du tribunal me convoquant pour délit ; je ne

me suis pas rendue. J'étais lancée dans une course-poursuite avec les gardiens, soucieux de me jeter dehors ; les ouvriers s'amusaient à les orienter sur de fausses pistes : « Elle est partie par là, à droite, à gauche... » Un ouvrier que je n'avais jamais rencontré est venu me voir ; avec d'autres, il avait organisé ma sortie ; devant telle porte une voiture m'attendrait et j'irais dormir chez des amis. Cette nuit-là, j'ai préparé un nouveau tract pour le lendemain, qui appelait à s'opposer au « roi Peugeot ». Au troisième jour, j'ai senti que ça retombait ; il aurait fallu que les ouvriers se mettent en grève, exigent ma réintégration pour que l'histoire rebondisse. Je n'étais pas certaine d'avoir mené toute cette lutte pour en arriver là, j'ai préféré m'effacer.

En janvier 1970, je me suis retrouvée à la porte et enceinte de trois mois. Je n'étais pas guérie du travail ouvrier, je n'imaginai pas d'autre avenir que l'usine. Sans succès, j'ai essayé de me faire embaucher dans la région ; j'étais grillée partout. Je suis redevenue militante, comme les autres, à distribuer des tracts aux portes. Je m'ennuyais.

L'atmosphère au sein du groupe militant de Montbéliard devenait tendue. Les réunions d'autocritique, très dures, se succédaient. J'ai compris que j'avais fait mon temps : il fallait aller voir ailleurs.

Je suis retournée à Paris m'occuper de mon enfant. J'ai été chargée d'un boulot amusant. Je décryptais, pour la Nouvelle Résistance populaire, les codes de la police qui surveillait les manifestations. J'ai pris ça comme un jeu, ça m'a plu. Petit à petit, à l'aide d'une radio qu'on m'avait fabriquée, je devenais opérationnelle. Mais je dépérissais, je passais trop de temps seule face à moi-même. Je voulais retourner à l'usine, là où les gens ont des sentiments puissants, de vraies impulsions : L'objectif de ma vie de militante était la découverte de ce monde-ci.

Je me suis embauchée chez Gévelot, une usine à Issy-les-Moulineaux, un établissement pépère d'un an et demi... Je travaillais dans les bureaux, au contrôle. A la surprise générale, je faisais des pieds et des mains pour retourner bosser dans les

ateliers ; finalement, on me l'a accordé. Je me suis retrouvée à diriger deux grandes machines qui fabriquaient des cartouches. On mettait les pièces détachées au départ et on suivait l'ensemble du montage. J'ai adoré conduire une machine. C'est dans cette usine que je me suis le plus appesantie sur la compréhension des rapports entre les différentes catégories d'ouvriers. Je remarquais comment seul le régleur bénéficiait du droit de connaître le fonctionnement de la machine, tandis qu'on ne donnait que de petites indications partielles à l'ouvrière pour réparer lorsque celui-ci manquait de temps ; l'ouvrière n'avait pas accès au mystère de la machine. Je découvrais l'esprit de clan dans ces lieux de travail ; je m'étonnais qu'ils se critiquent les uns les autres, qu'ils n'aient pas envie d'être tous unis alors que je me sentais si fraternelle. Je réfléchissais beaucoup aux rapports avec les chefs.

Sur cette question la politique de la GP était claire : « Tout ce qui est chef est pourri, il est normal de leur jeter un pot de peinture à la gueule. » Chez Peugeot, déjà, je m'étais rendu compte que ce n'était pas si simple, qu'ils n'étaient pas tous à mettre dans le même sac. Le critère de l'élévation sociale ne suffisait pas à distinguer les bons et les méchants. Je commençais à remettre en question les schémas qu'on avait au titre de militant.

Parallèlement, je découvrais le mouvement féministe. C'était très nouveau pour moi de considérer que, puisque les femmes ont des choses en commun, il n'y a pas que les critères de classe à prendre en compte. J'ai dévoré la littérature féministe de l'époque. J'en parlais avec mes amis militants, sans grand succès. J'ai commencé à ressentir une incompatibilité entre mon cheminement et le leur ; l'usine devenait ma seule échappatoire. C'était mon univers à moi.

J'étais dans tous ces questionnements lorsque la GP m'a envoyée à Lyon pour militer. J'ai commencé à organiser des actions dans la région, jusqu'à ce que je prenne soudain conscience du fait que la vie militante contredisait complète-

ment la vie personnelle, en essayant de la contrôler et en entravant la réflexion intime. J'ai tout envoyé balader avec perte et fracas. J'ai quitté le groupe et mon ami dans la foulée. J'ai vécu avec mon fils quelques années dans une communauté.

Il fallait que je gagne ma vie. Je me suis embauchée une dernière fois, chez Brandt, à Lyon, pour un contrat de six mois. Je fabriquais des machines à laver. J'ai un souvenir cauchemardesque de cette dernière expérience ; je n'ai plus vu que les mauvais côtés de l'usine, l'ennui terrifiant et l'avenir d'une monotonie absolue. Je n'ai pas renouvelé mon contrat.

Depuis 1988, je travaille comme secrétaire au CNRS, à Lyon. J'y suis entrée grâce à un concours que j'ai passé. Le statut professionnel est problématique pour moi. Depuis que je me suis établie, je n'ai jamais repris mes études. Ce boulot est donc un progrès au regard des longues années de chômage que j'ai vécues. Mais aujourd'hui, je ressens combien je ne suis pas à ma place dans cette catégorie sociale. Il a fallu tout ce temps pour que j'ose me dire que le statut social n'est pas interchangeable. Née dans une famille d'intellectuels, je ne me sens pas à l'aise dans ma profession. Cette question est d'autant plus brûlante que je côtoie des chercheurs, qui sont issus du même milieu que le mien, mais qui, parce qu'ils me savent secrétaire, ne me considèrent pas comme l'une des leurs. Ce n'est que lorsque que nous discutons, que je les force à reconnaître que j'ai le même langage qu'eux, qu'ils changent d'attitude.

## Jacques Theureau, ingénieur ergonomiste

Cet étudiant à Centrale qui fait le choix de devenir ingénieur par goût pour la technique découvre la politique au moment de la guerre d'Algérie. Il adhère à l'UJC (ml), puis à la Gauche prolétarienne, et décide de s'établir à Renault-Billancourt en janvier 1969. Surnommé « le Président » par les ouvriers de son atelier, il devient l'un des leaders des actions qui font de « la forteresse ouvrière » le symbole du militantisme maoïste des années soixante-dix.

*Je me voyais un peu comme l'animateur d'une bande de jeunes, la bande la plus libérée qu'il soit donné de rencontrer. J'appelais à des réunions complètement folles, où il n'était pas possible d'organiser ou de décider quoi que ce soit. Je tentais d'imposer le calme dans une rigolade pas possible, un brouhaha indescriptible. Là-dedans, tout en étant aussi hilare la plupart du temps que les autres, je faisais figure de patriarche, d'instituteur inquiet, parce que la répression policière était très forte.*

Dès la fin de ma première année à Centrale, en 1962, j'ai eu envie de partir. Je ne m'étais pas engagé dans un mouvement politique mais la guerre d'Algérie m'avait mobilisé. Je ressentais un très fort dégoût à l'égard de mes études d'ingénieur ; je m'étais embarqué là-dedans par fascination pour la technique mais je ne comprenais vraiment pas ce que je faisais dans ce milieu.

Dans le chaos de l'après 1968, j'ai participé à l'organisation de la Gauche prolétarienne. La question de l'établissement s'était déjà posée à moi lorsque j'étais élève ingénieur et que je militais à l'UJC (ml). Cette fois-ci, elle devenait une espèce d'évidence. J'ai d'abord essayé Citroën mais la direction menait des enquêtes trop sérieuses, je me suis fait embaucher chez Renault en février 1969. Un petit groupe d'établis et d'ouvriers y étaient en conflit avec la ligne que nous prônions. Ils défendaient classiquement le marxisme-léninisme, alors que nous nous définissions comme « maos-spontex », nous inspirant de ce qui se passait et des idées des ouvriers.

J'ai été pris comme OS dans un atelier très excentré par rapport aux chaînes de montage de l'île Seguin, d'où venaient généralement les mouvements de revendications, les conflits et la violence. Moi, je me trouvais dans un atelier de fabrication à quelques mètres de la sortie ! Bien sûr, la fabrication est épuisante, mais moins que le montage. Il faut cavalier comme un fou, mais sans la pression temporelle qu'exerce la chaîne automatique. J'étais à peine là depuis trois jours que je me prenais un copeau dans l'œil. En principe, le port des lunettes est obligatoire mais personne ne les met parce qu'il se forme de la buée, ce qui est très désagréable. Les accidents sont peu nombreux, les ouvriers maîtrisent bien leur machine : il faut vraiment être le crétin qui débarque pour s'en prendre un dans l'œil ! J'ai par conséquent eu droit au cinéma habituel, les ingénieurs de sécurité qui tentent de te persuader qu'il faut mettre les lunettes bien que tout le monde sache parfaitement qu'il est impossible de les garder... l'hypocrisie classique de la sécurité dans les entreprises.

J'avais pour obsession d'aller bosser dans l'île. J'ai demandé à être muté, alors qu'aucun ouvrier ne souhaite s'y retrouver. C'était tellement aberrant que la direction m'a fait passer des tests d'agilité mathématique ; j'ai fait très attention à ne pas les résoudre tous, et surtout trop rapidement, mais, en dépit de mes efforts, j'ai été catalogué comme « bon pour le technico-

commercial » ! J'ai réussi à biaiser : « Moi, c'est les manivelles... » Je ne suis pas certain de les avoir convaincus. En tout cas, je n'ai pas été envoyé sur l'île. Je me suis consolé en me disant que parfois la périphérie peut envahir le centre. J'ai commencé à réfléchir aux actions à lancer à partir de l'endroit où je me trouvais. Au début, ça s'est mis en place lentement. J'avais l'impression justifiée de ne rien comprendre à rien. J'avais aussi des ennuis avec le petit groupe d'établis et d'ouvriers. Certains de ces ouvriers et leurs contacts dans les ateliers étaient très intellectualisés, avec un mépris assez fort envers le reste de la masse des travailleurs. Rapidement, je n'ai plus su que faire avec ces gens-là. Ils n'appartenaient pas à ma sensibilité, toujours à penser magouilles contre la CGT et le PC, trop liés aux traditionnelles salades politiques de l'usine. Leur propagande comme leurs actions me semblaient complètement artificielles. Ils ont fini par m'exclure, en même temps qu'un autre établi bien plus jeune que moi, à l'occasion d'une cérémonie dans le plus pur style du Parti. Quelques mois plus tard, j'en retrouverai certains pour la « campagne du métro ».

Je me suis alors tourné vers les jeunes. Pendant six mois, l'essentiel de mon activité militante a consisté à discuter le plus longtemps possible près de la machine à café, sans plan ni orientation. Puis, à la rentrée 1969, après les vacances du mois d'août, je me suis décidé à démarrer un semblant d'organisation au sein de mon atelier.

Les prémices en sont assez drôles. Dans le cadre d'une action contre le déménagement d'un bidonville d'Argenteuil, décidé par la mairie communiste, nous sommes arrivés un dimanche matin sur le marché de la commune, sous un soleil resplendissant, pour nous payer une sérieuse castagne avec les militants du PC et de jeunes loubards, embauchés à cet effet. Je me ramasse un œil au beurre noir terrible, du plus bel effet lorsque je retourne le lundi matin à l'atelier. Pour tous les jeunes avec qui je bossais, un coquard pareil, c'était une question intéressante. On discutait déjà beaucoup, je leur filais à lire *La Cause*

*du peuple* et d'autres machins du genre, mais là, ça devenait sérieux : « Ces mecs, ils sont bien, ils ne font pas que causer, ils se castagnent avec le PC ! » On a alors commencé à s'organiser un peu. Mes principaux acolytes étaient deux jeunes types qui m'apparaissent avec le recul pas possibles ; le premier était surnommé « Mimi Cracra » par les militants communistes tellement il était négligé, bien qu'il eût fière allure avec ses cheveux jusque dans le dos et son beau visage. Il était habituellement un compagnon très fin et sur lequel on pouvait compter, mais il pouvait se révéler aussi d'une violence effroyable. Le second, souvent bourré d'amphétamines, débordait d'idées. Dans l'atelier, ils étaient les plus actifs, toujours prêts à organiser une action.

Un comité de lutte s'est mis en place. On diffusait des tracts que l'on sortait non pas à la ronéo, mais à la machine à alcool, plus manipulable par les zigotos qui étaient avec moi. On n'arrêtait pas de faire des petits coups. On baisait les pointeuses en versant dans le trou destiné au pointage des cartes de l'acide sulfurique concentré, provenant d'un labo de chimie de l'Ecole normale supérieure. Alors les contremaîtres s'agitaient, couraient dans tous les sens... C'étaient des moments de libération dans tout ce merdier. Ces petites actions modifiaient l'ambiance générale de ce milieu-là. Les jeunes de l'atelier prenaient leur pied, tandis que moi, je ne parvenais pas à me départir d'une angoisse à l'idée de la répression qui n'allait pas manquer de survenir. Je me faisais le sentiment d'être l'animateur d'une bande de jeunes lors de la traversée de rapides en canoë-kayak. Ce n'était pas une question de hiérarchie, au sens de commander, mais de stratégie. J'étais obsédé par l'après, les conséquences, alors qu'eux ne se faisaient aucun souci ; ils aimaient l'aspect libérateur du moment, les relations que nous avions ensemble pendant l'organisation des coups.

Un jour, avec le groupe, nous avons distribué des tracts dans le métro, à la sortie de l'équipe du soir de Renault. J'avais été séduit par l'ambiance, la foule de gens qui arrivaient et qui dis-

cutaient avant de rentrer chez eux. Le contraire des distributions de tracts mortellement ennuyeuses à l'entrée de l'usine, où tout le monde est pressé et personne ne s'arrête. Je crois que c'est en février 1970 qu'il y a eu cette augmentation des tarifs du métro. On a pensé qu'on pourrait lancer le refus de payer le métro, en profitant du monde qui se dirigeait en masse vers la station Billancourt. La foule pourrait imposer le passage gratuit. Mimi Cracra et le reste de la bande ont commencé à diffuser des tracts sur le thème du métro gratuit. Depuis la rentrée 1969, on était très aidé par les « détachements », organisés par un certain Benoît, dont la créativité égalait largement celle qui était déployée à l'intérieur de l'usine. Ces groupes d'étudiants tenaient la porte de l'usine et les cafés des environs, se mettant en rapport avec ceux qui bossaient. Avec leur aide, on a littéralement inondé Renault de tracts sur cette histoire de métro. Le lundi, jour de l'augmentation des tarifs, à la sortie de l'équipe du matin, on a fait comme si c'était une manif qui sortait de l'usine et tout le monde est passé en rigolant et sans payer. Les jours suivants, on a continué. C'était d'une très grande intensité, tous les ouvriers discutaient ensemble dans une atmosphère de décontraction absolue. Dès le mardi soir, les castagnes sérieuses ont commencé avec la police, des malabars en civil de la RATP s'en sont mêlés. Avec ces derniers ça a été saignant : en gros, toute l'usine leur a marché dessus, les laissant assez mal en point sur les quais du métro ! Le troisième jour, la CGT et le PC ont entamé une contre-attaque. Ils ont commencé à distribuer des tracts sur « ces maoïstes qui détournent l'attention de la classe ouvrière de ses vrais problèmes ». Je déjeunais à la cantine de Renault avec des copains quand ceux de la CGT sont arrivés, fous de rage à cause de cette histoire de métro : « Espèce de salaud, ça va être ta fête ! » Sans attendre, je grimpe sur la table pour me lancer dans un discours alors que simultanément Mimi Cracra se saisit de ses couverts et lance : « Si vous avancez, je vous perce... » La parfaite symbiose ouvrier-intello... On en a beaucoup ri.

Le PC faisait courir le bruit qu'on mènerait tout le monde au casse-pipe. Il fallait expliquer. J'ai fait l'erreur de me mettre en avant, de me lancer dans des baratins rassembleurs. Dès ce moment, il a été facile au Parti de tout me mettre sur le dos. J'étais le bon filon. Deux ans après que j'aurai quitté Renault, les militants communistes continueront à distribuer des tracts contre « l'ingénieur fasciste Theureau ». Que faire lorsqu'on te dénonce comme ingénieur, flic et fasciste ? La première qualification est exacte, le reste est faux. On a préparé des tracts un peu ampoulés sur le sujet. Il me semble que notre embarras marque toute la limite de l'établissement d'un ingénieur. Quand je repense à la haine que je suscitais auprès de la CGT et du PC, je l'attribue en grande partie à cette limite. Dans ce milieu, l'idée de se sortir de la merde existe très fort. En même temps qu'on glorifie le monde ouvrier, on pousse les enfants à faire des études pour y échapper. Et, en face, il y a un zigoto comme moi qui devient OS et fout le bordel. A l'usine, personne ne sait ce que fait un sociologue mais l'ingénieur, tous les ouvriers le connaissent, c'est le plus proche du patron : celui qui fait marcher la boîte !

L'affaire du métro a bien duré un mois, ça devenait de plus en plus violent ; à la fin, nous avions tout le monde contre nous : les flics, les CRS, l'armée... Le métro devenait lieu de toutes les rencontres, des plus invraisemblables prédications. Je me souviens d'un ouvrier, Jacky Lafortune, ancien responsable des Jeunes communistes du côté de la Charente, féru de marxisme, qui s'en donnait à cœur joie. Il montait sur les bancs du métro et se lançait dans des discours sur l'anniversaire de la mort de Rosa Luxemburg et de la commune de Berlin. Les mecs qui sortaient de l'usine n'y comprenaient pas grand-chose mais rigolaient bien. Une ambiance de Hyde Park souterrain régnait. Parfois, je rencontre encore Jacky, depuis il a fait une thèse sur l'art nouveau à Vincennes...

Naturellement, nous sommes passés des « groupes de sortie », pour prendre gratuitement le métro, aux « comités de lutte » inté-

rieurs, destinés à organiser des actions, des grèves, des manifestations au sein même de l'usine. Pierre Overney participait à ce mouvement-là. Après avoir été viré de Citroën, il était rentré chez Renault et y développait un surréalisme étonnant, organisant des concours de pêche à la ligne dans l'île Seguin. L'esprit de l'époque s'y prêtait. J'ai le souvenir d'un concert de trombones à la chaîne, à partir des tubes coulissants des portières de bagnoles, orchestré par « Bouboule », un établi musicien.

On testait tous les sabotages imaginables. Un copain de l'île Seguin avait vidé une solution d'acide dans le moteur de commande de la chaîne d'un atelier, les tracts prêts à être diffusés dès l'arrêt des machines. Or rien ne s'est passé. Quelques jours plus tard, il fait un nouvel essai et c'est toujours l'échec. Il tente le coup encore une fois et, merveille, la chaîne s'arrête. Les copains commencent à distribuer les tracts pour expliquer cette action d'éclat, jusqu'à ce qu'on découvre que l'arrêt de la chaîne n'avait aucun rapport avec nos manipulations !

Progressivement, l'idée d'une réflexion collective sur nos actions a émergé. Il fallait s'organiser, créer quelque chose. La question posée en particulier par mes compagnons était la suivante : comment faire en sorte que l'on n'ait pas seulement des idées, mais qu'il soit aussi possible d'en faire une politique ? C'était poser la question de mon remplacement. J'ai fabriqué une espèce de manuel à la manière du *Petit Livre rouge*, mais organisé et numéroté comme le *Tractatus* de Wittgenstein — pour nous, le monde était pareillement limpide... —, qui offrait un condensé de nos principes des plus généraux aux plus pratiques, comme les actions à tenter dans un atelier en grève.

Mais le « toujours plus » du militantisme, la campagne pour le procès d'Alain Geismar, celle de l'été chaud, la multitude des actions à mener ont balayé les demandes de réflexion. On disait « il faut consolider », sans jamais avoir le moindre temps d'aller dans cette voie-là. Cela me fait penser à un film que j'avais vu alors, *Une fille et des fusils*, l'histoire d'une bande de jeunes qui commence par voler une boîte d'allumettes dans un bureau

de tabac et termine en enlevant Brigitte Bardot et la tour Eiffel...

Dans l'optique « mettre le souk à Renault », on avait mené Jean-Paul Sartre dans l'usine. La direction, après m'avoir déjà muté dans un poste isolé et changé d'équipe, en a profité pour me virer. C'est la première fois que s'est mise à l'œuvre la milice des flics en civil de Renault, dirigée par Tramoni, celui qui tuera Pierrot. J'ai été convoqué au bureau, la direction m'a signifié mon licenciement, j'ai tenté de retourner à mon atelier pour prévenir mes potes, la milice m'attendait et bloquait les portes. Je connaissais bien l'usine, j'ai pu lui échapper et courir à l'atelier. Je débarque, j'arrête tout, je grimpe partout, je commence un discours, les flics en bleu de travail tentent de m'attraper... Un vieux mec du PC, ancien de la CGT, me balance un pot de flotte sur la tête de l'étage du dessus. (Le mal que j'ai eu ensuite à convaincre les jeunes de ne pas lui casser la gueule !). Effet de surprise, les flics bloquent la porte de sortie de l'atelier et me kidnappent. Je suis viré *manu militari*.

La semaine suivante, je venais à la porte régulièrement. Un jour, pendant la distribution de tracts, des copains me disent : « On s'ennuie ! Si on bougeait un peu ? » On se pointe tous aux grilles et on tente d'entrer. Les gardiens se précipitent, on commence à les embrouiller : « C'est pas vous qu'on veut voir, on veut parler aux flics en civil. » Un attroupement commence à se former. Un copain du détachement a l'idée de se saisir de la casquette d'un gardien et de me la mettre sur la tête ; soudain, toutes les casquettes des gardiens se sont mises à voler de part et d'autre des grilles. Une belle fête...

Bien sûr, j'ai fait le cinéma habituel, c'était breveté : quand on était licencié, on y retournait foutre le bordel. De la folie furieuse ! Je suis rentré en bleu de travail et lunettes noires, par la petite porte d'un autre atelier : Renault était un vrai gruyère ! J'arrive dans mon atelier au moment du changement d'équipe, je tombe sur un directeur de département, je l'attrape par la cravate, commence un discours... le grand jeu, rassemblement

et rigolade des ouvriers. Il me fallait pourtant partir ; j'avais déjà mordu d'une demi-heure sur la reprise du travail de la seconde équipe, autour de l'usine ça commençait à être le désert. Je croise un gardien à vélo, il se dirige vers le poste de garde pour prévenir de ma présence. Je me précipite sur lui, saisis son vélo et l'enfourche ! Lui piquer son vélo pour l'empêcher d'aller chercher du renfort d'accord, mais partir moi-même à vélo, c'était pousser le bouchon un peu loin ! J'arrive au poste de garde, doté d'un bel élan grâce à la bicyclette, mais tous les gardiens me tombent dessus et me séquestrent. Les copains qui attendent à l'extérieur mon retour commencent à amener les ouvriers qui sortent de l'usine. Les gens se rassemblent, je pousse les hauts cris et autres appels militants, ça répond de l'extérieur ; les gardiens essaient de me bâillonner, commencent à paniquer en voyant les copains tenter de forcer la grande porte en fer, qui finalement cède ! Bagarre générale, on me sort en triomphe de l'usine ; j'ai l'impression de lire une bande dessinée, je n'arrive pas à croire que je suis le Tintin de l'histoire.

Il m'est d'autant plus facile de raconter l'aspect bande dessinée de mon séjour à Renault-Billancourt qu'il me semble concerner quelqu'un d'autre que moi. Les choses sérieuses me concernent personnellement et restent problématiques. C'est d'abord la sorte d'amitié, de fraternité créatrice, cosmopolite, ouvriers-intellectuels mais aussi essentiellement mâle, militante, voire guerrière, qui nous unissait et que nous distillions autour de nous. C'est ensuite la violence, celle que nous subissions — le cortège des copains mis en taule et/ou tabassés par la police — et surtout celle, exceptionnelle mais souvent spectaculaire, dont nous prenions l'initiative. C'est enfin notre « pensée politique », qui, par exemple, après une action de commando particulièrement lamentable contre un petit chef raciste et fasciste de l'île Seguin, nous permettait de nous contenter d'un petit calcul politique des conséquences (en « négatif » une grève des cadres de l'île Seguin pour la sécurité, en « positif » le fait que cette grève avait été peu suivie et les félicitations que les ouvriers nous adressaient).

Je continue aujourd'hui de discuter de ces choses sérieuses avec des proches, anciens ou nouveaux, mais j'ai du mal à en parler publiquement, en mon nom propre, à l'heure où mes compagnons d'alors sont dispersés.

Jean-Paul Cruse,  
journaliste

Né dans une famille de la grande bourgeoisie française (du côté paternel les négociants en vin de Bordeaux, du côté maternel l'industrie automobile Peugeot), il est élevé dans la région de Sochaux et vient faire ses études supérieures à Paris. En khâgne à Louis-le-Grand en 1966-1967, il entre dans le comité Vietnam de base de son lycée, fréquente l'UJC (ml). A la rentrée 1968, il s'établit dans le centre de tri postal d'Austerlitz. Il adhère, dès sa création, à la Gauche prolétarienne et appartient au comité exécutif. Il part s'embaucher à Nantes. D'abord OS chez Beghin-Say, puis manœuvre dans l'entreprise de métallurgie Batignolles-Creusot-Loire, il est licencié. Il a une activité militante très intense, organisant notamment des actions de sabotage. Dénoncé, recherché par la police, il passe quelque temps en prison. Lorsque la GP implose, il sera le porte-parole d'une tendance opposée à la dissolution de l'organisation.

*Il y avait des papiers de récupération, des journaux, des tonnes de feuilles, des espèces de machines, des filets qui descendaient du plafond, qui les déversaient, puis des broyeuses. C'étaient de vieux engins guidés par de grandes roues en bois, avec des élastiques autour, comme des pédaliers de vélo. C'était très beau à voir.*

Je suis issu de deux grandes familles de la bourgeoisie française ; côté paternel, les Cruse sont de gros négociants en vin,

côté maternel, c'est l'automobile Peugeot. J'ai été élevé dans la région de Sochaux puis je suis venu faire mes études supérieures à Paris. En 1966-1967, j'étais en khâgne à Louis-le-Grand, j'ai milité dans les comités Vietnam de base puis, à la suite de mai 1968, j'ai adhéré à la Gauche prolétarienne.

À la rentrée 1968, je me suis fait embaucher au centre de tri d'Austerlitz. Je devais gagner ma vie : mes rapports avec mes parents s'étaient beaucoup détériorés depuis que j'avais décidé d'arrêter mes études et de m'engager politiquement. La ligne d'établissement, telle qu'elle avait été définie par l'UJC (ml), me plaisait. J'avais une idée du monde du travail qui m'a toujours fait choisir les emplois les plus bas de gamme. Au contraire de certains établis, issus de la petite et de la moyenne bourgeoisie, torturés par leur position de classe dans la société, leur désir d'ascension sociale et leur déchirement à la perspective d'un déclassement, nous étions un certain nombre, nés dans la grande bourgeoisie, plus à l'aise sur le terrain. Je n'allais pas grimper plus haut et je ne me posais pas de questions sur les ouvriers, savoir s'ils étaient purs et parfaits n'était pas mon problème, je n'allais pas refaire mon âme.

J'étais manutentionnaire aux PTT, un lieu d'embauche facile, où régnait une ambiance contestataire. Mai 68 était passé par là avec un groupe de militants actifs, les ouvriers arboraient le badge de Mao et lisaient *Le Petit Livre rouge*. Toute la journée, je trimalais des sacs de jute emplis de courrier et de journaux ; à la sortie, je participais aux actions, souvent violentes, organisées par la GP. Il était fatigant de se lever à cinq heures du matin à la cité universitaire de Nanterre pour arriver à l'heure au centre de tri d'Austerlitz... Je me suis fait virer pour absentéisme.

Dans la perspective d'une extension nationale, l'organisation avait décidé d'implanter des cadres dans des zones d'usines en province, des régions ouvrières considérées comme stratégiques. En militant dévoué, j'étais prêt à quitter la capitale. La direction hésitait entre Nantes et Sochaux. Ma famille maternelle,

qui m'avait élevé après la mort de mon père, vivait à Montbéliard ; je connaissais bien le coin pour y avoir passé toutes mes vacances. J'ai expliqué qu'il m'était difficile d'aller m'établir dans une usine où mon père avait été directeur, ça ressemblait à un mauvais scénario sur les rapports père-fils ! En fait, je détestais cette région austère et glaciale, je suis assez frileux. Nantes m'attirait au contraire, il y avait la mer, comme à Bordeaux, où j'avais passé mon enfance.

À l'occasion des petites « longues marches » de l'été 1969, j'ai préparé mon établissement à Nantes. Je n'avais pas un sou, il me fallait un travail immédiat. Sur les conseils d'ouvriers du coin, j'ai atterri dans l'usine de sucre Beghin-Say, une entreprise d'ouvriers spécialisés, facile à l'embauche, où l'on faisait un travail de cochon. Les trois huit, le travail de nuit, des cadences soutenues, une chaleur étouffante liée à la vapeur, la morosité des ouvriers... En 1968, il y avait eu de l'agitation, des gens avaient été virés ; depuis, il ne s'y passait plus rien. Je restais aux aguets d'une usine intéressante où je pourrais enfin militer.

Un jour, un copain de l'UJ, ouvrier à Batignolles-Creusot-Loire, m'a annoncé qu'un poste de manœuvre se libérait. Je me suis fait embaucher. Cette usine de métallurgie, qui employait majoritairement des travailleurs qualifiés et français, avait eu une histoire forte en 1968. Le travail de manœuvre était très secondaire par rapport au processus de production ; les ouvriers nous appelaient les « mannequins », terme plutôt péjoratif dans ce milieu-là. En compagnie de quelques vieux ouvriers alcooliques et de jeunes sans formation, je balayais dans les ateliers les copeaux de métal qui tombaient des machines.

Il existait un noyau d'ouvriers très politisés, sympathisants maos, militants CFDT en instance de rupture avec leur syndicat. Ils étaient en contact avec d'autres métallos de Nantes, également dans la contestation syndicale. Ces types multipliaient au sein de l'usine les manifestations, les grèves, les séquestrations. J'étais fasciné et très embarrassé : j'étais en période d'essai, se faire remarquer, c'était se faire virer, mais je n'avais

pas non plus envie de passer pour un jaune... Les trois premières semaines de mon embauche, j'ai dû me contenter d'observer le mouvement, dirigé par deux à trois cents fortes têtes. Ensuite, on a créé un comité de lutte avec les ouvriers les plus en conflit avec leur syndicat. Mon rôle consistait à clarifier et à radicaliser leur position ; j'étais le petit machin qui les bousculait, qui activait leur envie de sauter le pas.

Aux Batignolles, la séquestration des patrons se pratiquait beaucoup. Dans les usines nantaises, cette tradition remonte aux années cinquante ; les ouvriers très qualifiés savent qu'il est difficile pour la direction de les licencier en raison de la rareté de cette main-d'œuvre-là. Ils vont donc régulièrement « vidanger les bureaux ». Ils arrivent en cortège, bousculent un peu les cadres, sans manquer de les injurier, ils bloquent les lieux, vident les placards et jettent les dossiers.

A la première séquestration à laquelle j'ai participé, j'étais parvenu à entraîner les mannequins, ce qui ne s'était jamais fait ; ça nous avait tous bien plu... Pendant six mois, je menais de pair une intense activité au sein de l'usine et à l'extérieur. Tout marchait impeccable. Je vendais *La Cause du peuple* dans les ateliers, en plus du petit journal mao local. Je ne me disais pas établi : j'étais davantage perçu comme un militant professionnel que comme un étudiant venu s'installer en usine. J'ai de nouveau été mis à la porte pour absentéisme. Lorsque nous étions licenciés, notre truc était de déclencher des mouvements de protestation. C'était compliqué parce que les mecs nous aimaient bien, mais ça n'allait pas jusqu'à se mettre en grève pour nous ! La technique était de retourner dans l'usine en faisant le mur et d'y rester le plus longtemps possible pour discuter avec les ouvriers, avant de se faire repérer et jeter dehors.

Les ouvriers m'avaient expliqué une combine pour revenir dans l'usine. Je suis entré avec le badge de Mao sur mon bleu et j'ai commencé à distribuer des tracts dans les ateliers. Les chefs n'osaient pas trop m'attraper, sachant que j'étais assez populaire et qu'une bagarre pourrait survenir. Ils se contentaient

de me tourner autour pendant que je déambulais ; progressivement, je me suis retrouvé avec une brigade de chefs à mes trousses. Mais je connaissais bien cette usine immense et je passais d'allée en allée tandis que les ouvriers rigolaient et appelaient les chefs : « Il est passé par là, non, par ici ! » Ils ont eu une idée qui a rendu folle la maîtrise. Ils ont accroché sur leurs bleus de travail des capsules rouges de bière ou de Coca-Cola ; dans le clair-obscur de l'usine, tout le monde paraissait porter des badges de Mao ! Les contremaîtres tournaient dans tous les sens. La poursuite a duré jusqu'au soir. Je ne savais plus trop quoi faire, mon retour avait bien marché, mais je voyais bien que les ouvriers n'iraient pas plus loin. Notre comité de lutte n'était pas assez puissant pour organiser un débrayage ; quant à la CGT, très conservatrice, elle était ravie de mon licenciement. J'avais discuté toute la journée et même des cégétistes, les plus anti-maos, trouvaient bien que je sois revenu pour mettre le bordel. Ils disaient : « Petit gars, si j'avais ton âge, j'en ferais autant ! » Ce sont eux qui m'ont suggéré la petite ruse qui pourrait enmerder le plus la maîtrise : « Tu vas t'arranger pour sortir sans qu'on te voie. Comme on est vendredi, ils vont passer le week-end à te chercher dans l'usine... » C'est ce que j'ai fait. Les chefs détestés ont passé deux jours à patrouiller.

Par la suite, en 1971, la grande grève qu'on aurait aimé faire de l'intérieur s'est déclenchée aux Batignolles. Elle a duré un mois et demi. J'allais voir les ouvriers clandestinement parce que j'étais alors recherché par la police. Ils ne m'avaient pas oublié.

Dans l'usine, on n'avait pas vraiment réussi à faire passer notre message — « les syndicats, c'est fini » — et à mettre sur pied des organisations autonomes. Nous étions à contre-courant, insensibles à la force et à l'ancienneté de la tradition syndicale. Par contre, à l'extérieur, on avait trouvé ce qui emportait l'adhésion de tous : la lutte pour les bords de l'Erdre, l'une des deux rivières qui traversent Nantes. La rivière est belle, bordée de propriétés privées, de châteaux, de plages. Le libre accès à son

rivage était remis en cause par les propriétaires des demeures, qui tentaient d'empêcher les paysans et la population ouvrière de la ville de s'y rendre le week-end. Nous nous sommes appuyés sur la tradition d'unité entre les ouvriers et les paysans, encore renforcée en 1968 lorsque les paysans ravitaillaient les usines occupées. On développait un discours de classe contre les châteaux, on constituait des comités de défense des berges, on organisait d'importantes manifestations de plus de mille personnes menaçant d'aller occuper les propriétés.

J'avais adhéré à la Gauche prolétarienne sur la mise en pratique d'actions précises, violentes, revendicatrices. On nous appelait les « militaires », contrairement à d'autres, qui avaient un esprit « plus religieux », dans le sens de la réforme individuelle, de l'engagement vécu comme une purification et basé sur la culpabilité.

A la fin de l'année 1970, des mandats d'arrêt ont été lancés contre moi et plusieurs copains. J'avais animé la campagne régionale de l'été chaud, lancée dans toute la France sur le thème « Pas de vacances pour les riches, des vacances pour les travailleurs », et j'avais pris la tête d'actions-commandos pas bien méchantes mais très visibles, comme le saccage de grosses propriétés sur les bords de l'Erdre ou des attaques de bateaux-mouches. Je passais aussi beaucoup de temps dans deux lycées très actifs de Nantes, Clemenceau et Bellevue, où les grèves se succédaient, animées par un fort courant sympathisant mao à l'origine de l'établissement de nombreux lycéens. Un des proviseurs avait viré des lycéens ; on était entrés la nuit dans l'établissement, qu'on avait recouvert d'inscriptions peintes, et on avait mis le feu à sa voiture... On avait peur et on s'amusait énormément.

Je vivais ces actions dans une dimension morale — animé de l'idée de justice —, politique — nous participions à la création d'une nouvelle force prolétarienne — et ludique. Nous étions fiers, nous pensions aux Tupamaros, à Arsène Lupin, le côté « on frappe un grand coup et on disparaît ». C'était drôle, exci-

tant, brutal mais pas inconscient. Généralement, nous n'avions pas d'armes, on se limitait au cassage de gueule et à la mise à feu des locaux. De fait, les dangers encourus restaient limités : se prendre un bon coup sur la tête, ce qui nous est arrivé à tous, passer quelque temps en prison, ce qui fut courant ; plus tard, quelques-uns d'entre nous sont morts, mais le risque restait marginal.

Après ces séries d'opérations, les flics ont commencé à faire des rafles. Un mec s'est allongé et m'a chargé au maximum ; j'ai dû me cacher un an. J'ai été condamné par défaut, arrêté dans le Nord à la frontière belge et transféré à Nantes. Dans mon dossier, des erreurs de procédure me faisaient relâcher puis retourner en taule ; ça a duré deux, trois ans. Au bout de quelques mois, j'ai obtenu un régime de semi-liberté. Je travaillais le jour comme ouvrier agricole chez des paysans de la mouvance GP et je rentrais dormir en prison. A la campagne j'étais bien, je retrouvais le plaisir du travail physique en plein air. Je me suis même posé la question de m'installer chez eux, comme un faux établissement. Après ma libération, j'ai préparé un FPA d'ajusteur-mécanicien, avec l'idée de me réembaucher en usine, mais la GP a implosé. J'ai accusé les dirigeants de brader ce qu'on avait fait. Je voulais continuer parce que dans la région Saint-Nazaire-Nantes, il y avait une forte activité militante, qui a d'ailleurs persisté après la dissolution, et un mouvement d'établissement, qui s'est perpétué. Cette spécificité du local n'a absolument pas été prise en compte. J'ai continué de militer dans la région jusqu'en 1977, embauché comme secrétaire permanent syndical des paysans. Progressivement, je suis devenu le correspondant régional de *Libération*, dont j'avais dénoncé la création, que j'analysais comme une tactique de la part des dirigeants pour cesser de militer. De retour à Paris, j'ai été m'« établir » à *Libération*, journaliste militant.

Je repense à ces années d'activisme avec infiniment de plaisir, en dépit des crises personnelles douloureuses. La rupture avec ma femme a coïncidé avec l'éclatement de l'organisation.

Je l'avais rencontrée au moment du mouvement de liquidation de l'UJC (ml) ; nous étions du même côté et si minoritaires que tout de suite très proches... Nous sommes partis ensemble nous établir à Nantes. La clandestinité puis la prison ont compliqué nos relations. Il faut avouer que je n'étais pas très séduisant avec mes cheveux teints et une fausse moustache... Bref, elle a commencé à en avoir assez de cette vie extrême, de cette pression permanente qui rendait tous les rapports compliqués. Elle a rencontré quelqu'un d'autre, on s'est séparés, elle est revenue, tout un bordel pour finalement se quitter définitivement. On avait commencé à diverger politiquement mais je ne pourrais plus distinguer ce qui est la cause de ce qui est l'effet...

Je ne sais pas très bien pourquoi je suis devenu marxiste mais, à coup sûr, c'est plus par ma connaissance des bourgeois que par ma rencontre avec les ouvriers. Beaucoup se sont un jour demandé si cette classe dominante que nous combattions existait réellement ; l'employeur de Calvet, celui qui peut le virer du jour au lendemain, il m'a appris à faire du scooter lorsque j'avais treize ans dans la région de Montbéliard. Lorsqu'on a vécu chez les Peugeot, on est sûr qu'on ne combat pas des fantômes.

## Jacques Kébadian, cinéaste

Né dans une famille de communistes arméniens, il remet en cause le stalinisme en 1956, puis se lie aux trotskistes au moment de la guerre d'Algérie. Après l'indépendance, il abandonne le militantisme, entre à l'IDHEC et se consacre au cinéma. La guerre du Vietnam le ramène à la politique. Il rejoint la JCR mais y défend *Le Petit Livre rouge* de Mao Tsé-toung. En 1968, le mouvement d'occupation des usines lui fait quitter l'organisation et adhérer aux comités de base qui se forment avec les ouvriers. En 1969, il abandonne le cinéma pour partir s'établir chez Valentine à Gennevilliers. Il adhère à la GP. Licencié, accusé d'être le chef d'une bande armée par le truchement de la loi « anti-casseurs », il est arrêté. En liberté provisoire, il continuera de militer avant de rompre avec l'organisation, peu de temps avant sa dissolution.

*Valentine, c'était effectivement une « usine-poison », dans le sens où les ouvriers s'intoxiquaient en travaillant et n'avaient aucune protection. C'est d'ailleurs toujours le cas aujourd'hui. Nous, on collait des étiquettes « Valentine-poison » et des têtes de mort sur les pots de peinture. A cette époque, on tentait de dénoncer ce type de scandale...*

En 1968, j'étais déjà âgé, avec un passé de militant tortueux. Dans ma famille, lorsque Staline est mort, on a pleuré en pensant que tout s'écroulait ; j'avais douze ans. Au lycée, j'ai adhéré

aux Jeunesses communistes ; en 1956, je suis devenu antistalinien. Pendant la guerre d'Algérie, j'ai eu des sympathies trotskistes. Après les accords d'Evian, j'ai cessé de militer, j'ai fait l'IDHEC, l'école de cinéma. J'avais l'idée de faire un film sur la vie d'un héros anarchiste, Emile Henri, guillotiné à vingt ans après un procès exemplaire. Pour le réaliser, il fallait que je me replonge dans les organisations étudiantes, je voulais étudier leur fonctionnement et entendre leur discours. J'ai hésité entre les maos et les trotskistes. J'étais séduit par une jeune maoïste qui vendait *Garde rouge*, un peu à la manière de Jean Seberg avec son *Herald Tribune* dans *A bout de souffle*. Cela m'a tenté mais j'étais plus en accord avec les thèses de Che Guevara. J'ai donc adhéré à la JCR<sup>1</sup>, un truc de jeunes où j'étais le plus vieux. J'y défendais *Le Petit Livre rouge*, expliquant les points communs entre la pensée de Guevara et celle de Mao. Lorsque maos et trotskistes se cassaient la gueule dans les meetings, j'étais toujours entre les deux.

J'appartenais à un groupe « cinéma militant » ; en février 1968, nous étions partis pour Berlin filmer la manifestation internationale de solidarité avec le Vietnam et les expériences de l'« université libre », impulsées par le SDS. On travaillait à Paris sur le montage quand la nouvelle de l'attentat contre Rudi Dutschke<sup>2</sup> nous est parvenue. Nous préparions un film sur le Mouvement du 22-Mars<sup>3</sup> lorsque les événements de Mai ont débuté. Pendant plus d'un mois, nous avons suivi les gens, filmé la rue, *Le Joli Mois de mai* en est issu.

L'occupation des usines a surpris les organisations révolutionnaires. Je me suis retrouvé dans la tendance mao-spontex, avec ceux qui voulaient suivre le mouvement de masse. J'ai quitté

1. Jeunesse communiste révolutionnaire, organisation étudiante de trotskistes de tendance frankiste (IV<sup>e</sup> Internationale), dirigée par Alain Krivine.

2. Le 11 avril 1968, le jeune leader du mouvement allemand SDS est grièvement blessé en pleine rue, à Berlin-Ouest.

3. Occupation de la tour administrative à Nanterre par les étudiants, à l'origine du mouvement de Mai 68.

la JCR pour entrer dans les comités de base de VLR. Je participais à des actions un peu spectaculaires, souvent en compagnie des maos.

En 1969, j'assistais Robert Bresson pour son film *Une femme douce*. Soudain, j'ai pensé que cela n'avait pas de sens, que quelque chose de décisif se jouait pas loin de nous, que je n'y prenais pas part. Je culpabilisais sur mon statut d'intellectuel. L'idée de partir en usine m'est venue progressivement, sous l'influence des thèses de la Gauche prolétarienne et de quelques amis qui appartenaient à cette mouvance. Effectivement, il fallait aller jusqu'au bout.

Je suis quelqu'un d'assez passionné, je pensais que la mort pourrait bien être ce bout-là, je me disais : « Advienne que pourra... » Sans doute est-ce ainsi que l'on meurt bêtement d'héroïsme ?

J'ai largué mes bouquins, mes disques, le cinéma ; je me suis préparé des certificats de travail et je suis parti me faire embaucher chez Valentine, où l'on m'avait affecté, à Gennevilliers. Entrer à l'usine, c'était se lancer dans la guérilla. C'est ce qui m'avait séduit à la GP, la mise en œuvre d'actions violentes, manifestation immédiate de la justice.

Je travaillais au magasin de peinture. Je devais livrer trois mille kilos par jour. Je courais au milieu des rayons de peinture à l'huile, à l'eau, de vernis de bois, remplissant mon chariot de pots composites : il fallait bien connaître la topographie du lieu. Dans cet atelier, nous étions deux à saboter tout ce qu'on pouvait. Nous collions « Valentine-poison » sur les colis qui sortaient, nous faisons tomber les pots de peinture, nous les crevions... A la fabrication, d'autres versaient quelques gouttes de noir dans les grandes cuves de blanc.

A la porte, nous distribuions *Le Journal de Valentine* qui popularisait nos actions de sabotage. Les ouvriers s'amusaient de nos coups, parfois complices, parfois mouchards. Au bout de quelques semaines, j'ai dû être dénoncé par l'un de nos « sympathisants ouvriers », je me suis fait licencier.

J'ai eu peur lorsque la direction de la GP m'a demandé de retourner dans l'usine. C'était illégal puisque j'étais licencié, et très peu toléré à cette époque. Je savais qu'il s'agissait d'une opération « suicide », un tabassage par la maîtrise, une arrestation par les flics... On a organisé ça de façon quasi militaire. J'avais les plans de l'usine, j'ai été déposé en voiture, je suis entré avec un mégaphone, je me suis hissé sur un tas de pots de peinture et j'ai commencé à hurler : « Je suis licencié parce que je défends les ouvriers, je dénonce les conditions de travail, les petits chefs sont des salauds. Il faut continuer la lutte, on ne peut pas se laisser faire ! » En même temps, je poussais des pots sur la tête des chefs qui tentaient de m'attraper, les ouvriers regardaient, écoutaient et rigolaient mais il ne se passait pas grand-chose. Je ne pouvais quand même pas rester juché sur mes pots cent sept ans ! J'ai évidemment été pris et emmené au commissariat. J'ai joué le « vrai ouvrier », injustement mis à la porte ; par chance, j'ai été relâché.

Je suis devenu le chef du détachement sur Valentine. Je dirigeais les actions aux portes de l'usine, jusqu'au jour où il est devenu impossible de s'en approcher : la direction avait embauché des gardes, anciens de la guerre d'Algérie. Nous avons décidé de briser cet encadrement. Le repérage s'était effectué bien à l'avance. Nous serions cinq ou six à distribuer des tracts et à prendre la parole, déposés par deux camions, aux fausses plaques d'immatriculation, à l'intérieur desquels seraient entassés une quarantaine de camarades armés de drapeaux rouges et de manches de pioche. En cas d'arrivée des flics, le repli était prévu : des voitures stationnaient derrière les camions et certains d'entre nous étaient munis de cocktails Molotov. Une bataille rangée s'est déroulée devant l'usine, avec pas mal de blessés, surtout du côté Valentine, absolument pas préparé à une action de ce type. Mais nous ne sommes pas parvenus à « libérer » les portes de l'usine ; par contre, reconnu de tous, j'ai été fiché chef de bande armée. C'était l'époque de la loi « anti-casseurs ». Si je passais en procès, je devais répondre de la responsabilité globale de toute l'opération.

Nous ne nous serions pas arrêtés pour si peu. Puisqu'on ne pouvait plus approcher de Valentine, on agirait ailleurs. Nous prenions d'assaut les cars de ramassage des ouvriers pour prendre la parole et les barbouiller d'inscriptions. Les actions « anti-petits-chefs » continuaient de plus belle. Nous avons décidé de balancer un pot de peinture sur la tête d'un chef qui venait de licencier un ouvrier de Valentine. On l'appelait le chef Michel ; j'étais le seul à le connaître, je devais le désigner à ceux qui étaient chargés de l'opération. Le jour du repérage, pour ne pas être reconnu, j'avais endossé un costume bourgeois, plaqué mes cheveux et mis une fausse moustache. Mon camarade, joli garçon aux yeux bleus, chargé de l'action, s'était carrément déguisé en femme, en robe et perruque blonde. A la gare du Nord, sur le quai des trains de banlieue, tout le monde n'avait d'yeux que pour nous ! Nous sommes quand même parvenus à repérer le trajet du chef et le lendemain il recevait son pot de peinture sur la tête.

Je me suis fait arrêter stupidement un soir, sur un quiproquo total. Je raccompagnais mon amie, militante dans un mouvement lycéen, lorsque j'ai été interpellé par deux flics en civil. C'était la brigade des mœurs, qui trouvait que j'étais accompagné par une fille trop jeune...

J'avais vécu la double vie d'ouvrier et de militant, les horaires de l'usine, les distributions de tracts, les réunions, les actions. Au bout d'un an d'activisme à la GP, j'étais au ras des chaussettes. Tout devenait compliqué, l'imagination s'épuisait. Curieusement, j'ai ressenti un soulagement à être embarqué alors que je risquais gros. Ils m'ont tondus les cheveux, donné une couverture, j'ai pu enfin m'allonger et dormir. Grâce à la mobilisation d'amis et de cinéastes, j'ai été relâché en liberté provisoire au bout de deux mois. Jusqu'à la dissolution de l'organisation, j'ai continué à militer en dépit de mon malaise croissant quant aux orientations développées par la direction. Lorsque la NRP a « condamné à mort » un militant accusé d'être un infiltré, au cours d'un faux procès populaire, j'ai commencé

à tout remettre en cause... A la même époque, il s'est passé quelque chose qui m'a intéressé, puis qui m'a fait définitivement rompre avec la GP et les maoïstes. On avait constitué un groupe de cinéastes très politisés pour réaliser un film de fiction à partir d'un scénario sur un ouvrier de la RATP. Je me souviens du titre : *Coup pour coup*. Progressivement, un des réalisateurs a tout récupéré à titre personnel, ça a été une vraie déception par rapport à l'avenir d'un cinéma possible qui n'était pas un cinéma individuel. Peu de temps après, nous nous séparions.

Ensuite, j'ai vendu des bijoux, fait de la brocante ; progressivement, j'ai repris contact avec le cinéma et c'est reparti... Le plus dur, ça a été la révélation de l'échec de tout ce pour quoi on s'était battus : le Vietnam, la Révolution culturelle, Cuba... Pendant quatre ou cinq ans, on a beaucoup bu, on s'est beaucoup défoncés. Certains ont été jusqu'au bout de ça aussi. On n'avait plus de repères.

## Charles-Henri de Choiseul-Praslin, avocat

Issu de l'ancienne noblesse française (pair de France), élevé chez les Wendel, industriels de la sidérurgie lorraine, symbole des « deux cents familles », il découvre la politique à Louis-le-Grand, lors de la guerre d'Algérie. Il entre ensuite à Sciences-po, tente l'ENA, échoue. Tout en militant dans les comités Vietnam de base, il s'intéresse au marxisme théorique et suit les cours organisés par l'UJC (ml). En mai 1968, il passe son temps à Renault-Flins et décide de se consacrer quelques années au militantisme. Il adhère à la Gauche prolétarienne et s'embauche à Flins, où il restera un an. Élément de confiance de l'organisation, il assure le travail politique aux portes de l'usine, puis devient agent de liaison entre les dirigeants de la GP et les clandestins de la Nouvelle Résistance populaire. En 1972, il décide de retourner s'établir et choisit les chantiers de Saint-Nazaire, haut lieu de la subversion ouvrière. Démasqué, il est renvoyé en 1973.

*Je concevais très bien qu'une partie de mes aspirations personnelles s'inscrive dans l'ordre du salut individuel par rapport à mes origines sociales. Je pensais que l'action collective effacerait ces scories mais je n'aurais jamais agi seul, dans une visée rédemptrice. Ma famille était catastrophée par mes rares interventions publiques, surtout lorsqu'elle a pensé que nous étions au bord du terrorisme. C'était une situation limite mais très éloignée de ce que pratiquait la « bande à Baader », même si la Gau-*

*che prolétarienne a pensé à la lutte armée. Cela dit, pendant la Résistance je pense que des gens de ma famille se sont entre-tués. Ces situations historiques peuvent se rencontrer.*

J'ai été élevé dans une région très ouvrière, la Lorraine sidérurgique ; ma famille, les Wendel, était gaulliste. Un gaullisme romantique, celui de la Résistance, pendant laquelle mon père a été tué. J'ai connu les ouvriers de l'autre côté de la barrière ; gamin, on m'emmenait dans les usines pour leur dire bonjour et ils levaient leur chapeau à notre passage. Il me reste des photographies de moi enfant allumant les hauts fourneaux, pendant que le curé donnait la bénédiction ! Le château familial était situé au milieu des usines, une locomotive transportant les minerais circulait au milieu de la nuit sur un réseau ferré intérieur ; une note de service interdisait aux transporteurs de siffler trop fort, ce qui aurait risqué de nous réveiller... Le paternalisme régnait, il fallait être bon avec les ouvriers, les femmes de la famille s'occupaient des œuvres sociales, de l'école.

J'avais fait khâgne-lettres pour le plaisir, puis Sciences-po, où l'on parlait de politique industrielle de façon totalement abstraite, même pas d'un point de vue de droite, comme celui que je connaissais. L'école fonctionnait alors comme une machine à fabriquer les cadres de la bourgeoisie, elle nous apprenait les techniques du pouvoir et un certain type de discours qui donnait une impression de culture. Je provoquais les hurlements de mes profs en lisant Lénine dans le texte alors qu'ils conseillaient de s'en tenir au résumé. J'ai obtenu mon diplôme en 1966, je ne savais trop quoi faire. Pour être tranquille vis-à-vis de ma famille, j'ai dit que je préparais l'ENA bien que je n'aie jamais envisagé une carrière de haut fonctionnaire en pantoufles. Je me posais des questions, j'avais des copains de gauche. J'ai commencé à militer aux comités Vietnam de base, tout en lisant ce que les marxistes-léninistes écrivaient ; je suivais intensivement des cours de formation théorique, Althusser, Balibar, tout ce qui me donnait les moyens de retrouver une faculté d'analyse

de la réalité qui m'avait fait cruellement défaut à Sciences-po. Je suis assez besogneux, j'ai besoin de repères ; je me politisais avec les CVB sur le plan pratique et je bouquinais Marx pour comprendre l'économie. On militait à la base, on faisait du travail de porte pour expliquer aux gens la guerre du Vietnam : qu'on parvienne à les intéresser m'étonnait toujours ! On ne rechignait pas non plus à s'en mettre de bonnes avec les fachos qui nous attaquaient pendant les distributions de tracts.

Progressivement, j'ai complètement adhéré à l'analyse des marxistes-léninistes, qui prônait d'aller rejoindre les ouvriers. Mai 68 est arrivé, les usines se mettaient en grève, j'ai pensé comme une évidence que j'allais me consacrer entièrement au militantisme politique pendant quelques années. J'avais vingt-quatre ans. Je ne me souciais pas du lendemain, encore moins de l'avenir. Je passais beaucoup de temps à l'usine Renault de Flins. C'est là que j'ai entrevu la possibilité d'une jonction entre ouvriers et intellectuels si on entrait à l'usine. Les ouvriers, pas tous mais ceux qui prenaient nos tracts, nous demandaient de venir à l'intérieur pour faire avancer les choses. Peut-être que nous provoquions cette attitude ? Peut-être que nous retenions ce que nous avions envie d'entendre ? Mais ils disaient que pour élaborer des plans d'ensemble, il fallait venir travailler avec eux.

Je me suis dit : « Allons-y ! » et j'ai cessé de distribuer des tracts à la porte pour ne pas être reconnu à l'embauche. Je venais d'assister à la création de la Gauche prolétarienne dans les appartements de Jean Baby, en compagnie d'une vingtaine de personnes. J'étais loin d'être aussi formé politiquement que la majorité des présents mais le projet avait l'air bien. J'ai décidé de rester avec ces gens. C'était le bon choix, le choix d'être solidaire de certains plutôt que d'autres. J'ai dit que j'étais prêt à m'établir à Renault-Flins.

Avec mon nom de famille, c'était difficile. J'ai donc inventé une histoire à faire pleurer dans les chaumières : un père mort à la guerre, une mère sans le sou, un apprentissage de boulanger, un faux certificat de travail fourni par le Comité d'action

et de liaison avec la jeunesse, organisation noyautée par les gauchistes. J'ai vraiment pris mon pied en voyant la tête du chef du personnel qui lisait mes papiers. C'était le lendemain de la grande castagne du 17 juin 1969, où nous avons attaqué la maîtrise de Flins ; il m'a mis en garde : « Vous savez, c'est animé par ici, c'est même assez dangereux... » J'ai été embauché comme cariste<sup>1</sup>. Il fallait monter des trucs dans les hangars de l'usine, à cinq ou six mètres de haut, des petits containers sur un machin à deux fourches, c'était assez casse-gueule. J'avais été pris sans qualification, ils m'ont fait circuler sur différents postes jusqu'au jour où j'ai été complètement isolé ; ils avaient dû se rendre compte qu'il y avait un canard boiteux qui n'appartenait pas à la couvée normale...

En attendant, je tournais. J'ai eu un poste très sympa de jockey ; il s'agissait de récupérer les voitures en bout de chaîne pour les conduire au parking. Au retour, on bavardait tranquillement dans la navette. Durant l'été, la situation s'est détériorée : la production des voitures à sortir avait diminué et la direction nous forçait à passer les journées enfermés dans une fourgonnette. Il n'y avait pas de boulot mais il ne fallait pas que les autres ouvriers s'en aperçoivent. Il s'agissait de ne pas reproduire le scandale de l'année précédente : les jockeys désœuvrés s'étaient installés au soleil dans le parc avec leur casse-croûte, leur litron de rouge, et jouaient aux cartes ! Cette fois-ci, enfermé pendant des heures avec des mecs qui jouaient à la belote, alors que je n'aimais pas ça, et n'osant lire, j'ai bien failli me barrer. Progressivement, je me suis habitué, j'arrivais à leur parler, j'apprenais comme lorsque j'étais gamin et que je m'étais retrouvé pensionnaire chez les jésuites...

Ensuite, j'ai transbordé des palettes pour l'atelier de sellerie, où la main-d'œuvre était exclusivement féminine. J'étais le seul mec de l'étage et je n'arrêtais pas de me faire vanner : laquelle arriverait à me faire le plus rougir ? Je n'ai jamais entendu de

1. Conducteur de chariot de manutention.

la bouche de nénettes des plaisanteries aussi crues que celles-là ! C'était drôle ; ce qui l'était moins, c'est que les cadences étaient telles qu'elles ne levaient jamais la tête de leur machine... Embêtant pour un établi !

Je découvrais l'usine de l'intérieur. Dans mon enfance, j'avais vécu au milieu des usines mais j'ignorais tout de la réalité manuelle, des individus qui y travaillaient. Je voulais comprendre, surtout ne pas me faire remarquer par un gros coup et être obligé de me barrer. Certains, à la Gauche prolétarienne, me le reprochaient. Je repérais le terrain, je me laissais doucement imprégner par l'ambiance, j'étais un peu l'établi en retrait, le catalyseur, le révélateur des copains ouvriers. Je leur reconnaissais le savoir-faire des prises de parole, de l'occupation ; ils n'attendaient pas de moi que je prenne la tête des mouvements mais qu'on discute ensemble.

J'ai toujours eu comme position de dire le plus vite possible qui j'étais, dès que je sentais que mon interlocuteur était capable non pas de l'admettre, mais de ne pas me rétorquer : « Tu n'as rien à foutre là », et de n'en tirer que l'anecdote d'avoir croisé un intellectuel en usine. Je passais de révélation en révélation, il fallait d'abord que le type admette que j'étais bourgeois, puis révolutionnaire, puis maoïste. Qu'il me rétorque : « T'es un rigolo ! » n'était pas grave s'il m'écoutait, qu'il m'envoie promener après tout ce que j'avais fait pour être là me faisait mal. On croyait vraiment au travail politique sur la classe ouvrière.

Pendant un an, je fus heureux. Même à la chaîne et en dépit de l'ennui du boulot, j'avais le sentiment de vivre. Bien sûr, il m'arrivait aussi certains matins en apercevant l'usine de tourner les talons pour aller boire un coup. C'étaient les jours où ça ne m'était plus possible de me taper ces huit heures-là, avec l'impression qu'une heure s'était écoulée alors que cinq minutes venaient à peine de passer. J'avais peu de temps pour discuter avec les ouvriers et je me disais parfois que c'était con de passer des heures sans l'ouvrir, à produire, à bosser comme un

imbécile. Je n'étais pas venu pour ça... Ensuite, je me rassurais en me disant que notre truc n'était pas de faire des adeptes parmi les ouvriers de base, qu'on aidait les mecs déjà organisés et politisés que j'allais voir pendant les pauses. Je ne pensais pas que cela ferait avancer les choses de mettre son poing dans la gueule d'un contremaître pénible. J'étais patient, je me faisais un plan sur cinq ou six ans.

Je me suis fait virer après avoir passé un mois en taule à la suite d'une baston avec les flics. A ma sortie, je suis revenu tranquillement à l'usine, muni d'un faux certificat médical, établi par un médecin de l'organisation, alors que tous les journaux avaient publié une photo de moi en action ! Je n'avais passé qu'un an à Renault. La GP m'a demandé de rester sur Flins pour militer aux portes. Je n'aimais pas trop ça, mais j'ai accepté parce qu'on était quand même astreint à un minimum de discipline. J'y suis resté six mois. A cette époque, l'organisation marchait pas mal, des tas de gens venaient nous rejoindre parce que nous étions les seuls à vraiment secouer le cocotier. Ensuite, j'ai servi d'agent de liaison entre la direction de la GP et la Nouvelle Résistance populaire ; c'était comique parce qu'un des projets était d'enlever Henri de Wendel, héritier du groupe Wendel-Sidelor, qui venait d'annoncer une charrette de licenciements de plus de mille ouvriers... Mais je m'ennuyais, j'ai décidé de retourner m'établir.

J'ai choisi Saint-Nazaire, qui faisait un peu figure d'épouvantail pour les militants ; personne n'y restait très longtemps. L'idée de m'établir seul dans mon coin me séduisait. J'avais trafiqué mon nom et changé de prénom. L'objectif, c'étaient les chantiers de Saint-Nazaire, le *nec plus ultra* de l'ouvrier révolutionnaire, un des endroits les plus chauds de France, avec beaucoup de gens organisés à la CGT, peu au PC, qui avaient lancé des grèves insurrectionnelles impressionnantes. C'était surtout l'une des seules usines où le rapport de forces sur la liberté d'expression rendait licite la distribution de tracts aux portes par n'importe quel ouvrier de l'entreprise. Je suis parvenu à

me faire embaucher par un sous-traitant comme meuleur, un boulot très dur physiquement. Peu de temps après, il m'envoyait une lettre pour me signifier mon licenciement parce que je distribuais des tracts devant l'usine. J'y suis retourné pour prévenir les gars de ce qui m'arrivait ; ils ne m'avaient jamais vu mais ils ont débrayé pour s'opposer au licenciement d'un intérimaire ! Le jour suivant, j'étais réembauché... C'était vraiment l'effervescence permanente, grèves et débrayages se succédaient. J'appartenais au comité de lutte mao, on faisait notre cuisine dans notre coin, sans prendre l'avis de Paris ; nos revendications étaient anti-hiérarchiques et salariales.

J'étais complètement dans cette vie. Je bossais, j'organisais des réunions, la vie associative était alors intense à Saint-Nazaire, on discutait de Lip, du MLF, je montais rarement à Paris, j'étais devenu un militant professionnel...

Pour me virer, ils ont remplacé tous les intérimaires par de vrais embauchés, j'ai été le dernier à partir... Ils avaient mis du temps mais ça avait marché ! J'ai compris que c'était la fin, que je ne retrouverais jamais d'usine comme celle-ci, sans doute même plus d'usine du tout. J'ai alors travaillé comme intérimaire à l'entretien des chantiers. C'était très dur, très fatigant, très ennuyeux. Il n'y avait aucune possibilité d'action politique... de l'ouvriérisme sans intérêt.

L'organisation éclatait. A mon sens, il était essentiel que l'établissement soit vécu au sein d'une organisation pour que l'aventure ne prenne pas une voie trop individuelle. J'ai décidé de suivre une formation professionnelle, j'ai passé un CAP de soudure, je suis entré dans une petite boîte de métallurgie. Un établissement sans politique, juste pour vivre le quotidien des ouvriers. J'y suis resté six mois, l'ambiance était très figée ; il fallait être dans la boîte depuis cinq ans pour avoir voix au chapitre. Ensuite, j'ai tenu un bistrot ouvrier dans les chantiers, avec des ambitions culturelles comme la projection de films : un boulot de dingue ! L'usine, à côté, c'était presque du repos. J'en ai ouvert un second dans un quartier marginalisé, avec l'idée

de lutter contre le racisme au quotidien : « Vous pouvez avoir le même troquet ». Finalement, je me suis occupé d'un centre socioculturel dans la zone de Saint-Nazaire, tout en reprenant mes études de droit. Je suis devenu avocat généraliste dans cette ville.

Yves Devillers,  
imprimeur

Elevé dans la région de Montbéliard, il déménage à Nice après son baccalauréat, pour suivre son père, chef d'atelier dans une petite usine, qui vient de prendre sa retraite. Il débute des études de philosophie, s'engage en politique sur la question du Vietnam, adhère à l'UJC (ml). Il participe au mouvement étudiant de Mai 68, occupe la faculté niçoise, rencontre les ouvriers aux portes des usines occupées. Il entre à la Gauche prolétarienne et fait sienne la ligne de l'établissement. En septembre 1969, il trouve du travail dans le secteur bateaux d'une usine de la Côte d'Azur, la société d'exploitation de La Bocca. Il y passera plusieurs années, établi vivant sur place dans un bâtiment juste derrière les grilles de l'usine, dont les chambres sont louées aux ouvriers, célibataires ou immigrés.

*Les outils, ce sont des rouleaux comme ceux dont on se sert pour peindre, des grands bacs où tu prépares la résine et dans lesquels tu plonges le rouleau pour imprégner les tissus, puis un instrument avec de petites rondelles de fer grâce auquel tu écrases les tissus pour chasser les bulles d'air. Ensuite, on couvre. On laisse saisir chaque couche, avant d'en mettre une nouvelle puis on renforce certains points de la coque du bateau.*

La Côte d'Azur, ce n'était pas du tout ma région. Je viens de Montbéliard, mon père était chef d'atelier dans une petite usine et ma mère couturière à son compte. Croyante, elle pas-

sait beaucoup de temps à organiser des actions de charité ; elle s'occupait non sans mal de la distribution des vêtements du Secours catholique. J'ai été élevé au milieu des gamins prolos de la ville, je suis même entré dans l'équipe de foot de Sochaux mais la discipline était infernale ; j'ai préféré retourner jouer dans la rue. Comme tous les gosses d'ouvriers du coin, j'ai été au CEG. Par la suite, pour aller au lycée, il fallait passer un concours ; c'est ce que j'ai fait après ma seconde. Là, j'ai commencé à côtoyer un peu la bourgeoisie catholique de la région.

Quand mon père a pris sa retraite, nous sommes partis nous installer à Nice, en 1966. Je me suis inscrit à la fac et j'ai commencé à regarder autour de moi ce qui se passait. Le mélange des genres dans ce lieu neuf et sans traditions m'amusait. J'ai d'abord rencontré les trotskistes, je participais à leur cercle ; c'était très historiciste, on étudiait des textes, mais il y avait peu d'actions au programme. C'est sur le Vietnam que je suis vraiment entré en politique, en m'inscrivant à l'UJC (ml). L'organisation me plaisait ; c'était une question de rigueur : à partir du moment où j'adhérais, je voulais être efficace.

En Mai 68, il y a eu quelques occupations d'usine assez poussées. On allait aux portes, on distribuait des tracts, on discutait et on emmenait les ouvriers dans la fac occupée. Lorsque c'est retombé, j'ai eu envie de maintenir à tout prix l'esprit, la flamme de ce moment. Il y avait eu une petite étincelle, la rencontre d'ouvriers et d'étudiants, les accords de Grenelle, qui avaient fait beaucoup de vagues ici... La reprise du travail avait été refusée dans les premiers temps.

J'ai tout de suite adopté l'idée de l'établissement : il fallait soutenir, consolider ces noyaux d'ouvriers qui s'étaient révoltés et qui avaient déchiré leur carte de la CGT, les aider à constituer une force autonome. Durant le mouvement étudiant, j'avais intensément participé à tout ce qui se faisait, j'aurais pu continuer et prendre des responsabilités, mais les prises de parole et les stratagèmes ne sont pas ma spécialité. J'étais attiré par

l'action. Beaucoup ont quitté la fac, cependant nous n'avons été que deux à partir en usine.

Je me suis établi en septembre 1969 à la Société d'exploitation ferroviaire de La Bocca, très active en mai 1968, spécialisée dans les réparations ferroviaires pour la SNCF. Les contrats avec la SNCF s'amenuisant, les patrons de la boîte venaient de créer un nouveau secteur de pointe, les bateaux. Parmi les quatre cent cinquante salariés qui décarcassaient les wagons, certains sont formés à la fabrication des bateaux. Je réponds à une annonce d'embauche-formation, après m'être trouvé deux faux certificats, l'un de peinture sur ferraille, l'autre de travail d'entretien de matériel nautique.

On s'est retrouvés une quinzaine de jeunes, dans un vieux hangar anciennement ferroviaire, encadrés par Robert, un ouvrier qui avait été l'un des leaders de Mai. Lui et ses copains s'étaient illustrés par quelques actions d'inspiration gauchiste ; ils avaient planté un drapeau rouge au sommet de l'usine, occupé et reçu les étudiants. Alors que le secteur ferroviaire est le bastion de la CGT et des prolos traditionnels de père en fils, aux bateaux il y a beaucoup plus de marginaux, des jeunes, des immigrés. Après la reprise du travail, Robert avait déchiré sa carte de la CGT ; il était proche des maos. Pour moi, ce sera un appui essentiel, c'est ensemble que nous organiserons les actions. Les trois premiers mois ont été les plus pénibles, j'étais en formation, je rongais mon frein, je me trouvais dans un atelier à l'écart et l'usine était très vaste : les wagons, ça prend de la place...

J'apprends le métier, la stratification des bateaux en polyester. Un travail très artisanal et pénible parce que les matières utilisées ont une forte odeur chimique, assez toxique, qui s'accroît d'ailleurs avec la chaleur. Si on met un peu trop d'accélérateur dans la cuve, ça prend trop vite, ça fume et on risque l'évanouissement. Au début, je trouvais ça dur : l'objectif principal était quand même de faire assez bien son boulot pour ne pas être démasqué. A l'usine, tu travailles avec d'autres gens, si tu les freines et que tu sabotes le rythme, ça se passe mal et

tu n'es pas intégré. J'essayais donc de faire au mieux. Ce n'était pas évident mais ce n'était pas non plus cauchemardesque parce que c'est chouette de fabriquer un bateau ; c'est un bel objet.

La vie quotidienne était sans intimité. Je dormais dans un endroit au-dessus de la cantine, juste derrière les barrières de l'usine, à la Roubine, un bâtiment de la SNCF. Il y avait une vingtaine de chambres occupées par les ouvriers célibataires, les jeunes immigrés et quelques vieux qui avaient échoué là sans bien savoir pourquoi. Nous avions une bonne paie, un loyer modique, du temps et de l'argent pour les loisirs ; ce n'était pas le milieu le plus combatif. Je vivais parmi eux sans jamais penser à m'échapper et à chercher une chambre en ville. L'ambiance était plutôt calme, sans rapport avec les grosses boîtes parisiennes : nous n'étions pas coursés toutes les cinq minutes par la CGT... Je m'étais installé là pour être vraiment comme un poisson dans l'eau ; ça me plaisait, j'étais plutôt du genre sous-marin : plonger complètement pour plus tard émerger. Je ne voulais pas, ne savais pas faire comme certains militants qui, au lendemain de leur embauche, sautaient sur la table, faisaient un discours, lançaient une action, puis étaient virés. A vingt ans, tu ne te poses pas la question de savoir si tu vas passer ta vie là ou ailleurs. J'avais tout mon temps. Lorsque tu es à l'intérieur, tu te sens au chaud, c'est sécurisant et valorisant. Je trouvais le travail aux portes plus difficile et bien plus ingrat. Le danger, c'est de se laisser aller, de prendre le rythme au fil des jours et de devenir léthargique ; à la sortie de l'usine, on est épuisé, vidé, on n'a pas forcément envie de penser à l'organisation d'une action, la préparation d'une réunion ou la rédaction d'un texte. On aimerait bien avoir terminé sa journée. Je passais de longs moments d'isolement total. La plupart des jeunes ouvriers étaient très « loisirs » ; à l'usine, puisqu'on fabriquait des bateaux, le comité d'entreprise avait monté un club de voile et les jeunes emmenaient les vacanciers faire un tour en mer. Je voyais ça d'un assez mauvais oeil, c'était paternaliste : je refusais de faire du bateau.

J'étais prudent. Pour notre cause, on avait besoin de temps. Nous n'étions pas des foudres de guerre. Robert, jeune prolo très révolté, anti-autoritaire, envoyait balader les chefs quand il le fallait sans être forcément convaincu de la nécessité de la création du parti de la classe ouvrière. Il était très anti-syndical, favorable au comité d'action de base. J'étais très imprégné par cet esprit. A aucun moment je n'ai tenté de constituer un parti.

A l'exception de quelques proches, personne ne savait que j'étais établi. Il fallait que j'aie vraiment confiance en un ouvrier, que j'aie discuté très longtemps avec lui pour oser sortir *La Cause du peuple*. Comme je ne parvenais pas à la vendre, je la donnais, ce qui était jugé opportuniste par l'organisation. Par contre, je mettais un point d'honneur à passer mes numéros dans l'enceinte de l'usine ! Je me lançais rarement dans les discours théoriques, je m'intéressais plutôt au quotidien des ouvriers. On parlait de la vie. Je les écoutais : « C'est bien, on a du soleil mais c'est pas la Côte d'Azur, c'est la côte d'usure... » Et c'était vrai que le soleil, on le payait cher ; il faisait beau, l'usine était au bord de la mer, on voyait les touristes débouler sur la plage tandis qu'on bossait comme des dingues. Une ambiance Riviera, qui influençait les jeunes ouvriers célibataires ; ils s'habillaient avec élégance, allaient danser à Cannes, jouaient au casino... Je ne sais pas si on peut parler de classe ouvrière ; c'étaient des individus atomisés, sans culture et sans références, largués dans des petites usines implantées au milieu d'une région de fric, d'amusement, de villégiature. La condition de prolo dans un tel endroit était encore plus dévalorisante qu'ailleurs. Lorsqu'ils sortaient, ils ne disaient jamais qu'ils travaillaient là.

C'est dans cet univers un peu confus et compliqué que Robert et moi n'arrêtons pas de rédiger de nouveaux tracts et de tenter des actions...

Aux bateaux, secteur nouveau que les patrons veulent productif, le bonus augmente beaucoup les paies dont le taux horaire est trop faible. Il n'y a pas de chronométré permanent sur

les chaînes, il faut toujours aller le plus vite possible en raison de ce taux horaire insuffisant. On dénonce le système mais c'est compliqué : ceux qui nous écoutent sont ceux qui connaissent bien un bateau et qui viennent d'être déplacés sur un autre ; ils vont aller moins vite, ils ne profiteront plus du bonus. Les autres sont d'accord pour reconnaître que le système est pourri mais ils connaissent leur bateau et ils font un bon bonus. On rédige des articles pour *La Cause du peuple*, on ne cesse de lancer le mouvement de contestation et, finalement, ça marche ! Les bateaux se mettent en grève sur la question des salaires. Le secteur compte un peu moins de trois cents personnes, nous sommes une centaine à faire grève ; la CGT essaie de prendre la grève en marche en pure perte. Le mouvement n'est pas mao, il est né d'une nébuleuse sans nom, constituée autour d'un réseau de discussions intenses depuis de longs mois. Ce sont les ouvriers les mieux payés qui lancent la grève. Ils fabriquent le bateau le plus prestigieux de l'usine, un magnifique voilier, très grand. Cette fois, on va tous ensemble au club de voile se promener en mer pendant que la production est arrêtée. Un jour, le patron est arrivé fou de rage, il a escaladé un petit muret, s'est pris les pieds dans le sable et est tombé sous l'œil rigolard des touristes et des ouvriers. Il hurlait : « Ce sont mes bateaux, je vous interdix d'y toucher ! » Les ouvriers lui ont rétorqué : « Ces bateaux, c'est nous qui les fabriquons, ils sont à nous... » La direction a rapidement cédé, le salaire horaire a été augmenté. Mais Robert et moi avons été licenciés. Le patron n'avait pas toléré nos tracts, qui relataient ses mésaventures sur la plage... La grève a repris pour notre réintégration. C'était à la fois formidable et extrêmement angoissant ; l'arrêt de travail avait déjà duré plus de quinze jours, sur le plan financier cela devenait très dur. J'étais mal à l'aise qu'ils continuent à cause de moi. Par bonheur, on a été réintégrés.

Je crois que c'est à ce moment-là que le patron s'est un peu renseigné sur moi ; il a vite découvert que j'avais été étudiant, il a rusé, il m'a changé de poste. J'ai été envoyé dans l'équipe

la mieux payée, celle qui fabriquait les voiliers de prestige. Comme il fallait apporter tout le soin possible à la construction de ces bateaux, nous n'étions pas chronométrés. Le travail est dur, tu es seul dans ton coin, tu stratifies de grandes surfaces, les ouvriers pensent beaucoup au fric parce qu'ils en gagnent pas mal. Alors que j'étais entouré de l'aristocratie ouvrière de la boîte, mon manque de pratique évident me posait problème ; il fallait que je m'accroche, je n'avais plus le temps de discuter. J'étais très surveillé, le patron ne manquait jamais de me faire quelques remarques désagréables. Il m'avait prévenu : « Toi, j'irai te faire vendre des cacahuètes ! » Avec Robert, nous organisions encore quelques petits coups, plutôt gagueuses — on était un jour venus chercher nos paies avec des brouettes... Cependant, les anicroches avec le chef du personnel se faisaient de plus en plus nombreuses.

L'année qui a suivi notre réintégration a été sinistre. Nous nous sommes fait licencier un par un. Notre noyau s'est désintégré. Un copain s'est fait virer parce qu'il avait sorti la « perruque », l'outil ou les matériaux que les ouvriers « empruntent » pour faire des petits travaux à l'extérieur. Robert a été envoyé au ferroviaire, un boulot très pénible ; il a commencé à mal bosser, à manquer, je crois qu'il était en dépression, le patron en a profité pour le mettre à la porte. Quant à moi, j'ai été renvoyé pour avoir collé des affiches dans l'usine ; j'ai nié, ils ont argué d'une analyse graphologique alors que tout était écrit en lettres capitales. J'ai été mis à la porte un an, jour pour jour, après mon premier licenciement : le patron avait pris sa revanche.

Peu de temps après, je retournais à Sochaux. C'est là que je continuerais de militer jusqu'à la dissolution de la Gauche prolétarienne.

Christian Jambet,  
professeur de philosophie

En 1968 étudiant en khâgne, il est successivement renvoyé de Louis-le-Grand et d'Henri-IV. Leader du mouvement lycéen anti-autoritaire de 1969, qui voulait bloquer le fonctionnement du système scolaire, il appartient au comité exécutif de la Gauche prolétarienne et, à ce titre, part pour la Chine en novembre 1969. Il en revient avec une vision de la Révolution culturelle à son zénith. En 1970, il est envoyé par la direction dans la région Lille-Roubaix-Tourcoing, avec une dizaine d'autres lycéens. Il ne parvient pas à être embauché dans l'usine phare du Nord, Thomson de Lesquin, et ne trouve du travail que dans une petite manufacture de Roubaix. Un établissement bref — moins d'une année — mais une épreuve morale et un échec complet, davantage soumis aux principes rigides de l'organisation qu'aux réflexions objectives sur un possible travail politique.

*Cette histoire de nouer, de faire des nœuds de tisserand, avec un chef que j'avais toujours sur le dos, qui paralysait mes efforts politiques et qui voulait « m'apprendre le métier... » ! Je l'entends encore me dire : « Va prendre ton diable, va chercher des bobineaux », et toutes sortes de choses comme celles-ci...*

En mai 1968, j'étais en hypokhâgne ; j'ai été admis en khâgne mais renvoyé successivement de Louis-le-Grand, puis d'Henri-IV. De l'UJC (ml) je suis passé à la Gauche prolétarienne ; je dirigeais le secteur lycéen et une partie du Mouve-

ment de la jeunesse. J'appartenais au comité exécutif de la direction et, à ce titre, je suis parti en Chine pour représenter l'organisation auprès des « grands frères », comme nous les appelions familièrement. A mon retour, en novembre 1969, la question s'est posée, pour moi comme pour de nombreux lycéens maos, de savoir quelle serait notre place dans le combat politique.

Cette année-là, dans les lycées de Paris et de province, avait éclaté ce que nous appelions la « révolte anti-autoritaire ». Notre action consistait à soutenir et à promouvoir les révoltes les plus radicales dans les établissements scolaires, afin d'en bloquer le fonctionnement. En toile de fond, il s'agissait d'envoyer les lycéens mobilisés aux portes des usines, ultérieurement de les pousser à abandonner leurs études et tout projet d'avenir universitaire. Il fallait les convertir, les mener à l'usine afin de renforcer les groupes d'établis, encore squelettiques à l'époque. L'usine, comme la suite logique de ces mobilisations...

Je vivais alors avec une camarade qui avait quitté le lycée l'année précédente pour s'établir dans la région parisienne. Nous sommes partis ensemble, en compagnie d'une dizaine d'autres lycéens, dans la région Lille-Roubaix-Tourcoing. Il avait été décidé, sans que l'on nous demande notre avis, que Roubaix devait être le lieu d'un investissement militant. En outre, je ne suis pas parvenu à me faire embaucher à Thomson-Lesquin, l'usine qui m'était destinée. J'ai commencé à chercher du travail dans Roubaix. J'ai été refusé à la Lainière de Roubaix, après un examen médical qui m'a estimé « trop fragile » pour trimballer des ballots de coton de cinquante kilos. De toute façon, ne sachant ni conduire, ni monter à bicyclette et ne pouvant même pas m'imaginer dans ces pratiques, il m'aurait été difficile de me rendre dans cette usine, dont les portes ouvraient à cinq heures du matin...

Finalement, j'ai déniché, dans une petite entreprise de la ville, un travail d'aide-ourdisseur en équipe de jour. Je m'étais muni d'un faux certificat de travail et j'ai simulé l'absence totale d'instruction pour ne pas être placé dans un atelier protégé. Comme

la plupart des garçons de mon âge à l'embauche étaient illettrés, j'ai dû — ce qui est plus difficile que de faire la preuve de ce que l'on sait — prouver que je ne savais rien, tout juste compter. Par contre, je n'avais aucun besoin de modifier mon apparence vestimentaire : j'étais habillé comme l'as de pique !

L'ourdissage, c'est une pratique. Les fils destinés au tissage doivent être enroulés sur de grandes bobines d'au moins deux mètres de longueur. On reste debout des heures durant, en veillant à ce qu'il n'y ait pas deux fils qui passent dans le même interstice. Lorsqu'un fil casse, on arrête la machine et on fait un nœud de tisserand. Le reste du temps, on va chercher de nouveaux bobineaux et on les place sur des espèces de socles où ils sont en attente. Tout cela était extrêmement monotone mais pas vraiment fatigant.

Au bout d'un certain temps, je suis parvenu à me lier avec un jeune type, ouvrier du textile depuis un moment, passionné à l'idée d'organiser des virées en Belgique, le summum des projets étant d'aller au bal populaire. Je l'écoutais en me disant que c'était un moyen de me lier aux masses. Il venait boire des coups chez moi sans me considérer comme un militant politique. J'ai fini par lui montrer *La Cause du peuple*, on l'a diffusée ensemble. Un jour, il est venu me voir ; il voulait qu'on aille se faire embaucher chez Phildar, une grosse usine qui payait mieux ; il n'était préoccupé que de survivre...

Il n'y avait rien à faire non plus avec les femmes des ateliers de tissage. Belges, elles passaient tous les jours la frontière à l'aube pour venir travailler et rentraient en toute hâte le soir, épuisées. Je ne parvenais pas à imaginer un mouvement de grève dans cet endroit, l'atmosphère y était parfaitement pépère. Mon établissement se résumait à travailler et à entretenir quelques relations amicales avec certains ouvriers. J'ai découvert l'usine, la machine, la vie à l'intérieur de ces murs. Je n'ai même pas su ce que mes collègues ont pensé, apprenant mon licenciement pour maoïsme ; retourner dans l'usine était impossible...

Dans l'atelier je vivais une double vie, raison pour laquelle,

peut-être, je n'arrivais pas à me lier à ces gens. La machine me faisait absolument horreur. Je travaillais en me faisant du cinéma, je me remémorais la place Tien An Men. Ce n'était pas qu'un soutien idéologique, cela me permettait simplement de tromper l'ennui. L'usine, le café où je venais avec ma gamelle, tout m'était cauchemardesque ; lorsqu'on n'est pas ouvrier, cet environnement procure une grande tristesse.

J'avais l'« écoute flottante », j'essayais de trouver des protestations, des revendications, un point de départ à une action, sans succès aucun. Autant la radicalité de la révolte lycéenne me convenait, les cours sabotés, l'occupation des locaux, les incendies, je m'y sentais comme un poisson dans l'eau, autant j'étais perdu à l'usine. Petit à petit j'apprenais à discuter avec les ouvriers, mais jamais je ne suis parvenu à adopter leur façon de parler ; d'ailleurs, je n'essayais même pas, ils avaient un fort accent ch'timi — j'avais dit que j'arrivais de la région parisienne pour expliquer nos différences de langage.

A l'usine, je ne parlais que conditions de travail, horaires, lieux pour réchauffer les repas, heures supplémentaires. Problèmes importants, certes, mais insuffisants pour susciter une révolte. J'étais au diapason parce que c'était notre quotidien. Par contre, les discussions politiques à l'extérieur pour convaincre les ouvriers étaient laborieuses. Je me souviens de quelques jeunes à qui j'avais fini par donner le journal après un temps d'approche très long. Ils le prenaient mais le discours de *La Cause du peuple* leur glissait dessus comme la pluie sur les plumes d'un canard. Ils n'étaient pas contre, ça leur plaisait bien, mais de là à se mobiliser pour faire quelque chose, ils en étaient bien loin... Il n'y a rien de plus difficile que de discuter politique avec les ouvriers que tu rencontres à l'usine. On boit des coups, on discute des courses, des salaires chez Phildar... Tu peux toujours essayer à partir de là de leur chuchoter qu'on a raison d'occuper les usines !

Appliquer la ligne de masse progressivement, c'est de la blague. Intervenir dans les discussions des ouvriers et penser qu'il

est possible de dire : « Tiens, au fait, lisez donc *La Cause du peuple...* », c'est naïf. C'est pourtant ce que j'ai fait... Je sortais du fond de ma besace un journal planqué, plié en quatre comme si c'était un roman porno, et je le montrais à « l'ouvrier de confiance » en espérant qu'il ne me dénoncerait pas au chef. Il regardait, il disait : « C'est intéressant, t'as raison », et tu l'entendais te répéter des : « C'est bien de faire ça », qui lui évitait de dire : « Et si on faisait la même chose?... » Les seuls ouvriers que je parvenais à mobiliser étaient ceux qui s'étaient déjà illustrés dans une action antérieure, qui avaient une tradition de lutte. Sinon, je n'en finissais pas de passer de la dégustation du pastis à *La Cause du peuple* ! Un peu comme avec une femme à qui l'on raconte des balivernes pendant des mois, sans oser lui dire : « Ce n'est pas de ça dont j'ai envie de parler avec vous... », j'étais le gentil mao, ce qui était tout aussi folklorique pour les gens que nous rencontrions que d'annoncer que nous étions Témoins de Jéhovah.

J'aurais pu m'accrocher s'il y avait eu un semblant de politique mais il n'y avait rien, le vide : ni syndicat ni parti communiste. Ce vide, je l'avais recherché en partant m'installer comme militant de base, une rupture morale. L'exil et la souffrance, davantage l'ennui que la fatigue... Tous les jours, je me disais : « Me voilà reparti jusqu'à dix-sept heures, seul dans un atelier dont je n'ai rien à foutre, un travail complètement con... »

A la sortie de l'usine, je respirais, délivré. Je retrouvais ceux qui diffusaient les tracts, les ouvriers concernés, le pourquoi j'étais dans le Nord. Je passais du temps dans les courées, parmi ces rangées de maisonnettes avec des points d'eau et des rigoles dégoulinantes de liquide sale au milieu de la cour. Un univers à la Zola, où vivaient des familles admirables ; là, je faisais du travail politique et j'avais de l'amitié.

La seule légitimité de cet établissement stupide était qu'il me permettait de gagner ma vie. C'était le mode de vie obligé des militants du Nord. A Paris, le gauchisme, le maoïsme étaient vécus de façon très libérale, on avait le « droit » d'être en même

temps étudiant, professeur ou médecin... Il n'était pas systématiquement demandé aux militants d'adopter le style le plus austère, alors que dans le Nord c'était une règle morale. Bien que tout le monde se soit aperçu de l'absurdité politique de mon établissement, personne ne serait jamais venu me dire de changer d'usine ou de retourner à la fac, où j'étais plus utile. Il faut reconnaître qu'il ne restait guère de maos dans les universités : dès qu'on en trouvait, on les envoyait s'établir...

A Roubaix, les militants établis dans les usines importantes mettaient un point d'honneur à être de bons ouvriers, à passer des examens, à obtenir leur CAP de soudure... Je m'imaginai mal préparer un CAP de textile !

De l'établissement me restent ces souvenirs de mortel ennui dans l'atelier, ces difficultés pour communiquer durant ces moments pénibles que l'on appelait les « pauses », ces heures éternelles passées en pure perte. Le militantisme de base en usine, c'était la fin du côté ludique de l'engagement, le point final à la joie et à l'insolence. J'étais sinistre comme les ouvriers auprès de qui je travaillais, je n'avais aucun mal à me fondre dans le paysage.

Notre mode de vie était gris et ascétique. Nos salaires misérables permettaient de payer le loyer et la nourriture, le reste étant destiné au papier pour les tracts ou à l'entretien des voitures pourries de la GP. Il était exigible de vivre dans la pauvreté absolue, naturel d'être sale, normal de se nourrir comme des cochons alors que dans la tradition ouvrière on se prépare du bœuf miroton ou des daubes le dimanche midi... Je ne parvenais plus à lire, je m'étais mis aux romans policiers, les plus nuls et les plus triviaux, pour ne pas exploser. De toute façon, lire, « ça ne se faisait pas ». J'avais intériorisé contre mon gré ce mode de vie d'assoupissement intellectuel complet, ponctué par le bavardage politique des réunions militantes.

Avec mon amie, nous avons emménagé dans une maison assez jolie d'apparence, proche du quartier des courées, face au sinistre canal de Tourcoing. La pauvreté la plus absolue

régnait : un matelas par terre, une petite cuisinière, trois casseroles. J'avais décoré la chambre d'un immense drapeau chinois que j'avais rapporté de mon voyage, des éternels portraits de Lénine, Mao et Lin Piao, de certaines œuvres de Máo, le dernier Nietzsche *Ecce homo*, et *De la guerre* de Clausewitz. Le grenier était réservé au stockage des *Cause du peuple* de notre unité.

Mon amie travaillait à la Lainière de Prouvost ; lorsqu'elle était libre à midi, nous aimions nous retrouver pour le déjeuner, ce qui déclenchait les foudres des militants, qui estimaient que ces deux heures de liberté ne devaient pas être consacrées à l'amour mais à la politique. A l'exception de ces rendez-vous, nous passions très peu de temps ensemble et j'en souffrais. Nous n'étions pas dans la même usine, il fallait assister aux réunions, nous étions corvéables à merci pour toutes les tâches militantes, y compris la nuit. Elle partait travailler à cinq heures du matin alors que les discussions politiques s'étaient terminées vers deux heures. Les premiers temps, je me levais avec elle, puis j'avais cessé. Parfois, le dimanche, nous avions un semblant de vie ouvrière ordinaire, nous faisons le marché et dînions avec un ou deux amis.

Entre nous il y avait une surenchère dans la prolétarianisation, la rééducation nécessaire : qui ferait le plus d'efforts pour vivre dans l'humilité ? Parfois, je partais clandestinement à Lille pour me rendre au cinéma ; j'y trouvais une jouissance, un plaisir, comme si j'avais été au bordel... Je regardais les lieux civilisés mais j'étais content de rentrer chez moi. Lorsque mon amie m'a quitté, j'ai vécu l'effondrement de cet amour comme la preuve de mon indignité prolétarienne, certain qu'elle partait parce que j'étais encore trop embourgeoisé. L'établissement avait créé tous les éléments de notre séparation. Même si les autres nous pesaient, nous avons fait nôtres cet ascétisme et cette discipline. Il fallait beaucoup s'aimer pour résister à cette entreprise. Jamais aucun ouvrier n'est parti volontairement s'embaucher dans un endroit où il n'a jamais vécu, en acceptant n'importe quel tra-

vail, avec l'idée de se mortifier dans une surenchère morale de prolétarianisation.

J'ai gardé une passion pour le Nord, avec l'image d'un endroit héroïque que j'avais vécu comme une forme d'enfer. J'en suis ressorti dans un état de délabrement moral complet. J'avais intériorisé la nécessité du sacrifice, je voulais bien avoir abandonné mes études, il était hors de question de les reprendre, de devenir enseignant. Partir en usine, oui, mais pas n'importe où. Ce que j'aimais, c'était militer, cet établissement interdisait toute action militante ! De retour à Paris, Robert Linhart m'a tiré d'affaire en me disant qu'un intellectuel dans une organisation peut toujours servir à quelque chose. Déprimé, en fuite morale, j'ai été recyclé dans la composition du dernier journal de la Gauche prolétarienne, *J'accuse*. Je ne savais plus tenir un stylo.

J'ai eu une chance inouïe : en 1968, j'avais obtenu un DEUG de philosophie. En 1973, j'ai pu reprendre mes études, contrairement à beaucoup de mes camarades qui étaient partis en usine sans aucun diplôme en poche et qui se sont trouvés dans des situations terriblement difficiles par la suite.

Yves Cohen,  
historien

Jusqu'alors lycéen studieux, ce fils d'intellectuels communistes s'engage en politique à cause de la guerre du Vietnam. A la rentrée 1967, il adhère au comité Vietnam de base du lycée Louis-le-Grand. Il entre en février 1968 à l'UJC (ml), il a seize ans. Il fréquente l'École normale supérieure d'Ulm, assiste au mouvement de liquidation de l'organisation et aux réunions fondatrices de la Gauche prolétarienne, qu'il rejoint dès sa création. En septembre 1970, il décide de partir chez Peugeot à Sochaux, symbole de la résistance ouvrière de 1968. Il a dix-neuf ans, il envisage de passer sa vie en usine. Arrêté à la suite d'une échauffourée avec la police, il passera ses vingt ans en prison. Libéré quinze mois plus tard, il se réembauche dans de petites usines de la région afin de continuer à militer. Il y restera jusqu'en 1976.

*Personne ne m'a poussé à m'établir, mais l'obsession de l'établissement qui régnait dans l'organisation a joué sur moi. C'était la voie pour aller à l'essentiel de notre démarche, ne pas tourner autour, s'installer au cœur, dans l'usine. Je voulais choisir mon usine, rejoindre un endroit primordial, sans toutefois le chercher en fonction d'un critère d'austérité maximale. J'ai suivi un mot d'ordre, un peu oublié, en cet été 1970, qui voulait que tout établi cherchât l'embauche en priorité à la Sollac ou à Sochaux, dans ces lieux où nous pensions depuis 1968 pouvoir débiter la lutte armée.*

Je me suis préparé des certificats de travail chez des petits commerçants du Kremlin-Bicêtre. Je me suis pointé à la Sollac, je n'ai pas été embauché. Je n'étais pas net habillé en étudiant; j'ai compris que ceux qui cherchent du travail se présentent en cravate. J'ai donc emprunté un costume et je me suis fait couper les cheveux avant de me présenter chez Peugeot. A la gare de Montbéliard, le jour des examens d'embauche, j'ai rencontré un Breton de mon âge qui allait aussi tenter sa chance. L'entreprise recrutait du personnel dans toute la France, le logement était assuré. On s'est baladés ensemble en attendant l'heure des tests, on est montés sur une colline voir le paysage et on a découvert cette usine immense. Puis on est allés au bâtiment d'embauche; on a réussi à se faire prendre. A la sortie, on s'est mis à la recherche d'un endroit pour manger; à force de longer des murs d'usine interminables, des rues désertes, on est arrivés à Sochaux, petite ville grise, constituée de deux routes énormes qui se rejoignent, avec quelques maisons autour. Mon compagnon a dit: « C'est ça, Sochaux? » Et il est reparti. Je trouvais l'endroit aussi sombre et saumâtre que lui mais cela n'a pas entamé ma résolution.

Le premier jour, on m'a présenté à l'ingénieur de main-d'œuvre de l'atelier où j'avais été affecté; je travaillais à l'usine de montage à l'étranger, qui conditionne les pièces de bagnoles montées ailleurs. J'ai traversé toute l'usine, des magasins gigantesques, des chaînes énormes; à deux kilomètres de là, au-delà des voies ferrées qui emportaient les voitures, juste à côté de la rivière, se trouvait mon atelier. Treize gars y travaillaient. J'étais au poste des caissons. Les 204 et 304, coupés et cabriolets, nous arrivaient de Chausson-Gennevilliers dans d'énormes caissons; elles étaient recouvertes d'huile pour éviter la rouille. A deux, nous retirions trois bagnoles de chaque caisson pour qu'elles soient alors envoyées à la peinture en carrosserie. Mon collègue était un jeune mec assez dandy qui sortait beaucoup; il m'a appris toutes les combines pour éviter de se salir avec les tôles huileuses. Le boulot était dégueulasse mais extrême-

ment peinard. Une demi-heure nous était impartie pour faire un caisson, nous l'expédiions en vingt minutes, il nous restait toujours deux ou trois heures tranquilles. Un jour, j'avais apporté un jeu d'échecs ; au bout de quelques semaines, nous étions une douzaine à jouer dès que nous avions un moment de libre. J'allais aussi lire à l'occasion dans la bourre des sièges, une matelassure très confortable également pour faire la sieste, tandis qu'un copain faisait le guet, surveillant l'arrivée d'un chef. On ne s'ennuyait pas, on discutait sans cesse, de politique, de la Chine, de films, des filles...

Avant et pendant toute cette période, les rapports avec les filles ont été synonymes d'austérité absolue. Je souhaitais lire alors que mes copains voulaient me traîner au bal ; je ne savais ni danser ni draguer et je n'avais pas envie d'apprendre. J'ai relu récemment une page de *Sylvie* de Gérard de Nerval qui résume bien mon état d'esprit d'alors, romantique, dans un état d'absolu total : « Nous vivions alors dans une époque étrange, comme celles qui d'ordinaire succèdent aux révolutions ou aux abaissements des grands règnes [...]. Il ne nous restait pour asile que cette tour d'ivoire des poètes, où nous montions toujours plus haut pour nous isoler de la foule. A ces points élevés où nous guidaient nos maîtres, nous respirions enfin l'air pur des solitudes, nous buvions l'oubli dans la coupe d'or des légendes, nous étions ivres de poésie et d'amour. Amour, hélas ! des formes vagues, des teintes roses et bleues, des fantômes métaphysiques ! Vue de près, la femme réelle révoltait notre ingénuité ; il fallait qu'elle apparût reine ou déesse, et surtout n'en pas approcher... »

Oui, je ne pouvais approcher une femme réelle, j'étais occupé par la femme idéale. L'un de mes fantasmes était celui-ci : j'avais entendu dire qu'un des héros de 68 à Sochaux, peut-être le leader, était un ouvrier espagnol ; s'il avait une fille, alors oui, sa fille pourrait être ma femme... J'avais dix-neuf ans.

Je n'étais occupé que de ce qui se passait et de ce que nous faisions. Peu de temps après mon arrivée, un mouvement de

grève mené dans les trois foyers de l'Association pour le logement des travailleurs migrants, installés dans les cités ouvrières de Sochaux, avait éclaté. Les foyers accueillaient essentiellement les jeunes travailleurs de Peugeot ; je vivais dans l'un d'eux, celui de Grand-Charmont, à la cité des Fougères. La grève avait débuté sur l'augmentation des prix des chambres, puis s'était étendue à des revendications plus libertaires comme le refus de l'encadrement des activités culturelles, les horaires de visite, le règlement intérieur, qui interdisait de recevoir des filles. On boycottait le restaurant des foyers, les prolos des cités nous apportaient à manger ou nous invitaient chez eux. Le mouvement était très autonome, avec des comités de grève indépendants des syndicats.

Politiquement, je ne savais pas du tout comment m'y prendre, je me suis démasqué sans même le vouloir. C'était la première fois que je me trouvais dans un mouvement de masse ; au lycée, j'étais un activiste parmi d'autres dans les comités Vietnam de base. Là, j'étais seul, ne sachant pas comment intervenir dans une assemblée générale. Je n'osais pas parler au nom des jeunes ouvriers, trop conscient de ne pas en être un, gêné d'être militant tout en sachant que les militants doivent prendre la parole. J'étais en perpétuel décalage. Une fois, j'ai dû partir de l'assemblée bien penaud. Mon foyer était le plus dur des trois, c'était le seul où une partie des gars étaient à la CFDT ; ils ont décidé un jour de reprendre les choses en main en formant un nouveau comité de grève. La seule parade dont j'ai été capable fut cette question : « Est-ce un coup d'Etat ? » Ils m'ont répondu : « Oui, c'est un coup d'Etat ! » Je n'avais plus qu'à quitter la salle... J'étais un bien piètre agitateur.

A vrai dire, à l'exception des ouvriers, tout le monde savait qui j'étais : les flics, le PC et même Peugeot ! J'étais le seul à ne me douter de rien. Un jour, un copain de l'atelier me raconte qu'il avait vu Bébert, un ouvrier de l'usine, discuter avec deux flics. Bébert avait été un temps à la Gauche prolétarienne de Besançon. Au chômage, il avait fait quelques petits coups d'une

honnêteté douteuse ; les flics lui avaient proposé un marché : ils lui trouvaient du travail à Sochaux et il leur fournissait des renseignements sur un grand type à lunettes qui parlait pas mal et lisait beaucoup, surtout des « livres à couverture rouge »... Bébert a été embauché dans le même atelier que moi mais pas dans le même bâtiment, il n'a donc pas eu l'occasion de me rencontrer et s'est mis à surveiller — assez mollement, il faut le dire — un type qui correspondait à ma description physique, qui lisait énormément et qui parlait tant que tout le monde l'appelait « Pipelette » ! Il n'avait rien à raconter aux flics ; eux-mêmes n'avaient pas vraiment besoin d'indicateurs pour nous mettre en taule... Par la suite, j'apprendrais aussi par l'ancien secrétaire permanent de la section communiste de Peugeot que mon père, Francis Cohen, membre du parti et directeur de *La Nouvelle critique*, avait recommandé à la fédération communiste du Doubs de « ne pas trop me taper sur la gueule parce que j'étais honnête et sincère »...

Il faut dire que je n'étais pas bien dangereux, je n'ai jamais tenté que des micro-actions, je ne savais pas organiser les « masses ». Un jour, nous nous sommes aperçus qu'un des crochets du palan qui déplaçait le caisson avait perdu sa sécurité ; le poids qui tendait le câble nous passait au ras de la tête quand on ouvrait la porte du caisson. On l'a signalé mais comme, après plusieurs jours, personne ne s'était encore déplacé, on a arrêté de faire les caissons. Toute l'usine a déboulé, directeurs, chefs d'atelier, agents de sécurité : on était en train de bousiller la programmation de l'usine de carrosserie, qui sortait deux mille voitures par jour mais dont le stock tampon était très faible. Un quart d'heure après, nous avons un crochet neuf. Lorsque j'ai raconté cette histoire à Benny Lévy, dirigeant parisien de la GP venu en visite à Sochaux, il était si enthousiaste qu'il m'a demandé de diffuser un tract dans toute l'usine sur cet exemple de résistance, de bataille pour la sécurité ; j'étais gêné, je trouvais ça un peu disproportionné.

Quelque temps plus tard, Pipelette a été mis aux caissons avec

moi. C'était un agitateur fabuleux, cégétiste communiste, mais castriste tendance Sochaux. Ensemble, on a encore diminué le temps de sortie des voitures des caissons, notre savoir-faire devenait parfait et on avait pas mal de temps pour discuter. On a remarqué que les bagnoles qui nous arrivaient de Chausson avaient de temps en temps, environ une fois sur cinq, des petits pets qui seraient ensuite retouchés en carrosserie. On s'est alors mis à accélérer la fréquence des bosses, en donnant des coups de clef dans la tôle par l'intérieur. Après trois semaines de ce petit jeu-là, la direction de l'usine a de nouveau débarqué dans l'atelier. Par bonheur, un caisson est arrivé avec son lot habituel de bosses. On a pu continuer tranquillement jusqu'au jour où ils se sont adressés à Chausson ; alors les anomalies ont disparu.

Dans notre coin de Sochaux, l'atmosphère était vive. On débrayait pour de très petites choses, pour défendre un copain qui avait demandé un bon de sortie pour aller voir sa femme malade et à qui on avait supprimé la prime. Je ne prenais jamais la tête des délégations ; dans l'action de masse, j'étais toujours hésitant, je trouvais formidable que mes camarades osent envahir les bureaux du personnel alors que je restais à la porte, honteux, sous prétexte qu'il fallait que ce soient les « vrais » ouvriers qui discutent.

J'étais bien à l'usine ; je n'y étais pas parti pour oublier ma condition d'intellectuel mais pour faire se rencontrer des gens d'origines différentes. Je voulais travailler de l'intérieur et surtout ne pas brûler tous mes vaisseaux sitôt arrivé. Je n'avais pas dans mon atelier l'activisme flamboyant de certains militants de la GP, même si je n'hésitais pas en dehors à prendre part à des actions violentes et à vendre *La Cause du peuple* dans la rue principale de Montbéliard. J'étais dans le long terme, je me voyais passer ma vie à Sochaux puisque la guerre civile en parterait. Pourtant, cette boîte était insupportable ; les établis qui y entraient restaient rarement longtemps. Si les très jeunes ouvriers étaient prêts à tout, le souvenir des deux morts de 1968

écrasait le reste de la population ouvrière. Il pesait comme une chape de plomb, avec les brigades anti-grèves qui rôdaient, les « Niçois », chargés d'empêcher toute action gauchiste ; des personnages étranges traversaient les ateliers, puis disparaissaient.

Politiquement, nous étions paumés. Nos échecs suscitaient des crises dans notre unité mao ; nous étions cinq ou six intellectuels, Serge, prolo du coin, Duduche, ouvrier de Lorraine, Jean-Claude, établi, et Denis, licencié de Peugeot, chef de bande gauchiste, militant de la GP, connu comme le loup blanc dans la région. Dans des conditions déplorables nous tentions d'organiser des actions à l'extérieur de l'usine. Pour ponctuer la campagne du procès Geismar, à l'automne 1970, nous avons décidé un gros coup : un attentat sur les voitures d'un parc Peugeot ! Avant même d'en terminer l'organisation, tout le monde était au courant : la protection du parc avait été renforcée, les chiens policiers grouillaient, les projecteurs inondaient de lumière le lieu pendant la nuit... Denis a proposé une action de rechange, à laquelle je me suis associé. J'adoptais toujours sur ces questions la position des ouvriers ; ils avaient la ligne juste : ils avaient forcément raison. Denis a donc proposé de faire sauter, à la place du parc automobile, un camion de bagnoles de la GEFCO, une entreprise de transport de Peugeot. Il avait associé sur ce coup un de ses vieux copains, chauffeur de taxi à Montbéliard ; c'est ensemble qu'ils avaient préparé la bombe. A trois heures du matin, heure prévue pour l'attentat, tout le monde s'est fait coffrer par les flics, prévenus par le chauffeur de taxi ! Denis s'est payé six mois de taule, Jean-Claude quatre ; quant à moi, j'avais tout simplement raté le rendez-vous : je n'avais pas entendu mon réveil... Par la suite, nous avons appris que le camion appartenait à son conducteur, sous-traité par la GEFCO ; heureusement, la bombe était de toute façon inopérante...

C'est avec le méchoui du 17 juillet 1971 que tout a pris fin. Nous étions invités par le petit Serge, mao et ouvrier, dans la cabane de son père, Paul, au bord du Doubs. Le père avait

témoigné au procès Geismar, il nous fascinait pour ses exploits pendant la guerre, le fils pour ses titres d'ancien champion de lutte de Franche-Comté. Nous étions environ une vingtaine, quelques maos, des amis des foyers, certains ouvriers et des petits casseurs du coin. On a dîné, puis on est allés faire la fête au bord de l'eau. Il n'y avait personne, à l'exception du tenancier d'un petit bistrot installé au barrage, gardien à Beaulieux, fayot et mouchard notoire. Il s'est dit dérangé par le bruit et a appelé les flics. On a envoyé balader les deux premiers qui se sont pointés. Bien sûr, ils ont été chercher du renfort. Ils sont revenus une dizaine, tous flingues dehors. Un copain a plongé dans le Doubs, un autre s'est caché chez le tenancier, on s'est retrouvés à quelques-uns à courir le long de la rivière, un flic à nos trousses. Il faisait nuit noire, l'un de nous a proposé qu'on le coince. Serge est resté en arrière pour le laisser passer, Duduche a fait demi-tour et s'est retrouvé face au flic armé. Celui-ci a dit : « Lâche ton bâton ou je tire. » Duduche a répondu : « Vasy, tire ! » Les mêmes mots qu'Overney dira à Tramonni avant d'être tué. Ce geste a pour moi une signification très profonde, pas seulement parce que c'est une acceptation de la mort, mais aussi parce que c'est une façon de mettre l'autre en demeure de montrer qu'il sera bien ce salaud-là. Pierrot et Duduche étaient tous deux des prolos qui avaient la révolte au corps ; je ne crois pas que j'aurais pu dire une chose pareille. Finalement, Serge est arrivé et, avec un jeune gars de dix-sept ans, il a bien amoché le flic. L'histoire est lamentable. Le lendemain, nous étions tous arrêtés. J'ai été accusé à la place du petit jeune, on s'est mal défendus, on s'est retrouvés avec quinze mois de taule chacun.

J'ai passé un an en prison après être resté un an à Sochaux. J'ai repris mes études et rédigé une maîtrise d'histoire. Il a fallu du temps après ma sortie pour que je commence à comprendre ce que la prison avait été pour moi : après la moralité radicale à l'usine, le second degré de l'ascétisme et du don de soi.

A ma sortie, je me suis réembauché dans de petites usines

de la région afin de continuer à militer quotidiennement aux portes de Sochaux. J'ai ensuite trouvé un emploi à mi-temps dans une imprimerie, ce qui me laissait de la disponibilité pour mes activités politiques. Au grand désespoir de mes parents, j'ai continué de vivre là jusqu'en 1976. J'avais seize ans lorsque j'ai commencé à militer à l'UJ, à disparaître des nuits entières de la maison, à partir à l'aube distribuer des tracts. Je ne leur disais rien de mes activités bien qu'ils les aient devinées. Leur inquiétude n'a fait que s'accroître lorsque je leur ai annoncé que je partais m'établir à Sochaux. Ils m'ont demandé si j'étais bien sûr de ma décision, ils en étaient profondément malheureux. Ils l'ont été encore bien davantage lorsque je me suis retrouvé en taule à vingt ans et tout à fait désespérés que je reste dans le coin après ma libération. Au début des années quatre-vingt, j'ai soutenu une thèse sur la région de Sochaux-Montbéliard.

## Serge Guillemin

Il est encore au lycée en Mai 68. Brillant élève, ses professeurs désirent l'orienter vers la classe supérieure de mathématiques. D'une famille ouvrière en ascension sociale, fascinée par la société de consommation, il est saisi d'un sentiment de rupture qui le pousse à refuser de préparer une école d'ingénieurs « pour se retrouver cadre chez Thomson ». En 1970, il adhère à la Gauche prolétarienne et choisit de partir s'établir dans les Vosges, à Contrexéville. Il quitte l'usine au moment de la dissolution de l'organisation.

*J'avais seize ans en 1968. En 1970, je me suis établi, j'étais devenu un militant politique. Je ne viens pas de la bourgeoisie mais d'un milieu ouvrier, en ascension sociale ; mon grand-père était chauffeur-livreur et mon père ouvrier qualifié. Mes parents admiraient la société de consommation, ils étaient contents d'accéder au confort matériel. Nous discutons peu ensemble. J'ignorais ce que j'allais devenir, je ne voyais que le vide, je voulais découvrir le monde. Travailler en usine, auprès de gens, m'a sorti du vide.*

Dans la continuation du mouvement étudiant, je suis devenu un des leaders de mon lycée ; la contestation y était permanente. Militant d'extrême gauche, je parlais souvent de m'établir, en dehors de toute organisation politique. Dans les premiers temps, j'étais hostile à la Gauche prolétarienne, qui prônait des attitu-

des proches du terrorisme alors que notre assise de masse nous permettait de mettre le lycée en grève sous n'importe quel prétexte. Certains copains, sensibles aux idées de contestation de l'appareil d'Etat et de ses structures, adhéraient aux groupuscules trotskistes. La question de l'établissement était rarement posée, excepté dans l'optique d'un noyautage des syndicats.

A la sortie du lycée, j'ai refusé d'entrer en classe supérieure de mathématiques comme le souhaitaient mes professeurs. Je ne pouvais m'imaginer suivre une école d'ingénieurs pour me retrouver cadre chez Thomson. C'était dans l'air du temps, la nécessité de la solidarité avec les travailleurs faisait figure d'évidence. Le futur avocat voulait défendre les ouvriers, l'étudiant en médecine faire de la médecine du travail...

Progressivement, je me suis senti attiré par les maos, leur volonté d'aller partager la vie des exploités, cette vision un peu chrétienne des choses... En outre, dans les rapports amoureux, devenir un pseudo-prolétaire était aussi valorisant que faire l'ENA aujourd'hui. L'intellectuel en veste de velours était un produit déconsidéré, y compris aux yeux des militantes. La mode était au prolétariat, reflet du mépris pour la petite bourgeoisie; à coup sûr, cela a joué dans mes motivations d'établissement.

J'ai adhéré à la GP et je me suis fait embaucher dans une boîte à Gennevilliers, où se fabriquait du charbon pour démarreur. Un travail peu pénible mais extrêmement sale et répétitif. Je pensais découvrir la classe ouvrière sur le modèle « gros bras » des cégétistes qu'on rencontrait dans les manifs. Pour lui ressembler, je portais des vieux blousons de cuir et j'essayais de faire viril. Je fus très surpris de voir un jeune ouvrier de mon usine s'enduire le visage d'une crème protectrice pour éviter d'avoir la figure grise de poussière de charbon, tenace malgré les douches les plus brûlantes; il sortait danser le soir et ne voulait pas s'amener avec une « gueule au charbon »...

J'apprenais l'usine, le réveil quotidien à cinq heures du matin, le travail, le fonctionnement des machines, la relation aux

ouvriers; l'expérience était déjà forte. J'étais certain que la classe ouvrière était porteuse de l'Histoire, je croyais en la dictature du prolétariat, aux grèves qui feraient boule de neige et que je ne manquerais pas de favoriser dans mon usine. Mais je restais sceptique quant à l'idée d'une distribution de quelques *Cause du peuple* qui feraient accourir les travailleurs et adhérer à mes idées. J'ai déçu mon unité, qui attendait des établis un rendement politique efficace.

Alors j'ai décidé d'aller m'installer dans les Vosges, rejoindre mon amie, qui y militait. J'ai été embauché à Contrexéville. A l'époque, l'embouteillage était en train de passer de la bouteille de verre à celle en plastique. Pour le conditionnement en bouteilles de verre, les installations étaient très rustiques, faisant appel à une main-d'œuvre nombreuse. Les palettes<sup>1</sup> venaient et chargeaient. Nous étions dans une gare de chemin de fer, ouverte à tout vent. L'hiver, la température pouvait baisser jusqu'à moins quinze. Pour le conditionnement plastique, des robots venaient d'être installés mais le mécanisme était loin d'être rodé: nous étions là pour suppléer aux erreurs de la machine... Les bouteilles vides en plastique tombaient en vrac d'une citerne, par centaines. Nous les placions dans le bon sens, sur une chaîne qui s'écoulait à son rythme. Elles ne tenaient droit qu'en étant étroitement rangées côte à côte. Si elles commençaient à pencher, elles s'effondraient les unes sur les autres, déversant toute l'eau. Un boulot banal, d'ouvrier spécialisé sans qualification, totalement épuisant. Il fallait suivre la chaîne, se pencher en avant pour prendre la bouteille, se relever, vérifier qu'il n'y avait pas de trous... Des gestes très, très simples, effectués très, très rapidement... Le deuxième jour, au réveil, j'avais si mal au dos que c'est mon amie qui m'a enfilé mon pantalon!

Nous étions trois à nous relayer sur la même chaîne. Je travaillais sept minutes et demie en chemise, à suivre la chaîne,

1. Plateaux de chargement conçus essentiellement pour permettre les manutentions par chariots élévateurs à fourche.

puis je me reposais quinze minutes sur un banc. J'enfilais alors une canadienne, je me blotissais contre une résistance électrique et j'attendais que mon tour revienne; c'était comme les boxeurs, on se déshabillait, on partait se cogner le truc et on revenait s'écrouler. A la longue, j'ai fini par prendre le coup de main mais au début je me sentais très coupable lorsque mes bouteilles de travers bloquaient la chaîne, tout le monde râlait derrière... Par la suite, je me suis rendu compte que les nouveaux, souvent d'anciens paysans, ne s'en tiraient pas mieux.

Dans l'usine, certains des postes étaient moins pénibles parce que les robots fonctionnaient bien. Assis, on s'assurait que les étiquettes étaient bien mises, que les bouteilles ne fuyaient pas. Si on travaillait correctement, si quelqu'un était malade, on pouvait parvenir à un poste assis. Mais, si tu manquais une journée ou si tu n'entendais pas le réveil, tu retournais aux postes debout. Le car de ramassage passait dans les villages autour de Contrexéville; il me prenait à deux heures et demi du matin, je commençais à quatre. Chacun de nous ratait régulièrement le réveil, certains arrivaient en mobylette lorsque les routes n'étaient pas trop enneigées, d'autres prenaient des taxis pour ne pas se retrouver un mois sur les postes les plus pénibles.

Au début, je ne comprenais rien au patois de ces ouvriers. Je répondais par l'affirmative à toutes leurs questions, au hasard. Il m'était aussi difficile de m'habituer au repas de midi, qu'ils prenaient à huit heures du matin, arrosé de bouteilles de rouge. Je faisais peu de travail militant. Je passais *La Cause du peuple* à quelques copains, mais expliquer la subtilité de la pensée de Mao Tsé-toung aux ouvriers des Vosges s'avérait difficile. La région ne s'était pas fait connaître en 1968 pour ses hauts faits révolutionnaires. Je n'ai pas recruté beaucoup de monde...

Heureusement, le soir je retrouvais mon amie. Le travail en usine est tellement dur que, si tu n'as pas une vie de famille, je ne vois pas comment c'est possible. Pour la première fois je vivais en couple, avec un côté très romantique, forcément lié

à ce que nous faisons. Contrairement à d'autres militants, nous ne tentions pas d'adopter un mode de vie ouvrier. Nous avons gardé le comportement des étudiants parisiens que nous avons été, des amis passaient nous voir, nous parlions de la révolution, en écoutant les poèmes d'Aragon chantés par Léo Ferré. Aujourd'hui encore, entendre « La Chine s'est mise en commune, / nous avons fait des clairs de lune » me fait monter les larmes aux yeux.

Je n'ai jamais aimé l'usine, je ne me suis jamais senti ouvrier. Travailler à la chaîne ou passer deux ans isolé entre les frontières russe et chinoise revenait au même. Au bout de neuf mois, mon amie a voulu partir des Vosges, j'y suis resté seul. J'ai continué à bosser dans des boîtes.

Lorsque la GP s'est dissoute, j'ai souhaité tout arrêter. Je ne voulais pas assurer le service après-vente, les pleurs, la liquidation, les reproches. Il me semblait impossible de continuer en dehors de tout projet politique. J'ai aussi quitté les Vosges : la vie y est triste quand on n'est pas né dans ces montagnes.

J'ai suivi un stage d'ouvrier professionnel, soudeur sur un chantier naval; sans doute parce que, à l'époque où nous étions lycéens, tentés à plusieurs par l'établissement, nous imaginions nous établir sur un chantier et construire des bateaux. Un rêve de mer...

Dans l'établissement, il y avait d'un côté un enjeu politique immédiat que l'on définissait comme l'agitation militante, de l'autre, l'idée d'une organisation différente de la société qui appartenait à une tradition politique plus large. Et, enfin, un désir personnel d'abandon, de déclassement social : n'être rien, ne pas même avoir un nom, mais vivre d'autant plus.

Jean-Pierre Thorn,  
cinéaste

Il est déjà cinéaste lorsque éclate Mai 68. Il tourne un film sur l'occupation de l'usine Renault-Flins et découvre à cette occasion l'univers du syndicalisme prolétarien. Proche des maoïstes, il n'adhère cependant pas à la Gauche prolétarienne et part s'embaucher chez Alstom, dans une usine de Gennevilliers. Il y passera sept années de sa vie, de 1971 à 1978, devenu entre-temps délégué syndical CFDT. De retour à la réalisation, son dernier film, *Je t'ai dans la peau*, sorti sur les écrans en 1990, retrace l'itinéraire véridique d'une religieuse devenue ouvrière communiste dans les années cinquante, puis cadre du parti, qui se donna la mort en 1981.

*La première fois que j'ai mis le nez dans le hall d'atelier d'Alstom, j'ai été fasciné : une atmosphère verdâtre, quelques lignes jaunes, des fumées, des lumières filtrées par les verrières, un bruit assourdissant et une odeur si caractéristique... Je travaillais dans ces ateliers avec un réel plaisir esthétique, j'étais enfin heureux. Quelques années plus tard, lors d'un repérage, j'ai ressenti un véritable coup de foudre. J'ai ouvert la porte et j'ai su qu'on tournerait là : c'était l'odeur. J'avais trouvé l'usine de mon film.*

Jusqu'en 1968 je ne connaissais ni l'usine ni la classe ouvrière. A ce moment-là, je me suis aperçu qu'un monde impressionnant existait autour de nous, avec le pouvoir de bloquer le pays

en cessant de travailler. Les drapeaux rouges flottaient aux portes des usines. J'avais vingt ans, c'était le choc.

Je m'étais méfié du mouvement étudiant, je ne l'avais pas suivi sur les barricades, certain, sans me le formuler, que la vie réelle ne pouvait être au quartier Latin. Les gens du cinéma s'étaient mis en grève et j'avais été proposer à la CGT mes services pour filmer les usines. Sans succès. Un jour, des copains d'Ulm m'ont emmené à Flins. J'ai découvert l'intelligence, la chaleur des militants ouvriers, les risques qu'ils prenaient. Mon désir d'établissement est directement lié au film *Oser lutter, oser vaincre*, que j'ai tourné à ce moment-là. Parfois, je cessais de filmer tant ce qui se passait autour de moi me paraissait la vraie vie. Entre deux prises, je lisais Mao, *Le Petit Livre rouge, De la pratique* : « Si on veut connaître le goût d'une poire, il faut la transformer : en la goûtant... Si l'on veut connaître la théorie et la révolution, il faut prendre part à la révolution ».

Je suis parti m'établir sans organisation derrière moi. J'ai vécu ces premières années à l'usine dans une joie immense. La découverte d'un autre univers culturel, la remise en question de tous mes comportements, même les plus intimes, me bousculaient comme si j'étais dans un western. J'ai épousé une femme, secrétaire, qui avait deux enfants. Nous nous sommes installés à Gennevilliers, au milieu des usines Chausson. Devenus des disciples de la pauvreté, nous appliquions au quotidien la pensée de Mao, remettant en cause nos privilèges d'intellectuels et diffusant *La Chine en construction*.

A l'usine, je faisais un boulot très ennuyeux. Il fallait couper des barres de cuivre en ronds plus ou moins grands et arroser les dents de la machine d'un liquide laiteux pour qu'elles refroidissent. Le seul avantage était ensuite de transporter ces ronds dans toute l'usine, là où on en aurait besoin. Je traversais les ateliers, fasciné ; j'étais comme au cinéma. A l'époque de Noël, des ouvriers mijotaient le couscous dans le dos des chefs ! Très vite, j'ai connu beaucoup de gens, j'écoutais leur histoire, ils m'invitaient chez eux.

J'avais décidé avec deux amis, l'un maghrébin, l'autre italien, d'organiser les immigrés sur l'amélioration de leurs conditions de travail. La CGT ne s'intéressait pas alors aux OS, difficilement organisables, tournant sans cesse sur les postes de travail. J'aurais aimé constituer un comité de base pour que les ouvriers se regroupent en dehors des organisations syndicales. Mais les ouvriers ont besoin de légalité, ils n'acceptaient que de se rendre aux réunions officielles, celles annoncées par des affichettes, après le casse-croûte. On a donc fondé une section CFDT, moyen pratique pour aller discuter avec les gens pendant les heures de boulot. On s'est d'abord battu pour les caristes<sup>1</sup>, qui pelaient de froid en hiver sur leurs chariots. Le mot d'ordre était simple : « Des vestes matelassées pour tous ! » On allait s'installer dans les bureaux des chefs, eux-mêmes transis. Ils ont vite cédé.

J'ai passé sept ans dans cette usine ; j'y suis resté de 1971 à 1978. Progressivement, j'ai acquis de l'assurance. J'adorais prendre la parole, convaincre les travailleurs de se mettre en grève à partir de slogans évidents, arriver dans le bureau du directeur et dire : « Ça suffit, vos conneries... » Pour éviter le licenciement des têtes de défilé, ensuite fichées, j'ai lancé l'idée de manifester en cagoule. Un copain en a rajouté en arrivant à la manifestation déguisé en singe. Il en reste des photos extraordinaires.

C'était grisant, je vivais un rêve d'adolescent, refusant la vraie vie. Je me pensais ouvrier syndicaliste, pur et dur, *ad vitam aeternam*. Je suis passé à côté de mes enfants, que je n'ai pas vus grandir. Je vivais pour l'usine. Mon seul problème était la fatigue terrible, écrasante, surtout après les réunions politiques du soir.

J'ai commencé à craquer après les grandes grèves de 1977. Je ne comprenais plus la finalité de mon action. La mort de Lin Piao, le procès de Quian Xin, la fin de la « bande des

1. Conducteur de chariot de manutention.

quatre » m'avaient mis le moral à zéro. Toutes les organisations révolutionnaires avaient établi leurs intellos, si bien qu'à la CFDT il n'y avait plus un ouvrier pour prendre la parole : nous nous retrouvions entre militants politiques, tous élus sous étiquette syndicale ! J'ai fini par être accusé de révisionnisme parce que je m'opposais à l'occupation de l'usine, que je jugeais trop risquée pour les ouvriers.

En 1978, j'ai abandonné mon mandat syndical. Redevenu simple ouvrier, je m'interrogeais : qu'est-ce que je fais là ? Je ne supportais plus les relations que j'entretenais avec les ouvriers, des rapports de domination et de dépendance que j'avais moi-même instaurés et qui m'avaient tant grisé. Dès qu'il se passait quelque chose, ils me disaient : « Jean-Pierre, prends la parole, tu parles mieux que nous ! » J'étais devenu le « sauveur », ce qui leur permettait de ne pas se prendre en charge. Je me rendais compte que le pouvoir appartient toujours à ceux qui possèdent la culture. Moi qui avais tant souhaité que les ouvriers prennent en main leur histoire, lancent des actions de façon autonome, je m'apercevais que je les avais entraînés plus loin qu'ils ne seraient allés naturellement. Plus grave encore, je commençais à avoir de l'estime pour mes adversaires de toujours, les directeurs, qui voulaient concilier le social et l'économique. Ils me convoquaient : « Alors Thorn, comment s'en sortir ? Il faut faire rouler la baraque, il y a cinq cents gars qui attendent dehors pour du boulot. On décide une mise à pied de trois jours pour votre camarade et vous faites reprendre le boulot aux autres... » J'ai compris que je devenais dangereux, qu'en me battant pour les conditions de travail je contribuais aussi à moderniser l'entreprise. Il me fallait partir...

Durant toutes ces années, j'ai souffert de la dissimulation. J'ai caché que j'étais un intellectuel sans duper personne. Pourtant, je vivais aux côtés de gens tellement divers, qui avaient traversé des histoires si fortes que rien n'aurait pu les surprendre. Je côtoyais des Portugais, déserteurs de la guerre d'Angola, qui travaillaient à l'usine pour bouffer et lisaient *Le Monde* pen-

dant les pauses, tandis que je le jetais dans une poubelle avant de passer les portes. Quelle bêtise de ne pas leur avoir dit qui j'étais ! Lorsque j'ai quitté l'usine, les ouvriers qualifiés, finalement les plus actifs politiquement, m'ont dit : « Enfin, tu te décides ! Avec le ticket de retour que tu as dans la poche, il était temps de l'utiliser... » Par contre, mes compagnons immigrés n'ont jamais compris mon départ, persuadés que je les abandonnais après avoir retourné ma veste.

Mon regret, par rapport à l'établissement, c'est de l'avoir vécu à travers cette dimension de renonciation, de mortification. Je venais d'un milieu petit-bourgeois, je ne connaissais rien du travail manuel, ça m'a fait un bien fou d'être confronté à la réalité, de rencontrer des mecs qui ne sont pas toujours tendres. Pourquoi a-t-il fallu que je vive cette expérience sur ce modèle ? C'est la grande question.

En quittant l'usine, j'ai rompu avec tout ce qui constituait mon univers d'alors. Je me suis séparé de la femme avec laquelle je vivais, je suis retourné m'installer à Paris, que j'adore. Je voulais vivre comme j'en avais envie, refaire du cinéma, ne plus jouer au père de famille, aimer la femme que je voudrais rencontrer. J'avais passé toutes ces années avec un surmoi extraordinaire, collé à l'image de l'ouvrier révolutionnaire modèle. En fait, l'image ne me correspondait pas, pour la maintenir en place il m'avait fallu une tonne d'énergie. L'édifice s'est effondré par trop de lézardes. Juste après ma démission, je suis tombé très gravement malade, j'ai eu une méningite. J'ai passé des semaines à l'hôpital, je subissais l'échec de dix années de ma vie.

Six mois après mon départ, les copains ont occupé l'usine. Ils sont venus me chercher pour que je filme. J'ai réalisé *Le Dos au mur*, dans le bonheur le plus complet. Enfin, j'assumais d'être cinéaste, parmi mes camarades ouvriers et à l'usine ! Depuis lors, je rêve de pouvoir filmer les ateliers, toutes les petites histoires qui s'y passent, les conflits au quotidien...

Il m'arrive encore de me demander pourquoi j'ai quitté l'usine. Le soir, je n'ai rien à raconter de mes longues journées

creuses, à l'exception d'un film que je tourne tous les cinq ans. Lorsque je sortais de ma journée de chaîne, j'avais tous les jours des films fantastiques à raconter. Aujourd'hui, c'est plus difficile de trouver un sens à ma vie.

Dominique Bondu,  
sociologue, éditeur

Encore lycéen lorsqu'il adhère à la Gauche prolétarienne, peu de temps après sa création, il décide de ne pas s'inscrire à la faculté pour s'établir dans un des centres de groupage de la gare d'Austerlitz. Durant l'été 1973, la remise en question de l'organisation coïncide avec le premier mouvement d'occupation de Lip, l'usine d'horlogerie de Besançon. Il se rend sur place, participe aux premières marches de soutien en faveur des Lip, se lie avec les organisateurs du mouvement. En 1975, l'usine, toujours en difficulté, est à nouveau menacée. Réoccupée sur-le-champ par les ouvriers, elle devient le lieu privilégié de toutes les expériences communautaires et autogestionnaires. Cette fois, il s'installe à Besançon, choisissant de se consacrer à Lip « non pour devenir ouvrier, mais pour que les ouvriers deviennent des intellectuels ». Il y restera une dizaine d'années.

*Il y a eu cette suggestion que je travaille sur les machines... certes pas pour « singer » l'ouvrier, mais pour rendre compte de l'ambiance de l'atelier. J'avais dit : « Pourquoi pas ? » Mais il s'est imposé à tous rapidement que le projet était idiot. C'est au titre d'intellectuel, et à la demande des ouvriers que j'apportais ma pierre à l'édifice...*

Je dirais que je suis né dans la foulée de Mai 68. D'emblée, la question de l'exigence existentielle s'est jouée pour moi en termes d'engagement politique, dont le projet imminent s'ins-

crivait dans la transformation révolutionnaire de notre société. J'avais adhéré à la Gauche prolétarienne alors que j'étais encore lycéen, je n'avais pas continué mes études à la fac et je m'étais établi un moment dans une société de groupage à la gare d'Austerlitz.

La lutte de Lip survient en 1973<sup>1</sup>, année charnière de notre histoire. La GP, après quelques années accélérées d'investissement dans tous les mouvements sociaux, se refusait à n'être qu'un « parti » — un groupuscule, en fait —, au regard de ses choix politiques, marqués par l'exemplarité de ses témoignages et de ses actions. L'édification d'une organisation n'avait jamais été une fin en soi mais nous étions piégés par nos structures, nos cadres, une tendance groupusculaire préservatrice. Lip arrive et c'est le choc. Aux antipodes de Renault, de Peugeot, de toutes les autres boîtes investies, foyers de contagion révolutionnaire supposés, essence du mouvement ouvrier... Cette révolte ouvrière surgit de façon inattendue, subversive, prônant une logique communautaire qui s'oppose à la logique atomisante des patrons et des petits chefs.

Lip a accéléré le processus de dissolution de la GP. Ce mouvement remettait totalement en cause notre cadre d'intervention devenu trop étriqué : ça explosait ailleurs et sans nous. Lip concrétisait toutes nos espérances déçues, confrontées à ces lieux où régnait ce que Sartre définit comme « l'état sériel de la collectivité ouvrière », où les structures et les conditions de travail sont telles que le cloisonnement et le chacun pour soi interdisent toute possibilité de solidarité. Lip faisait de nos fantasmes une réalité synthétisant nos buts, comme la création d'une zone libérée au Vietnam. Lip a jugulé aussi la tentation du terrorisme comme issue désespérée à notre impasse, en matérialisant l'espérance d'une usine foyer de subversion, de révolution. *La Cause du peuple* avait alors effectué un virage important, abandonnant son agressivité verbale coutumière en publiant en première

1. Le 18 juin 1973, chez Lip, les ouvriers prennent en main la production.

page la photo d'un couple d'ouvriers couchés dans le parc de l'usine, et sous-titrée : « Mignonne, allons à Lip... »

La réunion de dissolution de la GP, le 1<sup>er</sup> septembre 1973, suscite des débats houleux. Mon engagement, alors devenu informel, n'est pas remis en cause par la disparition de l'organisation. Le 29 septembre 1973, je participe à la marche pour Lip sur Besançon, qui réunit cent mille personnes.

Lip vivait dans une dynamique d'ouverture, favorisée par l'architecture de l'usine de Palente : de grandes baies vitrées donnaient sur un parc immense ombragé d'arbres avoisinant un château. La lutte allait se différencier des occupations classiques d'usine qui, dans la tradition syndicale, impliquaient la fermeture des grilles et la mise en place de piquets de grève chargés d'empêcher tout passage. Au contraire, à Lip chacun pouvait entrer et discuter dans ce cadre idéal, né du génie de Fred Lip. C'est d'ailleurs parce qu'il y a eu un grand patron qu'il a y eu, je crois, un grand mouvement. C'était l'été, il faisait chaud, les gens flânaient sur les pelouses ; je rêvais d'une rencontre fusionnelle avec les ouvriers, qui ferait date dans l'histoire de la révolution.

Notre analyse sur les syndicats était prise de court. Certes, la CGT avait rapidement perdu tout crédit mais l'aventure passait en partie par la CFDT, où se retrouvaient ouvriers traditionnels, paysans francs-comtois chrétiens et jeunes travailleurs mobilisés contre le fonctionnement de l'usine, acquis aux idées subversives. Un homme, Jean Raguénès, prêtre dominicain, qui travaille chez Lip depuis un an, cristallise autour de lui l'énergie de ces jeunes, tandis que Charles Piaget incarne le premier pôle. Ainsi l'usine offre un mélange détonant de solidarité chrétienne, généreuse et familiale : « Franc-Comtois, rends-toi ! — Nenni ma foi », et d'utopie révolutionnaire.

Le premier conflit de Lip dure presque un an<sup>1</sup>. Une solution

1. L'usine « redémarre » sans démantèlement ni charrette de licenciements en mars 1973.

industrielle est trouvée et l'usine repart, avec Claude Neuschwander à sa tête. Les huit cent soixante ouvriers qui ont mené la lutte sont tous réembauchés mais le souvenir de l'usine occupée demeure, ainsi que le sentiment d'une solidarité indéfectible.

En 1975, la seconde faillite de l'usine entraîne aussitôt sa réoccupation par les ouvriers. Riches de l'expérience précédente, ils se réalisent plus rapidement dans la dimension communautaire et créent des commissions d'occupation qui prouvent que l'ouvrier n'est pas qu'un être estropié par la chaîne, qu'il peut se révéler inventif. De nombreuses activités émergent : un restaurant, une garderie d'enfants, une coopérative d'achat, une « chiffonnière » où les femmes fabriquent des objets décoratifs en tissu destinés à la vente, une imprimerie, grâce aux offset récupérés dans les bureaux qui publient les tracts et les journaux internes de « Lip unité », un garage de réparation automobile, un salon de coiffure, un atelier de cinéma... Des machines de l'usine sont détournées au profit des commissions artisanales ; on fabrique des casse-tête en bois à l'aide des machines qui d'ordinaire travaillent le métal, des objets en plastique à partir des presses à injection qui façonnent en principe les boîtiers de montre.

Les chaînes de montage horloger sont remises en route, approvisionnées par les stocks famoureux laissés par Neuschwander qui avait la folie des grandeurs. La vente des montres complète l'allocation de chômage, devenue insuffisante ; c'est le début des paies sauvages.

Je suis ébloui, c'est la mise en pratique des théories des socialistes utopiques, Fourier, Proudhon, Saint-Simon, la plupart franc-comtois et bisontins d'origine ! Je suis fasciné par ce phalanstère qui se constitue en fonction des goûts, des passions, des savoir-faire de chacun.

Aux débats très pragmatiques — amplifier la solidarité, développer les collectes — s'ajoutent bientôt des interrogations sur le devenir de l'usine. Face à l'impossibilité d'une solution de reprise industrielle classique s'impose progressivement l'idée de

création d'entreprises, conçues par la communauté de lutte, qui fourniraient des emplois d'appoint. Peut-il surgir de cette dynamique un nouveau rapport à l'économie ? C'est dans ce contexte que les ouvriers font appel à un intellectuel, censé les aider à mettre au point ce projet d'une nouvelle formule d'entreprise dans la tradition des coopératives. C'est par le biais de l'Association des amis de Lip, dont la vocation est d'assurer la « présence de l'extérieur à l'intérieur », que j'entre chez Lip. Je n'aurai pas le statut facile d'intellectuel externe, donneur de conseils ; je choisis de m'engager totalement, voulant, sans tricherie aucune, partager une expérience communautaire. J'épouse les conditions de vie de tous : une allocation de chômage quasi exsangue et une paie sauvage procurée par la vente des montres. Ainsi, venu d'ailleurs, je me retrouve à l'intérieur de la communauté ouvrière, différent et semblable à tous. Je vis à Besançon chez des amis ouvriers et surtout chez Lip, parfois vingt-quatre heures sur vingt-quatre, participant aux gardes de nuit, hanté par les sabotages dans l'usine et l'entrée en force des flics pour nous vider.

La solidarité financière a permis de tenir pratiquement dix ans. La question de l'égalité des salaires pour tous avait fait naître des débats importants. Le réalisme des Lip, indissociable de leur utopie, leur avait fait reconnaître que ce n'était pas praticable dans l'immédiat, mais seulement par étapes. En effet, l'aventure impliquait des ouvriers spécialisés mais aussi des gens qui avaient appartenu à tous les échelons de la hiérarchie antérieure. Il n'était ni possible de ramener les cadres à des salaires très inférieurs ni envisageable d'augmenter tout le monde. En ce sens, Lip ne sera pas une utopie abstraite résultant d'un modèle totalisant, ce sera un projet collectif, inventant chaque jour, inscrit dans la vie sociale. Ce qui se joue là, c'est gérer tout autre chose qu'un baigne ouvrier classique. L'usine est devenue une ruche bourdonnante, constituée d'assemblées générales quotidiennes, de discussions et d'animations sans cesse renouvelées. Très vite, les premières naïvetés sont rediscutées ;

la coopérative industrielle rêvée ne réembauchera l'ensemble du personnel que dans plusieurs années, dans le meilleur des cas. Il s'agit pour nous d'une question à la fois prosaïque et éthique — éthique, parce qu'il est impensable de se séparer d'une partie d'entre nous. Comment, alors, créer des formations génératrices d'emplois qui permettront aux ouvriers de tenir dans la lutte en attendant d'être réembauchés ?

J'ai eu l'idée d'inciter à la création d'une sorte d'université, une « Sorbonne chez Lip ». Ce projet surréaliste se trouvait favorisé par l'existence, dans une faculté parisienne de sciences humaines, d'une filière particulière, axée sur les problèmes du travail et les questions sociales. L'accès en était possible par le biais d'un examen spécifique, échappant quelque peu aux normes scolaires. Un salaire de promotion supérieure pouvait être octroyé aux bénéficiaires de cette formation universitaire. Je reprenais ainsi l'une des aspirations majeures de la Gauche prolétarienne : donner la Sorbonne aux ouvriers et établir des intellectuels à l'usine. Lorsque je regarde le fonctionnement actuel de l'Université, si souvent sclérosé, je me dis qu'il fallait être fou. C'était une gageure complète de tenter l'édification de cette passerelle, la réunion de deux mondes totalement étrangers, qui le resteront en partie. Mais cela n'enlève rien à la positivité et à la réussite de l'expérience.

Une trentaine de candidats à l'aventure se sont proposés. Lip était habité par l'idée du « tout est possible ». La moitié du groupe était constituée de femmes entre quarante-cinq et cinquante ans, ouvrières spécialisées qui avaient passé leur certificat d'études il y avait plus de trente ans. Il y avait aussi des horlogers, les « aristocrates » de l'usine parce que l'horlogerie, c'est calme, propre, méticuleux, qu'on y porte des blouses blanches alors que les autres sont en bleus. Ceux-là étaient plus armés intellectuellement ou plutôt moins abimés par le travail... Des jeunes s'étaient aussi inscrits, ouvriers professionnels, mécanos pour la plupart.

Le premier objectif était de passer l'examen d'entrée ; il com-

portait des épreuves redoutables, des dissertations écrites, de l'anglais... Décidés à jouer la logique communautaire, nous avons mis au point un plan d'action basé sur le « truandage moral » : deux ou trois qui connaissaient la langue potasseraient pour tous et en feraient profiter les autres le jour de l'examen. C'était une option morale, nous n'avions que trois mois pour préparer l'examen et nous devions réussir. Dans l'usine occupée, les trente se sont délivrés des tâches communautaires et se sont mis au travail. J'apportais ma pierre à l'édifice en jouant pleinement mon rôle, je faisais des cours de sociologie, d'histoire, de philosophie, je corrigeais les dissertations. Je réalisais le rêve de l'intellectuel enseignant, mais fidèle à ses engagements, renouant avec la tradition des universités populaires du début du siècle. Tout le monde s'est piqué au jeu et l'examen est devenu un enjeu individuel fantastique ; plus l'échéance approchait, plus l'espoir devenait intense, accompagné d'angoisse et de doute.

Le jour venu, nous sommes tous partis de Besançon en train pour Paris. Nous étions hébergés au couvent des dominicains dans la capitale. Noyés parmi les Lip, deux ou trois candidats classiques passaient les épreuves. Notre stratégie était double : il s'agissait d'une part de jouer sur la mauvaise conscience des surveillants pour qu'ils n'épient pas de trop près ces « ouvriers-étudiants », d'autre part de jouer sur la solidarité interne de notre groupe. Ceux qui savaient le mieux soufflaient, tous avaient quelques aide-mémoire dans leur poche. Une fois les sujets distribués, il était prévu que le plus anodin des Lip, un petit bonhomme à moitié chauve, la cinquantaine affichée, demande à sortir pour « besoin urgent ». C'était théoriquement totalement interdit avant d'avoir passé une heure dans la salle mais les surveillants n'osaient refuser. Je l'attendais à la sortie pour lui transmettre quelques recommandations.

Rétrospectivement, j'ai presque de l'embarras à évoquer cet épisode ; je crois à la vertu du travail universitaire même si je ne me fais toujours aucune illusion sur l'institution universitaire. Nous vivions cela dans la logique communautaire, la même

qui faisait dire aux Lip, ces braves ouvriers catholiques bourrés de principes : « Voler les montres, ce n'est pas voler ! » Chacun s'était engagé à fond pour préparer cet examen, nuit et jour, dimanche compris, jour sacré pour les ouvriers ; nous ne trichions pas, nous contournions les normes inadmissibles et « mal sélectives » de l'Université. Cette épreuve représentait le point de passage obligé sur le chemin de la connaissance.

Vingt-cinq personnes sur les trente-deux ont donc réussi l'entrée à l'Université. Honnêtement, j'étais plus effondré que joyeux des résultats, l'insuccès de ceux qui avaient échoué m'étant intolérable. Je m'étais bercé de l'espérance du succès de tous ; pour eux, j'ai mis en place d'autres filières, j'ai constitué un atelier de philosophie dans l'usine. Le groupe des « universitaires » partait une fois par semaine de Palente à six heures du matin pour aller suivre les travaux dirigés obligatoires à Paris, spécialement regroupés sur un seul jour. Le reste de la semaine, nous préparions ensemble les cours et les contrôles. Avec ceux-là, je poursuivrais cette aventure deux ans.

Malheureusement, avec l'ensemble de la communauté des Lip, les relations se dégradent. Le groupe attire la jalousie et l'incompréhension, notamment de la part de ceux déjà engagés dans les ateliers de la future coopérative industrielle. Un clivage se joue entre ce groupe, qui serait devenu intellectuel, et les autres, restés manuels. J'en souffre, sauf lorsque j'entends le groupe se défendre bec et ongles, revendiquer son identité ouvrière, ayant choisi de s'intellectualiser. *A posteriori*, l'expérience nous donnera raison puisque du groupe naîtront des entreprises coopératives ou associatives qui, pour une part, existent encore aujourd'hui.

Au fur et à mesure de la constitution de l'entreprise industrielle, je me suis rendu compte avec douleur que le groupe en fusion ne pouvait vivre dans la durée sans devenir groupe institué, reproducteur de sérialisation. A Lip, on s'est arraché les cheveux en essayant d'imaginer le maintien d'une logique communautaire au sein même de la vie économique. Des questions

sans fin se posaient : comment garantir une rémunération relativement égalitaire pour tous et tenir compte avec justesse de l'engagement différencié des uns et des autres ? Fallait-il remobiliser ceux qui trichaient ou finir par les exclure ? J'étais le promoteur d'une charte qui n'a jamais abouti...

A la Gauche prolétarienne nous faisons la critique de l'usine patronale, basée sur le système taylorien ; cette usine réifiait, opprimait, aliénait l'homme, il fallait la mettre à bas pour que les ouvriers s'animent. Mais, chez Lip, les murs, les cloisonnements étaient tombés et pourtant, à mesure que s'édifiaient les coopératives, que se dégageaient de vrais salaires, la logique de l'usine patronale resurgissait dans les ateliers... Je voyais les ouvriers professionnels reproduire la parcellisation de leurs tâches plutôt que mener une réflexion sur le travail collectif. La logique atomisante de la société ambiante reprenait le pas sur la logique communautaire, l'égoïsme et l'individualisme triomphaient...

Installé avec une ouvrière rencontrée à l'usine, j'ai passé une dizaine d'années chez Lip, avant de me retirer insensiblement, avec l'impression d'avoir participé à une communauté humaine, d'avoir vécu l'idéal de l'engagement en politique mais aussi d'avoir touché les limites de cette aventure. Et, pour finir, le sentiment de ne plus retrouver mes petits dans cet édifice que j'avais largement contribué à construire, en prenant tous les risques, y compris de carrière.

Je reste sur l'idée d'un échec ultime, sentiment résumé par le titre du livre que nous avons écrit sur l'expérience menée chez Lip : *Etranger en notre propre demeure*. J'ai une nostalgie profonde de cette communauté perdue pour moi, qui s'est perdue elle-même, qui ne pouvait faire autre chose que se perdre. La communauté m'a fait exister en tant que sujet libre ; j'ai le sentiment d'être le père, non exclusif bien sûr, et le fils de ces réalisations. Peut-être cela explique-t-il que je n'aie pas eu d'enfant à ce jour ? Je pourrais refaire mienne cette formule énigmatique de Sartre : « Je suis le fils de mes œuvres. » Mais cette

condition humaine ne conduit-elle pas à buter sur une impossible « fraternité d'orphelins » ?

Je travaille à présent aux éditions Verdier, dans une continuité et une fidélité évidentes aux engagements d'hier. L'une des épines dorsales de la maison est la publication de textes de spiritualité, notamment hébraïques et islamiques, mais aussi de métaphysique grecque. D'ailleurs, chez Verdier convergent d'anciens copains qui publient, tels que Benny Lévy, Christian Jambet ou Guy Lardreau. Je donne également des cours de sociologie à Besançon, façon pour moi de garder des attaches avec Lip.

*Des rencontres*

André Radondy,  
éducateur en milieu hospitalier

Il a vingt-deux ans lorsqu'il arrive, ouvrier de Narbonne, à Paris, en novembre 1966. L'année suivante, la guerre des Six Jours, le pousse à adhérer à la CGT et au PC. Il participe à toutes les démonstrations en faveur du Vietnam. En mai 1968, c'est aux portes de Citroën occupée qu'il rencontre les maoïstes. Il fonde une cellule prolétarienne au sein du syndicat. Licencié de Citroën, renvoyé de la CGT, du PC, de son foyer, il passe le plus clair de son temps avec les militants de la rue d'Ulm. Il adhère à la Gauche prolétarienne et décide de « s'établir » chez Renault à Billancourt. Il quittera l'organisation quelque temps après la mort de son camarade ouvrier, Pierre Overney.

*A cette époque, je fréquentais pas mal Jean-Paul Sartre, on se retrouvait pour discuter de la situation à Renault-Billancourt ou à l'occasion des procès de La Cause du peuple. Il venait protester au tribunal : « Pourquoi ne suis-je pas inculpé ? Je devrais être dans le box, je suis le directeur du journal, je crois qu'on a raison de séquestrer les patrons ! » Quant à moi, j'étais le témoin de la condition ouvrière, j'expliquais combien La Cause du peuple était un bon journal, le seul à décrire la réalité de l'exploitation et de la répression dans les usines... J'étais bien connu de tous les présidents du palais de justice ; un jour que j'en croisais un dans les couloirs, il m'a lancé : « Il y a encore un procès de la Gauche prolétarienne aujourd'hui ? »*

J'étais ouvrier à Narbonne, je faisais un peu de tout, de l'électricité, de la maçonnerie. J'en avais assez, je voulais travailler à Paris. J'ai écrit à Citroën, qui m'a embauché en novembre 1966 et m'a donné une place dans un de ses foyers. C'est dans cette boîte que je suis devenu un révolté. Il fallait se coltiner la direction, les chefs d'atelier, l'ingénieur, les chefs d'équipe, les régisseurs, les agents de secteur, les représentants des diverses polices politiques chargés de la surveillance des immigrés, qu'on ne laissait jamais ensemble sur une même chaîne.

Je m'ennuyais. J'allais en boîte au Palladium, je traînais au quartier Latin, qu'une fille m'avait fait découvrir. Je me régalaï des bouquinistes sur les bords de la Seine ; le soir, j'allais dans les petits cinés des alentours, *Le Nouvel Observateur* et *Le Monde* sous le bras. Je suivais les modes. Je ne ratais jamais une manif pour le Vietnam ou pour la paix. Je suis entré au Parti et à la CGT. Dans le métro, j'achetais *Le Courrier du Vietnam* et, comme j'aimais beaucoup Che Guevara, je me suis offert *Révolution dans la Révolution* de Régis Debray. La contestation étudiante a démarré ; dès le premier soir, j'étais sur le boulevard Saint-Michel.

Les premières occupations d'usine ont commencé. Citroën ne se mettait pas en grève ; la CGT distribuait ses éternels tracts sur la baisse du pouvoir d'achat et la répression dans la boîte. C'est au théâtre de l'Odéon, déjà occupé, que j'ai lancé un appel avec Joël, un copain de l'usine : « Demain, Citroën sera en grève ! » Sans les étudiants, venus nombreux et empêchant la maîtrise d'entrer, il n'est pas sûr que nous aurions pu occuper. On a tenu l'usine mais la CGT, au nom de la liberté du travail, a permis aux cadres de continuer à bosser dans le bâtiment administratif. Entre le syndicat, qui barrait la route à nos initiatives, et la maîtrise, qui voulait reprendre l'usine, la grève n'était pas drôle à Citroën. Nous étions peu à occuper, une soixantaine, dont une majorité de jeunes. A cette occasion, j'ai rencontré Nicole Linhart, avec qui j'ai sympathisé. Elle ne m'a pas dit de suite qu'elle était maoïste, je l'ai compris en allant à une

réunion chez ses amis : un grand portrait de Mao trônait. Physiquement, je préférais Guevara mais le discours des maos me séduisait. On se retrouvait tous les jours, on discutait beaucoup ; je pouvais toujours leur demander un service, une voiture, un endroit où dormir. Je n'avais jamais connu cela auparavant.

A l'usine, on a constitué un comité de « syndicalistes prolétaires » et distribué un petit journal. Ces actions nous ont fait rapidement virer de la CGT. Les vieux ouvriers nous adressaient des signes de connivence, sans trop se mouiller toutefois ; pour eux, les syndicats représentaient encore quelque chose. C'est avec les immigrés qu'on a résisté à la reprise du travail proposée par la CGT : on n'avait rien obtenu si ce n'est la récupération des heures de grève en heures supplémentaires ! Finalement j'ai été muté dans un garage à l'écart, je lavais les voitures, je n'y mettais pas souvent les pieds. J'ai été licencié en octobre 1968. Je m'en moquais, j'étais avec les maos depuis l'été, je participais aux réunions, je disais là ce que je pensais et le courant passait. J'étais descendu pendant les vacances en petite « longue marche » à Vauvert avec Nicole, pour qui j'avais une grande amitié. On rencontrait les ouvriers de Vergèze, des salins du Midi, on leur proposait notre journal, *Garde rouge*, avec la tête de Mao en première page.

A Paris, ce qu'on a appelé le « mouvement de liquidation » avait débuté, un moment très difficile entre les maos — à mon sens, une histoire de personnes et de pouvoir —, une lutte à couteaux tirés à laquelle je ne comprenais pas grand-chose. A la rentrée 1968 on s'est retrouvés très minoritaires mais avec presque tous les ouvriers pour constituer la Gauche prolétarienne. C'était l'organisation qui répondait le mieux à nos aspirations dans l'usine, à nos difficultés quotidiennes, sans grandes théories, mais avec cette phrase : « On a raison de se révolter ! » On a commencé par de petites actions, on distribuait des affichettes autocollantes que les ouvriers devaient compléter. Il y était inscrit : « Je ne connais rien à mon boulot, je ne fais rien, j'emmerde les ouvriers, je m'appelle ... », les ouvriers inscri-

vaient les noms des chefs. On récoltait les listes et, à la sortie de l'usine, nous menacions les contremaîtres trop répressifs.

Le premier gros cassage de gueule de la maîtrise s'est produit à l'usine de Renault-Flins, on a attaqué à une centaine, projectiles, chaises, barres de fer de part et d'autre, c'était bestial... L'objectif proclamé de l'action était une réponse à des licenciements militants et un hommage à Gilles Tautin, mort un an plus tôt, en juin 1968. Je crois surtout qu'il s'agissait de faire connaître la création de la Gauche prolétarienne et ses capacités politico-militaires.

Par la suite, les actions violentes se sont succédé et elles ont beaucoup contribué à la popularité de l'organisation. Il n'y avait pas de discours sur la ligne politique, seulement des interventions qui semblaient justes, légitimes, comme s'approprier la bouffe chez Fauchon pour la redistribuer dans les foyers d'immigrés ou voler des tickets de métro pour protester contre les augmentations de tarif de la RATP. Chez Fauchon, ça n'avait pas été facile. La Madeleine était un quartier « ennemi », les employés n'étaient absolument pas consentants ; on est entré en force et on a fauché tout ce qu'on pouvait. A la sortie, on s'est retrouvés nez à nez avec un boucher agitant son couteau, Frédérique<sup>1</sup> a alors été attrapée ; heureusement, son père était « client Fauchon », l'épicerie ne s'est pas portée partie civile...

Je préparais mon établissement chez Renault. Il existait des combines assez louches entre les délégués syndicaux et le chef du personnel qui permettaient l'embauche d'un certain quota de copains. J'ai été embauché en 1969 avec Pierre Overney, grâce à la complicité d'un délégué CFDT. Les intellectuels établis étaient peu nombreux dans l'usine, Jacques Theureau, « le Centralien », comme l'appelait la CGT, dirigeait notre bande de jeunes prolos, que les cégétistes essayaient de faire passer pour des vicomtes ou des fils de généraux. Cela amusait beaucoup les

1. Frédérique Delange, étudiante en sociologie, sera cependant durement condamnée : treize mois de prison ferme.

ouvriers, qui évitaient pourtant dans l'ensemble de trop se compromettre à nos côtés. Mais quelque chose passait, de l'amitié... On n'arrêtait pas une minute de faire de l'agitation. Au début, j'étais sur l'île Seguin, l'endroit convoité par tous, mais, après quelques petites actions j'ai été mis au 32 avec Jacques. Ensemble, on a organisé la grande bataille pour le métro gratuit, un souvenir formidable en dépit des retombées. On se faisait souvent sonner par les flics ou arrêter en arrivant chez nous. Une fois, je buvais un coup avec Pierre Overney dans un bistrot à Chaussée-d'Antin. Il m'a dit : « Dédé, termine ton verre, une vingtaine de flics nous attend. » On a filé par derrière, on s'est cachés dans le rayon cravates des Galeries Lafayette, on voyait les flics s'agiter dans tout le magasin, on se disait : « On les a bien eus », en se serrant la main. C'était la « guéguerre permanente ». Pierrot s'était même acheté une épée aux Puces, qu'il a brandie une fois devant des flics qui nous menaçaient.

Puis Jacques s'est fait virer. On s'est bagarrés contre les chefs, qui ne voulaient plus le laisser rentrer dans l'usine ; le lendemain, nous étions douze à être licenciés. A la sortie, une nuée de gardiens m'attendait pour me casser la gueule. Je me suis adressé au chef du personnel, Nogrette, qui venait de me licencier, pour qu'il m'accompagne jusqu'aux portes. C'était un chef type « nouvelle vague », toujours prêt à discuter : « Vous savez, ce que vous faites, Vallès l'a fait avant vous. Et maintenant, il est édité dans des éditions de luxe, il n'y a que les bourgeois qui le lisent. » Je me rappelle lui avoir répondu : « Vous n'avez pas peur d'être enlevé, comme chez les Tupamaros ? » Un mois plus tard, il était enlevé par la Nouvelle Résistance populaire.

Renault était un véritable gruyère, tout était possible... Je me souviens d'un copain qui, le lendemain de son licenciement, s'est représenté au bureau d'embauche comme si de rien n'était. Il a été repris ! Par malchance, il s'est retrouvé dans le même département — mais ailleurs, ça passait. Un jour, Sartre est même venu manger avec nous à la cantine de l'usine ; avec sa canadienne et sa musette, il passait sans difficulté pour un ouvrier

de l'usine... Je fréquentais de plus en plus de « grands intellectuels », qui adhéraient au Secours rouge, qui participaient au tribunal populaire de Lens. J'avais assisté la préparation d'un dossier sur Renault pour l'émission de Maurice Clavel. Au journal *J'accuse*, je discutais avec Godard. Je ne sentais pas de grandes différences entre nous. Peut-être parce qu'on nous appelait les « ouvriers intellectualisés » ? Peut-être parce que j'étais imprégné de toutes ces rencontres ? C'est vrai que parfois on reprenait des expressions utilisées par les intellectuels. Plutôt que de dire qu'une chose était « fausse », on disait qu'elle était « erronée ». On était peut-être pris par l'admiration mais je m'en foutais. Ce n'était pas seulement parce qu'ils allaient à l'usine que les maos m'avaient convaincu, c'était aussi parce qu'ils étaient sympas en dehors. Ils étaient devenus mes amis.

J'ai commencé à décrocher après la mort de Pierre Overney<sup>1</sup> Il avait été mon témoin de mariage. Ensemble, on avait fait Citroën, Renault, Château-Thierry : on ne se quittait pas. Nous étions en train de faire une distribution de tracts. Nous appelions à une manifestation contre le racisme, en souvenir des dix ans des morts de Charonne. C'était une action agressive puisqu'il avait été décidé que nous entrerions dans l'enceinte de l'usine, défiant la CGT et les gardiens qui empêchaient nos diffusions. Pour les vigiles, c'était intolérable. Tramoni s'est approché et a menacé. Pierrot, toujours dans l'insouciance lui a crié : « Vas-y, tire ! » et l'autre a tiré.

Juste avant la manifestation, une réunion s'est tenue à Ulm. Les grands cadres de la Gauche prolétarienne, qui n'avaient rien vu, qui nous attendaient dans le troquet d'à côté pendant la distribution, ont exigé qu'on vide nos cocktails Molotov dans le caniveau : on avait un mort sur les bras et ils ne voulaient pas de bagarre... Ils m'ont traité de sauvage, de brute, j'étais fou de rage et totalement écoeuré. Ne pas riposter à la mort de Pierrot

m'arrachait les tripes. On s'est rendu à la manifestation sans rien, « pacifiquement ». Ça été extrêmement violent : les voltigeurs étaient là, il y a eu plusieurs blessés graves et je ne sais combien d'arrestations, dont une majorité d'immigrés. On est sortis en morceaux. A mes demandes d'explication les cadres de la GP ont répondu : « Il faut être responsable. » J'avais le sentiment que la direction avait pris peur. Je n'en pouvais plus, je suis retourné m'installer dans le Midi. J'ai attendu encore un peu pour quitter l'organisation, par amitié pour certains. J'ai craqué sur *La Cause du Peuple* qui affichait en première page : « La guillotine oui, mais pour Touvier. » C'était une période très dure, qui a coïncidé avec la séparation d'avec ma femme.

1. Militant maoïste, assassiné par balle le 25 février 1972 à la porte de l'usine Renault-Billancourt par Jean-Antoine Tramoni, un vigile de l'usine.

Gérard,  
technicien

En septembre 1968, il s'embauche en usine. Il a seize ans. Les militants trotskistes le « cueillent tout petit », grande gueule et séduit par l'idée de révolution que Mai 68 a laissé un trop court moment espérer. Il aurait dû adhérer à la CGT et au PC, l'attitude du syndicat, partisan de la reprise du travail, le conduit à se tourner vers Lutte ouvrière. Après son service militaire, il est embauché chez Alsthom en 1973. L'usine est un des fiefs des établis, majoritairement maoïstes. Il les côtoie sans rien savoir au départ de leurs origines et de leurs itinéraires tourmentés. Progressivement, il découvre que ce sont des « intellectuels déguisés ». S'il participe à leurs actions, écoute leurs discours, s'éduque à leur contact, il reste sur ses gardes leur reprochant de ne « pas avoir annoncé la couleur ». Il ne leur pardonnera pas d'être reparti après ces quelques années de militantisme en usine.

*J'ai débarqué à l'usine très jeune. Sans Mai 68, je serais allé tout droit au PC : il n'y avait que ça pour canaliser la révolte. J'étais séduit par l'idée de révolution et j'avais bien vu qu'en 1968 le PC avait mis un frein, qu'il ne voulait pas aller plus loin. Puis j'ai rencontré les établis, ils étaient sympas...*

J'étais encore à l'école en mai 68. J'avais seize ans. A la rentrée suivante, je me suis embauché à l'usine Luchaire, à Saint-Ouen. On ne faisait pas encore d'armement, on fabriquait des

chariots de moteur. Il n'y avait pas d'établis dans cette boîte, mais simplement des ouvriers qui avaient fait 68, qui n'avaient plus confiance dans le PC et voulaient aller voir ailleurs. C'est en compagnie de certains d'entre eux que je me suis retrouvé le 31 janvier 1969 dans un meeting animé par Lutte ouvrière. C'est là qu'on s'est fait cueillir, notre dégainé a plu, on a pris contact, on s'est revus par la suite. Progressivement, je suis devenu un petit sympathisant de Lutte ouvrière. Je vendais des journaux, je distribuais des tracts, puis j'ai laissé tomber : ça ne servait pas à grand-chose. J'ai commencé à fréquenter des établis trotskistes. Les maos, ils voulaient tout renverser immédiatement ou dans les deux années à venir au maximum, pour eux c'était imminent. Au contraire, les trotskistes, ils sont tenaces, à la limite ils y sont encore, et ce ne sont même plus vraiment des établis mais de vrais militants qui continuent à rechercher les éléments d'avant-garde de la classe ouvrière.

Je suis parti au service militaire, puis j'ai trouvé du travail chez Alsthom en 1973. Cette usine était un véritable nid d'établis, en grande majorité maoïstes. Le matin, aux portes, il fallait prendre quinze tracts, toutes les tendances politiques étaient représentées. On avait de grandes discussions avec les maos, ça se passait bien. Je ne me suis pas tout de suite rendu compte que c'étaient des « intellectuels déguisés », qu'ils allaient repartir. Ils m'ont apporté plein de choses mais j'ignorais qu'ils avaient leurs diplômes dans la poche. En fait, ils pouvaient repartir dès qu'ils le voulaient. Je ne leur reproche pas d'avoir fait des études, je leur en veux de ne pas nous l'avoir dit parce qu'on ne va pas de la même façon casser le bureau d'un patron ou le séquestrer si on a sa licence en poche ou si on est OS pour la vie. Bien sûr qu'on y va plus franco quand on a sa licence, on se recasera toujours. C'est d'ailleurs ce qui s'est passé. C'est le reproche que je leur fais, à tous ces établis : de ne pas avoir annoncé la couleur. En y réfléchissant, je me rends compte que je leur en veux pas mal. Ils étaient sincères mais ils ont quand même beaucoup contribué à casser le PC et les syndicats, davan-

tage que les patrons. Maintenant la classe ouvrière est toute seule, il n'y a plus personne à ses côtés, les établis n'ont rien mis à la place des syndicats. Je prends la fameuse phrase de Mao comme exemple : « Plutôt que de donner un poisson à quelqu'un, apprends-lui à pêcher. » Ils nous ont appris à pêcher, mais ils sont repartis avec la canne à pêche. Je trouve ça un peu raide et je le leur dis amicalement quand j'en rencontre un, de temps en temps...

Pourtant, je leur dois toute une éducation, toute une culture, le fait de lire tout ce que je lis aujourd'hui. Ce sont des établis qui m'ont passé mes premiers bouquins, qui ont répondu aux premières questions que je me posais. Ils parlaient différemment. J'avais une grande gueule, alors ils me tournaient autour, je voyais bien que je les intéressais. Mais je n'ai jamais adhéré à leur organisation. J'avais ma vie et eux, ils bougeaient tellement, ils restaient deux ans, puis d'autres arrivaient et reprenaient le truc, un brassage énorme... Ils avaient un look très caricatural, style ouvrier des années cinquante ; en en regardant certains, on se serait cru en 1917 en Russie ! Je les repérais progressivement, à leur façon de parler, à leurs manœuvres d'approche, ils s'attaquaient toujours aux plus jeunes avant de s'intéresser aux autres. J'en ai eu des discussions avec quelques-uns d'entre eux pour leur faire avouer que ce n'étaient pas de vrais ouvriers. Jamais aucun n'a reconnu quoi que ce soit.

Sur le moment, pendant longtemps même, je leur en ai beaucoup voulu d'être partis, sans doute une forme de jalousie d'être resté seul à l'usine. J'ai fait la route avec eux, même si j'avais un certain recul, je ne les aurais jamais lâchés. Dans les bagarres, j'étais toujours présent.

Maintenant que le temps a passé, je vois les établis comme des petits-bourgeois qui avaient besoin d'une histoire par rapport à ce qu'avaient connu leurs parents, la guerre, la Résistance... Ils se sont fabriqué une histoire, des choses à raconter. Ils étaient tout à fait sincères mais je crois que, quand on est condamné à l'usine à vie, on ne réagit pas comme ça.

En fait, quand ils se sont rendu compte qu'on ne ferait pas la révolution en France, ils sont repartis, qui à la faculté, qui à ses petites affaires, par exemple monter une boîte pour ne pas avoir de patron sur le dos. Parfois, quand je vois des pauvres types OS à vie, sans aucune perspective d'évolution, qui ont marché avec eux, je me dis que c'est vraiment dégueulasse. Ils nous ont fait croire au Père Noël, ça a permis une petite période de rêve, et après ?

Depuis peu, je suis technicien de méthode. Je travaille dans un bureau et j'essaie de me donner le maximum de formation parce que j'ai vingt et un ans d'atelier derrière moi et que je ne l'ai pas volé. Je prends un peu de bon temps, je profite...

Bien sûr, j'aurais pu partir, partir à l'aventure, quitter l'usine, mais c'était difficile ; j'ai choisi le plus facile : rester.

Les établis, lorsqu'on leur proposait de la promotion, ils refusaient. Mais moi, je n'en pouvais plus de faire ce que je faisais. A l'atelier, ça faisait un bon moment qu'on ne discutait plus de rien, à part le Loto sportif. Je me disais : « Si on me propose de monter, j'y vais ! » Même être petit chef, j'aurais accepté, dans une autre équipe, pas dans la mienne. La direction m'a convoqué au mois d'août, quand il n'y avait plus personne ; j'étais content : c'est une forme de reconnaissance, la place de technicien de méthode, il faut savoir des choses.

Jean-Claude Poirson,  
réalisateur

La découverte de la politique survient lors de l'occupation de son usine à Nancy, en mai 1968. Jeune ouvrier, jusque-là anonyme parmi la masse des travailleurs, il est séduit par l'atmosphère d'insurrection et s'engage dans la grève. Repéré par les maoïstes, il est invité aux réunions de l'UJC (ml). Il assiste à la création de la Gauche prolétarienne, s'implique à fond dans l'organisation, découvrant simultanément l'étendue de sa révolte. Il choisit de partir s'établir à Sochaux. Licencié au bout d'un an, il devient le représentant de l'organisation dans la région. Arrêté à la suite d'un méchoui qui dégénère en bagarre avec la police, il est condamné à quinze mois de prison ferme. Libéré, il s'embauche à Mulhouse et milite aux côtés du mouvement des travailleurs arabes contre l'exploitation de la main-d'œuvre clandestine. Après la dissolution de la GP, il reste encore deux années établi, persuadé que l'organisation renaîtra de ses cendres.

*Moi, c'est le militantisme qui m'a fait naître. Avant je subissais le monde, je n'avais pas l'idée qu'il pourrait changer. J'habitais à Nancy dans une pièce de quinze mètres carrés ; on y vivait à cinq ou six, selon que ma mère avait un ami ou pas. On y mangeait, on y dormait. Nous étions très misérables, ma mère était OS chez André. Avec la Gauche prolétarienne, j'ai commencé à penser, à comprendre, à agir.*

En mai 1968, l'occupation de mon usine, une filiale de la Compagnie générale des eaux à Nancy, m'arrangeait bien : je m'étais brûlé le visage avec une lampe à bronzer et je ne pouvais plus me montrer ! J'ai pu rester planqué deux, trois jours, puis, comme je n'avais plus d'argent, j'ai été demander aux piquets de grève quand est-ce qu'on reprendrait le travail. C'est là que j'ai été emballé par le spectacle de l'occupation, l'atmosphère ; en plus, on mangeait gratuitement. Les grévistes recherchaient des volontaires pour passer la nuit, je me suis dit que cela pourrait être rigolo. J'étais alors un jeune ouvrier peu impliqué qui attendait la sortie de l'usine pour courir se changer, faire la fête et draguer les filles. J'ai donc veillé toute la nuit. Au matin, tout le monde, venu aux nouvelles, nous félicitait. Le sentiment d'être reconnu par les ouvriers, alors que la veille je passais inaperçu, m'a fait rester jour et nuit jusqu'à la fin de la grève. Il faut dire que ça ne manquait ni d'intérêt ni de motivation ; les étudiants venaient distribuer leurs tracts, le service d'action civique menaçait d'attaquer. Nous étions les plus fermes, les plus décidés, notre prestige grandissait dans l'usine même si nous ne comprenions rien à ce qui se passait à l'extérieur, les barricades, les discours politiques ; on savait tout juste qu'on était en train de virer de Gaulle.

Un jour, j'ai été invité à une réunion par des militants de l'UJC (ml). On se réunissait à quinze kilomètres de Nancy, dans un sous-sol ; c'était clandestin, ça me plaisait bien. On parlait fusils, révolution. Je m'endormais sur l'étude des textes et je regardais les militantes.

Je suis parti en vacances au moment de la fameuse thèse des « liquidos ». A mon retour, une lutte se déroulait dans une cité ouvrière, le quartier Californie, où je connaissais tout le monde. Seule une petite poignée d'intellectuels était restée sur le terrain, la majorité avait délaissé le « mouvement de masse » pour les plages. L'organisation était secouée, on disait que les ouvriers devaient prendre le pouvoir, on employait une formule censée résumer notre attitude à l'égard des liquidos : « manier la barre

de fer avec amour ». En fait, c'était violent, stalinien, on excluait à tour de bras. J'assistai à la création de la Gauche prolétarienne. On ne discutait plus les textes de Lénine et de Mao mais nos bilans de lutte. Je commençais à mieux saisir ma révolte, à l'analyser, à réfléchir sur mes origines, surtout au travers des actions violentes que la GP organisait et auxquelles je participais. C'était la guerre, la mise en œuvre d'une pratique où le mot « révolution » prenait enfin un sens ; je savais qui étaient mes ennemis et pourquoi. On brisait en plein jour les vitrines du journal *L'Est républicain*, qui avait sali les gens de la Californie pendant leur grève, on accrochait un grand portrait d'Hô Chi Minh sur la cathédrale de Nancy, à l'occasion de la sortie du film *Les Bérets verts*, on évacuait des adolescents révoltés d'un centre de redressement... J'avais une conscience de classe, comme on disait à l'époque !

Je ne pouvais me résoudre à faire du détachement de porte. J'ai essayé d'entrer chez les Wendel en Lorraine, puis chez Citroën à Paris, sans succès. J'ai demandé à la direction de m'envoyer à Sochaux. Je me disais que le plus difficile était l'embauche mais qu'ensuite je constituerais un groupe et déclencherai des mouvements. J'ai été embauché chez Peugeot à la fin de l'année 1969, je débutais dans l'établissement... Jusqu'alors j'étais un ouvrier, cette fois je devenais un établi. J'avais choisi d'être dans cette usine-là parce qu'à l'époque on disait que ce serait de là que partiraient les premiers coups de fusil annonciateurs de la révolution. Tous les militants qui y allaient tombaient ou finissaient en prison. Je me disais que grâce à mes origines je tiendrais le coup. L'usine avait une réputation terrible et je dois dire que ça a été vraiment difficile de tenir le coup physiquement. Pourtant j'étais très motivé : j'étais déjà cadre ouvrier de l'organisation à l'époque.

Dès les premiers instants, ça a été l'enfer, j'ai compris la dureté de la boîte. Je n'arrivais pas à suivre les cadences, je m'engueulais avec les prolos qui ne me laissaient pas le temps d'apprendre, je « coulais » la chaîne. J'avais honte. Je me cachais pour

chialer, je me disais que j'étais un ouvrier, pas un intellectuel, qu'il fallait que j'y arrive. Je devais souder deux morceaux de châssis de la 404 ou de la 204, puis je les reposais sur la chaîne. Je n'ai jamais tant transpiré de ma vie, je portais un tablier de cuir sur un bleu que j'aurais pu essorer. Passé les quinze jours d'essai, je continuais à freiner les cadences et les mecs râlaient. Alors je me suis fâché. J'ai pris les trois plus proches de moi sur la chaîne pendant la pause casse-croûte et j'ai dénoncé les cadences infernales en leur demandant pourquoi ils ne se révoltaient pas. Ils étaient surpris de mon langage militant. Ils m'ont expliqué les pressions, les mouchards, la hiérarchie ; quelques jours plus tard, on écrivait notre premier tract contre les rythmes de la chaîne. Le tract a bien plu, on en a sorti un second concernant l'ensemble de Peugeot. On appelait au sabotage parce que c'est le plus efficace pour briser les cadences. Quoi qu'il arrive, la production était fixée à tant de pièces par jour ; lorsqu'une machine tombait en panne, nous devions aller plus vite pour rattraper le temps perdu. Nous connaissions bien nos machines, nous savions les planter et, bien sûr, les réparer, mais on faisait venir celui qui en était chargé pour pouvoir se reposer un peu. La pratique du sabotage s'est rapidement étendue dans toute l'usine, elle devenait quotidienne. Très vite, la direction m'a repéré et convoqué : « Au début, vous étiez consciencieux, maintenant vous travaillez moins. Vous avez perdu votre bonne volonté ? » Au hasard, j'ai répondu que j'avais de la volonté mais qu'il était impossible de rattraper le temps perdu... Je ne me mouillais pas.

A la rentrée 1970, Peugeot m'a licencié. J'ai vécu ce renvoi comme une grosse baffe. Cette usine, c'était un mythe, j'étais fier d'y travailler. A Paris, quand j'arrivais dans une réunion, on me présentait comme « Jean-Claude de Sochaux ». Il existait dans l'organisation une telle admiration pour les gens de Sochaux que ton ego en prenait un coup. J'étais mal de ne plus être dans l'usine « moteur de l'Histoire ». Je me répétais la phrase de Mao qu'on citait alors beaucoup — elle disait à peu près ceci :

« Il ne s'agit pas de parcourir une plaine avec son cheval, il faut aussi mettre le pied à terre. » Moi, j'étais devenu un militant professionnel, trop pressé de lancer des luttes pour vraiment parvenir à m'enraciner dans cette boîte. Je n'avais plus confiance en moi, j'étais vidé, je faisais du détachement de porte comme tout le monde, où j'expliquais à la fois mon licenciement et le mot d'ordre de notre campagne pour le procès d'Alain Geismar : « Nous sommes tous des Geismar ! » Je me demande comment les ouvriers comprenaient cela. On ignorait tout de ce qu'ils pensaient de nos prises de parole à la sortie de l'usine. Ils s'arrêtaient, ils écoutaient mais n'intervenaient pas. La chape, sûrement : quand tu sors du boulot, tu montes dans le bus et tu t'endors.

C'était une période angoissante. On essayait de susciter des actions violentes pour le procès et ça ne marchait pas vraiment. Tout ce qu'on entreprenait était contrecarré ; dès qu'on distribuait *La Cause du peuple*, on se retrouvait en garde à vue chez les flics. La vie au quotidien était épouvantable. Je ne supportais plus la pression exercée par l'usine : tout était propriété Peugeot. On mangeait Peugeot, on respirait Peugeot, dans les bistrotts on rencontrait les prolos de Peugeot. Je n'en pouvais plus, j'avais des responsabilités politiques, j'étais au comité national de la GP. A l'époque, la fascination de l'organisation pour ce qui se passait à Renault-Billancourt faussait tout. Il fallait suivre la ligne politique qui était celle de Renault. Je revenais des réunions parisiennes gonflé à bloc et trois jours plus tard je m'effondrais : ça ne marchait pas comme à Billancourt ! J'ai repris vie lorsque la grève des foyers a éclaté. Elle a duré trois mois, la population nous soutenait et nous nourrissait, j'étais à nouveau dans mon élément.

Puis il y a eu l'histoire du méchoui. On voulait simplement faire la fête, en compagnie des jeunes des foyers de Peugeot et des petits loubards d'un village d'à côté. Lorsque les flics sont arrivés pour nous dire que nous faisions trop de bruit, alors que nous étions en pleine nature, on s'est saisi de ce prétexte pour

évacuer la violence qui était en nous, liée aux échecs accumulés des actions que nous organisions. On s'est moqué d'eux : « Vous êtes trop petits, allez chercher du renfort !... », et on les a attendus avec des gourdins ! Ils sont revenus en force, les jeunes se sont enfuis et seuls les militants sont restés à se battre. Une erreur qu'on a payée bien cher. Pour mon compte, j'ai pris quinze mois de prison ferme. J'ai beaucoup lu, tous les journaux, les livres que François Maspero nous envoyait. C'est là que j'ai appris la mort de Pierre Overney. Je m'attendais à des actions de partisans avec mort d'homme, je n'ai pas compris que la Nouvelle Résistance populaire relâche Nogrette. J'ai commencé à écrire un bouquin, l'histoire d'un héros ouvrier qui arrivait à déclencher une grève, que j'ai brûlé avant de sortir. Je pensais que j'écrivais trop mal.

En sortant de prison, en 1972, j'ai appris la naissance des comités de lutte et du projet *Libération*. Je me sentais frustré de tous ces événements, je voulais rattraper le temps perdu, reprendre la bataille. La prison m'avait donné des forces. Un dirigeant de l'organisation a voulu me faire établir dans les mines de potasse d'Alsace ; j'ai senti que ce serait la même galère qu'à Sochaux, la même tristesse, j'ai refusé. J'ai préféré aller à Mulhouse, où je suis tombé sur une bande de maos joyeux lurons. Ensemble, on s'est embauchés à la Société alsacienne de construction mécanique, qui comptait presque cinq mille ouvriers. C'était l'époque de la lutte pour la carte de travail, menée par le mouvement des travailleurs arabes. Soutenir les ouvriers immigrés, c'était comme rentrer deux fois dans les usines ! J'avais un truc au cœur, une vraie motivation pour me battre auprès d'eux, on se liait très facilement. On a monté un comité de soutien avec un ancien prêtre ouvrier, président de l'Association de solidarité des travailleurs immigrés, et mené une grève de la faim dans une ambiance formidable.

Le jour de la dissolution de la Gauche prolétarienne, j'ai eu mal au cœur qu'on lâche un truc pareil. Dans mon esprit, je pensais qu'on renaîtrait autrement, qu'il y aurait un jour

quelqu'un qui regrouperait à nouveau tout le monde, avec des idées plus claires, plus larges... Je suis resté encore deux ans établi à Mulhouse, dans l'attente de cette fameuse résurrection. Puis je suis parti vivre quelque temps en Inde, je me suis intéressé de près au bouddhisme. A mon retour, j'ai eu envie de rencontrer Pierre Victor<sup>1</sup>. Je pensais souvent à lui, je m'interrogeais sur notre histoire, le fait qu'il soit devenu pratiquant m'attirait davantage encore. Lorsque je l'ai rencontré, j'étais très ému, j'avais peur de dire des sottises, je m'attendais à avoir une discussion avec lui. En fait, il est resté sur ses gardes, nous ne nous sommes pratiquement rien dit.

Aujourd'hui, je suis content qu'on se soit arrêtés. N'importe quelle action violente contre l'autorité ou un symbole de pouvoir, j'étais prêt à la mener. J'aurais pu devenir un terroriste sans problème : j'avais des motivations.

## Guy Paillot, comédien

Né à Montbéliard de parents ouvriers, il est prêt à tout pour éviter, à seize ans, l'embauche chez Peugeot à Sochaux. Mascotte des établis, séduits par ce « prolo révolutionnaire », il passe quelques années en leur compagnie, fasciné par ces diplômés qui s'intéressent à lui et travaillent sur la chaîne aux côtés de ses parents. Arrêté en train de coller des affiches de *La Cause du peuple*, le journal de la Gauche prolétarienne alors interdite, il est licencié de son emploi aux PTT. Condamné à de petits boulots, il assiste aux départs progressifs des militants dont l'ardeur révolutionnaire est retombée. Aussi rapidement qu'elle s'était peuplée, la région se vide de ces intellectuels un temps devenus ouvriers. Il choisit de continuer la révolte, mais cette fois en cassant des pharmacies. Il passe ses vingt ans en prison et en cure de désintoxication.

*Je suis d'une famille ouvrière de Sochaux-Montbéliard. Dans cette région, tout est organisé pour que tu fasses comme tes parents. J'étais un fils de prolo, plutôt bon élève au lycée, qui avait vu tous ses frères entrer chez Peugeot et qui savait bien que de toute façon ça se terminerai là-bas. Quand on vit en HLM, avec une chambre que l'on partage avec ses deux frères, le bruit, la radio en permanence, les études, on laisse tomber. J'ai rencontré les maos et j'ai échappé à Peugeot.*

J'habitais dans le quartier de la Chiffogne, le plus crado, le plus populaire. J'y ai connu un mec qui organisait de l'« action

1. Nom de clandestinité de Benny Lévy.

culturelle » avec des animateurs comédiens. Ils faisaient du porte-à-porte, parlaient avec les jeunes. Comme c'était subventionné par l'Etat, ils avaient des moyens et des structures ; plusieurs ateliers étaient proposés aux gamins du quartier : le théâtre, la danse, la peinture... J'ai immédiatement choisi le théâtre. On mettait en scène notre vie quotidienne. On avait monté une pièce sur une fugue que nous avions faite à plusieurs pour quitter le quartier — les flics nous avaient ramenés... A l'époque, il y avait peu la télé ; les parents venaient voir les spectacles qui racontaient la vie à la Chiffogne. Des militants maos se sont intéressés au projet, attirés par le fait que ce soient des prolos qui le mènent. C'est ainsi que je les ai rencontrés. J'avais quinze ans, je ne savais pas quoi faire de ma vie, je ne voulais pas partir en usine. Je n'en avais rien à foutre que Peugeot soit la meilleure boîte de la région, avec les plus grosses paies et les ouvertures sociales les plus complètes.

La rencontre avec les maos m'a permis de voir la vie autrement : il fallait faire la révolution. J'étais conquis, heureux. Je savais qu'il y avait la révolution à Cuba, je n'aurais jamais pensé qu'on pouvait la faire en France. J'étais prêt à me battre, à prendre le fusil pour que ça change. C'était ça ou l'usine. J'avais choisi.

Progressivement, je suis devenu la mascotte du groupe mao de la région : j'étais un prolétaire révolutionnaire, le rêve ! A Montbéliard, dans la rue principale, il y avait en permanence des militants. J'aimais cette ambiance. Les maos vendaient *La Cause du peuple*, on se donnait rendez-vous pour se retrouver le soir. Comme j'étais un « prolo révolté », j'avais aussi beaucoup de succès auprès des gens de Lutte ouvrière et de Révolution. Le parti communiste diffusait *L'Humanité*, mais je ne le fréquentais pas trop. Il y avait aussi les sectes, nombreuses, qui racolaient. J'avais le sentiment que chacun essayait de vendre « sa chose » ; je discutais avec tous, en restant fidèle aux maos, que j'avais rencontrés les premiers et que j'aimais profondément. Ma vie, c'était le théâtre et les maos. J'avais d'autres copains, paumés comme moi, qui choisissaient les sectes.

J'ai dû quitter le lycée. Je me suis mis à travailler à droite à gauche, en refusant l'embauche de Peugeot. J'avais trop peur de devenir comme ceux qui, dès qu'ils bossaient, se remettaient sur les rails tracés par les parents, avec pour seul avenir la paie, la maison et le petit bal du samedi soir. Je détestais le bal. Avec les militants, j'avais découvert qu'il était possible de s'amuser autrement, sans passer par le costume du samedi soir, en jouant de la musique et en discutant jusqu'au matin. A cette époque, j'ai aussi commencé à lire. Jusque-là, je ne savais pas qu'il fallait lire.

Un soir, j'étais avec mon meilleur copain, Aziz, un Maghrébin branché mao, un des seuls étudiants de la Chiffogne, la fierté du quartier ; nous collions des affiches pour *La Cause du peuple*, un numéro sur le racisme... Les flics ont déboulé et nous ont embarqués. C'est là que les ennuis ont commencé. A la sortie du commissariat, on était fichés.

J'avais trouvé un boulot aux PTT, à la grande joie de mes parents : « Le petit, il est dans l'administration », un travail pénard et bien payé. J'étais télégraphiste, je voulais passer facteur, ça me laissait du temps pour mes activités avec les maos. Ils m'ont viré au bout de trois mois, ils avaient découvert que j'étais fiché pour avoir collé des affiches révolutionnaires. C'est devenu vraiment la galère parce que plus personne ne voulait de moi, même à Peugeot ! J'ai essayé partout : Peugeot-Sochaux, Peugeot d'Arcourt (l'outillage), Peugeot-Beaulieux (les cycles), ils m'ont tous refusé. J'ai réussi à me faire embaucher par une boîte de nettoyage que sous-traitait Peugeot. Deux jours plus tard, j'étais licencié. Ils ne me laissaient même plus entrer dans l'usine pour laver les carreaux ! Il me fallait absolument du travail parce que mes parents ne pouvaient pas m'entretenir. Mais, si j'allais à l'usine, c'était pour gagner ma vie, pas pour militer. Je pensais que c'était aux intellos de faire ce boulot. Je les aimais parce qu'ils étaient mes amis et qu'ils voulaient changer la vie mais je savais aussi qu'ils avaient des diplômes et qu'ils pourraient toujours faire autre chose d'un jour

à l'autre. Alors que pour moi l'usine, c'était le gagne-pain, on ne rigolait pas avec ça. J'adorais le théâtre, seulement je pensais que pour en faire vraiment il fallait être un intellectuel ; lire beaucoup, comme les gens de l'action culturelle. Je me trompais, mais je ne l'ai découvert que plus tard.

Lorsqu'un militant arrivait et qu'il s'embauchait chez Peugeot, tout le monde ouvrait grands les yeux. Les mecs, ils se faisaient engueuler par les prolos de travailler à l'usine alors qu'ils avaient « des études et des diplômes ». Moi, je trouvais génial que des gens qui pouvaient être profs, médecins ou avocats décident de vivre près de moi, de s'intéresser à moi, de travailler là où mes parents passaient leur vie. Les maos me séduisaient parce que jusqu'ici je n'avais jamais entendu personne parler comme eux. Je pensais que des gens qui parlent bien ont forcément raison. A la maison, ils avaient leur couvert. Mon père les adorait, alors qu'il ne voulait pas voir mes copains du quartier. Il y aurait à écrire sur un militant qui entre chez une famille ouvrière. Il est habillé comme un ouvrier et pourtant tu sens que ce n'est pas son univers. Moi, dans un tel appartement, j'ai mes repères, je sais tout de suite comment c'est foutu. Quand on mange à table, tu as le geste du prolo qui coupe le pain ; l'intellectuel, il est attentionné, ses gestes de politesse surprennent tout le monde, il se lève pour débarrasser alors que chez les ouvriers c'est la femme qui débarrasse.

J'aimais aussi le côté clandestin, le style « bande à Bonnot », les cachettes, les rencontres secrètes, tout ça m'excitait. Par la suite, je suis devenu un vrai voyou, un marginal, un casseur. Mais à cette époque ce n'était pas encore trop méchant, je prenais mon pied : être dans l'illégalité avec des intellectuels... Je pensais à Che Guevara. J'ai passé de belles années.

Et puis, un jour, ces super-mecs, ces bourgeois, ces intellectuels qui vivaient comme nous, avec nous, ils sont tous repartis. Trois ans plus tard, il n'y avait plus personne, un vrai désert. Mais c'est pas possible ! Je continue seul à me battre dans cette enclave de Sochaux ? Moi, ça ne m'intéressait pas de faire la

révolution sans eux. C'est vrai que j'ai eu l'impression d'avoir été blousé, quand on est dans la révolution, il faut aller jusqu'au bout. Le choc a été terrible. J'étais fiché, je n'avais que des boulots merdiques, j'étais paumé. Alors j'ai continué la révolte dans un autre registre. J'ai pris beaucoup de drogues dures, j'ai persisté dans la marginalité en cassant des pharmacies pour piquer des saloperies. Mes vingt ans ont été gratinés : taule, cure de désintoxication, dépression...

En 1978, je me souviens d'avoir revu à Marseille un de mes anciens potes militants. Il avait dix-huit ans, j'en avais seize lorsqu'il était venu s'établir à Sochaux. Il s'était pris d'une grande amitié pour moi, il venait tout le temps à la maison. Si je trouvais un boulot peinard pendant deux ou trois semaines, il faisait la gueule, il disait que j'allais m'« embourgeoiser ». Il critiquait mes efforts vestimentaires, mes tentatives de séduction : il disait qu'il ne fallait pas se changer après le travail, qu'il n'y avait pas à avoir honte de sa condition. Quelques années plus tard, je débarque donc chez ce mec, à une époque où j'étais totalement perdu. Il fallait enlever ses chaussures pour ne pas salir, c'était interdit de fumer chez lui et à vingt-trois heures il m'a mis à la porte : il ne voulait plus entendre parler de « toutes ces salades ».

Cette histoire, c'est compliqué. Je garde un souvenir émerveillé de ces années parce que je m'en suis tiré. Mais beaucoup sont restés au bord de la route ; à Sochaux, à part l'usine, c'était la drogue ou la mort et souvent les deux. Pourtant, si je fais aujourd'hui ce qui me plaît, c'est peut-être grâce aux militants de l'époque. Ils m'ont appris le théâtre, la lecture, la convivialité, la discussion ; j'en suis là aussi parce que j'ai vécu cette aventure avec eux. J'aurais dû être casseur professionnel ou ouvrier alcoolique pour oublier la chaîne chez Peugeot. Je suis comédien.

Claude Lucas,  
comédien

Fils d'une famille ouvrière des mines, il abandonne sa scolarité très jeune. Après trois années de fin d'études, il quitte la région pour aller gagner sa vie en usine. Embauché chez Peugeot, il y reste six mois et découvre la haine de la chaîne. A dix-huit ans, peu de temps après la fin des événements de Mai 68, il arrive à Paris. La politique ne l'intéresse nullement : il veut rassembler suffisamment d'argent pour partir vivre au Canada. Il trouve du travail chez Renault à Billancourt, fief du militantisme maoïste. Le projet d'exil au Canada est abandonné au profit de l'adhésion à la Gauche prolétarienne, qui le jette dans le militantisme politique jusqu'à la dissolution de l'organisation.

*Je me levais à trois heures trente pour aller travailler à Peugeot. Je n'arrivais jamais à récupérer, je m'endormais sur la chaîne, mes outils tombaient, le chef arrivait et gueulait, les Yougoslaves derrière moi venaient me donner un coup de main. La gentillesse de ces ouvriers-là, je ne suis pas près de l'oublier.*

Comment je suis arrivé dans cette histoire ? Je me le demande encore. Je suis né dans les mines, d'un milieu ouvrier. Nous, pour vivre, on n'avait pas le choix, on allait bosser. J'ai arrêté l'école très tôt, dès que j'ai rencontré les premières difficultés scolaires ; personne à la maison ne s'occupait de mes cahiers, personne n'en était capable en fait. Mon père était absent, il travaillait dans les mines, tandis que ma mère faisait les tra-

vaux des champs. Lorsque j'ai eu onze ans, le directeur de l'école a décrété que j'étais nul, j'ai suivi trois années de fin d'études et je me suis retrouvé au collège d'enseignement technique. J'ai quitté la région, je suis parti droit devant moi, en leur faisant à tous un bras d'honneur. J'étais devenu fort.

J'ai passé quelques mois chez Peugeot, avec la haine de la chaîne, la conviction que le boulot à l'usine c'était vraiment la merde. J'y travaillais pour survivre. Un dimanche de 1969, je suis arrivé à Paris ; le lundi, j'étais embauché chez Renault. Je ne voulais pas y rester, j'étais juste de passage dans la capitale, avec l'idée de gagner assez de fric pour partir pour le Canada. Je ne me sentais pas concerné par les relents de Mai, les barricades, j'avais besoin de croûter.

A Renault, je plonge dans la politique. Il y a beaucoup d'agitation, de syndicats, de militants, tout le monde ne parle que de ça. Par tradition, chez moi on n'apprécie pas trop les organisations ; mon grand-père était anarchiste. Je me méfie des gens qui arrivent avec leur discours tout prêt, je les écoute mais je préfère ne pas participer. C'est là que je rencontre un jeune ouvrier maoïste, il est sympathique, il a l'accent du Sud, on a le même âge, on court après les mêmes filles, on fait copain-copain. Ensemble, on fréquente les Jeunesses communistes de Sèvres, je participe à ma première manifestation contre la guerre du Vietnam. A cette époque, je ne lisais jamais, j'ignorais où se trouvait le Vietnam, je ne pensais pas avoir de sensibilité à l'égard de ce que je ne connaissais pas. C'est pourtant à ce rassemblement que j'ai commencé à être pris par quelque chose. Pour la première fois, je me suis senti moins seul ; ces jeunes m'attiraient, ils étaient différents de tous ceux que j'avais connus jusqu'alors. Néanmoins, je restais gêné : ils tenaient un discours identique à celui des vieux syndicalistes que j'avais toujours entendu. Mais je commençais à bouger, quelque chose se passait en moi.

Peu de temps après, j'ai fait la connaissance de personnes vraiment différentes cette fois-ci. C'étaient des établis maos.

Ce qui s'est joué alors a été très fort : ça se passe dans les yeux, dès ce moment je ne suis plus le même, je suis avec eux. Ces militants-là, ils sont très beaux. Bien au-delà de la fraternité, j'avais envie de faire des choses, de toucher des gens. C'est vrai que les jeunes révoltés que nous étions attendaient cela.

On n'en pouvait plus de cette chape de plomb qui pesait sur nos têtes, de cette damnation à perpétuité sur notre condition d'ouvriers. On avait un besoin urgent d'oxygène, de légèreté : le « métro, boulot, dodo » ne nous regardait pas. Les maos ont su créer des espaces où l'on pouvait respirer : « Refaire le monde tout de suite et mieux vivre ! », disait un slogan.

J'ai vraiment imploré. Je n'étais plus tenté par le jeu, la danse ou les courses. Avec un pote marseillais, nous formions une bonne équipe. Nous étions montés ensemble à Paris, on avait fait pas mal de trucs et pas mal d'endroits. Il était très doux, vraiment gentil, alors que j'étais plutôt du genre « petit nerveux à la tête dure ». Une semaine après ma rencontre avec les maos, je ne sentais plus le même homme en face de moi. Je militais et lui ne cessait de répéter : « Arrête tes conneries, tu vas te retrouver avec les flics sur les reins. » Je l'ai vu s'éloigner de moi, avec sa petite musette, comme un bateau qui part au loin. Moi, je restais où ça pétillait. Mon projet de voyage au Canada, il a fondu du jour au lendemain, comme le copain.

Désormais, j'étais avec des gens qui voulaient changer la vie, mais à travers ce qui existait. J'ai mis du temps à m'adapter à cette idée. L'usine n'était pas ma tasse de thé, le discours ouvriériste des établis qui affirmait que la révolution partirait de là m'étonnait un peu. La confrontation « front à front » me laissait sceptique. Quand Marx écrit : « Les ouvriers n'ont que la chaîne à perdre », c'est vite dit ! Il me semblait naturel de casser la gueule au chef facho mais je n'avais jamais pensé aux questions que posaient les maos sur l'organisation du travail à l'usine. Pourquoi est-ce qu'on ne tournerait pas sur les postes ? Pourquoi toujours faire le même travail imbécile ? Avec, en toile de fond, la critique de la chaîne de l'atelier 74 sur l'île

Seguin, où l'un met une vis, l'autre un clou, à longueur d'année, à longueur de vie, dans l'abrutissement le plus complet. L'idée des maos de rendre plus vivables les lieux de travail était totalement nouvelle pour moi. Je détestais trop l'usine pour l'imaginer autrement. En plus, c'était dit par des gens qui y allaient eux-mêmes à l'intérieur. Les maos me plaisaient par ce qu'ils disaient et par ce qu'ils faisaient dans l'urgence du « maintenant ou jamais ». La liberté, ça devenait concret, c'était par exemple changer les rapports dans l'usine.

Je me souviens d'un établi que l'on appelait le « président<sup>1</sup> », ce qui l'énervait beaucoup d'ailleurs. Il avait un ascendant naturel sur nous, il parlait peu, il venait de Centrale, ce qui pour nous ne voulait rien dire, mais il nous encourageait à écrire et à lancer des actions. C'était exactement ce qu'on attendait. L'action du métro gratuit a vraiment concrétisé cet état de liberté.

On ne s'arrêtait jamais. Il y avait toujours un truc à faire entre l'usine et l'extérieur — aller aux marchés, la propagande, l'aide aux Palestiniens. Au cours de l'été chaud — « Pas de vacances pour les riches ! » — les étudiants de l'organisation avaient été envoyés travailler chez les paysans, tandis que nous étions employés aux coups durs ; nous sommes partis sur la côte Atlantique, organiser quelques actions d'éclat, attaquer des yachts, organiser un petit cassage de luxe... Cette fois, les flics, on les avait bien eus !

Mon maoïsme, c'était un mélange de ce que je lisais dans *La Cause du peuple* — jamais en entier, il est vrai —, et des discussions que nous avions ensemble. On passait des nuits entières à parler, nous ne nous arrêtions que lorsque nous étions trop épuisés ou trop soulés. Tout était mis sur le tapis, ce n'étaient pas des discussions de salon. C'était la première fois qu'il m'était possible de m'exprimer et d'être écouté, je n'étais plus dans cet état de solitude que j'avais toujours connu. J'apprenais sans cesse.

1. Jacques Theureau.

A la même époque, mon rapport aux femmes a complètement changé. C'était très nouveau pour moi d'être devant une femme qui m'en impose. Tu passes d'un état où tu te dis : « Tiens, cette nana n'est pas mal », et tu as une petite histoire, à un état où tu rencontres des nanas qui te disent : « Je veux bien que tu me regardes dans les yeux, mais ne me prends pas pour un objet. » Dans l'organisation, il y avait beaucoup de « curés rouges », comme on les appelait, des gens très stricts. Nous, les prolos, on admirait ce côté rigueur mais ça ne nous attirait pas trop. On voulait faire des actions, faire sauter des trucs mais aussi rigoler ; on était contre le mariage parce que « ras-le-bol des institutions à la con », on ne voulait pas d'enfants parce qu'il y avait la guerre, on prônait le libre choix. J'étais davantage du côté de l'action que de celui de la réflexion parce que si tu commences à réfléchir, tu ne fais plus grand-chose. Pour nous, la théorie était assez élastique.

Après la dissolution, il a fallu survivre à tout prix, il a fallu s'aider les uns les autres, se serrer les coudes. Je ne suis pas retourné à l'usine, je m'y serais tué. Il a fallu renouer les fils : j'ai mis sept ans. Sept années pendant lesquelles je n'avais pas envie d'entrer dans la société. Je ne savais plus où j'étais, j'essayais de sauver les meubles, j'avais des copains qui n'arrêtaient pas de crever. Je suis descendu dans le Sud, je suis remonté, je bougeais un peu partout. On avait des discussions à n'en plus finir sur ce qui s'était passé, ce qu'on allait devenir, ce qu'on vivait au jour le jour, cela nous laissait dans un état dépressif terrible, on était épuisés. Ça a duré longtemps. J'avais gardé le contact avec deux ou trois militants, leur amitié m'a permis de ne pas sombrer définitivement.

## Repères chronologiques

1964

Janvier

Création du cercle d'Ulm par un groupe d'élèves de l'Ecole normale supérieure, militant à l'Union des étudiants communistes (UEC). On les surnomme les « althussériens ».

1965

Mars

Le futur fondateur de l'Union des jeunes communistes marxistes-léninistes — UJC (ml) —, Robert Linhart, est élu au bureau national de l'UEC au cours du VIII<sup>e</sup> Congrès.

1966

Avril

A l'occasion du IX<sup>e</sup> Congrès de l'UEC, les althussériens proclament leur orientation prochinoise. Ils sont sommés de quitter l'organisation des étudiants communistes.

Août

Le comité central du parti communiste chinois annonce dans une décision en seize points la « Grande Révolution culturelle prolétarienne ».

Décembre

Les exclus de l'UEC fondent l'UJC (ml) sous la direction de Robert Linhart.

1967

- Février L'UJC (ml) crée les premiers comités Vietnam de base (CVB), soutiens de la guerre populaire vietnamienne (« FLN vaincra ! »).
- Été L'UJ envoie ses militants observer la « réalité concrète » dans les campagnes françaises, tandis qu'une délégation de ses dirigeants se rend en Chine.
- Automne La direction de l'UJ invente l'« établissement », l'installation de militants au cœur même des lieux de vie et de travail des masses. En 1967 et 1968, une petite centaine de militants de l'UJ part s'établir dans toute la France, abandonnant tout projet d'études et de carrière.

1968

- 22 mars Occupation de la tour administrative de Nanterre.
- 28 avril Un commando prochinois détruit une exposition favorable au Sud-Vietnam, 44, rue de Rennes.
- 30 avril La faculté de Nanterre, en état de siège, est fermée.
- 6 mai Premiers affrontements entre étudiants et forces de l'ordre. Les prochinois ne participent pas aux manifestations étudiantes ; ils travaillent à l'usine ou militent aux portes des entreprises.
- 10-11 mai Nuit des barricades.
- 13 mai Gigantesque manifestation à l'appel des organisations syndicales.
- 16-17 mai Les grèves se répandent dans toute la France. Les militants des CVB se sont constitués en Mouvement de soutien aux luttes du peuple. Ils multiplient la propagande aux portes des usines, soutiennent les travailleurs en grève.
- 27 mai Les accords de Grenelle sont signés. Ils consacrent la reprise du travail.

- 30 mai Dissolution de l'Assemblée.
- 6-10 juin Incidents chez Renault à Flins. Mort de Gilles Tautin, lycéen militant, photographe pour l'UJ.
- 12 juin Dissolution de onze organisations gauchistes, dont l'UJC (ml).
- 23-30 juin Raz de marée UDR (Union pour la défense de la République) aux élections législatives.
- Été Le « mouvement de liquidation » commence au sein de l'UJ. Des critiques violentes ébranlent l'organisation quant à la façon dont les dirigeants ont analysé les événements de Mai 68. Une partie des militants de l'UJ part en petites « longues marches » enquêter sur le retentissement du mouvement de Mai dans les campagnes françaises.
- Septembre Au cours de deux journées de débats, l'UJ éclate.
- Automne Création de la Gauche prolétarienne (GP), qui rassemble autour de Benny Lévy, ancien responsable de l'activité théorique de l'UJ, le cœur de l'organisation dissoute.
- Novembre La Gauche prolétarienne sort le premier numéro de son journal *La Cause du peuple*.

1969

- Déclenchement de la « révolte anti-autoritaire », qui prend pour cible le fonctionnement du système scolaire.
- Juin En hommage à Gilles Tautin, mort un an auparavant, la GP organise une action d'éclat contre la maîtrise de Renault-Flins.
- Automne Une nouvelle « ligne d'établissement » est définie par la GP. Elle sera à l'origine de véritables vagues de démenagement de jeunes lycéens qui abandonneront leurs études pour l'usine.

REPÈRES CHRONOLOGIQUES

1970

- Février Campagne pour le métro gratuit, menée par les maos.  
 Mars Le directeur de *La Cause du peuple*, Jean-Pierre Le Dantec est arrêté.  
 Avril Michel Le Bris, le nouveau directeur de *La Cause du peuple*, est arrêté.  
 27 avril Jean-Paul Sartre annonce qu'il prend les fonctions de directeur-responsable du journal de la GP.  
 29 avril La loi « anti-casseurs » est votée.  
 8 mai Un commando mao fait un raid chez Fauchon. Les produits dérobés seront distribués dans un bidonville.  
 27 mai Ouverture du procès des deux directeurs incarcérés de *La Cause du peuple*. Raymond Marcellin, ministre de l'Intérieur, obtient du gouvernement la dissolution immédiate de la GP.  
 5 juin Fondation de l'Association des amis de *La Cause du peuple*, par Simone de Beauvoir et Michel Leiris.  
 25 juin Alain Geismar, figure médiatique de la GP, est arrêté.  
 26 juin Fondation du Secours rouge, pour la défense politique et juridique des victimes de la répression.  
 Eté Les militants maoïstes lancent « l'été chaud ».  
 Octobre Procès Geismar devant le tribunal correctionnel.  
 Novembre Procès Geismar devant la Cour de sûreté de l'Etat.  
 26 novembre Le député Michel de Grailly est enlevé par un commando de la Nouvelle Résistance populaire (NRP), organisation partisane secrète, créée par le bureau exécutif de la GP.  
 12 décembre Organisation d'un « tribunal populaire » à Lens, présidé par Jean-Paul Sartre.  
 14 décembre Les responsables de la GP dans la région Nord comparaissent devant la Cour de sûreté, accusés d'incendie criminel.

REPÈRES CHRONOLOGIQUES

1971

- Janvier Création du journal *J'accuse*, qui réunit militants de l'ex-GP et membres de l'Association des amis de *La Cause du peuple*.  
 Septembre Fusion des deux rédactions sous le titre *La Cause du peuple-J'accuse*.

1972

- 25 février Pierre Overney, jeune ouvrier militant maoïste, est tué par un vigile de l'usine Renault-Billancourt.  
 4 mars Enterrement de Pierre Overney.  
 8 mars La NRP enlève Pierre Nogrette, cadre de la Régie à Billancourt.  
 10 mars Une grève débute au Joint français.  
 Mai Affaire de Bruay-en-Artois. Crise à *La Cause du peuple-J'accuse*.  
 5 septembre Attentat palestinien aux jeux Olympiques de Munich.

1973

- 4 janvier Le numéro 0 de *Libération* est présenté à la presse.  
 17 avril Début de la grève chez Lip.  
 18 juin Chez Lip, les salariés prennent en main la production.  
 14 août L'usine de Palente (Lip) est évacuée par la police.  
 13 septembre Dernier numéro de *La Cause du peuple*.  
 29 septembre Marche pour Lip.  
 Automne L'autodissolution de l'ex-GP est prononcée par ses dirigeants Benny Lévy et Alain Geismar.

## Indications bibliographiques

- Dressen, Marnix, *Les Etablis et la Machine à laver*. Analyse sociologique de l'histoire de l'établissement dans les usines Brandt, Laboratoire de sociologie du travail et des relations professionnelles, 1988.
- Dubost, Nicolas, *Flins sans fin*, Paris, François Maspero, coll. « Lutttes sociales », 1979.
- Frémontier, Jacques, *Renault : la Forteresse ouvrière*, Paris, Fayard, 1971.
- Geismar, Alain, July, Serge et Morane, Erlyn, *Vers la guerre civile*, Paris, Editions et Publications premières, 1969.
- Hamon, Hervé et Rotman, Patrick, *Génération*, t. 1 : *Les Années de rêve*; t. 2 : *Les Années de poudre*, Paris, Ed. du Seuil, 1987 et 1988.
- Rémi Hess, *Les Maoïstes français. Une dérive institutionnelle*, Paris, Anthropos, 1974.
- Jambet, Christian et Lardreau, Guy, *L'Ange*, Paris, Grasset, 1976.
- Joffrin, Laurent, *Mai 68. Histoire des événements*, Paris, Ed. du Seuil, 1988.
- Kaplan, Leslie, *L'Excès-Usine*, Paris, Hachette-POL, 1982.
- Lardreau, Guy, *Le Singe d'or*, Paris, Mercure de France, 1973.
- Le Dantec, Jean-Pierre, *Les Dangers du soleil*, Paris, Les Presses d'aujourd'hui, 1978.
- Leprieur, François, *Quand Rome condamne*, Paris, Plon-Ed. du Cerf, 1989.
- Linhart, Robert, *L'Etabli*, Paris, Ed. de Minuit, 1978.
- Liniers, Antoine, « Objections contre une prise d'armes », in François Furet, Antoine Liniers et Philippe Raynaud, *Terrorisme et Démocratie*, Paris, Fayard, coll. « Fondation Saint-Simon », 1985.

## INDICATIONS BIBLIOGRAPHIQUES

Lin Piao, *La Grande Révolution culturelle prolétarienne (recueil de documents importants, rassemblés et rédigés par Lin Piao)*, éd. en langues étrangères, Pékin, 1970.

Manceaux, Michèle, *Les Maos en France*, Paris, Gallimard, 1972.

Mao Tsé-toung, *Le Petit Livre rouge (citations du président Mao Tsé-toung)*, éd. en langues étrangères, Pékin, 1972.

Rondeau, Daniel, *L'Enthousiasme*, Paris, Quai Voltaire, 1988.

Snow, Edgar, *Etoile rouge sur la Chine*, Paris, Stock, 1964.

Weil, Simone, *La Condition ouvrière*, Paris, Gallimard, 1951.

Winock, Michel, *Chronique des années soixante*, Paris, Ed. du Seuil, 1987.

## Remerciements

Nicole, merci !

Je remercie aussi Olivier Bétourné pour sa confiance et sa patience, Patrick Rotman pour son aide.

Comme d'habitude, merci à Olivier Rolin.

## Table

Nouvelle mémoire	9
Une histoire de l'établissement ?	15
<b>I. « Descendre de cheval pour cueillir les fleurs »</b>	<b>21</b>
<b>II. Des départs et des rencontres</b>	<b>95</b>
<i>Des départs</i>	99
Jenny Chomienne	101
Nicole Linhart	112
Danièle Léon	120
Jacques Theureau	129
Jean-Paul Cruse	139
Jacques Kébadian	147
Charles-Henri de Choiseul-Praslin	153
Yves Devillers	161
Christian Jambet	168
Yves Cohen	176
Serge Guillemin	185
Jean-Pierre Thorn	190
Dominique Bondu	196
<i>Des rencontres</i>	207
André Radondy	209
Gérard	216
Jean-Claude Poirson	220

Guy Paillot	227
Claude Lucas	232
<i>Repères chronologiques</i>	237
<i>Indications bibliographiques</i>	243
<i>Remerciements</i>	245

Virginie Linhart  
**VOLONTAIRES POUR L'USINE**

Vies d'établis, 1967-1977

Avant et après Mai 68, de jeunes étudiants ont abandonné leurs études pour aller travailler en usine. On les a appelés « les établis ». Dans l'esprit de l'époque, il s'agissait pour eux de se dépouiller de leur statut d'intellectuel, de se fondre dans les masses ouvrières pour les politiser. « Descendre de cheval pour cueillir les fleurs », disait le président Mao.

Ils furent quelques dizaines, puis plusieurs centaines, à tenter l'expérience. Conçu à l'origine comme une stratégie d'implantation militante, le mouvement d'établissement fut aussi une aventure individuelle, une épreuve physique et morale.

L'initiateur de ce mouvement, Robert Linhart, normalien et chef de file des pro-chinois, a raconté son itinéraire d'établi chez Citroën. Vingt ans après, pour sa fille Virginie, partir à la recherche de ceux qui s'étaient établis laissait entrevoir la possibilité d'une réconciliation avec un passé dont elle ne connaissait que les désenchantements. Elle a recueilli le récit d'anciens établis et, au rythme de leurs paroles, elle restitue les références, les aspirations et les désillusions d'une époque où l'engagement était total.



Photo Pierre Linhart © Seuil

